



## La France de retour à Kaboul

**PREMIÈRE** parmi les puissances occidentales, la France vient de rendre publique sa décision de rouvrir son ambassade à Kaboul. Même si, comme l'a déclaré mardi 9 janvier à Islamabad M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, il s'agit d'un « non-événement » qui n'a pas de signification politique, ce geste, pris d'un an après le rappel du dernier chargé d'affaires français dans la capitale afghane pour des raisons de « sécurité », n'en revêt pas moins une valeur symbolique.

Tout d'abord parce qu'il ouvre une brèche dans le front des pays occidentaux. Les États-Unis, la Grande-Bretagne ou le Japon n'ont toujours pas l'intention de renvoyer leurs diplomates à Kaboul. Et Washington s'inquiète d'une décision qui risque d'apparaître comme un soutien implicite au régime pro-soviétique de M. Najibullah, et qui pourrait faire bouder de neige.

**ENSUITE** parce que cette décision met en relief l'impuissance et l'échec de la résistance — il faudrait plutôt parler des résistances — à un régime qui met désormais son idéologie dans sa poche, tout en continuant de bénéficier d'une aide massive de Moscou. Divisée en groupes rivaux qui n'hésitent pas à se décapiter à coups d'assassinats, d'embuscades ou de pendaisons, qui placent leurs loyautés de personnes, de clan, de province ou de secte au-dessus de tout le reste, cette résistance a perdu beaucoup de sa crédibilité. Le gouvernement de coalition laborieusement constitué l'an dernier est resté factice depuis le début : son renouvellement, annoncé pour le printemps prochain, ne devrait guère améliorer la situation.

Quand, en février 1989, au moment du retrait du corps expéditionnaire soviétique, les ambassades occidentales fermaient l'une après l'autre leurs portes, rares étaient ceux qui donnaient au très impopulaire régime de M. Najibullah une chance de survie. L'appui de l'URSS, l'habileté du dictateur, les sanglantes querelles de ses adversaires et leur choix d'une stratégie désastreuse d'attaques frontales contre la ville de Jalalabad ont eu raison de ces prédictions par trop rapides.

**AUJOURD'HUI**, M. Gorbatchev paraît en passe de gagner son pari. Pour un dirigeant soviétique qui a, tous ces derniers mois, plutôt subi que conduit les bouleversements dans le camp « socialiste », le succès est notable.

Un succès que la France prend en compte en décidant unilatéralement de renvoyer un chargé d'affaires à Kaboul, au risque d'apparaître comme « lâchant » les moudjahidines. Pour un pays qui a été, pendant des années, à la pointe du soutien politique, humanitaire et parfois même matériel à la résistance, dont plusieurs ressortissants, journalistes et médecins, venus témoigner sur la résistance du peuple afghan, ont séjourné dans les gâches de Kaboul, c'est pour le moins un changement de cap.



## Une « première », à Vienne, dans le cadre de la CSCE

### Des chefs d'état-major de l'Ouest et de l'Est vont tenir une réunion commune

Une vingtaine de chefs d'état-major des armées de pays membres de l'alliance atlantique, du pacte de Varsovie ou de pays européens neutres se réuniront à Vienne, du 16 au 18 janvier, pour exposer la doctrine de défense de chacun des États concernés. La France sera représentée par le général

Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées. C'est la première fois qu'une telle rencontre est organisée en Europe entre l'Est et l'Ouest, dans le cadre des mesures de confiance prévues par la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Ce séminaire sur les doctrines militaires aura lieu dans la capitale autrichienne, où se poursuit, depuis 1986, le processus entamé treize ans avant à Helsinki par trente-cinq pays participants à la CSCE. Les États-Unis, le Canada et tous les pays européens, à l'exception de l'Albanie, sont convenus d'appliquer toute une série de mesures en matière de sécurité, de coopération éco-

nomique et de respect des droits de l'homme.

En matière de sécurité Est-Ouest, qui constitue l'une des trois « corbeilles » de la CSCE, les trente-cinq États concernés ont plus spécialement adopté plusieurs mesures dites de confiance et de sécurité, comme par exemple la notification préalable des manœuvres d'une cer-

taine importance, l'annonce de mouvements de troupes d'envergure ou l'invitation d'observateurs étrangers à de grands exercices.

C'est dans un tel cadre que se situe le prochain séminaire des chefs d'état-major des armées. A ce jour, il est prévu la participation de délégations militaires de vingt pays. Du côté de l'alliance atlantique seront représentés les États-Unis, l'Allemagne fédérale, la France, le Canada, les Pays-Bas, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique et la Norvège. Pour le pacte de Varsovie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est.

JACQUES ISNARD

Lire la suite page 5

## M. Jacques Chirac contesté au RPR

### M. Juppé dénonce « l'agression » de MM. Pasqua et Séguin

M. Chirac, président du RPR, a contre-attaqué après l'annonce par MM. Pasqua et Séguin de leur volonté de créer un « nouveau rassemblement ». Il sera de nouveau candidat à la présidence du RPR lors des assises nationales le 11 février. M. Juppé a déclaré qu'il ne se reconnaît plus dans la formation dont il est le secrétaire général si le comportement d'« agression » dont il est aussi la cible se révèle « payant ».



Lire l'article d'A. Passeron et le portrait de MM. Pasqua et Séguin pages 7 et 8

## Ville-cimetière en Somalie

*Hargeisa, l'ancienne capitale du Nord, que se disputent militaires et maquisards, n'est plus qu'un champ de ruines...*

HARGEISA (nord de la Somalie)  
de notre envoyée spéciale

D'abord, crevant la nuit, il y a un éclair blanc. Notre colonne s'immobilise. Plus un pas, plus un geste. Pendant quelques fractions de seconde, la lumière crue, violente, déchire le flanc de la montagne tapie au-dessus de la ville comme un animal aux aguets. Puis, dans l'obscurité soudainement revenue, retentit comme un coup de gong : l'éternité d'un instant, on croit que les étoiles vont toutes se décrocher du ciel. Ce n'est pourtant que le bruit du mortier. Le bruit banal de la guerre que se livrent, jour après nuit, les maquisards du Mouvement national somalien (MNS) et les troupes gouvernementales du président Siyad Barre.

Depuis la fin de mai 1988, depuis les premières fusillades et les premières bombes qui ont marqué ce qu'on appelle ici « la bataille d'Hargeisa », l'ancienne capitale du nord de la Somalie, fief du clan insoumis des Issaks, Hargeisa-la-

rebelle, n'est plus qu'un champ de ruines. On se les dispute âprement. « Ce sont les nôtres qui ont tiré », souffle une voix dans la colonne.

Chacun de nous, déjà, reprend sa marche de funambule, évitant les bosquets de rochers et les éboullis de rocaillies. A l'horizon, des fusées de reconnaissance — deux ou trois filins de lumière rose lancés du fin fond de la nuit — indiquent la direction à suivre. Encore une demi-heure de marche, une muraille à franchir, la ville est là : une maison éventrée nous salue, sentinelle grimaçante, immobile, sous la clarté lunaire.

Il faudra attendre près de deux heures, cachés dans l'ombre d'une bâtisse des quartiers nord, avant que les jeunes maquisards, envoyés en éclaireurs vers le centre de la capitale, reviennent pour donner le feu vert.

CATHERINE SIMON

Lire la suite page 4

## Un entretien avec M. Michel Albert

*« Nous récusons le panurgisme de la croissance externe tous azimuts », nous déclare le président des AGF*

« L'assurance est en pleine mutation. Comment se situent les AGF dans ce mouvement ? »

— L'assurance est en pleine mutation, mais pas comme vous le croyez. L'assureur est un producteur net d'épargne, et à cet égard l'assurance va jouer dans les années à venir un rôle de turbo de l'économie. Il y a vingt ans, l'épargne était abondante et les taux d'intérêt étaient bas. Aujourd'hui l'épargne est rare et les taux réels atteignent des sommets historiques. Conséquence : la puissance économique des nations ne sera pas seulement fondée sur l'informatique ou les biotechnologies, mais sur leur capacité à fabriquer de l'épargne longue. C'est là le sens du dialogue entre les États-Unis et le Japon. L'un est producteur net de dettes et l'autre producteur net d'épargne.

— Qui fabrique de l'épargne dans les pays où l'État et les consommateurs s'endettent ? Essentiellement les systèmes d'assurances. Or, malgré un premier effort budgétaire en 1989 et 1990, la

France continue à surtaxer son assurance. De plus, dans l'ensemble des financements sociaux, elle privilégie l'impôt par rapport à l'épargne, autrement dit le percepteur par rapport à l'assureur. Après les progrès accomplis depuis six ou sept ans, c'est là le vice structurel le plus grave de notre politique économique. Année après année, il imprime sa marque rouge sur le solde de nos échanges extérieurs.

— Dans ce cadre, on voit certaines compagnies s'activer, jouer la part de marché en France et à l'étranger. Les AGF ne sont-elles pas inertes ?

— De 1981 à 1988, notre chiffre d'affaires a triplé globalement et a quadruplé à l'étranger ; notre bénéfice a été multiplié par vingt et la valeur de l'action AGF par trente.

Propos recueillis par  
CLAIRE BLANDIN  
et YVES MAMOU

Lire la suite page 34 - section D

CLÉMENT BORGAL

## Jean Cocteau

ou De la claudication  
considérée comme l'un  
des beaux-arts

Collection "Écrivains"  
dirigée par  
Béatrice Didier.  
232 pages - 190 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

« Maladresse feinte, boiterie savante, signe des grands poètes et sans lesquelles il n'existe que platitude ». « La poésie boite. Et c'est à la manière dont un poème marche qu'on reconnaît la démarche du poète ». Deux formules de Cocteau qui résument et éclairent à la fois l'originalité fénicée de son œuvre et de sa personnalité.

## Contrat de plan de la SNCF

L'Etat remboursera la dette de 38 milliards de francs de la Société nationale  
page 34 - section D

## Les ennus de M. Carignon

Face à une campagne sur les « affaires », le maire RPR de Grenoble déclare : « N'ayant pu me battre, on veut m'abattre. »  
page 11 - section B

## Avertissement de M. Rocard au PS

Le premier ministre appelle les militants à « redonner au socialisme un contenu » plutôt que de se diviser  
page 8

## La polémique entre le PDG d'UTA et le ministère de la justice

M. Lapautre demande à M. Arpaillange des explications sur l'enquête ouverte après l'attentat contre le DC-10 de la compagnie  
page 11 - section B

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 39 à 41

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - section D



## DÉBATS

Droit international

## Ingérence et volonté

par Olivier Russbach

AVEC le « droit d'ingérence » tel qu'il est préconisé par le ministre français des affaires étrangères, c'est un recours à la force – formellement interdit par le droit international en vigueur – auquel il est demandé aux juristes internationaux de « réfléchir ». Or ce qui manque, ce n'est pas du droit, et encore moins une « réflexion » débouchant sur de nouveaux colloques et de nouveaux concepts. Ce qui manque, c'est la volonté politique des États d'appliquer le droit international existant.

Puisque les voici enfin interpellés, les juristes internationaux doivent dénoncer l'hypocrisie des États en matière de droit international, faire toute la lumière sur les moyens qui existent pour le faire appliquer et qui ont précisément la fonction

d'éviter, ou d'interrompre, les situations de crise et d'urgence ; et ainsi imposer l'utilisation du système juridique mis en place par la Charte des Nations unies.

## Remettre en selle l'ONU

Les juristes internationaux ne sauraient en effet laisser plus longtemps les États qui composent le Conseil de sécurité de l'ONU prétendre que la communauté internationale est « impuissante et mal outillée ». Il n'est en réalité pas un seul rapport d'activité du secrétaire général de l'ONU, au cours des années 80, qui ne se plaigne officiellement, parfois en termes peu diplo-

matiques, du « manque de volonté politique des États » pour le bon fonctionnement de l'organisation.

« Le mépris du droit international marque la vie de la société mondiale », écrit M. Pérez de Cossío dans son rapport d'activité de 1988. « Les cinq États membres du Conseil de sécurité se dérobent à mes propositions pour rendre le Conseil plus efficace », notait-il en 1985. Or « si les pays membres avaient la volonté d'appliquer la lettre de la Charte – ne parlons même pas de son esprit ! – l'ONU pourrait marcher, et très bien ».

Le défi auquel les juristes internationaux doivent faire face aujourd'hui est donc l'application sérieuse du droit international et la remise en selle de l'ONU et de ses mécanismes juridiques. Si les gouverne-

ments de la communauté internationale veulent les aider, ils le peuvent. Ils doivent alors cesser de saper l'autorité de l'ONU, et de rendre désuète la pléthore de commissions et de sous-commissions qui travaillent depuis quarante-cinq ans à faire du droit international une réalité qui s'impose aux États.

Cette réalité devait par exemple, dans le cas du conflit Iran-Irak, conduire les États membres de l'ONU à cesser de prêter assistance militaire à ces deux pays, condamnés tout au long des années 80 par le Conseil de sécurité pour « violation des lois et coutumes de la guerre » ; cela d'autant que le Conseil ajoutait toujours à ces condamnations une demande d'assistance aux autres États de « s'abstenir de tout acte pouvant intensifier le conflit », ne faisant d'ailleurs à que confirmer la double obligation des États, contenue dans la Charte, d'assistance à l'ONU et de non-assistance à ceux qui en bafouent les principes.

La Charte va jusqu'à permettre, au besoin, « l'exclusion d'un membre [qui] enfreint de manière persistante les principes énoncés » dans son texte. Sans aller forcément jusqu'à un recours systématique à la Cour internationale de justice sur tous les points de droit aujourd'hui « réglés », elle permettrait de développer un système d'ingérence juridique dans la politique intérieure de certains États, et extérieure de certains autres.

La CEE, en la matière, a un rôle prédominant à jouer puisque le traité de Rome et l'acte unique européen font du respect de la Charte des Nations unies un des objectifs fondamentaux de la Communauté européenne. La CEE, ni aucune autre organisation intergouvernementale d'ailleurs, ne saurait dès lors estimer faire suffisamment face à ses responsabilités en déplaçant des fonds pour venir en aide – une fois les dommages causés – aux victimes de violations graves du droit international, lorsque ces violations sont patentes, officiellement et publiquement dénoncées par les instances habilitées à les dénoncer.

Le débat qui a lieu aujourd'hui au sujet de la Roumanie sur la non-assistance à personnes en danger, et sur ce que les « autorités occidentales-gouvernementales » auraient pu et dû faire ne saurait rester exclusivement un débat médiatique. Il est effectivement temps que les juristes examinent sous l'angle du droit les compétences et responsabilités des gouvernements et des organisations intergouvernementales pour l'application du droit international.

► Olivier Russbach est avocat, membre de Droit International 1990.

Socialisme

## Ils ont gagné

par Gilles Perrault

LES socialistes ont gagné et s'en félicitent bruyamment. L'écroulement lamentable des régimes dits communistes règle une fois pour toutes la querelle ouverte en 1920 au congrès de Tours. Etant donné qu'il n'y a pas de « Vieux Mouvement » à l'heure de la demande de chefs de gouvernement, ministres, et maints provinciaux au menton dur du type Lacoste chez lesquels la fréquentation du militaire déclenche une irrefrénable passion. Comme on sait, l'espèce n'est pas éteinte.

La PCF était contre, il n'était, certes, pas le seul, mais aucune formation politique importante ne s'associa à sa lutte contre l'horreur coloniale. On lui reproche aujourd'hui de n'avoir pas été assez consistant dans son opposition (et par exemple d'avoir voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet, qui les avait demandés pour faire la paix et s'en servir pour envoyer le contingent en Algérie), mais enfin il était contre.

## Notre jeunesse

De sorte qu'un vieux militant communiste français, s'il s'est rendu coupable d'une inoubliable complicité idéologique-politique avec les régimes de l'Est, possède, lui, le privilège de n'avoir pas de sang innocent sur les mains. C'est peut-être un hasard (si la PCF avait été au pouvoir...), mais c'est un fait.

Il est vrai que les socialistes aient pu jamais théoriser leur pratique. Or – le sang s'écoule vite – l'opprobre s'attache moins durablement aux faits qu'aux systèmes idéologiques censés les produire. Tout au long de nos années de sang, le discours socialiste resta impeccablement humaniste. Il ne faussait pas la guerre ; il assurait la pacification. Les guillottes algériennes ne découpaient pas des résistants : elles châtiaient des criminels du droit commun.

C'est par glissements progressifs presque insensibles que la torture, par exemple, s'épaula dans la République, puis s'écoula sans tambour ni trompette par le veru – déjà – d'une amnistie. Ainsi nos Barbes abondèrent le troisième âge dans la ciquette de leurs honorables médailles.

Ils ont gagné, c'est vrai. Et tant mieux ! Mais nous n'oublions pas notre jeunesse à cause d'eux perdus.

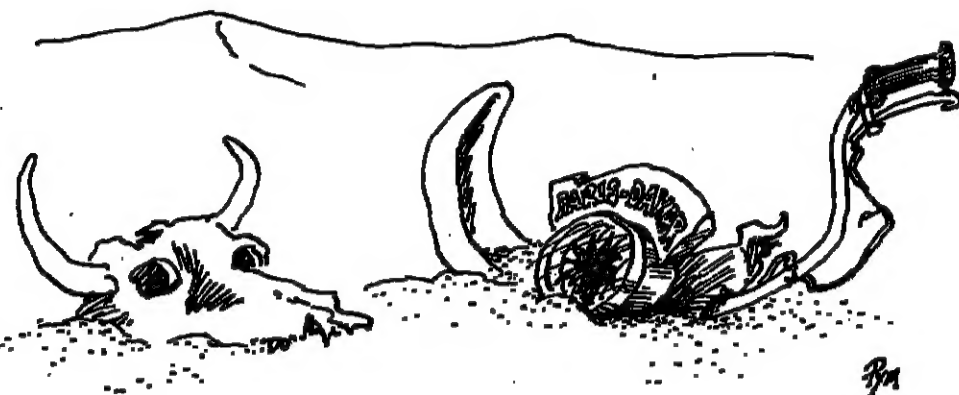
► Gilles Perrault est écrivain.

## Victimes

Sans aller jusqu'à évoquer la non-intervention en Espagne et une collaboration victorieuse où les notabilités socialistes furent longtemps plus nombreuses que dans la Résistance, l'après-guerre devait, en effet, fournir au socialisme humaniste français un banc d'essai à l'échelle mondiale. Les chiffres sont aussi approximatifs que ceux du Goulag, mais on évalue les victimes de la répression à Madagascar (1947) à 80 000 morts, celle de la guerre d'Indochine (1946-1954) entre 800 000 et 2 millions, celles de la guerre d'Algérie (1954-1962) entre 800 000 et 1 million. Les scores atteints en Tunisie et au Maroc sont peut-être d'être mentionnés et la mémorable expédition de Suez qui surtout par le ridicule. Accessoirement, et conformément à la tradition social-démocrate, la police ouvrait le feu à huit reprises, de 1947 à 1955, sur la classe ouvrière française.

Si l'on rapporte le chiffre de ses victimes à celui – médiocre

## TRAIT LIBRE



## AU COURRIER DU Monde

## Les Lumières version marocaine

Longtemps professeur à Casablanca, je suis resté attentif à ce qui se passe au Maroc. Je note depuis quelque temps des concerts de louanges sur ce pays et sur son gouvernement, « ouvert », « éclairé », « tolérant ». Je reçois aussi des lettres de mes anciens élèves qui rendent souvent un tout autre ton : ainsi de l'un des trois sujets proposés en instruction islamique (matière obligatoire) aux élèves de terminale, séries scientifiques et techniques, pour la première partie du bac, fin décembre 1989, dans les établissements publics de Casablanca :

« La franc-maçonnerie se cache derrière des slogans trompeurs, à savoir : Liberté, Égalité, Fraternité. Qu'est-ce que ce mouvement et quelle est la vérité sur ces slogans ? »

Mon correspondant ne m'a malheureusement pas dit si les élèves qui ont défendu la devise française ont été collés...

GÉRARD SOUTANIE  
Neuilly-sur-Seine

## Col de préfet

Je crois qu'il est de mon devoir, dans la grande tâche de réflexion pour une rénovation de l'administration française, d'apporter ma petite pierre, sous forme de bouton sans doute, et quoique je ne sois pas fonctionnaire...

Il m'est tombé entre les mains plusieurs feuillets concernant un concours de lingère. Pas n'importe quelle lingère, puisqu'il s'agit d'une lingère de préfecture, prévue pour être attachée au service du préfet. Ce n'est pas rien !

Sur cinq épreuves, la première, de 9 heures à 9 h 45, retourne un col de chemise. Voilà un bon sens de l'économie. Il faut savoir que nos préfets peuvent conserver leurs chemises plus longtemps grâce à une pratique que j'ai encore connue dans les années 50 et les familles économes...

Attention ! Cette épreuve « retourner un col de chemise » est affectée d'un coefficient 3, le plus élevé du concours. À comparer avec la cinquième épreuve : « coudre deux Venise arrêtés à 2 cm du bord » (de 15 h 15 à 17 h 15) qui ne bénéficie que du coefficient 1. Tout se perd...

LUC FRÉDEFON  
Talence, Gironde

## Ravalement et événement

J'ai beaucoup apprécié la lettre de Jacques de Lanversin (le Monde du 26 décembre 1989) rendant à

Pierre Sadreau le mérite d'avoir fait ravalier les façades de Paris. Pour tenter de mieux cerner l'histoire, je voudrais ajouter un correctif et le rappel d'un autre acteur de ce ravalement.

Si le décret faisant obligation de nettoyer les façades tous les dix ans date bien du 26 mars 1852, le mérite en revient, non à Hausmann, alors préfet de la Seine, mais à Berger, nommé préfet de la Seine par le prince-président quatre jours après son élection le 10 décembre 1848, et poussé au Sénat par le même prince devenu empereur, le 22 juin 1853.

Quant à la résurgence de l'idée dans les temps modernes, ne faut-il pas en donner au moins une petite part à Fernand Léger, qui écrivait dans *Art d'aujourd'hui* en 1949 : « J'avais pensé, en 1937, pendant l'Exposition, à utiliser les 500 000 chômeurs à traiter les façades de Paris. Le projet était de créer un « événement d'étonnement » pour les visiteurs : Paris tout blanc, et le soir, des avions et des projecteurs inondant la ville de couleurs vives et mobiles. Pourquoi pas ? Mon projet ne fut pas accepté, c'était pourtant le seul moyen de créer un événement nouveau à l'échelle d'une exposition internationale. »

BERNARD MARREY  
Paris

## A quand le prochain siècle ?

On entend souvent dire que l'ère chrétienne n'ayant pas commencé par une année zéro, le siècle à venir ne débutera que le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Selon ce raisonnement, la décennie 90 ne commencerait que le 1<sup>er</sup> janvier 1991. En toute rigueur c'est exact, mais c'est cependant un défi au bon sens.

Ne vaut-il pas mieux admettre que la première décennie de notre ère n'a compté que neuf années, le premier siècle que quatre-vingt-neuf ans ? Pardonons à nos ancêtres leur erreur initiale et oublions-la.

Pour moi, la décennie 90 est commencée depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier et le vingt et unième siècle commencera bien en l'an 2000.

PIERRE BAPST  
Paris

## Après l'anglo-américain le japonais

Le parc-automobile de la Cité des sciences de La Villette est équipé

d'appareils de péage automatique dont les instructions sont exclusivement en anglais : Insert your card, take your money, etc. On justifie cela par le fait que la langue du « pays techniquement le plus avancé du moment » est l'anglais. Aurons-nous donc droit, bientôt, à des appareils en japonais ?

DOCTEUR ELIE-ARIE  
Université Paris-VI

## La fin du Marché commun

M. Thatcher a tort, mais elle finira par avoir raison. Pour l'Europe entière, les événements dans les pays de l'Est vont incontestablement mener à une redistribution complète des cartes tant économiques que politiques.

Des accords agricoles, industriels, financiers vont devenir indispensables pour soutenir les économies chancelantes qui se tournent vers la liberté et l'Ouest. A leur tour ces aides, ces facilités, puis ces engagements vont diluer la cohésion économique des Douze. En effet, cet écoulement à l'Est, ces obligations à l'Ouest vont entraîner des révisions fondamentales dans l'optique et la cadence du marché unique de 1993.

Tout aussi importantes seront les retombées politiques si l'Allemagne de l'Est fusionne ou s'associe à celle de l'Ouest. Au Conseil, à la Commission, au Parlement européen, l'Allemagne sera-t-elle une ou deux ? La même question politique se posera inéluctablement avec l'adhésion directe ou indirecte d'autres pays de l'Est, sans parler d'un ou de plusieurs membres de l'AELE qui font – ne pas l'oublier – partie intégrante de notre continent.

L'Europe des Douze a vécu. Une autre forme de construction européenne indubitablement prendra sa place. Laquelle ? Il est trop tôt pour le dire. Si l'Europe n'est pas une solution, l'esquisse n'est pas une solution. L'esquisse n'est pas une solution. L'esquisse n'est pas une solution.

Vraisemblablement nous verrons naître une Europe moins homogène, moins cohésive, moins structurée. Elle sera probablement plus souple, plus informelle, plus décentralisée. Nous nous orienterons plus vers une confédération que vers une communauté.

Il y a six semaines, une telle optique était impensable et même indésirable. Le triomphe de la liberté nous entraîne à tout repenser et rend possible le rayonnement d'une Europe forte de près de 500 millions – voire 750 millions d'habitants.

CLAUDE MOSSERI-MARLIO  
Paris

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M. Georges Benoit-Méry  
M. André Fontaine, gérant.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

sur 36-15 - Tapes LM

## Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 PARIS

Tél : (1) 43-55-91-82 ou 43-55-91-71

Tél. MONDOPUB 286 126 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 457

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 43-47-88-91

## ABONNEMENTS

BP 597 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	706 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 408 F
1 an	1 380 F	1 500 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-44-43-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à fournir leur dernière adresse deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. POSTE PAYE : PARIS EF

## BULLETIN D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## M. Ingva

STOCKHOLM

de notre corres

L'année 1989 s'est

née pour le parti s

(SAP) au pouvoir

dage qui traduisait

de sa popularité : 7

ions de vote, la co

enregistrée depuis

projet de réforme l

pris : des troubles

publique avec une

banis qui paralys

ments scolaires

semaines en nov

décembre : un déb

la politique énérg

la Suède, préoccu

grandes industries

une économie qui s

qui ne cessent de s

de facteurs qui ont

sympathies à un p

recettes de redress

1990 devrait é

désastre, avec la m

la réforme fiscale e

prochain, le vote d

ment sur la ferme

deux réacteurs nu

par le gouverneme

tenu de la contriv

ce dernier point, le



# ÉTRANGER

HONGRIE : un scandale d'écoutes téléphoniques

## « Dunagate » à Budapest

« J'ai failli être foudroyé en apprenant ces informations ! », István Horvath, le ministre hongrois de l'Intérieur, a été obligé d'interrompre ses vacances à la suite du scandale qui vient d'éclater à Budapest. Pour sa part, le chef du gouvernement, M. Miklós Németh, s'est déclaré « surpris » lorsque les représentants du Forum des jeunes démocrates libres (FIDESZ) et l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) ont déposé sur son bureau, vendredi 5 janvier, les photocopies de plusieurs rapports « top secrets ». Et il a décidé illico de convoquer d'urgence un conseil des ministres extraordinaire.

Les deux partis d'opposition FIDESZ et SZDSZ ont présenté ensuite à la presse les résultats de leur enquête sur les activités illégales des services de sécurité : sept minutes d'une bande vidéo, des documents de la troisième division de la sécurité intérieure, avec, notamment, des fiches d'indices sur les manifestations politiques et les mécontentements dans les rangs sociaux-démocrates, des listes de candidats possibles pour les élections de mars prochain.

Le rapport comportait également l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre M. Ferenc Kosszeg, l'un des diri-

geants de la SZDSZ, et un journaliste est-allemand. M. Kosszeg lui proposait d'être le correspondant à Berlin de son journal, *Bezzeloe*, moyennant une certaine rémunération.

Ces documents dataient du mois de septembre dernier. Mais ils ont été rendus publics quelques jours seulement après que le chef de la sécurité ait affirmé à M. Ferenc Kosszeg, au cours d'un débat télévisé, que les écoutes téléphoniques des opposants avaient été supprimées. Le FIDESZ et la SZDSZ ont immédiatement réclamé l'ouverture d'une enquête sur une affaire qu'on appelle maintenant le « Dunagate ». Ils exigent également la suspension de József Horvath (chef de la sécurité intérieure), Ferenc Ballagi (vice-ministre de l'Intérieur, responsable de la sécurité d'État), ainsi que la démission de István Horvath, le ministre de l'Intérieur.

À la demande du premier ministre, le procureur militaire a ouvert une enquête — ce qui est juridiquement correct — et saisi toute la documentation de la fameuse troisième division. Le ministre de l'Intérieur, qui, lui aussi, a demandé une investigation, a déclaré tout ignorer des rapports de cette troi-

sième division et se présente comme une « victime » d'une manipulation politique avant les élections. A travers lui, dit-il, c'est le Parti socialiste qui est visé.

C'est la raison pour laquelle M. Imre Pozsgay, leader de plus en plus isolé du PS, rejette en bloc — non sans une certaine nervosité — toutes ces accusations et prétend que ces rapports ont été faits à la demande de ses adversaires pour renforcer leur position en vue du scrutin.

« Vous savez, moi aussi, j'ai souvent l'impression d'être écouté », déclarait M. Rezső Nyers, président du Parti socialiste, aux questions des journalistes relatives au scandale. Au nom de sa formation, il s'est désolidarisé des activités illégales des services de sécurité. Cette affaire montre en tout cas qu'il convient, comme le propose le gouvernement, de dissocier la sécurité d'État du ministère de l'Intérieur et de la placer sous contrôle parlementaire.

Une chose est sûre : le « Dunagate » a gravement ébranlé le ministère de l'Intérieur. Reste à savoir maintenant si cette affaire a définitivement compromis les espoirs électoraux du Parti socialiste, en chute libre depuis le congrès de l'année dernière.

URSS : le voyage de M. Gorbatchev à Vilnius

## Le mouvement nationaliste lituanien fait monter les enchères

M. Gorbatchev est attendu cette semaine à Vilnius — la date exacte de sa visite n'a pas été confirmée — où il va être confronté à l'une des situations les plus délicates qu'il ait connues depuis son arrivée au pouvoir. Les nationalistes lituaniens ont en effet prévu de l'accueillir par des manifestations de masse destinées à soutenir leur revendication en faveur de l'indépendance de l'État balte.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev est attendu jeudi 11 janvier en Lituanie, selon toute vraisemblance. Ce voyage, qui n'avait toujours pas été définitivement confirmé à Moscou mercredi matin, constituera l'une des parties les plus délicates que le dirigeant soviétique aura à jouer depuis son accession au pouvoir, en raison notamment de l'aspect fondamental que revêt l'affaire lituanienne pour l'avenir des relations entre Moscou et les diverses Républiques de l'URSS.

Il s'agit pour M. Mikhaïl Gorbatchev de trouver un compromis sur la proclamation d'indépendance, le mois dernier, du Parti communiste de Lituanie par rapport au Parti communiste soviétique. Moscou n'accepte pas une telle indépendance, sans précédent en URSS, tandis que les communistes lituaniens refusent de revenir sur leur décision. Le Kremlin redoute en particulier que l'exemple lituanien ne se propage à d'autres Républiques. M. Alexandre Iakovlev, un proche de M. Mikhaïl Gorbatchev connu pour ses prises de position résolument réformistes, a lui-même regretté que les « communistes lituaniens ne prennent pas en compte l'effet de domino » que peut avoir leur décision au sein de l'Union.

### Brasque radicalisation

La marge de manœuvre de M. Mikhaïl Gorbatchev est des plus réduites et vient encore de diminuer avec l'appel au Sajudis, le mouvement indépendant lituanien, à manifester de façon massive mercredi et jeudi à Vilnius en faveur de « la liberté et de l'indépendance » de l'État balte.

Le dirigeant soviétique risque de se retrouver confronté pour la première fois directement à des manifestations nationales d'envergure et on peut faire confiance au Sajudis pour rassembler des foules considérables. Certains de ses porte-parole misent déjà sur 1 million de personnes, un chiffre

énorme puisque la Lituanie compte 3,7 millions d'habitants, dont 80 % de Lituaniens.

Le mouvement nationaliste lituanien compte également réclamer, lors des rassemblements de Vilnius, « la dénonciation de l'agression contre l'État indépendant lituanien le 15 juin 1940 et de son incorporation illégale et par la force à l'URSS ». Il appelle au retrait de l'armée d'occupation soviétique, à la compensation des pertes dues au génocide du peuple lituanien et à la destruction de l'environnement. Le Sajudis demande enfin au Soviet suprême lituanien d'engager des négociations amicales entre les deux pays, sur la base du traité de paix signé entre la Lituanie et Moscou, en juillet 1920. La Lituanie a été indépendante de 1919 à 1940.

Le Sajudis a rarement tenu officiellement un langage aussi ferme. Cette brusque radicalisation du mouvement nationaliste lituanien, et à un tel moment, suscite des interrogations. Loin de calmer le

responsables de provinces agrippés depuis des décennies à leurs fonctions et qui n'ont jamais ressenti la nécessité d'adapter l'URSS à des temps nouveaux. Les signes de ce durcissement politique sont nombreux. Les nationalistes russes tentent de se mobiliser, en faisant appel aux sentiments slavophiles dans la plus pure tradition de l'histoire des idées politiques russes. Lors de son rapport lu fin décembre devant le plénum du comité central consacré à la Lituanie, M. Mikhaïl Gorbatchev a dû lui-même s'élever contre les nostalgies pour un « pouvoir fort » qui se font jour actuellement non seulement dans la population, mais aussi dans les rangs du Parti communiste. L'agitation nationale se développe enfin en Géorgie et en Azerbaïdjan.

Les communistes lituaniens ont condamné l'appel du Sajudis à manifester. Le deuxième secrétaire de la République, M. Vladimir Bertous, a affirmé mardi à Vilnius que les responsables lituaniens



jeu, le Sajudis a fait monter les enchères d'un cran supplémentaire. Les nationalistes lituaniens souhaitent empêcher la visite de Mikhaïl Gorbatchev ou la faire échouer qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Il est vrai que, depuis sa création en 1988, le Sajudis a toujours manœuvré à l'extrême limite de ce qui était possible et qu'il n'a pas relâché un instant sa pression sur les dirigeants de la République balte.

### Une vie politique crispée

La vie politique en URSS s'est très nettement crispée ces dernières semaines, alors qu'approchent les élections locales qui risquent d'être catastrophiques pour tous ces res-

ponsables. M. Mikhaïl Gorbatchev est condamné à réussir. Il ne peut se permettre de revenir à Vilnius, le mois dernier, les mains vides à Moscou où l'attend une deuxième réunion du comité central, le parlement du Parti communiste soviétique. S'il se rend à Vilnius, il y a cependant de bonnes raisons de penser que Moscou et les Lituaniens sont parvenus à une solution de compromis, fil-elle provisoire. Mais les manifestations du Sajudis risquent de rendre cette solution encore un peu plus hypothétique. — (Interim.)

GRANDE-BRETAGNE

## Les quatre cents coups d'un député travailliste écossais

LONDRES

de notre correspondant

« Ce que vous avez fait dans l'appartement de M<sup>me</sup> Longden est scandaleux et prouve que vous êtes incapable de vous contrôler sous l'empire de la colère, ce dont vous devriez avoir totalement honte ! » Le juge n'a pas mâché ses mots en condamnant M. Ron Brown, député travailliste écossais d'extrême gauche, à 1000 livres d'amende (10000 F) pour avoir mis à sec, au printemps dernier, l'appartement de sa petite amie qui venait de le quitter.

M. Brown devra payer en outre 628 livres de dommages et intérêts à M<sup>me</sup> Longden et les frais de justice, qui s'élèvent à 2500 livres. Le juge n'a cependant pas retenu l'accusation de vol. L'honorable parlementaire avait été interpellé par une patrouille de nuit alors qu'il quittait le domicile de son ancienne maîtresse en laissant dépasser de ses poches deux petites culottes appartenant à cette dernière. « En guise de souvenir », avait-il dit aux policiers.

Le député travailliste d'Edimbourg avait déjà fait parler de lui

### « Victoire morale »

Agé de cinquante et un ans, M. Brown habitait en semaine dans la région londonienne chez M<sup>me</sup> Longden, documentaliste aux Communes, de douze ans sa cadette, et revenait passer le week-end à Edimbourg chez sa femme, qui était aussi son agent électoral. Cet arrangement s'est trouvé bouleversé lorsque la première a pris un autre amant.

M. Brown s'est rendu chez M<sup>me</sup> Longden pour une explication qui est vite devenue orageuse. L'intéressée est allée chercher son nouvel ami, qui se trouvait à proximité. Les objets ont commencé à voler. M. Brown affirme qu'il en a davantage reçu que lancé.

L'épouse du député a assisté intégralement aux six jours du procès. M. Brown lui-même a estimé qu'il avait remporté une « victoire morale » puisque l'accusation de vol avait été retirée. Il n'est pas question pour lui en tout cas de quitter le Parlement. « Pourquoi démissionner ? Je n'ai pas été pris en train de me droguer ou de conduire en état d'ivresse. C'était seulement une sorte de scène de ménage, dont normalement la justice n'aurait pas dû avoir à connaître... »

S'il ne paie pas son amende, M. Brown ira passer quatorze jours en prison. Il le verra, bien sûr, même s'il lui en coûte. Mais il n'a pas apprécié les propos sévères du juge, qu'il attribue au fait que ce dernier est anglais et, selon lui, sûrement conservateur. « C'est plutôt dur pour moi pour quelqu'un qui est écossais et de gauche », a-t-il conclu mardi soir en fêtant, une coupe de champagne à la main, la conclusion de son procès.

DOMINIQUE DHOMBRES

SUÈDE : crise de confiance chez les sociaux-démocrates

## M. Ingvar Carlsson réorganise son gouvernement

STOCKHOLM

de notre correspondante

L'année 1989 s'est mal terminée pour le parti social-démocrate (SAP) au pouvoir, avec un sondage qui traduisait une forte chute de sa popularité : 35,6 % des intentions de vote, la cote la plus basse enregistrée depuis vingt ans. Un projet de réforme fiscale mal compris : des troubles dans la fonction publique avec une grève des enseignants qui paralysa les établissements scolaires durant cinq semaines en novembre et en décembre ; un débat qui traîne sur la politique énergétique future de la Suède, préoccupante pour les grandes industries exportatrices ; une économie qui stagne ; des prix qui ne cessent de grimper ; autant de facteurs qui ont fait perdre des sympathies à un parti en mal de recettes de redressement.

1990 devrait être une année décisive, avec la mise en place de la réforme fiscale et, en septembre prochain, le vote définitif du Parlement sur la fermeture anticipée de deux réacteurs nucléaires voulue par le gouvernement (1). Compte tenu de la controverse que soulève ce dernier point, le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a décidé de faire entrer dans son cabinet l'un de ses principaux détracteurs, en ce qui concerne précisément la politique énergétique, en la personne de M. Rune Molin,

numéro deux de LO, la puissante centrale syndicale ouvrière, auquel il confie le portefeuille de l'Industrie et de l'Énergie.

C'est la carte maîtresse du remaniement ministériel partiel, annoncé mardi 9 janvier à Stockholm, qui voit également arriver un nouveau ministre du marché du travail, M<sup>me</sup> Mona Sahlin, trente-deux ans, la benjamine de l'équipe, remplaçant M<sup>me</sup> Ingela Thalen, nommée aux affaires sociales. M<sup>me</sup> Birgitta Dahl perd la double fonction problématique qu'elle avait assumée depuis 1985 de ministre à la fois de l'environnement et de l'énergie, pour ne conserver que la première.

M. Carlsson a aussi décidé de réorganiser le travail au sein de son cabinet en créant trois groupes ministériels, « les questions que nous devons affronter exigeant le rassemblement des forces et une intensification de la collaboration » : un groupe de politique étrangère et de sécurité, présidé par le ministre des affaires étrangères, M. Sten Andersson, qui comprendra également la coopération, le commerce extérieur, la défense et l'environnement ; un groupe « bien-être », dirigé par M<sup>me</sup> Thalen, réunissant les affaires sociales, le travail, le logement, les affaires civiles, l'éducation nationale et l'environnement ; un groupe pour le développement industriel,

présidé par M. Molin, dans lequel entreront l'industrie, l'énergie, l'agriculture, les communications et, encore une fois, l'environnement.

La coordination du travail de ces trois groupes sera assurée par une cellule comprenant le premier ministre, le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, et le ministre de la Justice, M<sup>me</sup> Leila Freivald, ainsi que les présidents des trois groupes. Mais c'est du groupe spécial qui doit étudier la faisabilité ou non du démantèlement des deux réacteurs nucléaires et donner ses conclusions en avril prochain que l'on attend le plus. Les discussions promettent d'être serrées entre M. Carlsson et M<sup>me</sup> Dahl, partisan de la fermeture des installations, d'un côté, et MM. Molin et Stig Malin, patron de LO, de l'autre. Ces derniers entendent veiller à ce qu'aucune mesure susceptible de compromettre l'emploi et la production ne soit prise. Si les industriels, le patronat et les conservateurs ne sont pas mécontents de cette redistribution des cartes au sein du gouvernement, l'électorat « vert » de tous bords redoute, en revanche, une trahison de la gauche.

FRANÇOISE NIÉTO

(1) Les Suédois s'étaient prononcés en 1980 par référendum pour la fermeture avant 2010 des deux réacteurs nucléaires en service.

## LA MARCHÉ VERTE



« Si la Marche Verte a suscité au sein de l'opinion publique internationale force commentaires, réflexions, voire incompréhensions, cela atteste de l'intérêt et de l'importance de ce glorieux événement. Il ne s'agit, cependant, ni d'une lubie personnelle, ni d'une aventure ou une décision irresponsable, ni d'un jeu de hasard dans le domaine politico-diplomatique ; mais d'un acte de foi d'un roi et d'un peuple (...). »

« La Marche Verte constitue un modèle pour le règlement pacifique des différends. Elle a permis un juste aboutissement à une décolonisation-grosse de risques d'embrasement dans la région. »

Hassan II, Roi du Maroc.

Des témoignages inédits et des révélations sur une épopée qui a mobilisé 350.000 marocains. Un ouvrage exceptionnel sur un événement exceptionnel

COLLECTION EDIFICATION D'UN ETAT MODERNE

Ouvrage format 14 x 22,5 cm 480 pages Prix TTC 140 F

## gné

population, la France se ne dans le peloton de on en tête, des pays aurs de la deuxième sicle.

socialistes n'étaient pas seuls au pouvoir, y étaient puissamment. la Maison » fournit à la e chefs de gouverne- istres, et maints pro- au menton lourd du type chez lesquels la fré- on du militaire déclen- irrépressible passion, on sait, l'espèce n'est itte.

E était contre. Il n'était, pas le seul, mais aucune on politique importante s'écou- à sa lutte contre r colonialiste. On lui e aujourd'hui de n'avoir i assez consistant dans position (et par exemple voté les pleins pouvoirs Mollet, qui les avait des pour faire la paix et servit pour envoyer le jent en Algérie), mais était contre.

### Notre jeunesse

sorte qu'un vieux militant uniste français, s'il s'est coupable d'une inoubliable idéologique-poin- vac les régimes de l'Est, de, lui, le privilège de pas de sang innocent sur ains. C'est peut-être un i (si le PCF avait été au x...), mais c'est un fait.

st vrai que les socialistes i ne jamais théoriser leur ue. Or — le sang sèche une pprobre s'attache moins ément aux faits qu'aux mes idéologiques censés réduire. Tout au long de années de sang, le discours iste resta impeccablement niste. Ils ne faisaient pas la e : ils assuraient la paci- n. Les guillotineuses aig- es ne décapitaient pas des ants : elles châtaient des nels de droit commun.

st par glissements pro- ifs presque insensibles que rture, par exemple, s'épa- t dans la République. pus lisa sans tambour ni trom- a par la vertu — déjà — d'une iste. Ainsi nos Barbie abor- da le troisième âge dans le jets de leurs honorables ailles.

ont gagné, c'est vrai. Et mieux ! Mais nous n'oublie- pas notre jeunesse à cause x perdus.

Illec Perreut est écrivain.

LIENS.

DEX 09

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437 ISSN : 0395-2031 de l'Union (1) 42-47-98-81

ENTS 09 TEL : (1) 42-47-98-72

SUISSE	AUTRES PAYS
584 F	700 F
972 F	1480 F
1 000 F	2 450 F

an tarif sur demande.

ALLETIN accompagné de vote

si-dessus

NDE code d'accès ABO

renseignements

numéro vert)

si : nos abonnés sont invités à for-

leur départ. Joindre la dernière

PORT PAYE : PABX RP

ONNEMENT

OISE

1 an

Prénom :

Code postal :

Pays :

nos progrès en capitales d'impression



## EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'apprentissage de la démocratie

## L'opinion commence à observer d'un œil critique les premiers pas des nouvelles autorités

Si populaire que demeure le nouveau président, M. Vaclav Havel, les premières démarches, décisions ou déclarations des autorités tchécoslovaques n'ont pas été entièrement exemptes de faux pas — que l'opinion commence à observer d'un œil critique.

## PRAGUE

Correspondance

« Big Brother vous regarde » : sur un des murs de Prague, où s'étale le sourire du nouveau président de la République tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, une main irrévérencieuse a tracé la célèbre citation du roman de George Orwell 1984. « C'est vrai qu'il commence à devenir un peu envahissant, notre cher président. A la radio, à la télé, dans les journaux et sur les murs, on ne voit et n'entend plus parler que de lui », constate Jan, un jeune journaliste en médecine qui se dit toutefois choqué par ce graffiti moqueur.

« On ne se débarrasse pas facilement du culte de la personnalité dans un pays qui a été habitué durant quarante ans de régime communiste », soupire Karel Šrp, qui a purgé dix-huit mois de prison pour avoir présidé une association culturelle indépendante, la section de jazz, « mais notre Vašek (prononcer Vachek) n'a pas changé ».

assure-t-il en utilisant le diminutif affectueux par lequel ses amis désignent M. Havel. « Il est toujours aussi simple et proche de nous. J'ai pu m'en rendre compte à la cérémonie d'investiture où il est venu, comme d'habitude, me taper sur l'épaule devant tout le monde malgré ses habits neufs de chef d'Etat », ajoute-t-il.

Après l'effluve de la « révolution de velours » de novembre-décembre, « le conformisme a bien vite repris le dessus », regrette l'étudiante Jana. Štíhl M. Havel installé au château de Prague, siège de la présidence de la République, les étudiants ont arrêté leur grève et, « mais à part les cours obligatoires de marxisme-léninisme qui ont heureusement disparu, le train-train a pratiquement repris comme avant », regrette-t-elle.

## L'ordre public

Moins de deux semaines après l'élection de M. Havel à la magistrature suprême, l'état de grâce dure encore pour le nouveau régime, mais la population évoque avec une pointe d'inquiétude ses premiers faux pas.

La très large amnistie décrétée le 1<sup>er</sup> janvier par le nouveau président, qui s'est traduite par la libération de quelque vingt mille prisonniers — soit près des deux tiers du nombre total, — a sans doute

permis d'éviter une révolte généralisée dans les maisons d'arrêt du pays, qui avait déjà menacé fin décembre.

Mais ces libérations massives et mal préparées ont provoqué de sérieux problèmes d'ordre public. De nombreuses rixes ont notamment éclaté dans les gares par lesquelles transitent des détenus amnésiés désemparés et souvent pris de boisson : ce qui a amené M. Vaclav Havel à « recommander », quelques jours plus tard, aux services de police toute la fermeté nécessaire à leur égard, « afin de protéger les biens et les personnes ».

L'ampleur de cette amnistie n'a pas empêché une grave mutinerie dans la prison de Leopoldov, en Slovaquie, où sont réunies les personnes les plus lourdement condamnées qui n'ont bénéficié que d'une réduction de peine. Le quotidien du Parti communiste, Rude Pravo, a rapporté, avec moult détails, cette mutinerie qui a pratiquement été passée sous silence par le reste des médias. La mesure de clémence prononcée par le président Havel a également provoqué une quasi-paralyse dans le secteur de la construction automobile qui employait plusieurs milliers de prisonniers.

Une autre affaire, concernant d'éventuelles « excuses » pour la manière dont ont été expulsés de Tchécoslovaquie plus de trois mil-

lions d'Allemands des Sudètes après la seconde guerre mondiale, a secoué le Landersau politique pragoise pendant une bonne semaine. M. Havel avait envisagé de telles excuses dans une déclaration faite avant d'être élu président. Après une série de mises au point embarrassées, le nouveau pouvoir a finalement réussi à fonder la question en rejetant la responsabilité de cette querelle sur les journalistes, coupables, selon lui, d'interprétations erronées. Le président Havel a reçu un vieux homme qui avait entamé une grève de la faim pour protester contre ces excuses et les deux hommes se sont quittés bons amis après avoir admis qu'il s'agissait d'un malentendu.

## Vers les élections

Malgré ces quelques bavures, somme toute mineures, le mouvement démocratique tchèque Forum civique et son équivalent slovaque « Le public contre la violence » abordent avec confiance la période électorale qui s'annonce. Les premières élections législatives libres depuis 1946 sont normalement prévues en juin prochain. Chaque jour, de nouveaux partis sont créés, des chrétiens-démocrates aux « Verts » en passant par un « Parti républicain ».

« Nous allons gagner les élections », prédit M. Jaroslav Jira,

chef du service étranger de Lidové Noviny (les Nouvelles populaires), le journal de Forum civique, que les Français s'arrachent dès sa parution. « Ce qui va nous poser le plus de problèmes, c'est l'économie. Il existe notamment un véritable lobby dans l'industrie lourde en Tchécoslovaquie qui va s'opposer aux réformes indispensables ».

Le très libéral et peu conformiste ministre des finances, M. Vaclav Klaus (sans parti), répète à qui veut l'entendre que le gouvernement d'« entente nationale » formé le 10 décembre dernier, pour provisoire qu'il soit dans l'attente des élections, n'hésite pas à prendre des mesures drastiques et éventuellement impopulaires « même si le risque de scier la branche sur laquelle il est assis ».

Pendant ce temps, le Parti communiste tchécoslovaque poursuit sa descente aux enfers. Les responsables communistes, qui contrôlaient jusqu'à présent la vie du pays, espèrent obtenir au mieux 20 à 25 % des voix aux élections. Une prévision que la plupart des Tchécoslovaques jugent aujourd'hui largement exagérée, même si les nouveaux dirigeants du PCT essaient de prendre en marche le train des réformes, en ayant déjà beaucoup infléchi leur programme dans un sens libéral.

MICHEL NOVAC

RFA

## Un ancien collaborateur de M. Honecker libéré à Berlin-Ouest

L'ancien secrétaire d'Etat allemand au commerce extérieur, M. Alexander Schalck-Golodkowski, l'émigré grise d'Erich Honecker chargé de la classe aux devises, a été libéré mardi 9 janvier par la justice de Berlin-Ouest à laquelle il s'était livré le 6 décembre dernier.

Le procureur général de Berlin-Ouest, M. Dietrich Schütz, a indiqué qu'il avait opposé une fin de non-recevoir aux autorités est-allemandes qui réclamaient l'expulsion de l'ancien secrétaire d'Etat vers la RDA. M. Schalck-Golodkowski est poursuivi dans son pays pour « abus de confiance aggravés au détriment de la propriété socialiste ».

La justice est-allemande reproche à l'ancien secrétaire d'Etat son rôle de « coordination commerciale » auprès de diverses firmes d'Allemagne, dont les activités s'étendaient du commerce des antiquités à celui des armes, pour se procurer des devises fortes. On lui reproche aussi d'avoir donné l'ordre de faire construire, sur le budget du ministère du commerce extérieur, des maisons pour l'ancien chef de l'économie est-allemande Günther Mittag, aujourd'hui incarcéré. — (AFP.)

■ RDA : M. Egon Krenz abandonne son mandat de député. — M. Egon Krenz, successeur de M. Erich Honecker et chef de l'Etat est-allemand durant une quarantaine de jours jusqu'à sa démission le 6 décembre, a remis son mandat de député, à la demande de son parti SED-PDS (Parti communiste), a-t-on appris officiellement mercredi 10 janvier. — (AFP.)

## AFRIQUE

## Ville-cimetière en Somalie

Suite de la première page.

Ce luxe de précautions est, paraît-il, inhabituel : quand ils sont seuls, les combattants du MNS disent entrer dans Hargeisa comme dans du beurre. Il n'empêche : notre arrivée de nuit, le tir de mortier et cette « planque » forcée au milieu des décombres attestent de l'insécurité qui règne encore. Prétendre Hargeisa « libérée », comme l'a fait la radio des rebelles au début de décembre, n'était-il donc que pur mensonge ?

La nouvelle, diffusée sur les ondes clandestines du MNS, aura fait le tour des maquis, semant le faux espoir comme une traînée de poudre parmi les « moudjahidines » (« soldats de Dieu », qui rêvent d'en découdre, une bonne fois, avec « l'armée des pharaons » — sur-son commandement usité pour désigner les troupes de M. Siyad Barre. L'offensive semble, il est vrai, avoir été à deux doigts de réussir. Selon le responsable militaire du secteur d'Hargeisa, le commandant Mohammed Ahmed Ibrahim, « plusieurs parties de la ville » sont désormais sous le contrôle des moudjahidines. Le quartier général de l'armée gouvernementale et l'aéroport ont été « brièvement » avant que les rebelles ne décident, par souci tactique, de s'en retirer. Est-ce cette victoire éphémère qui explique le lapsus de la radio du MNS ?

## Rivalités de clans

Le réveil, en tout cas, aura été amer : l'assaut de décembre avait provoqué, à lui seul, plusieurs centaines de morts, dont « environ quatre-vingt-dix, côté MNS ». Une telle bonchérie pour rien ? Pas tout à fait. « Nous jouons deux cartes à la fois : la carte militaire et celle de la négociation », explique le commandant Ibrahim. Ce lent travail d'infiltration à l'intérieur du camp ennemi aura ainsi permis de rallier « vingt-cinq officiers et près de mille cent soldats » — lesquels auraient choisi de sortir d'Hargeisa pour rejoindre les troupes rebelles.

Ces hommes, souligne-t-on, ne sont pas sortis les mains vides. Selon le major Dahir Mohamed Ibrahim, lui-même d'origine Hawiye. « Notre objectif est politique et national : nous voulons chasser Siyad Barre du pouvoir », réplique-t-il. Certes. Mais le clan Hawiye n'est-il pas précisément majoritaire dans la région de Mogadiscio, siège du gouvernement central ? « Qui tient le manche, dirige le couteau » dit un proverbe somalien. L'heure, il est vrai, n'est pas encore au « partage du Chameau ».

## Chiens errants

Car « l'ennemi », agonisant peut-être, bouge et frappe encore. Les forces régulières, que l'on considérerait (d'après) comme « affaiblies » en 1989, ont réussi, cette même année, leur plus terrible exploit : défigurer par les bombardements aériens, Hargeisa-la-belle, la ville aux verts jardins et aux splendides maisons où les riches familles Issaks venaient en villégiature. Hargeisa n'est plus que l'ombre muette d'elle-même. Des 600 000 à 700 000 habitants qui y résidaient autrefois ne restent plus que quelques milliers, terrés dans les décombres.

« Vous voyez, là, ce grand bâtiment ? C'était l'hôtel d'Orient », indique, d'un geste bref, un de nos guides. « Un des plus fréquentés d'Hargeisa », ajoute le second, d'un point de fierté dans la voix. La façade de l'établissement offre à la nuit son visage édenté : toutes les portes et les fenêtres ont été arra-

chées. Des gravats encombrant l'entrée. La revue funèbre se poursuit à pas lents, à travers les rues désertes, jonchées de bouts de tôle ou de contreplaqué, d'éclats divers, de débris.

La plupart des toits d'Hargeisa ont été soufflés par les bombes, une maison intacte. Pas un mur qui n'ait été mitraillé. Parfois, il n'en reste qu'un pan, s'ébroue, où l'on devine le souvenir d'une chambre à cause des décorations maladroites, peintes à la main. « Là-bas, c'était un des plus grands garages de la ville, c'était toujours plein de voitures », continue le vieux résident, imperturbable. Un amas de vagues ferrailles surgit, en effet, faiblement baigné par la Lune...

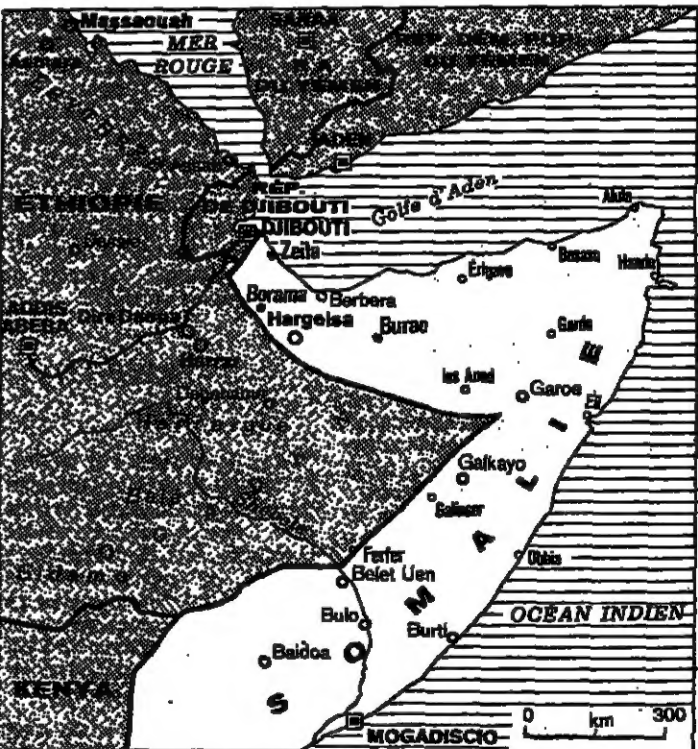
## De redoutables desperados

Des hurlements de chiens errants s'élèvent à quelques pâtés de ruines d'ici, mais les deux hommes les ignorent : nous voici parvenus dans ce qui fut le « quartier des affaires », le cœur de l'ancienne capitale marchande. La route goudronnée, la grande route, qui traverse Hargeisa et qui va, d'un côté, vers Berbera, de l'autre, vers le port de Berbera, garde la trace des chenilles des blindés gouvernementaux. Il n'y a plus désormais que la mort qui circule. Très rares sont les convois — de vivres ou d'armes — qui osent s'aventurer sur le bitume : de jour en jour, la vigilance des troupes du MNS en rend l'usage plus difficile.

Dahir Mira finit à mi-temps avant de réaliser qu'il était de « mauvais côté », comme il dit, et qu'il lui fallait sauter le pas. Il a fallu les bombes et ces scènes atroces, les femmes qui hurlaient en serrant dans leurs bras leurs enfants mitraillés, cet homme, mourant, que l'hôpital renvoie « parce qu'il était Issak », il a fallu l'horreur pour que Dahir Mira finisse, quarante-cinq ans, ancien officier militaire, se décide à passer « de l'autre côté ». Celui des rebelles.

« Ce n'était plus possible de comprendre. Quand vous voyez un gouvernement qui a collecté des impôts auprès des gens, qui a acheté des armes avec cet argent, et qui se met à tuer ces mêmes gens avec ces mêmes armes, grâce à ce même argent. Je ne pouvais plus admettre », explique-t-il simplement. Toute sa famille vit aujourd'hui en Éthiopie, dans les camps de réfugiés. Quand on lui demande d'évoquer ces jours affreux de 1988, il ne trouve que deux mots : « J'avais peur ». Lui est resté pourtant. Il n'est pas sorti d'Hargeisa depuis un an et demi.

Ses compagnons non plus. Abdi-lahi Abdi Musa, cinquante ans, porte une barbe usagée, roussie par le soleil, et, dans son cœur, la



conviction d'avoir fait « le bon choix ». Cet ancien commerçant d'origine Hawiye connaît la ville comme sa poche. « Entre 5 000 et 7 000 personnes vivent aujourd'hui dans Hargeisa », assure-t-il. Les forces gouvernementales, qui tiennent l'aéroport, représentent environ huit cents hommes. Côté MNS, on est entre trois mille et quatre mille en permanence. Le reste, ce sont des civils — y compris des femmes et des enfants. Parmi ces « civils », beaucoup sont des anciens réfugiés éthiopiens, d'origine opaden, que le régime de Mogadiscio a armés pour qu'ils se battent contre le MNS : Siyad Barre leur avait promis la terre, ils y ont cru. Mais la guerre s'éternise. Au fil des mois et des défections, l'espoir de prendre la place des Issaks s'évanouit. Les anciens réfugiés, floués, trahis, assiégés, n'ont plus que la khalidh comme credo. Les « négociations » tentées auprès d'eux par les officiers opaden ralliés au MNS, ont jusqu'à ce jour échoué.

« On leur raconte des tas d'histoires, on leur fait croire que, s'ils sortent d'Hargeisa, ils seront massacrés. On leur raconte même que les moudjahidines sont des cannibales, qu'on va les égorger et les manger... ». Serramment distillé, cette propagande gouvernementale s'élève vraiment transformée ces anciens réfugiés en redoutables desperados, comme on l'affirme dans les rangs du MNS : « Ils sont plus dangereux que les vrais militaires », insiste-t-on.

Cette nuit-là, en tout cas, les rues d'Hargeisa sont vides et silen-

cieuses. « La nuit, c'est nous qui contrôlons. Le jour, c'est l'armée », indique Abdi Musa. L'espace aussi est divisé : « Pour chercher l'eau à la ville, chacun a sa zone ». Malgré ce partage précaire, chacun reste sur ses gardes : personne, dans un camp comme dans l'autre, ne sort sans son fusil.

Marcher dans les rues, se raser, laver son linge, toute la vie quotidienne exige des ruses de Sioux. Vers 2 heures du matin, l'immense ville fantôme se nappe de brouillard. Sans un mot, la colonne se reforme. Il faut avoir quitté cet étrange cimetière habité avant que l'aube se lève. « Quand Hargeisa aura été libérée, on pourra reconstruire, nettoyer... Vous verrez. La vie reprendra normale », jurèrent les deux hommes dont les silhouettes, déjà, se fondent dans la nuit.

CATHERINE SIMON

■ AFRIQUE DU SUD : au moins six morts dans des affrontements entre chemisots. — La grève d'environ vingt-six mille cheminots noirs sud-africains, qui a débuté il y a près de dix semaines, s'est soldée par un bain de sang, mardi matin 9 janvier à Germiston, dans la banlieue sud-est de Johannesburg, lors d'affrontements violents entre centaines de grévistes et de non-grévistes, tous noirs, qui ont fait au moins six morts et plusieurs dizaines de blessés. Ce sanglant règlement de comptes porte à au moins dix-neuf le nombre officiel des victimes de la grève, qui a débuté, le 2 novembre, pour des questions salariales. — (AFP.)

TUNISIE : en l'absence des trois partis d'opposition

## Première réunion du Conseil supérieur du pacte national

TUNIS

de notre correspondant

Le Conseil supérieur du pacte national que le président Ben Ali a décidé de créer (le Monde du 2 janvier) a tenu, mardi 9 janvier, sa première réunion sous la présidence du premier ministre, M. Ahmed Karoui, mais en l'absence de trois des six partis de l'opposition et du représentant du courant islamiste, qui ont refusé d'y participer. Cette instance doit permettre de relancer le dialogue qui a repris entre les signataires du Pacte national, paraplé le 7 novembre 1988, afin d'accélérer le processus démocratique par diverses initiatives dont un réexamen de certaines lois qui, lors de leur adoption, ont été critiquées par l'ensemble des courants politi-

ques. Lors de cette première rencontre, il a été décidé de demander au chef de l'Etat de réviser le code électoral qui avait largement favorisé le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, lors des élections législatives d'avril dernier. Il a aussi été recommandé d'organiser une consultation nationale sur la politique éducative « ouverte vers les sciences modernes et les droits de l'homme » mais « à même de conforter l'identité arabo-islamique » du pays.

Tout en réaffirmant leur « attachement au dialogue », le Mouvement des démocrates-socialistes (MDS) et le Parti communiste tunisien, les deux formations de l'opposition les plus anciennes, ont justifié leur boycottage par l'absence de contacts préliminaires à la création de ce conseil supérieur.

MICHEL DEURÉ

Au fil de visites se succèdent à Jérusalem, Israël et l'Europe de l'Est.

JERUSALEM

de notre correspondant

Il ne faut pas s'attendre à un rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et l'Europe de l'Est.

JERUSALEM

Si Israël a jamais non seulement avec cette Europe de l'Est, mais aussi à l'égard de la Libye, en ce moment la Libye n'est pas la seule à être en difficulté.

La

Tokyo est p... la démocr...

Le premier minist...

tant attendu mercredi à Bruxelles, où il de... avec M. Jacq... M. Toshiki Kaifu Berlin, où il a pr... important discours... entre son pays... l'Est (le Monde)...

Au cours de...

ce il a notamm...

de suis convain...

apais, en tant qu...

important des dé...

centralistes, est...

par un rôle majeur...

et économique r...

dique. Nous som...

meur positivement.



## DIPLOMATIE

# Israël renoue rapidement avec les pays de l'Est

Au fil de visites officielles qui se succèdent à un rythme accéléré, Israël renoue avec l'Europe de l'Est.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il ne s'agit pas seulement du rétablissement de relations diplomatiques rompues en 1967 par l'ensemble des nations du pacte de Varsovie à l'exception de la Roumanie ; pour nombre d'Israéliens, il s'agit de retrouver une partie du monde avec laquelle les liens affectifs, culturels, voire spirituels, sont forts et nombreux.

« Si Israël a jamais eu une relation profonde avec l'Europe, c'est avec cette Europe-là : nos racines sont à Varsovie et à Vienne, à Prague et à Odessa, en Bessarabie et en Lituanie (...) et non à Paris, à Bruxelles ou à Londres », commente le professeur Shlomo Avineri ; « au fur et à mesure que se

retrouve cette Europe du Centre et de l'Est, nombre d'Israéliens peuvent rétablir des liens avec une culture européenne à laquelle ils ont été partie prenante, avec des langues, des littératures qu'ils ont pratiquées ; avec des régions et des villes où habitèrent les juifs d'Europe depuis le quinzième siècle.

Signe des temps et d'une normalisation bien avancée, la visite cette semaine à Jérusalem du ministre hongrois des affaires étrangères — une première depuis 1967 — s'est déroulée dans une atmosphère qu'un diplomate israélien a qualifié de « quasi banale ». C'est tout juste si M. Gyula Horn, dont le pays a renoué les relations diplomatiques avec Israël en septembre dernier (le Monde des 18 et 19 septembre) a fait la une de la presse locale.

Il a étudié les possibilités de développement économique bilatéral, préparé la visite en Israël, le

mois prochain, du premier ministre hongrois, M. Miklos Nemeth, et complètement ignoré les nationalistes palestiniens de Jérusalem et des territoires occupés qu'aucun de ses homologues d'Europe occidentale n'aurait manqué de rencontrer.

L'Etat hébreu espère qu'il y a là un précédent de nature à encourager les autres gouvernements d'Europe de l'Est qui, à l'instigation de l'URSS, rompirent avec Israël au lendemain de la guerre de Six Jours en 1967.

Avant de quitter Jérusalem, mardi 9 janvier, M. Horn a croisé une délégation de deux hauts fonctionnaires du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères. Ceux-ci se sont rendus dans la matinée à Tel-Aviv pour inspecter les locaux qui abritaient l'ambassade tchécoslovaque jusqu'en juin 1967. Selon la radio israélienne, une entreprise a été chargée de rénover le bâtiment. Cette visite est interprétée comme un premier pas vers une reprise des relations

diplomatiques, qui pourrait avoir lieu en février.

Le cas de la Tchécoslovaquie suscite d'autant plus d'intérêt que ce pays a noué des liens très étroits avec l'OLP. Nombre de responsables de la centrale palestinienne ont subi un entraînement politique et militaire en Tchécoslovaquie. Pas plus tard qu'en octobre dernier, à en croire des sources officielles israéliennes, M. Yasser Arafat a signé à Prague un accord de coopération pour six ans.

### Le cas à part de la RDA

M. Moshe Arens se rendra à Varsovie en février pour élever au niveau de pleines relations diplomatiques les contacts officiels repris avec la Pologne au niveau consulaire il y a plus de trois ans.

Sans doute est-ce naturel lorsqu'il s'agit de l'Allemagne,

mais les contacts avec la RDA — dont certains services ont été et sont encore très proches de l'OLP, de la Libye et de Yémen du Sud — sont plus compliqués et moins avancés. Israël n'a jamais entamé de relations avec un pays dont les dirigeants se sont toujours refusés à reconnaître la moindre responsabilité dans le nazisme et à verser des réparations aux victimes de la Shoah. Quelques signaux ont récemment été émis en direction d'Israël par les nouveaux dirigeants, mais, apparemment, on les juge encore insuffisants à Jérusalem.

Pendant ce temps, le rapprochement se poursuit avec l'URSS. A s'en tenir à cette semaine, la rubrique est fournie : le ministre de la science, M. Ezer Weizman, devait être reçu à Moscou par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze ; le ministre des finances, M. Shimon Peres a annoncé son départ pour l'URSS en février, cependant qu'une douzaine de journalistes soviétiques, dont l'un est aussi membre du Soviet suprême, participent à Jérusalem à un colloque international des médias juifs.

ALAIN FRACHON

## Un rapprochement qui inquiète le monde arabe

TUNIS

de notre correspondant

Lors d'une réunion, mardi 9 janvier, à Tunis — à la demande de l'OLP — pour examiner l'état des relations entre le monde arabe et les pays d'Europe de l'Est à la lumière des bouleversements que ceux-ci viennent de connaître, le Ligue arabe a évoqué implicitement les appréhensions que suscite en son sein le rapprochement observé ces derniers temps entre cette partie de l'Europe et Israël.

Tout en exprimant la volonté des pays arabes « de préserver et de développer » les rapports d'amitié et de coopération avec l'Est, les délégués arabes ont insisté sur leur « conviction » que « les peuples qui se sont soulevés pour défendre leur dignité et leur liberté apporteront leur soutien à la cause de la liberté des autres peuples du monde,

et compris le peuple de Palestine ».

Le numéro deux du Fath de Yasser Arafat, M. Abou Iyad, a été plus clair. « Nous sommes inquiets de l'ouverture qui se dessine dans les pays de l'Est en direction d'Israël, qui ne va pas manquer de mettre à profit les changements intervenus pour s'y implanter », nous a-t-il déclaré. Abou Iyad voit dans cette « ouverture » l'influence de Washington. « Déjà, lorsque la Pologne a demandé une aide économique américaine, les Etats-Unis ont insisté pour que Varsovie révisât sa position vis-à-vis d'Israël. Nous ne serions donc pas surpris que s'exercent d'autres pressions du même type ailleurs », assure Abou Iyad, qui cite comme exemple de cette « influence » américaine la reprise des relations diplomatiques israélo-hongroises ainsi que l'augmentation de l'émigration des juifs soviétiques vers Israël.

M. D.

### La visite de M. Kaifu en Europe

## Tokyo est prêt à « soutenir positivement la démocratisation en Europe de l'Est »

Le premier ministre japonais était attendu mercredi 10 janvier à Bruxelles, où il devait s'entretenir avec M. Jacques Delors. M. Toshiki Kaifu arrivait de Berlin, où il a prononcé un important discours sur les relations entre son pays et l'Europe de l'Est (le Monde du 10 janvier). Au cours de son allocution, il a notamment déclaré : « Je suis convaincu que le Japon, en tant que membre important des démocraties industrialisées, est appelé à jouer un rôle majeur non seulement économique mais aussi politique. Nous sommes prêts à soutenir positivement la démocratisation en Europe de l'Est et à l'aider à établir un ordre nouveau. »

Le chef du gouvernement nippon a annoncé que Tokyo envisageait d'accorder à la Hongrie et à la Pologne une aide qui pourrait atteindre 1,85 milliard de dollars au cours des trois prochaines années et qu'il « se tenait prêt » à aider les autres Etats de la région, en collaboration avec les « démocraties industrialisées ». M. Kaifu s'était aussi rendu mardi à Bonn, où il s'est entretenu avec le chancelier Kohl. — (AFP.)

## Réunion à Vienne de chefs d'état-major

Suite de la première page

D'autres Etats européens, qui n'appartiennent à aucune des deux alliances ou qui sont neutres mais membres de la CSCE, se joindront au séminaire de Vienne : la Suède, la Suisse, l'Autriche, la Finlande, la Yougoslavie et Malte.

Pendant ces deux journées et demi de travail, chaque chef d'état-major, entouré de plusieurs de ses collaborateurs permanents, exposera la structure des forces qu'il commande, les conditions de leur entraînement, les problèmes budgétaires et, le cas échéant, la planification pluriannuelle de leurs équipements. Il s'agit d'une présentation réciproque de l'organisation présente des forces et de leur évolution, qui sera ainsi mise à plat par chacun des chefs d'état-major devant ses homologues. Cette présentation tout à fait exceptionnelle est destinée à « positionner » chacune des forces armées présentes

en Europe pour éviter les malentendus ou les erreurs d'interprétation sur leurs capacités respectives. De cette rencontre de Vienne on n'attend aucune conclusion, notamment en matière de désarmement, ni d'accords militaires, puisque les chefs d'état-major ne sont pas habilités à négocier.

Le général Schmitt sera principalement accompagné de ses sous-chefs d'état-major, l'un habituellement chargé des opérations au Centre opérationnel des armées (COA), enterré sous le ministère de la défense, et l'autre chargé des relations internationales. A l'occasion de son déplacement à Vienne, le chef d'état-major français aura une série d'entretiens en tête-à-tête notamment avec ses homologues soviétique (le général Mikhaïl Moïseïev), polonais, suisse, hongrois, autrichien, yougoslave, tchécoslovaque et finlandais.

JACQUES ISNARD

«Comment la compagnie KLM a-t-elle bâti son réseau international?»

«Sur des fondations très solides.»

KLM prit son envol en 1919. En s'appuyant sur des fondations très solides. Puis, pierre à pierre, la compagnie a bâti un réseau international. Aujourd'hui, KLM dessert plus de

140 destinations dans 77 pays. Avec un service accueillant, fiable, dans les airs comme au sol. Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance



Royal Dutch Airlines

RFA

collaborateur Honecker Berlin-Ouest

Le secrétaire d'Etat est-allemand, Hans Dietrich Genscher, a été chargé de la mission, à été libéré par la justice de la RDA. Il s'agit d'un acte de confiance, dit-il, de la part de la RDA.

Le secrétaire d'Etat est-allemand, Hans Dietrich Genscher, a été chargé de la mission, à été libéré par la justice de la RDA. Il s'agit d'un acte de confiance, dit-il, de la part de la RDA.

M. Egon Krenz abandonne son mandat de député. Krenz, successeur de Honecker et chef de l'Allemagne durant une courte période jusqu'à sa démission en décembre, a remis son mandat de député à la demande de SED-PDS (Parti communiste) en approuvant officiellement le 10 janvier. — (AFP.)



« La nuit, c'est nous qui dormons. Le jour, c'est l'armée », dit Abdi Musa. L'espace aussi est divisé : « Pour chercher l'eau à boire, chacun a sa zone. » Mal-ou partage précieusement, chacun sur ses gardes : personne, un camp comme dans l'autre, et sans son fusil.

archer dans les rues, se ravise, laver son linge, toute la vie idienne exige des ruses de « Vers 2 heures du matin, même ville fantôme se nappait de brouillard. Sans un mot, la nuit se reforme. Il faut avoir le courage d'habiter ce désert cimetière habité et que l'aube se lève. » Quand l'aube aura été libérée, on ira reconstruire, nettoyer... » dit Musa. La vie redeviendra normale », juront les deux hommes. Les silhouettes, déjà, se font dans la nuit.

CATHERINE SIMON

AFRIQUE DU SUD : au moins 10 morts dans des affrontements entre combattants. — La grève des mineurs a débuté il y a dix semaines, s'est terminée par un bain de sang, mardi 9 janvier à Germiston, dans le sud-est de Johannesburg, lors d'affrontements violents entre combattants de grévistes et de la police. Tous noirs, qui ont tué au moins six morts et plusieurs blessés. Ce sanglant épisode de comptes porte à au moins dix le nombre officiel des victimes de la grève, qui a débuté le 2 novembre, pour des motifs politiques. — (AFP.)







# POLITIQUE

La préparation des assises du RPR

## M. Charles Pasqua et M. Philippe Séguin engagent l'épreuve de force contre M. Jacques Chirac

La préparation des assises nationales du RPR du 11 février a connu une subite dramatisation avec la décision de M. Charles Pasqua de déposer, avec M. Philippe Séguin, une proposition en vue de la constitution d'un « nouveau rassemblement ».

La synthèse entre les neuf motions déposées n'ayant pas pu être réalisée, M. Chirac a immédiatement réagi en apportant son soutien au texte de M. Juppé, secrétaire général qui regroupe cinq motions. Le maire de Paris a éga-

lement confirmé officiellement qu'il briguerait de nouveau le mandat de président du RPR qu'il détient depuis la fondation de ce mouvement, le 5 décembre 1976.

M. Alain Juppé a vu dans l'offensive dirigée par MM. Pasqua et Séguin contre la direction de leur mouvement une « agression » et un « coup de poignard dans le dos » puisque le président du groupe sénatorial avait toujours été « très étroitement associé » et avait « approuvé » l'action du secrétaire général.

L'attitude de MM. Pasqua et Séguin a provoqué une réaction défavorable de M. Carignon qui a indiqué qu'en compagnie de M. Noir il envisagerait prochainement l'éventualité de s'allier avec M. Juppé.

Le maire de Grenoble a jugé que le comportement politique de M. Pasqua ne correspondait pas à la « démarche rénovatrice ». M. Barzach a également condamné l'initiative Pasqua-Séguin. Elle quitterait le RPR si M. Pasqua prenait le contrôle du mouvement, a-t-elle indi-

qué. « Je ne partage pas les mêmes valeurs que le Front national » contrairement à M. Pasqua, a ajouté M. Barzach.

MM. Pasqua et Séguin se défendent de mener une offensive visant la personne de M. Chirac.

Leur action se situe, disent-ils, dans le cadre d'un débat voulu par le président du RPR et ils souhaitent que leur mouvement accentue sa personnalité en donnant un souffle nouveau au gaullisme.

## L'assaut des « conjurés »

M. Juppé, et aussi M. Chirac, n'ont pas ouvert la boîte de Pandore en acceptant, le 22 juin dernier, que le RPR soit animé de courants différents reconnus et que des motions diverses soient déposées en vue des assises nationales du 11 février. S'il n'y a eu qu'un seul courant officiellement constitué par M. Alain Carignon, en revanche, neuf motions avaient été préparées par les principaux chefs des diverses sensibilités. M. Alain Juppé n'a réussi, mardi 9 janvier, à réaliser qu'une synthèse partielle avec ceux qui sont les plus proches de la direction du mouvement (MM. Chardard, Giraud, Godfrain, Toubon et M. Michaux-Chevry). Quatre autres signataires refusant la synthèse, conservaient leur autonomie et maintenaient leurs propositions (MM. Kasperk, Carignon, Séguin et Borotra). A cela rien en somme que de très normal, sinon que M. Juppé espérait tout de même une synthèse plus large.

La surprise est venue, aussitôt après cette réunion, du communiqué publié conjointement par M. Pasqua et M. Séguin annonçant qu'ils « uniraient leurs efforts » pour présenter aux assises « une proposition commune pour un nouveau Rassemblement renouveau, transformé et élargi ». Ainsi, le RPR s'achève par une remise en cause que connaissent tous les grands partis politiques sur lesquels soufflent, avec des forces diverses, les vents de la rénovation.

Le matin même, M. Pasqua et M. Séguin avaient informé M. Chi-

rac de leur décision en précisant que celle-ci se plaçait dans le cadre du libre débat que lui-même avait décidé d'ouvrir au sein de son mouvement. Après s'être longuement concerté avec M. Juppé, le maire de Paris réagissait avec une certaine vivacité annonçant sans plus tarder qu'il soutenait le texte du secrétaire général et qu'il serait de nouveau candidat à la présidence du RPR le mois prochain. M. Juppé, dans la soirée, exprimait à Antoine 2 à la fois sa « surprise » et sa « déception » et dénonçait dans l'accord Pasqua-Séguin l'alliance de « la carpe et du lapin ». Excipant, par contraste, de sa loyauté, il parlait aussi d'un « mauvais coup » et disait sa confiance dans les mili-

### Des relations chaotiques

Or c'est en s'appuyant aussi sur le sentiment de ces derniers que M. Séguin et M. Pasqua ont décidé de franchir le pas et de passer à l'étape de la contestation ouverte contre la direction de leur mouvement. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, sinon encore d'une tentative de putsch ou d'un coup d'Etat annoncé. Ils remettent formellement en cause la gestion politique de M. Chirac, plus encore que celle de M. Juppé, lorsqu'ils assurent que « jamais le mouvement gaulliste n'a semblé aussi éloigné de regagner la confiance des Français et qu'il est aujourd'hui incapable de proposer une ambition collective ».

Si, au RPR, on insiste cependant sur leurs divergences, M. Séguin et M. Pasqua les minimisent. Ainsi, la perspective d'une formation unique de l'opposition, que récusait le sénateur des Hauts-de-Seine et que le député des Vosges souhaitait, serait désormais admise par les deux hommes si une condition préalable était remplie : qu'un candidat unique soit d'abord désigné pour l'élection présidentielle. Or,

sur ce sujet, M. Juppé tient le même langage.

Les relations de M. Séguin avec M. Chirac ont toujours été chaotiques et cycliques, le maire de Paris, disant en boutade, que le maire d'Epinal était avant tout « séguiniste ». Ce dernier, lui, toujours protesté de sa « fidélité » assurant même : « Tuer Chirac c'est signer notre propre arrêt de mort » puis qu'il est « notre meilleur candidat possible à la présidence de la République ». Il ajoutait toutefois : « Il est possible qu'il passe un jour le flambeau mais on ne pourra pas le lui arracher ».

Pour M. Pasqua, la rupture avec M. Chirac est d'autant plus spectaculaire qu'il avait accompagné avec constance et efficacité toute la carrière du député de la Corrèze jusqu'à la dernière élection présidentielle. Depuis celle-ci, M. Pasqua a pris progressivement ses distances avec le maire de Paris, qu'il avait soutenu pendant la cohabitation semblait se maintenir. M. Pasqua, qui connaît bien la population RPR, a perçu mieux que d'autres les effets du décalage entre M. Chirac et son électorat.

La lassitude du maire de Paris s'est muée en désaffection et en démobilisation dans son électorat. Le flottement s'est accentué même parmi les élus et les cadres tirillés entre les sirènes du Front national et les appels brouillons des rénovateurs, alors que M. Chirac prolongeait ses silences ou se repliait sur son Hôtel de Ville. Le président du

groupe sénatorial cessant d'être un mentor prenant davantage d'initiatives personnelles et accentuant même ses reproches à M. Chirac. Pour lui, le RPR devait d'abord réaffirmer sa personnalité, assumer son originalité par rapport aux autres partis de l'opposition et contraindre ceux-ci à démontrer leur volonté d'union. Sur tous ces points, M. Chirac ne lui semblait pas animé d'une rigueur absolue. En somme, le mouvement gaulliste s'essouffait et se diluait faute d'ambition.

### Danger de scission

Un certain nombre de parlementaires des deux Assemblées partageaient ces sentiments, et surtout mesuraient leur confiance à un leader déjà battu deux fois à l'élection présidentielle. C'est pour cela, notamment, que M. Kasperk et surtout M. Borotra ont refusé la synthèse et pourraient rallier la position du « ticket » Pasqua-Séguin. Et pourtant, aussi bien l'ancien ministre de l'Intérieur que l'ancien ministre des affaires sociales se défendent de vouloir évincer M. Chirac de la prochaine course à l'Élysée. Au contraire ! A les en croire, il semblerait même que le maire de Paris s'y prépare mieux en quittant la présidence du RPR et en changeant de discours pour rassembler davantage les Français au-delà de son seul parti. Selon eux, l'unité du RPR ne devrait pas être mise en cause parce qu'un débat s'y déroule.

ANDRÉ PASSERON

(1) *Itinéraires*, Payot, 165 p., 95 F.

### Gouvernement

crités en place. Ils ont d'ailleurs multiplié, dès le lendemain des élections générales, les rencontres avec l'actuel ministre de l'Intérieur, M. Carlos Casares, ainsi que la loi sur l'organisation des forces armées, qui a donné lieu à une polémique — y compris entre militaires — en raison des prérogatives (toutes réservées aux commandements en chef dans son projet, pourrait finalement faire d'un accord. Encore faudrait-il que les vaincre les dernières assises du général Pinochet et l'armée de terre, qui en retard l'approbation.

GILLES BAUDIN

### Stres

chez de La Jara, médecin ; Ressources minières : Juan Hamilton Depassier, avocat ; Logement : M. Alberto Legaray Aubry, ingénieur, industriel ; Transports et télécommunications : M. German Correa, sociologue, socialiste.

Ces nominations s'ajoutent à celles du secrétaire général du gouvernement, M. Enrique Correa, socialiste, et celles de quatre autres secrétaires avec rang de ministre : Secrétaire à la présidence : M. Edgardo Boeninger, ingénieur (DC) ; Bureau la planification nationale : Sergio Molina Silva, économiste (DC) ; Corporation d'aide à la production : M. René Abellán, avocat, socialiste ; Communication nationale : M. Jaime Toha Gomez, socialiste.

### Washington

## auraient été tués ion américaine

Au sujet des proches du général Noriega, plusieurs officiers ont refusé l'asile diplomatique dans la résidence de l'ambassadeur du Pérou à Panama, qui a été encerclée par les forces américaines. Trois des vingt-cinq citoyens panaméens réfugiés à l'ambassade de Cuba ont pour leur part quitté le bâtiment où se trouvent encore l'épouse du général, M. Felicidad Noreiga, ses trois filles, et son gendre, M. Gaspar Wittgreen, ambassadeur du Panama en France et un personnel de Manuel Antonio Noriega, a lui été dévolu par le nouveau gouvernement panaméen. Noreiga n'a pas été inculpé.

A Miami, le juge fédéral William Hoveler a reporté au 26 janvier une audition — initialement prévue mardi — du général Noriega. — (AFP, Reuter.)

### LE MONDE

## CAMBODGE Le chef d'état-major français : « Éviter un génocide »

« Une réflexion internationale s'impose pour éviter un nouveau génocide au Cambodge. Une mission humanitaire pourrait ne pas être suffisante », a déclaré, mardi 8 janvier, le général Maurice Schmitt, le chef d'état-major des armées françaises, répondant à des journalistes qui l'interrogeaient sur l'éventualité de l'envoi d'une force multinationale au Cambodge sous l'égide des Nations unies. « A tort ou à raison, toute intervention militaire de la France n'est qu'une action humanitaire qui n'a pas pour objectif d'éviter un génocide », a-t-il déclaré. « Le problème est de savoir si un pays comme le Cambodge peut être gouverné par un seul homme, et si oui, comment. »

« L'ONU a été créée pour intervenir dans ce genre de situations, a-t-il estimé, tout en notant que « des problèmes considérables se posent » en raison notamment de « la position de la Chine ».

## Don Pasqua et Sancho Séguin

On s'embrasse beaucoup entre compagnons.

La scène se passe en décembre 1986, au lendemain de la « bataille » politique qui a conduit la vie à Malik Ousseline. Au Palais-Bourbon, à l'occasion d'un pot de fin d'année, Charles Pasqua tombe affectueusement dans les bras de Philippe Séguin. Le ministre de l'Intérieur n'oublie jamais le soutien fraternel que le ministre des affaires sociales lui a témoigné en ces circonstances difficiles où il s'était senti si seul.

Les deux hommes, depuis toujours, se portent une estime réciproque. Ils se savent : leurs racines politiques personnelles sont enfoncées dans le même terrain, celui du gaullisme populaire. Ils éprouvent la même méfiance à l'égard des technocrates et des petits penseurs parisiens qui font de la politique en chambre. Ils partagent le goût de l'action, du verbe et du panache.

Trois ans plus tard, don Pasqua, grand pourfendeur des apprentis « rénovateurs », et Sancho Séguin, chantre de l'adieu « rénovation », se retrouvent gaillardement bras dessus, bras dessous pour dénoncer la dérive bourgeoise de leur mouvement et appeler les autres compagnons à un retour aux sources du gaullisme. Le paradoxe n'est qu'apparent. Les remous provoqués au RPR par l'aventure « rénovatrice » n'ont pas affecté leurs relations.

Aux yeux de Charles Pasqua, chez Philippe Séguin, de toute façon, l'esprit de famille a toujours fini par l'emporter. Mais, il a su, en concertant Michel Noir, éviter la rupture du RPR. De son côté, le maire d'Epinal adhère à la conviction pasquienne selon laquelle « ce qu'il faudrait à la France, c'est la synthèse des valeurs pures du gaullisme et des valeurs pures du socialisme ».

Autre lieu, autre scène : dans le couloir de l'Hôtel de Ville de Paris, il y a quelques semaines, Jacques Chirac, accompagnant Charles Pasqua à sa voiture, l'embrasse



chaudeusement. Un baiser de réconciliation, du moins selon l'interprétation des entourages. Illusion... Entre l'ancien premier ministre et celui qui l'avait fait roi, quelque chose s'est cassé depuis l'élection présidentielle de mai 1988. Qui a été le seul, cette fois-là encore, à applaudir Charles Pasqua quand celui-ci a commis le sacrilège de suggérer que Jacques Chirac « prime du recul » en quittant la présidence du RPR ? Philippe Séguin ! Les accusations de « trahison », déjà, n'avaient pas manqué de pleuvoir...

### Un amour déçu

Jacques Chirac, don Pasqua l'a couru pendant quinze ans comme son propre fils. Il a mis à son service toute sa rouerie de grenadier, et personne ne se serait permis de mettre en doute sa sincérité lorsqu'il proclamait, avant la réélection de François Mitterrand : « Si Jacques Chirac était élu président de la République, je serais le plus heureux des hommes et ma tâche serait terminée... »

Mais, en politique, qui connaît un fils mieux que son père adoptif ? Autant Charles Pasqua a toujours adoré en Jacques Chirac l'homme d'action autant le filou de cette

certé. Et depuis vingt mois le Jacques Chirac indécis qu'il ne sait plus comment réagir est celui-là même qui a toujours eu le don d'agacer Charles Pasqua. Il espérait de sa part un sursaut pour pouvoir rendre une âme au gaullisme.

Depuis cet homme qu'il juge décidément trop flottant dans ses convictions, il a décidé de franchir le pas. S'il ne reste qu'un seul et vrai gaulliste, il veut être celui-là. Il l'a expliqué, en substance, à Jacques Chirac, dans la lettre qu'il lui a fait parvenir mardi matin avant son communiqué commun avec Philippe Séguin. Officiellement, il ne s'agit pas d'un putsch.

En vérité, Charles Pasqua suit aujourd'hui les conseils de ses proches qui, tentateurs, lui susurrant, avant même la fin de la campagne présidentielle : en cas de défaite de Jacques Chirac, qui apparaîtrait comme le plus apte à relayer le flambeau aux yeux des militants ? Qui pourrait se prévaloir de ses racines pour briguer la succession au nom d'un renouveau ? Qui serait le mieux placé pour jeter les bases d'un rassemblement élargi à tous les horizons de la droite française ? Oui, sinon le nouveau Charles Pasqua, celui qui avait réussi à devenir, place Beauvau, une sorte de la sécurité, qui avait appris à parler au nom de la République, qui avait, surtout, perdu son odeur de souffre, malgré un certain « vrai-faux pas-son » qui lui colle encore à la peau.

Alors, maintenant, Charles Pasqua roule pour lui. En tandem avec Philippe Séguin. Mais c'est lui qui tient le guidon, d'abord pour cette course à la reconquête du parti, avant de songer à d'autres échéances. Le numéro trois boulevard de Latour-Maubourg, à Paris, qu'il a préparé son « coup » de mardi. Un local qui abrite aussi l'amicale Présence et action du gaullisme, qui regroupe les « purs et durs » du mouvement, ainsi que l'inévitable

Jean-Charles Marchiani, l'homme des missions délicates.

Charles Pasqua fait l'analyse suivante : « Un tiers de nos électeurs va vers le Front national ; un autre tiers vers le PS ; le troisième finira par juger Giscard pas si mal... » Avec Philippe Séguin, il pense pouvoir rallier large. Plutôt partisan d'une direction collégiale, il se défend de briguer la présidence du mouvement. L'essentiel, pour lui, est que les couleurs gaullistes reviennent un jour au fronton des palais nationaux.

Est-ce le mariage contre nature de la carpe et du lapin, comme l'affirme Alain Juppé ? Autrement dit, l'alle drone du RPR peut-elle durablement faire programme commun avec l'aile gauche ? Même si le problème des éventuelles alliances électorales avec le Front national a été réglé, Charles Pasqua et Philippe Séguin pourront-ils harmoniser leurs discours publics sur l'immigration, sur l'intégration des étrangers, sur l'identité de la France ?

Leurs affinités personnelles suffiront-elles à gommer leurs divergences sur la meilleure façon de mener le combat politique ? Entre le brezzet Pasqua, qui va jusqu'à dire que « la politique se fait à coups de pied dans les couilles », et le gentil Séguin, qui refuse tous les manichéismes et prêche pour un débat politique apaisé, peut-il y avoir plus qu'une alliance de circonstance contre Jacques Chirac ? Enfin, les codeurs de l'un et de l'autre nourriront-ils tant d'animosité réciproque que leur cohabitation risque de contrarier l'ambition de ce duo. Il y aura sans doute un dindon de la farce. Au moins un...

ANNE CHAUSSEBOURG, ALAIN ROLLAT et PIERRE SERVANT

## La déclaration commune...

MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin ont rendu public, mardi 9 janvier en fin de matinée, le texte suivant :

« A quelques semaines de ses assises nationales, notre mouvement n'a toujours pas retrouvé confiance en lui-même et, par conséquent, n'a jamais semblé aussi éloigné de regagner celle des Français.

La raison en est simple. Depuis son origine, le mouvement gaulliste a su se distinguer des partis politiques par l'affirmation claire des objectifs sur lesquels il entendait rassembler. Or il apparaît incapable aujourd'hui de tracer un nouvel objectif, c'est-à-dire une ambition collective à proposer aux Français.

Certes, ce phénomène n'est pas particulier au RPR. L'ensemble de la classe politique a recréé un système clos dans lequel elle se complait et dont se détournent globalement les Français. Mais il nous atteint plus que d'autres, parce que l'idée de la France dont nous étions les porteurs est, elle, toujours vivace et que nous sommes en train d'en être dépossédés.

L'abandon de notre identité a été d'autant plus rapide que certains, chez nous, s'en sont facilement accommodés, quand ils n'ont pas cherché à y contribuer eux-mêmes. La conséquence est que nous avons accablé la perspective de notre propre effacement, et ce au moment même où les idées pour lesquels nous nous battons — la souveraineté populaire, l'indépendance des nations, l'organisation commune d'une Europe affranchie de la tutelle des blocs — s'imposaient partout en Europe.

Le moment est venu de réagir. Nous avons, quant à nous, chacun à sa façon, constamment affirmé notre volonté de renouer avec la vocation du mouvement gaulliste qui est de s'adresser directement au peuple français dans sa diversité et dans son unité, pour le convier à s'associer à un grand dessein pour la France.

Aujourd'hui, nous avons décidé d'agir ensemble pour proposer aux adhérents du RPR et, à travers eux,

à tous ceux qui partagent la même conviction de rassembler une majorité de Français fiers des valeurs de la nation française, confiants dans sa pérennité et son destin, décidés à la rétablir dans sa mission européenne et universelle.

Le sens de notre démarche est clair. Convaincus de la modernité de notre message, conviction renforcée par la formidable démonstration qu'apportent les peuples de l'Est aux vues du général de Gaulle, nous voulons que notre mouvement, renouveau, transformé, élargi, devienne le cadre naturel dans lequel les Français se retrouveront, parce qu'ils y reconnaîtront le goût renouveau de la France.

C'est dans cet esprit que nous présenterons à nos assises, avec tous ceux qui nous rejoindront d'ici là, notre proposition commune pour un nouveau rassemblement.

### ...et la réponse de M. Chirac

Quelques heures plus tard, M. Jacques Chirac publiait la déclaration suivante :

« Soucieux que chacun puisse librement exprimer son point de vue, j'ai suivi attentivement les travaux qui se sont déroulés au sein du mouvement depuis le conseil national du 2 décembre 1989.

Ces travaux ont été de qualité. Ils ont conduit à un texte, élaboré par le secrétaire général, qui me semble bien tenir compte des aspirations qui se sont exprimées au sein du mouvement depuis plusieurs mois. Il trace la voie du renouveau dans la fidélité à notre idéal gaulliste.

J'y retrouve la ligne et le projet politiques qui sont les miens et que je présenterai aux assises du mouvement le 11 février prochain.

A l'occasion de ces assises, je serai candidat à la présidence du Rassemblement pour la République ».



# POLITIQUE

La préparation des assises du RPR

## Les votes du 11 février

Le secrétariat général du RPR va adresser à toutes les fédérations du mouvement l'ensemble des motions déposées en vue des assises du 11 février (elles se réunissent statutairement tous les trois ans). Les fédérations départementales ont procédé depuis la fin de 1989 à l'élection de leurs mandataires aux assises au prorata du nombre des adhérents.

Ces mandataires constituent le corps électoral des assises, auquel se joignent les membres du conseil national, les parlementaires et les membres du Conseil économique et social.

Les comités départementaux et cantonaux du mouvement ont tous été renouvelés depuis trois mois et leurs membres ainsi que leurs présidents élus par les militants. Ils ont également reçu les textes des diverses contributions et ont transmis au secrétariat général leurs remarques et contre-propositions.

Aux assises du 11 février, les mandataires voteront à trois reprises :

- Pour désigner les cent membres du conseil national élus sur une

liste nationale. C'est là notamment que les « courants » pourront présenter leurs candidats, dont les noms devront être adressés au secrétariat général avant le 15 janvier.

- Pour les diverses motions qui seront présentées. Jusqu'à dernier moment, les cinq textes actuels pourront être retirés, regroupés ou maintenus par leurs auteurs (MM. Juppé, Séguin, Carignon, Borotra et Kasperle).
- Pour le renouvellement du mandat du président du mouvement, que M. Chirac sollicitera de nouveau.

Après cette élection, le secrétaire général, M. Alain Juppé, remettra son mandat à la disposition du nouveau président. C'est, en effet, ce dernier qui nomme le secrétaire général, qui, à son tour, nomme les secrétaires départementaux. Toutefois, les statuts ont été réformés en juin 1989 pour soumettre chaque année le secrétaire général à un vote de confiance du conseil national et les secrétaires fédéraux à celui des comités départementaux qui peuvent ainsi les démettre.

## Le «coup» du 14 décembre 1974

Au lendemain de l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, en mai 1974, le mouvement gaulliste UDR (Union pour la défense de la République) - abattu par la défaite au premier tour de son champion, M. Jacques Chaban-Delmas, et divisé par la trahison de M. Chirac qui avait choisi de soutenir M. Giscard d'Estaing - paraissait destiné au mieux à une longue traversée du désert, au pire à la décapitation.

Néanmoins, dominait au sein de la majorité parlementaire - M. Giscard d'Estaing n'a pas dissout l'Assemblée nationale - le mouvement gaulliste sentait le besoin d'un soutien moral et à l'homme qui, selon les gaullistes orthodoxes, avait poignardé le général de Gaulle dans le dos en 1969 lorsqu'il avait refusé d'appeler à voter contre un référendum, précipitant ainsi le départ du général ; à moins qu'il ne s'engage dans une stratégie de « harcèlement », de « contestation », dans le jeu mortel des partis politiques contre lequel il a construit sa force et sa réputation.

M. Chirac, nommé premier ministre par Giscard d'Estaing, est soupçonné de vouloir égarer l'UDR. Les ébarbons du gaullisme - MM. Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, Jacques Foccart, Olivier Guichard - ne savent comment rendre sa conférence à leur mouvement. Ils souhaitent remplacer Alexandre Sanguinetti, alors secrétaire général - antidiscordien de choc converti de fraîche date à la loyauté envers le nouveau président de la République - par M. Guichard, M. André Fautou et une direction collégiale.

### «Golpe», «18 Brumaire» «2 décembre»

Le 12 décembre 1974, les ébarbons auxquels se sont joints deux anciens premiers ministres, MM. Maurice Couve de Murville et Pierre Messmer, ainsi que M. Chirac, élisent au Palais-Royal, dans les appartements de M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, afin d'examiner l'avenir de l'UDR. Irrité par l'absence de toute solution cohérente pour la direction du mouvement gaulliste, M. Chirac quitte la table à 22 h 30 en lançant : « Il va falloir que je me présente moi-même ! Les ébarbons rient de ce qu'ils comprennent comme une boutade, une plaisanterie de grand jeune homme facétieux. M. Guichard restera sceptique jusqu'au bout,

compréhension, le lendemain, M. Chirac lui confirmera officiellement, par téléphone, ses intentions alors que le maire de La Baule était, dans sa ville, avec l'ennemi juré des gaullistes, M. Michel Poniatowski.

Le 13 décembre, un vendredi 13, M. Charles Pasqua expédie à chacun des 117 membres du comité central de l'UDR un télégramme de convocation, pour le lendemain matin, dans un grand hôtel parisien. Ordre du jour : « communication importante du secrétaire général sur l'avenir du mouvement ». La veille, après avoir quitté les ébarbons, M. Chirac s'en était allé convaincre Alexandre Sanguinetti d'abandonner le secrétariat général sans plus attendre.

Le 14 décembre, à 9 h 45, le comité central de l'UDR, réuni dans le salon l'Aiglon de l'hôtel Intercontinental, apprend, ébahi, qu'Alexandre Sanguinetti a donné sa démission et que M. Chirac est candidat. M. Chaban-Delmas parle de « partitionnement » et de « coup de force ». Pour tenter de faire échouer ce que M. Robert-André Vivien avait qualifié, au choix, de « golpe », de « 18 brumaire » ou de « 2 décembre », M. Debré propose de nommer un secrétaire général à têtes multiples. M. Pasqua, lui, a fait le compte des voix pro-chiracques et des mandats qu'il a enfoncés au fond de ses poches afin d'assurer la réussite d'une opération dans laquelle René Tomassini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, avait joué un rôle déterminant. « Je n'ai pas peur », dit-il, sûr de son fait, à M. Chirac qui, effectivement, sera élu par 57 voix contre 27 à M. Jacques Legendre et 4 abstentions.

L'après-midi, MM. Chirac et Sanguinetti seront accueillis, lorsqu'ils se présenteront devant le conseil national de l'UDR (convoqué de longue date et qui les attendait depuis le début de la matinée, porte Maillet à Paris) par une volée d'insultes : « traîtres », « escrocs », « turlutins ». Mais, par un de ces retournements dont le mouvement gaulliste a le secret, seul M. Chaban-Delmas refusa publiquement de voter la motion finale du conseil national soumettant le coup de force démocratique de M. Chirac.

J.-Y. L.

M<sup>me</sup> Dupuy quitte le RPR. - M<sup>me</sup> Anne-Marie Dupuy, ancienne maire de Cannes et ancien directeur de cabinet de Georges Pompidou à l'Elysée, a annoncé, mardi 9 janvier, sa démission du RPR.

M<sup>me</sup> Dupuy entend protester « contre la constitution d'une liste commune UDF-RPR » pour la prochaine élection municipale partielle du 28 janvier, contraire, selon elle, aux promesses qui lui avaient été faites par M. Jacques Chirac et les instances parisiennes du RPR.

M<sup>me</sup> Dupuy a confirmé son intention de figurer en dernière position sur la liste déposée par son ancien adjoint (CDS), M. Lucien Jarry.

**Michel Parouty**

**LA TRAVIATA**

Dans ce chef-d'œuvre Verdi donne sa véritable dimension à l'un des plus beaux portraits de femmes de l'opéra. Analyse acte par acte, ce livre situe le compositeur dans le courant de l'opéra italien.

**Aubier**

Devant les militants du Pas-de-Calais

## M. Rocard reproche au PS ses divisions

M. Michel Rocard s'est adressé, mardi 9 janvier, à Arras, à quelque huit cents militants socialistes du Pas-de-Calais, auxquels il a expliqué que le seul souci du PS, à trois mois de son congrès, devrait être de réfléchir aux conséquences des événements de l'Est, aux chances du socialisme démocratique en Europe et à la nécessité de « redonner au socialisme un contenu », plutôt que de se diviser pour « des raisons artificielles et inavouables ».

### ARRAS

de notre envoyé spécial

Le premier ministre a choisi Arras pour s'engager à son tour dans la préparation du congrès de mars prochain. Arras, c'est la fédération du Pas-de-Calais, qui revendique seize mille adhérents et le rang de première fédération du PS par le nombre. C'est, aussi, la ville où le jeune Michel Rocard avait participé, en 1954, à son premier congrès socialiste. Ce fut, sur tout, longtemps, le fief de Guy Mollet, dont la politique à la tête de la SFIO et du gouvernement de Front républicain de 1956 avait convaincu M. Rocard de quitter le parti et d'entreprendre, comme M. François Mitterrand, mais par d'autres voies, de régénérer la gauche.

M. Rocard n'a évoqué l'histoire que pour mesurer le chemin parcouru depuis dix ans, en France et dans le monde, en faisant la part belle, bien sûr, au « formidable embrassement de la volonté des peuples », qui a « libéré » les pays d'Europe centrale et orientale du joug du communisme. Pour le premier ministre, qui combatit longtemps l'ascendant du communisme sur les esprits de gauche, la faillite de cette idéologie consacre la « préférence » de Léon Blum et des autres socialistes qui, en 1920, avaient refusé le modèle léniniste. Elle explique des socialistes d'aujourd'hui qui chassent « de leur discours » et de leurs références les derniers vestiges d'une antique soumission de la pensée » et qu'ils sachent redonner au socialisme démocratique sa dimension d'espérance, sa capacité d'entraînement, son poids d'idéal, sans lesquels les valeurs s'effritent et les principes se défilent dans la routine de l'administration des choses ».

« Un des enjeux majeurs qui se posent à nous », a expliqué M. Rocard, dans la décennie qui commence, est de redonner au socialisme un contenu, une perspective, une ambition mobilisatrice qui ne se réduise pas au souci de conserver le pouvoir ou d'empêcher que la droite revienne. Il n'y a pas, à mes yeux, à quelques semaines du congrès de Rennes, d'autre sujet de débat qui mérite de retenir l'attention des socialistes et de l'opinion. » Parlant dans une fédération dont la majorité des responsables a choisi de soutenir M. Laurent Fabius, le premier ministre a formulé une nette mise en garde qui, à l'évidence, visait en priorité le président de l'Assemblée nationale : « Ce n'est pas à l'Assemblée nationale, qui ne reste plus que socialiste, qui ne jure que par M. Mitterrand, de reprocher au premier ministre de trop rechercher l'adhésion ou l'absentéisme des contristes et de voir dans

le recours au « 49-3 » la garantie d'une politique de gauche qu'à réviser leur credo.

Expliquant minutieusement l'action du gouvernement qu'il dirige - « l'espère que les jacobins sont bons, a-t-il lancé, car nous sommes là pour un moment ! » -, le premier ministre a réglé son compte, au passage, à quelques « rêves » qui traînent dans la plupart des contributions, rédigées en vue du congrès de Rennes, sauf, naturellement, dans celle de ses amis, tels que que la « grande réforme fiscale, si complète, si énorme, si complexe et si globale qu'elle ne voit jamais le jour ».

A quelques jours d'une réunion du comité directeur qui débouchera vraisemblablement sur la présentation de plusieurs motions différentes aux militants socialistes, le premier ministre a montré qu'il saura être combatif lorsque le moment sera venu, imposé non par lui-même mais par les mitterrandistes divisés de défendre son propre texte. Chef d'un gouvernement populaire, pionnier d'un socialisme réaliste, M. Rocard se fait fort d'être au rendez-vous de l'Histoire. A ceux qui critiquent pour le lui faire manquer, il prédit le sort des traîtres, auxquels il ne reste à se mettre sous la dent que des os.

PATRICK JARREAU

POINT DE VUE : la contestation au sein du PCF

## Voici pourquoi « nous ne savons pas »

par Régis Huleux

« Nous ne savons pas » de Georges Marchais et de Maxime Gremetz étonne beaucoup de monde. Comment un parti qui, pour être communiste, a entrepris et entretient encore des relations privilégiées avec les pays socialistes, qui a eu pendant des décennies les atouts de la « réalité des pays socialistes » ; les dirigeants de ce parti qui voient « changer la vie » ? A ceux qui critiquent le gouvernement, il a rappelé que ce dernier s'appuie, pour conduire son action, sur « le mandat que François Mitterrand a

donné de la réalité de son pays, et des outils d'analyse pour désamorcer, comprendre et expliquer celle-ci. Pour eux, ce n'est que plongé dans la lutte des classes d'une société donnée que l'on peut véritablement analyser celle-ci. De l'extérieur, on va inévitablement à l'erreur.

Les directives successives du PCF, depuis Maurice Thorez jusqu'à Georges Marchais, ont déposé énormément d'énergie pour imposer ce point de vue au mouvement communiste international. C'était, pour elles, le meilleur barrage contre les tendances interventionnistes que les « grands frères » de l'Est ont héritées du stalinisme.

L'ironie de l'histoire peut-être, la roublarderie de la direction du PCUS en tout cas ont voulu que Georges Marchais ne réussisse finalement à arracher à Léonid Brejnev la reconnaissance officielle de ses principes que lors d'un voyage du secrétaire général du PC français à Moscou... le jour même de l'invasion soviétique en Afghanistan !

### Retour au marxisme

L'affaire roumaine et la polémique autour du séjour de Georges Marchais dans ce pays à l'invitation de Ceausescu en 1984 montrent à leur tour combien une telle conception est naïve. Non seulement elle ne permet pas d'appréhender correctement la réalité, mais elle rend comble de ceux qui, au nom du socialisme, oppriment. Comment la dépasser ?

Une véritable révolution culturelle s'impose aux communistes français. Elle passe par un retour à la critique au sens marxiste du terme, c'est-à-dire à l'analyse des réalités concrètes uniquement en ce qu'elles ont de contradictoire, parce que c'est là que se cache leur mouvement.

Elle passe par plus de marxisme, un retour au marxisme.

Au plan international, elle impose de ne plus considérer les partis réputés révolutionnaires (les fameux « partis frères ») comme a priori doués de raison, mais au contraire comme des réalités elles aussi contradictoires ; de considérer toute analyse comme inachevée tant qu'on n'a pas été à l'écoute des contradicteurs et des oppositions ; de ne plus rejeter ceux-ci dans le camp inférentiel des « adversaires de classe ». Et tant pis si la « diplomatie communiste » en devient très compliquée.

C'est pour mettre en pratique cette nouvelle pensée qu'il faut sans doute des titres nouvelles à la direction du PCF. Pas pour faire payer aux anciennes des erreurs que nous avons toutes commises.

► Membre du PCF, Régis Huleux a été correspondant de l'Humanité à Cuba de 1981 à 1984.

L'amnistie en Nouvelle-Calédonie devant le Conseil constitutionnel

## Le Parlement peut modifier une loi adoptée par référendum

Le Conseil constitutionnel a continué, mardi 9 janvier, l'examen des dix textes de loi qui lui ont été soumis à la fin de la session parlementaire. Il a estimé conforme à la Constitution ceux sur la programmation militaire, sur l'amnistie en Nouvelle-Calédonie et sur les conditions d'expulsion des étrangers.

Les neuf sages du Palais Royal ne sont pas hommes à se déjuger à quelques jours d'intervalle. A propos de la loi de finances pour 1990, ils avaient estimé que le ministre des Finances avait mérité le droit d'engager la responsabilité du gouvernement à la tribune de l'Assemblée nationale (le Monde daté 31 décembre 1989-1<sup>er</sup> janvier 1990). Ils n'ont pu que confirmer cette réponse aux députés CDS, qui contestaient, pour cette raison, la constitutionnalité de la loi de programmation militaire.

Un autre point de doctrine avait été soulevé par les députés RPR et UDF, et particulièrement par M. Pierre Mazeaud : une loi simple peut-elle contredire une loi adoptée, précédemment, par référendum ? En effet, la loi, soumise à l'ensemble du corps électoral le 6 novembre 1988, excluait du bénéfice de l'amnistie en Nouvelle-Calédonie les auteurs principaux du crime d'assassinat, alors qu'un texte, adopté par le Parlement le 20 décembre,

prévoit justement l'amnistie pour ces mêmes auteurs.

M. Mazeaud fait remarquer qu'en 1962 le Conseil constitutionnel avait refusé de se prononcer sur la constitutionnalité de la réforme de la Constitution (élection du président de la République au suffrage universel) adoptée par référendum et cela parce que, selon l'article 3 de la loi fondamentale, « la souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants ». Il en déduisait que « quand on consulte le peuple, on ne saurait le contredire qu'en le consultant à nouveau ».

Le Conseil lui répond que « le principe de la souveraineté nationale ne fait nullement obstacle à ce que le législateur, statuant dans le domaine de la justice, en appliquant le droit de l'article 34 de la Constitution, modifie, complète ou abroge des dispositions législatives antérieures ; il importe peu à cet égard, que les dispositions modifiées, complétées ou abrogées résultent d'une loi votée par le Parlement ou d'une loi adoptée par la voie du référendum ».

Les députés de l'opposition estimaient aussi que cette nouvelle amnistie n'établissait pas une règle générale, comme l'impose la Constitution aux lois, mais concernait « des inculpés parfaitement déterminés ». Là encore, le Conseil refuse de les suivre, en expliquant que le législateur peut « déterminer, en fonction de critères objectifs, quelles sont les infractions, et s'il y a lieu, les personnes, auxquelles doit s'appliquer le bénéfice de l'amnistie ». En se contentant de cette réponse, il n'a pas tranché une question juridique délicate, posée par la Constitution de 1958 : jusqu'à quel niveau de précision peut descendre une loi, alors qu'il lui est interdit de régler des cas personnels ?

Le dernier dossier traité par le Conseil mardi, lui est familier. Le 28 juillet dernier, il avait estimé contraire à la Constitution la possibilité pour les étrangers expulsés, après un arrêté préfectoral, de faire appel de cet arrêté devant les tribunaux judiciaires. Un texte voté en décembre, prévoit donc que l'appel se fera devant le juge administratif. Les députés UDF et RPR estimaient que le fait que cet appel soit suspendu rompait l'égalité avec les Français qui, eux, ont pas cette possibilité quand on leur refuse un passeport. Les « neuf sages » ont considéré que la situation juridique particulière des étrangers permettait de la soumettre à une procédure spécifique.

THIERRY BREHIER

## Les Gymnastes

Les Roumains chaque jour un ramification du sport n'est la règle. L'ancien gymnaste qui devenait dans les jeux olympiques européens échapper aux tricheries dans en ont larges notamment à l'Union soviétique. Les deux fils du Comandante du club de Steaua-Bucarest. A l'ensemble de la sport roumain aujourd'hui la démo trop savoir comme cette situation trahit les anciens. Les, qui sous couvert de très efficaces, mais à venir, de écrits de haut niveau donc imiter l'Union soviétique. Les deux fils du Comandante du club de Steaua-Bucarest. A l'ensemble de la sport roumain aujourd'hui la démo trop savoir comme cette situation trahit les anciens. Les, qui sous couvert de très efficaces, mais à venir, de écrits de haut niveau donc imiter l'Union soviétique.

### BUCAREST

de notre envoyé spécial

Le gymnaste du genre plus étrange, une désaffection, rouille et au cours quatre murs de son tour déséquilibré d'un bois enroulé d'un cheval d'arçon et d'appareils de gymnastique modestes rangées de néons blafards. Saule Michael Jackson, bien que mal peints, enroulés, fer cette salle de leurs économies de ne daignent donc 10 degrés.

L'endroit est froid, roumain juste, à l'image de lettres qu'occupent d'hiver. Elles ont entre six et sept degrés et des chaussons main. Toutes poussettes et triplés s'écroulent, et ce n'est que de cre que l'ordre sur les p

Surplombant d'athlètes miniatures géantes rappellent et entraînent pour pour attendre que « Le mot d'ordre à la révolution, c'est que se sport éternel dramatique, garde du régime C. 1976, au lendemain de Nadia Comaneci, Montréal, le Cond



- 17 Danse au Théâtre de la Ville  
20 Le pouvoir du CSA sur le câble

**GAUMONT AMBASSADE**  
50, AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (8<sup>e</sup>) - 43.59.19.08



## SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

## Carlos Mas menace les motards italiens

L'aventure continue pour les septante et onze motos et les cent cinquante et un camions et autos qui ont parcouru, mardi 9 janvier, la 11<sup>e</sup> étape du rallye Paris-Dakar. Entre Tahoua et Niamey, au Niger, la course sur les pistes de la brousse africaine n'a pas modifié un classement général qui semble figé. Mais, après sa victoire d'étape, l'Espagnol Carlos Mas menace les motards italiens.

NAMES

de notre envoyé spécial

La capitale semble sommeiller au bord du fleuve Niger. Niamey passe en ce début d'après-midi. Le soleil traverse les nuages et fait monter la température dans les rues. Mieux vaut emprunter les avenues bordées d'arbres et de lauriers rouges pour tenter de saisir cette grande ville.

Mais l'heure de la sieste ne se prête guère aux confidences. Il n'y a que les chauffeurs de taxis, et leur vigilant syndicat, pour répondre aux questions des étrangers. La poussière, la brume et, bien sûr, le niveau de l'eau sous le pont J.-F. Kennedy, occupent l'essentiel de ces discussions, où la langue française domine. Bien sûr, aussi, il y a toujours un auditeur de Radio-France internationale pour poser une question sur l'élimination de Cyril Neuve, lorsque l'on cherche à savoir si la population de la ville augmente.

Le rallye passionne la communauté européenne. Il est devenu l'un des rendez-vous de l'année. L'épreuve intéresse aussi une partie de la population locale, sensible aux exploits des Peugeot (prononcer « Pigot »).

Dévorer le sable

Les curieux veulent savoir le pourquoi des décisions des commissaires sportifs, qui, le matin même, ont décidé de mettre hors course quatre candidats d'assistance, dont un de l'écurie Peugeot, et trois voitures. Une mesure semblable à celle qui avait frappé Neuve, pour des motifs identiques : « non-respect de l'itinéraire du road-book ».

Loin de ces querelles, les motards étrangers s'en donnent à cœur joie. Une fois les bolides bleus des leaders français rentrés au pays, après l'abandon de Gilles Lalay, la course s'offre aux autres nations. Les Italiens de l'équipe Cagiva dominent, grâce à leur champion Edi Orioli, premier au classement général.

Son compagnon d'écurie Alessandro de Petri essaye de regagner quelques points à chaque étape, pour se hisser sur le podium. Cet ancien dentiste de trente-trois ans réalise une superbe course. Le doc-

teur n'exerce plus depuis longtemps, et il a oublié ses années d'études médicales pour ne se souvenir que de ses exploits en motocross. Toujours à fond sur son engin, le vainqueur du Rallye des Pharaons en 1986 et 1989 dévore le sable africain avec maestria. Ses prestations enchante les reporters des radios de la Péninsule, qui rivalisent au micro avec leurs confrères des chaînes espagnoles.

Car, mardi 9 janvier, la victoire d'étape de Carlos Mas leur a fourni l'occasion de belles envolées. Deuxième au classement général, le citoyen de Barcelone a profité d'une collision d'Edi Orioli avec un chiot pour « passer et tirer », selon l'expression du milieu des deux-roues. Agé de trente-trois ans, le champion espagnol d'enduro profite des avantages d'une équipe Yamaha officielle pour améliorer ses prestations dans le troisième Paris-Dakar qu'il dispute.

« Les Espagnols investissent de gros moyens dans la moto, un sport très populaire dans leur pays, aussi bien pour la vitesse que pour l'endurance », assure Gilles Lalay. Selon lui, le public, au-delà des Pyrénées, ne passionne plus pour la compétition des deux-roues. L'enfant du Limousin semble regretter cette situation. Le vainqueur du Dakar 1989 se souvient, avec un brin de tristesse, qu'il n'a pas tiré grand profit de ses lauriers, chèrement acquis.

SERGE BOLLOCH

Onzième étape

Tahoua-Niamey  
431 kilomètres  
dont 222 chronométrés

● AUTOS. — 1. Vatanen-Berglund (Fin.-Sué., Peugeot 405 T-16), 1 h 19 min 31 s de pénalité; 2. Cowan-Delferrier (G-B-Esp., Mitsubishi), 1 h 19 min 37 s; 3. Ambrosio-Baumgartner (Fra.-Peugeot 205 T-16), 2 h 2 min 7 s; 4. Waldegard-Fenouil (Sué.-Fra., Peugeot 405 T-16), 2 h 2 min 37 s; 5. Wamborgue-Da Silva (Fra.-Peugeot 205 T-16), 4 h 4 min 31 s.

● MOTOS. — 1. Mas (Esp., Yamaha), 2 h 21 min 46 s; 2. De Petri (Ita., Cagiva), 2 h 39 s; 3. Orioli (Ita., Cagiva), 4 h 46 s; 4. Picard (Fra., Sonauto-Yamaha), 4 h 1 min 36 s; 5. Picco (Ita., Yamaha), 4 h 1 min 53 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

● AUTOS. — 1. Vatanen-Berglund (Fin.-Sué., Peugeot 405 T-16), 17 h 14 min 45 s de pénalité; 2. Wamborgue-Da Silva (Fra.-Peugeot 205 T-16), 1 h 1 h 54 min 7 s; 3. Waldegard-Fenouil (Sué.-Fra., Peugeot 405 T-16), 1 h 1 h 58 min 27 s; 4. Ambrosio-Baumgartner (Fra.-Peugeot 205 T-16), 4 h 4 h 25 min 44 s; 5. Cowan-Delferrier (G-B-Esp., Mitsubishi), 4 h 4 h 49 min 51 s.

● MOTOS. — 1. Orioli (Ita., Cagiva), 52 h 45 min 17 s; 2. Mas (Esp., Yamaha), 1 h 1 h 12 min 11 s; 3. Picco (Ita., Yamaha), 2 h 2 h 27 min 11 s; 4. Magaldi (Fra., Yamaha), 2 h 2 h 41 min 34 s; 5. Picard (Fra., Sonauto-Yamaha), 4 h 4 h 46 min 36 s.

BASKET-BALL

Saint-Etienne  
en état de cessation  
de paiement

Le CA Saint-Etienne, qui évolue en nationale 1 B du championnat de France de basket-ball, est en état de cessation de paiement. Le tribunal de grande instance de Saint-Etienne devrait donc prononcer sa mise en liquidation judiciaire dans les prochains jours. Cette décision pourrait provoquer le licenciement des huit joueurs professionnels de l'entraîneur Djordje Andriasevic et de deux employés administratifs du club.

Les dirigeants stéphanois estiment que leurs difficultés financières sont directement liées au boycottage dont leur équipe a fait l'objet en début de saison pour ne pas avoir respecté les « accords de Cholet » sur l'utilisation des joueurs naturalisés. Le CA Saint-Etienne avait déposé son bilan en février 1987. Le tribunal de grande instance de Saint-Etienne avait alors prononcé l'ouverture d'un redressement judiciaire avec un paiement des créances sur neuf ans.

● AUTOMOBILISME. — Olivier Grouillard chez Osella. — Le pilote toulousain Olivier Grouillard, qui avait débuté en formule 1 en 1981 avec l'écurie Ligier, pilotera cette saison une Osella. Olivier Grouillard s'accommode à l'italien Nicola Larini, passé chez Ligier, où il fera équipe avec Philippe Alliot.

TENNIS

Raquette japonaise  
pour Ivan Lendl

Après dix années de fidélité à la firme Adidas, le tennismen Ivan Lendl va changer de vêtements et de raquette en 1990. A trente ans, le Tchèque slovène vient de signer un nouveau contrat de six ans avec la société japonaise Mizuno, spécialisée en articles de sport. Ce contrat lui assurera 20 millions de dollars (près de 115 millions de francs).

C'est toutefois avec sa raquette Adidas qu'Ivan Lendl disputera les prochains Internationaux d'Australie qui débuteront lundi 15 janvier à Melbourne. « Il ne servirait à rien de changer de raquette juste avant un tournoi du Grand Chelem », a-t-il indiqué. Il retournera aussitôt après aux États-Unis pour se familiariser avec sa future raquette. « Il va falloir que j'adapte mon jeu, estime-t-il. C'est très difficile pour moi de changer de raquette à ce stade de ma carrière. »

## EUROPE 93

Le marché des paris sur les courses de chevaux

## Près de 100 milliards d'enjeux annuels pour le PMU ou les bookmakers ?

Depuis que les courses hippiques existent de façon officielle en Angleterre et en France (1833), une vive rivalité oppose les deux pays. Jusqu'à maintenant, elle s'exprimait uniquement sur le plan sportif des compétitions et de la valorisation des élevages. Or l'ouverture du grand marché européen de 1993 semble devoir lui donner une dimension et une tournure très différentes et une autre acuité. Sous forme d'un match serré, et à l'issue incertaine, entre les firmes privées de bookmaking britanniques et le seul organisme collecteur de paris en France, le Pari mutuel urbain. L'enjeu est de taille puisque, sur les douze pays de la Communauté, le chiffre d'affaires annuel dépasse les 95 milliards de francs par an.

Le Pari mutuel a été autorisé d'abord sur les hippodromes (PMU), ensuite « en ville » (PMU), respectivement par les lois du 2 juin 1991 et du 16 avril 1990. L'ouverture des guichets a été exclusivement concédée aux organisateurs de courses. *Ipsa facto*, ils en sont devenus ainsi les gestionnaires. Une structure avantageuse pour les pouvoirs publics, qui maintiennent un droit de regard sur le système, tout en gardant les mains propres dans un domaine souvent moralement contesté; ce processus assure aussi des ressources aux propriétaires et aux professionnels (3 % du total environ), au Trésor (20 %) et à différents attributaires de la Ville de Paris, les associations sportives et même l'association d'un. Le tout est basé sur un principe mutuel: 70 % de la masse monétaire restent aux parieurs, et Paul empêche ce que Pierre a perdu, la cote étant établie par la méthode des vases communicants.

Le « pari au livre » (bookmaking), totalement libre outre-Manche mais interdit et poursuivi chez nous comme un délit, s'inspire d'une toute autre conception: la cote fixe. Le rapport du gagnant est déterminé avant le départ de la course, établi au *pro rata* de la chance théorique de chaque concurrent et du flux des sommes déjà enregistrées. De façon très spéculative, il est possible de miser huit jours, un mois ou un an avant la course, avec des espérances de gains très élevées, mais sans aucun remboursement si le cheval ne prend pas le départ. Le bookmaker endosse des risques mais encaisse aussi des bénéfices considérables dans le cas de forfait ou, plus encore, lorsqu'un grand favori est battu. Par exemple, la défaite d'un champion dans le Derby d'Épsom, où des sommes considérables sont engagées, constitue naturellement une aubaine pour les firmes privées.

C'est sur de telles bases que la société Ladbroke a bâti son empire. Créée dans un petit village du comté du Warwickshire portant ce nom, au siècle dernier, elle passait, en 1956, sous le contrôle d'un consortium mené par M. Cyril Steila. Son développement était ensuite spectaculaire: introduction à la Bourse de Londres en 1966,

puis diversification des activités avec quatre orientations principales: l'hôtellerie (chaîne Hilton) et cent quarante-deux hôtels dans quarante-sept pays différents; l'immobilier, avec des constructions en Grande-Bretagne, aux États-Unis et sur le continent européen; les bricoles (exploitation de grandes surfaces de bricolage et de décoration) et, enfin, les paris évidemment, non seulement sur les courses hippiques (70 %)

ment et également. Ici, le PMU n'est concerné que par les courses belges, tandis que Ladbroke, lui, n'hésite pas à jouer sur les deux tableaux, prenant aussi des paris sur les courses françaises, plus attractives pour la clientèle.

Il n'a fallu pas plus pour déclencher l'ère de la Fédération nationale des sociétés de courses en France et du PMU, ainsi qu'une plainte devant le tribunal de commerce de Bruxelles en « cessation

Questionné de façon précise sur l'avenir proche, M. Davidson, administrateur délégué chez Ladbroke, s'exprime à la fois avec prudence et sérénité. Au sujet des frais de gestion, qui seraient plus élevés au Royaume-Uni qu'en France, il indique: « Les conditions de travail sont différentes dans chaque pays. Il est donc quasiment impossible de faire des comparaisons. Néanmoins, il faut savoir que, partout où nous opérons, nos coûts d'exploitation sont moins élevés que ceux de nos concurrents. Nous pensons que le marché français est potentiellement rentable et qu'il n'est pas encore totalement exploité en ce moment. »

M. Davidson semble repousser un partage du pécule européen moitié-moitié avec le PMU: « Nous n'avons pas du tout l'intention d'engager un pareil accord: il serait contradictoire, avec les règles du marché et avec le bon fonctionnement du pari mutuel. »

Institution soumise

Devant ces menaces, tous les défenseurs de l'institution hippique en France font front commun. M. Jean Romanet, chargé de mission à la Fédération pour les affaires internationales, André Comier, directeur du PMU, François Clos, directeur des Haras nationaux, tiennent pratiquement le même langage. Ils rappellent d'abord que c'est « une réglementation d'ordre public, qui, seule, autorise le jeu sur les courses de chevaux en France. Toute autre activité est poursuivie et condamnée. Elle a été établie et aménagée au cours des années dans un but de régularité et afin de contrôler les agissements des bookmakers, justifiant par là la victoire la compétition, avant 1891 ». Ils attendent, eux aussi, avec confiance, les verdicts de Bruxelles. Ils excellent le scénario catastrophique d'un achat par les Anglais d'un hippodrome clé en main, d'où les chevaux français seraient exclus. En revanche, ils reconnaissent, sur un autre aspect du problème, avoir « des craintes non négligeables ».

D'abord, au nom de la libre concurrence européenne et de l'interprétation des textes, ils savent que les pressions sont fortes. Ils l'ont bien vu, d'ailleurs, lors d'une contre-attaque par la bande. Avec la levée du contrôle des changes depuis le 1<sup>er</sup> janvier, tout citoyen français a la latitude d'ouvrir un compte à l'étranger, de transmettre ses paris dans une officine de Londres ou de Bruxelles, sur des courses françaises. Avec les systèmes de communication actuels, l'échappatoire sera de plus en plus contrainte et facile.

Or « l'affaire courses » est économiquement fragile. Pratiquement au bord du déficit constant, la moindre baisse du chiffre d'affaires, même d'un demi-point, peut réduire à néant tous les efforts de redressement. Devant de telles perspectives, les responsables n'ont pas d'autre solution que de prospecter la RFA, les pays scandinaves, l'Italie, les Pays-Bas et même la Grande-Bretagne. Ils ont d'ailleurs créé une association des PMU européens. Il leur faut aussi montrer encore davantage compétitifs sur leur pré carré, en continuant, d'une part, à développer l'éventail des paris et, d'autre part, à compresser leurs frais de gestion, que certains estiment toujours trop élevés; ils espèrent surtout que les habitudes sociologiques du public

L'attachement de M. Dupont à son café-croissant-PMU du dimanche matin — resteront les plus fortes. D'ailleurs, lorsqu'il est interrogé sur ce point, le parieur lambda déclare presque toujours: « Les books, c'est bon pour les Anglais. »

GUY DE LA BROUSSE



mais également sur les lévriers (20 %) et d'autres types de sports et d'événements — de façon très moderne, avec l'appoint de satellites et des antennes en Belgique, aux Pays-Bas et aux États-Unis (Detroit).

Premières escarmouches

Une telle puissance financière implique forcément la poursuite de visées expansionnistes en direction notamment de l'industrie hippique française. Celle-ci est en flèche également puisqu'elle affiche une hausse de neuf points en 1988 et de plus de quatre points en 1989, où les 32 milliards d'enjeu ont été dépassés. Le PMU touche les dividendes d'une politique dynamique, enfin instaurée depuis 1983: la réforme Rocard, alors ministre de l'Agriculture, lui a donné davantage d'autonomie, une identité, avec la mise en place d'un groupement d'intérêt économique (GIE) alors qu'avant il n'avait pratiquement pas d'existence légale. Atteint par la concurrence du Loto, connaissant des craintes pour sa situation de monopole, il a informé complètement son réseau, relancé de nouveaux jeux, rajouté son image de marque, participé à des actions de mécénat originales, même innocentes. Ainsi actuellement, sur cent millions de tickets figure une proposition de souscription en faveur de l'édification d'un monument « Europe-liberté ».

Ce sont donc bien deux entités puissantes et riches qui paraissent décidées à en découdre. Elles ont choisi de façon symbolique la Belgique comme théâtre de leurs premières escarmouches. Une zone-tampon, une zone-test aussi, car c'est l'un des pays d'Europe où PMU et agences se côtoient libre-

ment également sur les lévriers (20 %) et d'autres types de sports et d'événements — de façon très moderne, avec l'appoint de satellites et des antennes en Belgique, aux Pays-Bas et aux États-Unis (Detroit).

Le tribunal, en première instance, a pourtant débouté le requérant, en s'appuyant sur un argument de procédure selon lequel il ne peut se prévaloir d'activités commerciales puisqu'il est dirigé par des bénévoles (association loi 1901). L'affaire n'est pas terminée pour autant. Appel a été interjeté pour plaider sur le fond, assorti d'une référence au Conseil d'État, qui a considéré, dans d'autres cas, le PMU comme opérateur économique et ayant droit à faire des bénéfices; s'appuyant, d'autre part, sur une jurisprudence belge d'un proche de Canal Plus contre des fabricants de décodeurs sauvages. La seconde manche du procès est prévue cette année.

La réponse de Ladbroke

Ladbroke, piqué au vif et souhaitant maintenir son avantage tout en voyant plus loin et plus grand, a aussitôt contre-attaqué, avec une réponse du berger à la bergère: une demande d'enquête par la Commission de la Communauté européenne sur les aides financières substantielles qui seraient apportées par l'État français au PMU. Elles seraient non conformes au règlement du traité de Rome, n'ayant pas été notifiées à la Commission. Or elles seraient permises au PMU, non seulement de renforcer son monopole sur le marché national, mais aussi de mettre en place et de poursuivre un programme d'exportation dans d'autres États membres de la Communauté européenne.

La société britannique, selon la formule consacrée, déclare « faire confiance à la justice », en affirmant que les dispositions au sein de la Communauté sont suffisantes pour assurer dans le marché unique « une compétition ouverte et honnête à travers tous les pays intéressés ».

Selon le « Moniteur du commerce international »

## La France contribuera pour un cinquième au budget de la Communauté en 1990

La France contribuera pour 19,9 % au budget de la Communauté européenne en 1990, indique une enquête réalisée par le *Moniteur du commerce international* (MOCI) (1), dans son édition du 25 décembre.

Dans un article intitulé « L'Europe 92, budget 90: qui paie quoi? », le tableau comparatif établi par l'hebdomadaire montre que le plus gros contributeur est la RFA (25,9 %), qui précède la France, elle-même suivie de l'Italie (15,4 %) et de la Grande-Bretagne (15,1 %). En bas de l'échelle: le Luxembourg (0,2 %), l'Irlande (0,8 %), la Grèce (1,3 %) et le Portugal (1,7 %).

Citant un récent rapport du sénat présenté par M. Jacques Chaurmont (sénateur RPR), le MOCI souligne que la contribution française est évaluée à environ 63,5 milliards de francs, soit 4,6 % des recettes fiscales brutes, ou

10,3 % de la TVA, ou encore l'équivalent du budget du ministère de l'Intérieur.

Ce que reçoivent les pays de la Communauté reste mal ciblé à ce jour, rappelle cette enquête, selon laquelle les dépenses communautaires dans chaque État, en pourcentage, sur une moyenne de quatre ans (1985-1988), se sont élevées à 19 % pour la France, 16,5 % pour l'Italie, 14,1 % pour la RFA, 11,1 % pour la Grande-Bretagne, 8,7 % pour les Pays-Bas, 7,9 % pour l'Espagne (dont l'adhésion ne date que de 1986), 6,1 % pour la Belgique, 5,8 % pour la Grèce, 4,6 % pour l'Irlande, 3,4 % pour le Danemark, 2,7 % pour le Portugal et 1,4 % pour le Luxembourg.

(1) Le MOCI est en vente à la Librairie du commerce international, 10, avenue d'Alsace, 75116 Paris, au prix de 29 F.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1988),  
Jacques Fauvet (1989-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef: Daniel Vernet  
Correspondant en chef: Claude Scaes  
Administrateur général: Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-87-27

Telex MONDPAF 650672 F; Télécopieur: (1) 45-23-06-81

JUSTICE

M. Ca

Les élus d'opposition, que ceux du Ecology-Auto 9 janvier, la presse distinguée municipal exte GR

de notre

Si le terrain ne s'enferme, l'obligation à croquer-moi, ce sont aux communi- quaires: alors la porte et veill- ser leur appétit- maire RPR de Carignan, égale- conseil général- sente comme la série d'affaires- quelques semai- la site qu'il dirige

La première- débuta le 20 oc- M Vincent Rivier- peut promouvoir- région Rhône- dans la création- prises mais égal- commune de No- l'acqué d'abus- de faux bilan, il- à la prison de V- finalement remi- cinquante-deux j-

Entre M. Rivier- des liens étroits- tissés, le maire d- confit notamment- lisation d'un tier- du futur centre- pôle), d'une- 250 000 mètres- le centre de la cit- M. Rivier, ancien- chambre de com- trice de Grenoble- outre, le rôle im- après de M. Ca-

Prote contre les s

Les ma- d'Evry o- de si- à l'au- de re-

Les magistrats- de grande ins- (Essonne), pro- « la dégradation- sation croissam- judiciaire » dans- ont refusé de- matin 9 janv- l'audience de- contentant de re- robe, dans la pu- réservée au pub- darent dénonc- situation des p- tribunaux duran- nières années ».

Comparant le- tribunal correc- soixante-dix-hu- à coup des ins- santes — quant- — et de Créteil- lors que la pop- sibleront égale- départements- protestataires- cette situatio- effectifs dans l'E- dut « par un a- traitement de- retard dans la- des mesures no- par le législateu- pour des péna- ble de la cour- Paris ».

Dans un tex- quarante-deux d- magistrats « résolu à ne p- la loi soit dite s- dans des condit- pectures de c- gnes de ceux-l- au président d- au premier min- lementaires, d- envisager de- un plan pour la- notamment « le- cents emplois d- de huit cents em- nomaires dans- trois prochains b-



## JUSTICE

Le maire de Grenoble réplique à la campagne sur les « affaires »

## M. Carignon : « N'ayant pas pu me battre, on veut m'abattre »

Les élus municipaux grenoblois d'opposition, tant ceux du Parti socialiste que ceux du Front national ou du groupe Ecologie-Autogestion, ont demandé, mardi 9 janvier, lors de trois conférences de presse distinctes, la tenue d'un conseil municipal extraordinaire pour débattre de

la situation actuelle au sein de l'Office HLM de la ville. Les activités de cet office font l'objet d'une enquête, et l'inspection générale de l'équipement examine depuis deux mois les conditions de passation de marchés de cet office, appelé OPALE. Le

parquet général de Grenoble devrait saisir prochainement la chambre criminelle de la Cour de cassation, afin qu'elle désigne une cour d'appel chargée de traiter ce dossier. Des inculpations pourraient intervenir concernant des élus locaux, inculpations de nature à inquiéter le maire RPR de la ville, M. Alain Carignon.

## GRENOBLE

de notre correspondant

« Si le torrent de rumeurs continue à enfler, je me verrais dans l'obligation de l'endiguer et, croyez-moi, ceux-là mêmes qui ont été commandés par nous à aller à la porte et à aller à la porte et à aller à la porte... »

La première de ces affaires débuta le 20 octobre 1989 lorsque M. Vincent Rivier, l'un des principaux promoteurs immobiliers de la région Rhône-Alpes, spécialiste dans la création de parcs d'entreprises mais également maire de la commune de Noyers (Isère), fut inculpé d'abus de biens sociaux, d'escroqueries et de présentation de faux bilan. Il fut ensuite écroué à la prison de Valence pour n'être finalement remis en liberté que cinquante-deux jours plus tard.

Entre M. Rivier et M. Carignon des liens étroits d'amitié s'étaient tissés, le maire de Grenoble ayant confié notamment à son ami la réalisation d'un tiers du programme du futur centre d'affaires (Europe), d'une superficie de 250 000 mètres carrés, situé dans le centre de la cité dauphinoise.

M. Rivier, ancien trésorier de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, ne cachait pas, en outre, le rôle important qu'il jouait auprès de M. Carignon en matière

d'aménagement urbain et l'influence qu'il prétendait exercer dans les milieux économiques locaux en faveur de son ami. Ce dernier, malgré les affirmations des enquêteurs de la brigade financière de la police judiciaire qui qualifiaient alors l'affaire Rivier de « escroquerie énorme », d'après eux le montant du prêt censé par le promoteur avoisinerait les 40 millions de francs, ne se départit pas de son soutien envers l'inculpé. « En aucun cas, ce n'est dans des circonstances de ce type qu'une amitié de longue date peut prendre fin ou être reniée par faiblesse ou, plus, par démagogie », écrivait M. Carignon dès le lendemain de l'incarcération de M. Rivier.

## « On n'a rien trouvé »

« Depuis lors, toute la PJ tournait autour d'Alain Carignon », affirme aujourd'hui un proche du maire qui a eu connaissance des investigations très poussées faites sur le projet Europe par la ville. Quelques mois auparavant, lors des « affaires » impliquant cette fois la SORMA, également opérant sur le site d'Europe, les mêmes fonctionnaires s'étaient penchés sur le dossier afin de rechercher la présence d'éventuelles fausses factures. « A ma connaissance, on n'a rien trouvé », déclare M. Carignon.

Toutefois, les recherches policières ont finalement abouti à la mi-décembre à un organisme, l'OPALE, ancien office public d'HLM de la ville de Grenoble. Sur commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction M. Régis Vialabrouck, les policiers ont épluché les comptes de cet organisme dans lequel siègent sept représentants de la ville, membres uniquement de la majorité municipale, six personnes nommées par le préfet de l'Isère, les autres membres étant élus par les locataires des HLM (trois) et désignés par les associations familiales (trois).

## Cahier comparatifs

Ces faits sont-ils suffisamment graves pour expliquer, à eux seuls, la démission précipitée de M. d'Ornano, annoncée le 29 décembre au fin d'après-midi devant un parterre d'élus et de journalistes convoqués en toute hâte (le Monde daté 31 décembre 1989-le janvier 1990). Le contrat avec GLITEC, selon M. Jean-François Parent, l'un des membres de l'OPALE, désigné par le préfet, s'est-il en fait agité de fausses factures ou d'abus de biens sociaux ? Le GLITEC était-il d'ailleurs vraiment utile pour la bonne marche des opérations de réhabilitation alors que d'autres bureaux d'études, notamment celui de l'OPALE, étaient engagés dans les mêmes travaux ?

Ces questions ont, pour partie, reçu des réponses : le coût comparatif des participations du GLITEC entre plusieurs offices d'HLM, notamment celui de Lyon, fait apparaître que le prix moyen d'intervention par logement a été

## L'ouverture de l'IHESI

## M. Joxe souhaite la définition d'une politique globale de la sécurité

M. Pierre Joxe a reçu la première promotion de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI), mardi 9 janvier, place Beauvau. Le ministre de l'intérieur en a profité pour préciser ses conceptions d'une « enveloppe budgétaire de sécurité intérieure ».

La France n'est pas en mesure de connaître les moyens budgétaires qu'elle consacre à sa politique de sécurité intérieure, et M. Joxe le regrette. De la police à la gendarmerie, des douanes à l'aviation civile, plusieurs ministères, les finances, notamment, interviennent en la matière, sans que personne soit en mesure de préciser ni le volume ni la répartition de la dépense publique de sécurité entre ces diverses administrations. A quels coûts s'opèrent ces interventions ? Avec quelle efficacité ? Mystère.

Pour en finir avec ce flou, qui empêche la mise en œuvre d'une politique cohérente et globale de sécurité, le ministre propose d'instaurer une « enveloppe sécurité intérieure » qui permettrait de connaître de manière détaillée les crédits budgétaires affectés à la sécurité et de rationaliser les dépenses. Cette harmonie budgétaire est indispensable, assure le ministre, pour réduire, à terme, la délinquance et la criminalité.

Bien qu'il se définisse lui-même comme étant « conceptuellement interministériel », M. Joxe se défend d'avoir à l'occasion des visites « impériales » sur d'autres administrations qui participent à la politique de sécurité. Loin de lui, assure-t-il, la volonté de « récupérer ou centraliser » les crédits. Simplement, il propose que l'on s'inspire, pour la sécurité intérieure, de la procédure budgétaire spéciale baptisée « enveloppe recherche » qui fut mise en œuvre, il y a vingt-cinq ans, afin d'identifier les crédits que les différentes administrations affectaient à la recherche publique.

Jen social complexe, la lutte pour la sécurité ne saurait, à l'instar du ministre, se contenter des polémiques du passé, illustrées par des slogans simplistes (« Que fait la police ? », « Les juges sont laxistes ») et, somme toute, stériles. Créé à l'initiative de M. Joxe et inauguré à l'automne 1989 (le Monde du 18 octobre), l'IHESI s'engage dans cette voie et entend « penser » la sécurité intérieure comprise au sens large. Il s'agit de porter la réflexion au-delà des seules réponses policières, judiciaires et pénales : les politiques de formation et d'insertion sociale, de logement et d'urbanisme, ne constituent-elles pas aussi des éléments positifs pour la sécurité ?

Lieu d'études et de recherches, l'Institut privilégie l'approche pluridisciplinaire des phénomènes, ainsi que le partenariat entre les

acteurs sociaux et administratifs. Elargir le champ de réflexion sur la sécurité suppose de s'intéresser aussi bien à la prévention qu'à la répression qu'à l'économie ou à la politique, sans oublier la science et la technologie, a précisé M. Jean-Marc Erbes, inspecteur général de l'administration, qui dirige l'IHESI.

## Cinquante stagiaires

Fort de cinquante stagiaires venus d'horizons divers, la première promotion de l'IHESI va suivre un cycle de formation tout au long de l'année 1990. Une moitié de la promotion est composée de policiers, des commissaires divisionnaires pour l'essentiel, issus de différents services ; les autres auditeurs proviennent des douanes, de la magistrature et de l'administration pénitentiaire, du monde de la politique ou des entreprises, de la recherche comme du journalisme. Au cours des onze mois de la session, les auditeurs se pencheront notamment sur les stratégies des acteurs de la sécurité, ainsi que sur les rapports que cette dernière entretient avec la démocratie et avec l'économie. Ils plancheront sur les diverses politiques sociales, familiale, éducative ou de l'emploi — à mettre en œuvre en matière de sécurité. Preuve que le concept de sécurité intérieure comporte de multiples dimensions, les auditeurs s'attarderont aussi bien sur la drogue, la gestion des risques technologiques ou liés à l'environnement, que sur les différents types de sécurité, routière, domestique, urbaine, etc.

Une nouvelle collection, *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, éditée et diffusée par La Documentation française, rendra compte des travaux de l'Institut et de son département « études et recherches ». Celui-ci ambitionne de développer les travaux sur l'organisation et le fonctionnement des services de sécurité et, aussi, d'impulser des recherches fondamentales en sciences sociales. Au sommaire du premier numéro, on trouve les Actes du colloque qui s'est tenu en novembre à Paris (le Monde du 5 novembre 1989) ; on lira aussi une série d'études comparatives avec les systèmes américains, allemands, anglais et belges.

Par bien des aspects, et spécialement par sa volonté d'ouvrir la réflexion à d'autres secteurs que les professionnels de la sécurité, le nouvel institut fait penser à l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) qui a vu, quant à lui, passer plus de trois mille auditeurs depuis sa première session, en 1948. M. Joxe espère bien qu'avec le temps, l'IHESI contribuera à « rationaliser » les débats sur la sécurité de la même façon que l'IHEDN — dont le ministre fut auditeur — a permis, à ses yeux, de dépassionner les débats sur la défense nationale et la sécurité extérieure.

Craignant un ralentissement de l'enquête sur l'attentat contre le DC-10

## Le PDG d'UTA demande des explications au ministre de la justice

Le PDG d'UTA, M. René Lapautre, a écrit au garde des sceaux pour lui demander « une mise au point urgente et autorisée » après la publication dans le Monde du 23 décembre d'informations qui lui laissent penser que l'information judiciaire ouverte sur l'attentat du 17 septembre contre le DC-10 de la compagnie, assurant le vol N°Djamen-Paris, pourrait être ralentie. Cette nouvelle polémique s'ouvre alors qu'une campagne rampante vise à accrédi-ter l'idée que le gouvernement veut réduire les moyens de lutte antiterroriste.

Qui a intérêt à faire croire que l'on ne veut pas — que l'on ne veut plus — laisser, aujourd'hui, en France les magistrats chargés de la lutte antiterroriste travailler correctement ? C'est la question que l'on peut se poser après la polémique qui a suivi le « Journal télévisé » de La 5, diffusé lundi 8 janvier à 20 heures.

Sur le plateau, le chroniqueur judiciaire de La 5, Paul Lefèvre, a en effet affirmé que la compagnie UTA, dont un DC-10 reliant Brazzaville à N'Djamena avait été détruit en vol le 17 septembre dernier, selon toute vraisemblance à la suite d'un attentat, provoquant ainsi la mort de 170 personnes, se verrait réclamer par le ministère de la défense une somme avoisinant 40 millions de francs. Cette « facture » serait destinée à rembourser les frais engagés par la mise en œuvre de matériels, et notamment d'avions, lors de la recherche des débris du DC-10.

De plus, dans une lettre datée du 3 janvier et dont le journaliste de La 5 a cité des extraits, le PDG d'UTA, M. René Lapautre, demandait au ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, de lui fournir des explications, et même de faire « une mise au point urgente et autorisée » après la publication d'un article du Monde du 23 décembre 1989 et qui lui faisait nourrir les plus vives inquiétudes sur la suite de l'enquête.

Dans cet article, nous expliquions que le président du tribunal de grande instance de Paris, M. Robert Diet, avait pris, la décision administrative de confier, à partir du 1<sup>er</sup> décembre, des dossiers de droit commun à des juges jusqu'à exclusivement chargés de la lutte antiterroriste.

CLAUDE FRANCHILLON

Le PDG d'UTA, M. René Lapautre, a écrit au garde des sceaux pour lui demander « une mise au point urgente et autorisée » après la publication dans le Monde du 23 décembre d'informations qui lui laissent penser que l'information judiciaire ouverte sur l'attentat du 17 septembre contre le DC-10 de la compagnie, assurant le vol N°Djamen-Paris, pourrait être ralentie. Cette nouvelle polémique s'ouvre alors qu'une campagne rampante vise à accrédi-ter l'idée que le gouvernement veut réduire les moyens de lutte antiterroriste.

## Les inquiétudes de M. Lapautre

Ces indications ont, semble-t-il, fait bondir le PDG d'UTA qui écrit au ministre de la justice : « S'il est vrai que l'enquête relative à l'attentat commis contre notre avion ne peut en l'état, être ouverte que contre X, l'importance de l'objectif de découvrir toute la vérité, d'éviter sans doute le renouvellement de tels actes criminels les efforts considérables nécessaires à l'enquête (comme ceux magistrallement par les Etats-Unis à l'attentat contre un avion d'une compagnie américaine en fin 1988) excluent totalement de notre point de vue que les recherches relatives à un acte de terrorisme ayant causé la mort de 170 personnes puissent être considérées comme ne nécessitant pas dans l'immédiat d'actes répétés d'investigation. Je puis, au contraire, vous dire combien nous sommes des familles de victimes (dont seize appartenaient à notre personnel), non seulement la compagnie UTA, (...) mais aussi l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI) et l'ensemble des compagnies exploitant (...) sont dans l'attente des résultats de l'enquête judiciaire dont vous avez décidé l'ouverture ; même dans l'opinion publique, française ou étrangère, en dehors de la profession, je suis persuadé que personne ne comprendrait que les efforts considérables entrepris soient réduits ou ralentis ».

## La réponse de la chancellerie

Demandeur environ 40 millions de francs à des victimes — UTA s'est, bien entendu, constituée partie civile — et ralentir l'activité du juge d'instruction : si cela était exact, ce serait bien sûr de la plus extrême gravité. Au ministère de la justice, on n'a aucun mal à croire que la note de M. Carroz dans sa rédaction peut paraître maladroite — à expliquer que l'on n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, lésiné sur les moyens après la catastrophe.

L'information judiciaire confiée à un juge antiterroriste, M. Jean-Louis Brugère, a été ouverte le 23 septembre. Aussi, le juge devrait trois commissions rogatoires au Congo, au Tchad et au Niger. Des policiers de la DST et de la direction centrale de la police judiciaire ont été dépêchés en Afrique, ainsi que des médecins légistes. Un collègue d'experts a été désigné.

Le juge d'instruction, accompagné d'un magistrat du parquet s'est rendu, à plusieurs reprises, sur le terrain. Une attention toute particulière a évidemment été donnée aux familles des victimes qui ont été reçues par le procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Pierre Truche. Certaines familles ont déjà pu être indemnisées. Tout, estime-t-on au ministère, avait donc été fait pour qu'on ne perde pas de temps dans une affaire aussi tragique.

On ne cache pas, à la chancellerie, qu'on est choqué non par les inquiétudes du PDG d'UTA, à qui une lettre, destinée à dissiper « un malentendu fâcheux » a été adressée, mais par la campagne rampante qui veut accrédi-ter l'idée que le gouvernement « gère » les moyens de lutte contre le terrorisme. M. Pierre Arpaillange répond que l'information « continuera à être traitée avec toute la diligence et la minutie qui s'imposent ». Le ministère de la défense, de son côté, émettait avoir diversifié par écrit une « facture » à UTA. Des représentants de la compagnie aérienne ont aussi dûment avoir jamais reçu une telle lettre. Ils ont eu des contacts téléphoniques avec des représentants de ce ministère qui ont évalué à environ 40 MF le coût de leur intervention. UTA a alors répercuté ces informations dans une lettre qui a été versée au dossier puisqu'elle a été directement adressée au juge d'instruction, le 5 janvier. Dans cette lettre, UTA expliquait que la compagnie ne voyait pas à quel titre elle pourrait être redevable d'une telle somme.

ANNE CHEMIN et AGATHE LOGEART

## iels

adonné de façon précise sur le proche, M. Davidson, stratège délégué chez Lad, s'exprime à la fois avec prudence et sérénité. Au sujet des Français, qui seraient plus élevés, y compris qu'en France, il a : « Les conditions de travail différentes dans chaque il est donc quasiment impossible de faire des comparaisons, il faut savoir que, par exemple, nos coûts de location sont moins élevés que ceux de nos concurrents. Nous ne que le marché français est tellement rentable et qu'il n'est pas encore totalement saturé en ce moment. »

## Institution sondée

Avant ces menaces, tous les acteurs de l'institution hippique France font front commun. Jean Roussat, chargé de la Fédération pour les sires internationales, André Lemaire, directeur du PMU, François, directeur des Haras nationaux, tiennent pratiquement le même langage. Ils appellent bord que c'est « une réglementation d'ordre public qui, seule, torse le jeu sur les courses de France ». Toute autre tentative est poursuivie et condamnée. Elle a été établie et amendée à au cours des années dans un esprit de régularité et afin de contraindre les organismes des bookmakers justement, car les vicieuses compétition avant 1891 ».

D'abord, au nom de la libre concurrence européenne et de l'interprétation des textes, ils ont vu que les pressions sont fortes, s'inquiétant davantage d'une contre-attaque par la ande. Avec la levée du contrôle des changes depuis le 1<sup>er</sup> janvier, un citoyen français a la latitude d'ouvrir un compte à l'étranger, de ramener ses paris dans une officine de Londres ou de Bruxelles, et des courses françaises. Avec les systèmes de communication actuels, l'échappatoire sera de plus en plus courante et facile.

Or « l'affaire courtes » est économiquement fragile. Pratiquement au bord du déficit constant, le moindre baisse du chiffre d'affaires, même d'un demi-point, peut réduire à néant tous les efforts de redressement. Devant de telles perspectives, les responsables n'ont pas d'autre solution que de proscrire la RFA, les Pays-Bas et même la Grande-Bretagne. Ils ont d'ailleurs créé une association des PMU européens. Il leur faudra se montrer encore davantage compétitifs sur leur pré carré, en commençant, d'une part, à développer l'éventail des paris et, d'autre part, à compresser leurs frais de gestion, que certains estiment toujours trop élevés ; ils espèrent surtout que les habitudes sociologiques du public — l'attachement de M. Dupont à ses cafés-croissant-PMU du dimanche matin — resteront les plus fortes. D'ailleurs, lorsqu'il est interrogé sur ce point, le parieur lambda déclare presque toujours : « Les bookies, c'est bon pour les English ».

GUY DE LA BROSSE

## Londe

dir. le Monde  
directeur de la publication  
René-Mary (1944-1969).  
André Lemaire (1982-1985)  
Daniel Vernet  
Claude Bales  
Bernard Wourms  
19827 PARIS CEDEX 09  
2-47-87-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Dans le Val-d'Oise

## Inculpation pour trafic de drogue d'un responsable départemental de SOS-Racisme

Farid Saidani, responsable départemental de SOS-Racisme pour le Val-d'Oise, a été inculpé, mardi 9 janvier, d'infraction à la législation sur les stupéfiants par un juge d'instruction de Pontoise et laissé en liberté. Convoqué vendredi 5 janvier au commissariat de Sarcelles, il avait été entendu dans une affaire de trafic de haschisch qui a eu lieu entre octobre et décembre 1988 dans cette ville.

Pour SOS-Racisme, l'accusation n'est pas « crédible ». « Farid étant même accusé d'avoir vendu de la drogue à une date où il était en vacances loin de Sarcelles », « Stupéfié » par l'inculpation, SOS-Racisme s'élève du « comportement de certains policiers au cours de la garde à vue ». Selon l'organisation, un policier aurait déclaré au cours de la nuit : « Harlem Désir est un conard, je ne comprends pas que les gens aient été assez cons pour acheter le badge ». La nuit suivante, un policier l'aurait réveillé en hurlant : « Harlem Désir est un fanatique » avant de chanter « Alléluia, le Führer est de retour ».

SOS-Racisme, qui dénonce une « affaire montée de toutes pièces », a demandé, mardi 9 janvier, au ministère de l'Intérieur de saisir l'IGPN (Inspection générale de la police nationale).

## FAITS DIVERS

Pris en otage par un ancien employé

## Le PDG de Rank-Xerox-France est blessé par balle

Le PDG de la société Rank-Xerox France a été grièvement blessé par balle, mardi 9 janvier, après avoir été pris en otage par un ancien employé au siège social de

cette firme, dans une tour du quartier d'affaires de la Défense à Puteaux (Hauts-de-Seine). Le PDG, M. Olivier Groues, est dans un état critique, apprend-on de source médicale.

Sous la menace de son arme, M. Daniel Vieille, licencié de Rank-Xerox huit ans plus tôt, a retenu en otage, dans tout l'étage-midi de la tour, le PDG de la firme, ainsi que le chef du personnel, M. Bernard Reibell, et trois assistantes. L'ancien employé contestait les modalités de son licenciement pour « faute grave » et exigeait le versement d'une indemnité (1,5 million de francs). Vers 18 heures, les négociations engagées entre cet homme de quarante-cinq ans et les policiers — le directeur des polices urbaines de Hauts-de-Seine, M. Jean Trouillet, et des membres du RAID — ont permis la libération d'une partie des otages.

Seuls MM. Groues et Reibell étaient encore séquestrés, dans le bureau de celui-ci, au dernier étage de la tour Bellini, quand le forcené fut maîtrisé par les hommes du RAID. C'est lors de cette intervention que des policiers, dans des circonstances confuses, le preneur d'otages aurait tiré sur le PDG de Rank-Xerox.

M. Vieille, qui n'a pas été blessé dans l'opération, a été placé en garde à vue au commissariat de Puteaux.

## MÉDECINE

Le blocage des négociations sur la convention médicale

## Les chefs de clinique et les internes parisiens ont déclenché une « grève illimitée »

Après une journée de grève des soins organisée le vendredi 5 janvier par le syndicat des chefs de clinique-assistants des hôpitaux de Paris (1), les chefs de clinique et les internes de la capitale entament, mercredi 10 janvier, une « grève illimitée » des soins. Celle-ci devrait s'étendre, les 15 et 16 janvier, à une grève nationale. Ce mouvement trouve son origine, pour l'essentiel, dans l'impasse où sont, depuis plusieurs mois, les négociations sur la convention médicale qui lie les médecins libéraux et la Sécurité sociale.

Selon un rituel parfaitement codifié depuis que l'hôpital public est en crise — soit depuis le début des années 80 — les syndicats des chefs de clinique et des internes des hôpitaux de Paris commencent « une grève illimitée des soins », qui, pour l'essentiel, consiste à ne pas assurer l'activité médicale hospitalière (consultations, visites, interventions chirurgicales) dès lors que celle-ci n'est pas considérée comme urgente.

Seule différence par rapport aux années passées, les grévistes demandent, cette fois, que « la retenue sur salaire occasionnée par les journées de grève soit versée, pour la Roumanie, à des organisations non gouvernementales ».

Médecins du monde, Médecins

sans frontières et Aide médicale internationale.

Le mouvement actuel est tout d'abord, pour les internes et les chefs de clinique de Paris, une manifestation contre les conséquences de la loi du 6 janvier 1989 qui rend en pratique très difficile leur installation, au sortir de l'hôpital public, dans certains arrondissements — les plus huppés — de la capitale. Une loi visant à lutter contre la réduction des locaux d'habitation au profit de locaux professionnels.

## Liberté d'accès au secteur II

Plus généralement, le mouvement revendicatif trouve son origine dans les conséquences que ne manquerait pas d'avoir — si elle s'éternisait — la situation actuelle du blocage des négociations sur la convention médicale.

Cette situation et le « gel » du secteur II (ou secteur « à honoraires libres ») qu'elle impose pourraient contraindre, à l'avenir, les internes et les chefs de clinique des hôpitaux publics de s'installer en secteur I, ce qui ne correspond nullement au souhait du plus grand nombre d'entre eux. On retrouve ainsi, parmi les revendications formulées par les médecins grévistes : « la liberté d'accès au secteur II sans quotas ; la liberté pour les spécialistes comme pour les généralistes de s'installer dans des locaux professionnels au sein des grandes villes ; la revalorisation attractive et promotionnelle du

secteur I », ainsi que, revendication plus difficile à accepter par les pouvoirs publics, « l'intégration des actes de biologie dans les négociations conventionnelles ».

L'extension de ce mouvement revendicatif ne pourrait que gêner le gouvernement. Le milieu hospitalier public est fragile, victime d'une « sinistrose » que ne cherche nullement à nier la direction des hôpitaux.

Dans l'entourage de M. Claude Evin, on souligne que le ministre de la Santé ne dément pas toutes les clés du problème. M. Evin, qui a reçu mardi 9 janvier les représentants des internes et des chefs de clinique en grève, estime que le « gel » actuel du secteur II ne constitue pas une « solution durable » et fait en sorte que la nouvelle réglementation en matière d'installation professionnelle, qui ne concerne que quelques rares arrondissements parisiens, soit interprétée de manière souple pour les médecins s'installant en secteur libéral.

A cet égard, M. Evin a fait publiquement état, lundi 8 janvier, devant la presse, de la situation conflictuelle opposant la Mairie de Paris — qui, selon lui, serait plus rigoureuse dans l'interprétation des textes en vigueur — à l'Etat qui, en la matière, adopterait une position plus souple.

JEAN-YVES NAU

(1) Selon le Syndicat, cette journée de grève avait été suivie à près de 75 % et, selon l'Assistance publique de Paris, seuls 28,4 % des chefs de clinique auraient suspendu leur travail.

## SCIENCES

Au cours d'une mission spatiale de dix jours

## La navette Columbia doit récupérer un satellite en perdition

La récupération, vendredi 12 janvier, d'un satellite en perdition constitue la phase la plus spectaculaire d'une mission de dix jours de la navette spatiale Columbia qui a décollé de Cap Canaveral (Floride), mardi 9 janvier à 13 h 35 (heure française).

Prévu à l'origine le 18 décembre 1989, ce trente-troisième vol d'une navette spatiale américaine — et le neuvième de Columbia, la plus ancienne de la flotte de la NASA — avait été retardé plusieurs fois, d'abord en raison de problèmes d'adaptation de nouveaux systèmes installés sur le pas de tir, puis à cause des conditions météorologiques.

L'équipage de cinq personnes (trois hommes et deux femmes) ne chômera pas pendant cette mission de près de dix jours, l'une des plus longues pour une navette. Dès mercredi à 13 h 30 (heure française), il devra larguer Syncom IV, le satellite de communication destiné à l'armée américaine. Mais la manœuvre la plus délicate devrait normalement intervenir vendredi à 15 h 44 (heure française), avec la récupération du LDEF (Long Duration Exposure Facility), un satellite géant, cylindre de 4,27 m de diamètre et 9,14 mètres de long pesant environ 11 tonnes qui sera saisi par le bras manipulateur de la navette et déposé dans la soute pour être ramené sur Terre.

Le LDEF est un satellite « passif » qui sert de support à

cinquante-sept expériences scientifiques et technologiques (dont onze françaises) destinées à étudier les effets d'un séjour prolongé en orbite de matériaux divers, grâces à légères aux fibres optiques. Certaines de ces manipulations visent également au recueil de poussières cosmiques, à l'analyse du gaz interstellaire ou à la mesure des radiations cosmiques.

Lancé en avril 1984, le LDEF aurait dû normalement être récupéré un an plus tard. Mais un premier retard avait reporté cette opération à 1986 puis, l'explosion de Challenger, le 28 janvier de cette année-là, avait entraîné un gel prolongé des missions. Depuis, l'orbite de la navette abandonnée s'était lentement dégradée, notamment ces deux dernières années, sous l'action des « vents de particules » engendrés par les éruptions solaires particulièrement nombreuses durant cette période. La NASA s'était engagée l'été dernier dans une course contre la montre pour le récupérer avant sa chute sur Terre, que l'on prévoyait pour fin février ou début mars.

Les chercheurs américains — civils et militaires — espèrent tirer des expériences embarquées sur le LDEF de nombreux enseignements qui leur seront précieux pour la mise au point de structures destinées à rester très longtemps en orbite, comme la future station spatiale Freedom ou les engins associés à l'initiative de défense stratégique (IDS ou « guerre des étoiles »).

J.-P. D.

## PROTECTION CIVILE

Réclamant un nouveau statut

## Quatre mille pompiers manifestent à Paris

Coups de sirènes, petits véhicules rouges tirés comme des fous : quelques trois mille pompiers ont manifesté mardi 9 janvier après-midi, à Paris, à l'appel de plusieurs syndicats (CFDT, FO, CFTC, CGC, Autonomes). Le matin, ils étaient un millier, encadrés par la CGT. Venu de province, ils représentaient les vingt mille quatre-vingt pompiers professionnels qui servent dans les grandes villes, à l'exception de Paris et Marseille où les soldats du feu, ayant un statut militaire, ne sont pas autorisés à manifester.

La revendication porte sur la reconnaissance de la profession comme « dangereuse et insalubre » et, plus précisément, sur l'intégra-

tion au traitement de la prime de feu, soit 17 % du salaire de base environ, afin que la retraite s'en trouve revalorisée. Les pompiers demandent aussi une augmentation des effectifs et l'élaboration d'un nouveau statut intégré à la fonction publique territoriale.

Recrutés par les communes et les départements, les pompiers professionnels n'ont pas le droit de grève et les manifestants étaient en congé. Ils dépendent de la Sécurité civile, c'est-à-dire du ministère de l'Intérieur. Leur traitement mensuel va de 6 000 francs pour un débutant à 8 000 francs pour un gradé confirmé et leur durée hebdomadaire de travail dépasse souvent soixante heures.

## ÉDUCATION

Locaux supplémentaires et création de postes

## Une rallonge de 500 millions de francs pour la prochaine rentrée universitaire

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 10 janvier un ensemble de mesures d'urgence destinées à préparer la prochaine rentrée universitaire. Ce plan prévoit une rallonge de 500 millions de francs pour la construction ou la location de 200 000 m<sup>2</sup> de locaux supplémentaires et la création de 400 nouveaux postes d'enseignement.

A toute chose malheur est bon ! La laborieuse rentrée universitaire de l'automne 1989 et les mouvements de grève ou de grève des enseignants administratifs et des étudiants dans de nombreux campus ont conduit le gouvernement à prendre une conscience plus aiguë de l'ampleur des besoins de l'enseignement supérieur. Le 19 décembre 1989, le premier ministre évoquait ainsi les « moyens exceptionnels » nécessaires pour faire face à une « situation exceptionnelle ».

Le 31 décembre, c'est le président de la République qui inscrivait à l'occasion des vœux de Noël, la rénovation de l'Université au rang des grands chantiers de 1990. De tous côtés, la crainte est claire : les nouveaux bataillons de bacheliers qui viendront dans quelques mois frapper à la porte d'universités déjà saturées risquent de provoquer une situation explosive.

C'est pourquoi, quelques semaines seulement après le vote du budget de 1990 (27,5 milliards de francs pour l'enseignement supérieur, soit une augmentation de 9,5 %), le gouvernement vient de décider de donner au ministre de l'éducation nationale de nouveaux moyens (500 millions de francs) pour parer au plus pressé.

## Maîtrise d'ouvrage décentralisée

Les plus spectaculaires de ces mesures d'urgence portent sur l'aménagement de nouveaux locaux. Au total, M. Jospin espère pouvoir disposer, à l'automne prochain, d'une « enveloppe » correspondant à 200 000 m<sup>2</sup> supplémentaires. Là où c'est possible, le ministère envisage tout d'abord de louer des locaux (de l'ordre de 40 000 m<sup>2</sup>). L'essentiel de l'effort portera cependant sur des constructions nouvelles, légères mais de « bonne qualité », qui viendront s'ajouter aux réalisations

déjà programmées pour l'automne 1990 (60 000 m<sup>2</sup>). Une rallonge budgétaire de 400 millions de francs est prévue à cet effet.

En outre, pour multiplier ces constructions, étaler leur réalisation dans des délais très rapides, le ministre de l'éducation est déterminé à appuyer sur le dynamisme des collectivités locales. Le gouvernement a donc décidé de déléguer aux régions, aux départements ou aux municipalités qui le souhaitent la maîtrise d'ouvrage des nouveaux bâtiments, et de leur accorder le remboursement de la TVA sur ces réalisations, à condition toutefois que leur participation financière soit très significative (au moins les deux tiers de la facture) et que les collectivités s'engagent à assurer durablement une partie du fonctionnement. Cette disposition nouvelle suppose une modification législative qui sera proposée au Parlement lors de la session de printemps.

Accueillir les étudiants ne suffit pas. Encore faut-il les encadrer. Et les 1 100 emplois d'enseignement créés au budget 1990 apparaissent déjà insuffisants. M. Jospin a donc décroché, là encore, une rallonge : 400 emplois d'enseignement en sur-nombre devraient faciliter la rentrée (120 emplois d'enseignants-chercheurs, 200 d'agregés du second degré et 80 de lecteurs). D'autre part, l'enveloppe des heures complémentaires est augmentée de 100 millions de francs.

Enfin, le ministre de l'éducation s'efforce à nouveau d'apaiser les maux des personnels administratifs. Avec 500 transformations d'emploi initialement prévues pour 1990 et qui sont notamment destinées à assurer la promotion de fonctionnaires de catégories C et D, il prévoit d'en ajouter 200. En outre, un plan d'équipement bureaucratique (25 millions de francs) est destiné à améliorer la gestion des établissements.

En corrigeant à la hausse, dès maintenant, le budget 1990 pour les universités, le gouvernement s'efforce donc de désamorcer les menaces qui pèsent sur la prochaine rentrée. Ces mesures nouvelles porteront à 12 % la croissance du budget de l'enseignement supérieur d'une année sur l'autre. L'effort sera-t-il suffisant ? Selon les normes que le ministère a lui-même fixées (5 m<sup>2</sup> par étudiant en moyenne), les 200 000 m<sup>2</sup> annoncés permettront d'accueillir 40 000 étudiants supplémentaires. Or les prévisions du ministère laissent penser que le flux sera plus important dans quelques mois.

GÉRARD COURTOIS

M. Rocard s'adresse aux enseignants

## Avec les excuses de l'Etat...

ARRAS

de notre envoyé spécial

« Je présente, ici, ce soir, les excuses du gouvernement de la République au corps enseignant. » Paroles d'humilité et de rare de la part d'un premier ministre, mais finalement bien dans le ton d'un Michel Rocard toujours adepte du « parler vrai », aussi abrupt soit-il. Raison de cet incise mesurée gouvernementale, prononcée mardi 9 janvier, devant un parterre de militants socialistes du Pas-de-Calais ? Le premier ministre s'annonçait, a-t-il expliqué, qu'après tous les efforts financiers consentis par le gouvernement, la grève et la morosité perdurent chez les enseignants. Il a découvert, vendredi le pot aux roses : « il a fallu cinq mois pour que ces décisions officielles passent dans les feuilles de paie. »

Pourtant, personne n'a failli à sa tâche. M. Rocard, au contraire, a rendu hommage à la qualité et au « scrupule » des comptables publics « efficaces et intègres » et qui, en

l'espèce, ont commis « presque l'inverse d'une faute professionnelle ». Responsables, « sur leur propre drapeau », de l'exactitude de leurs comptes, beaucoup, pour cette raison, ont refusé de faire confiance à la machine à signer. Le premier ministre a expliqué que toutes les académies, tous les rectors de France, ne sont pas équipés pour faire face à des modifications « à la main » sur 700 000 feuilles de paie. Pour des raisons de sécurité, l'informatique est hyper-centralisée, a-t-il ajouté. Bref, « on ne boucle pas ».

M. Rocard, l'Himalaya de l'Etat sur une simple décision du conseil des ministres » et cette fois-là, ce sont les enseignants qui en font les frais. Le premier ministre en a été « malheureux pour eux ».

Ils y auront gagné les

excuses publiques de l'Etat. M. Rocard, lui, aura découvert la nécessité d'ouvrir un nouveau « grand chantier » celui de la « modernisation ultrarapide » des procédures de la comptabilité publique.

J.-L. A.

## RELIGION

Les évêques français au prochain synode romain. — La députation française au synode mondial des évêques, qui aura lieu au Vatican en octobre 1990 sur le thème de la formation des prêtres, a été rendue publique mardi 9 janvier. Outre Mgr Decourtye, président de la conférence épiscopale, la hiérarchie catholique française sera

représentée par Mgr Gabriel Poulain, président de la commission épiscopale du clergé et des séminaires, Mgr Lucien Daloz, archevêque de Besançon, et Mgr Emile Marcar, évêque de Nantes. Deux autres évêques (Mgr René Pissot et Mgr Georges Soubrier, auxiliaire de Paris) ont été désignés comme suppléants.

Les  
velils ont maint  
et nCONCOU  
tors. Nov  
cratie, les  
mains s'e  
ces deux

analogues du vocabulaire. Eux qu'on révoque... les enseignants... qui peuvent... de réflexion politique... de surprise. Cor... Timorais puis à Buc... en quelques jours d... habits de soldats d... notre ceux de gesti... possibles. Organistes... grande manifestation... Paris-Caen... à l'... économique de Bucarest... semble avoir app... que en moins de de... l'art... l'ancien syndical, il... serv de fédérer en... abriter les innombr... représentation d'é... sur le tumulte de la... le sous la Roumanie... car, trente-cinq m... émergeront sur la c... sur leur premier con... et désigner leur... 25

laissant mine de r... les moyens d'édu... vi... les étudiants... proutin : qu'ils récl... le pour remettre à No... assure roumaine apr... autre années de... d'oublier de la pens... nombre scientifique d... la laudra du passé

Pais la plus prof... l'éducation roumaine, à pas uniquement en... pannes scolaires des... des esprits. Elle a... l'efficacité presque c... système éducatif. Ains... de préparer à la vi... l'école qui raient l'i... l'entraîne à l'universi... ne place pour cinq ou... du, selon les matièr... s'en avait institué un... temps d'étude entre de... université et les cours g... « le résultat immédiat... de une baisse du nivea... de l'arrivée dans l'... de jeunes très mal for... Michaela Slaveanu.

L'amo

Pourquoi diable... tes français ? Une... l'excitation de... jours, on a soudain l'impression d'un... étonnement qu'un... impressionnant de... ment avec dextèr... que de Proust. Mais... que n'est pas ré... chef du gouverne... Roman, qui a fait se... Toulouse, ou à l'int... La Roumanie est p... seul pays où l'on a... chances d'entrer... réponse positive... ntuel : « Parlez-v... pas ? ». Surtout... s'adresse aux gens... quarante ans.

Malgré la présen... universités d'excell... sans de langue et... françaises, le franc... plus en plus rare... contre première la... gnore. Mais, pour... la médiocratie de l... les parents, très nom... enfants des cours p... Parmi les profes



# Les étudiants roumains veulent révolutionner l'Université

A la pointe du combat pour la liberté,  
ils ont maintenant deux objectifs : transformer le système éducatif  
et ne pas être dépossédés de « leur » révolution

**C**ONCOURS et élections. Novices en démocratie, les étudiants roumains s'en remettent à ces deux principes mythiques du vocabulaire révolutionnaire. Eux qu'on appelait autrefois

designation « les enfants de Comintern »... que, pendant d'adulantes jouteuses capables de rébellion et de réflexion politique, ne cessent de surprendre. Combattants Timisoara pais à Bucarest, ils ont en quelques jours troqué leurs habits de soldats de la liberté contre ceux de gestionnaires responsables. Organisateurs de la plus grande manifestation politique de l'après-Comintern à l'Institut polytechnique du Bucarest, le 7 janvier, ils semblent avoir appris la démocratie en moins de deux semaines. Novices dans l'art difficile de l'action syndicale, ils ont déjà prévu de fédérer en un système cohérent les comités locaux, comités de représentation d'étudiants, et dans le munific de la révolution. De toute la Roumanie, le 15 janvier, trente-cinq mille jeunes convergeront sur la capitale pour tenir leur premier congrès national libre et désigner leurs représentants.

En faisant mine de réclamer peu — « les moyens d'étudier vraiment », — les étudiants savent cependant qu'ils réclament tout. Car pour remettre à flot l'outil universitaire roumain après les vingt-quatre années de règne du « Dambó de la pensée » et de « la première scientifique du pays », il leur faudra du passé faire table

Plais la plus profonde dans l'éducation roumaine, l'idéologie n'a pas uniquement entraîné les programmes scolaires dès la crèche et abêt les esprits. Elle a conduit à l'inefficacité presque complète du système éducatif. Ainsi, six prézents de médailles à la active les lycéens qui tentent le concours d'entrée à l'université (il y avait une place pour cinq ou dix candidats, selon les matières). Ceausescu avait institué un partage du temps d'étude entre des stages en entreprise et les cours généralistes.

« Le résultat immédiat a bien sûr été une baisse du niveau des étudiants et l'arrivée dans les usines de jeunes très mal formés », note Michaela Slaveanu, professeur

retraîtée et membre de l'Union des écrivains. Autre conséquence : l'enseignement parallèle, privé et souvent coûteux, s'est fortement développé. « Pour que je leur apprenne le français, des jeunes venaient me voir d'aussi loin que Brasov ou Timisoara », raconte Michăia Slavescu.

## La censure et le « Bourgeois gentilhomme »

A l'université, la situation s'est dégradée différemment selon les matières. « Dans le domaine scientifique, c'est la rupture presque complète des relations avec le monde qui compte le plus de changements », estime Razvan Theodorescu, aujourd'hui réhabilité — le « déshonneur » n'est pas un statut éternel, d'autant qu'il a accompagné sur un char pendant les combats. Les revues étrangères, commandées en nombre dans les premières années du régime, ont rapidement été interdites. Les crédits d'équipement ont disparu, laissant la plupart des scientifiques les mains nues. « Il n'y a aujourd'hui à Bucarest qu'un seul scanner », constate, par exemple, Lucia Popescu, qui a tant bien que mal essayé de sauver du naufrage la documentation médicale. Autre point noir : la recherche, déconvoquée volontairement de l'université et tributaire de contrats avec des entreprises d'Etat, ne pouvait plus être poursuivie que dans le domaine appliqué. Et suivant les strictes visées du régime. Seul vestige d'une volonté apparente de recherche fondamentale, un CNRS local était dirigé... par Elena Icléme (1).

Cibles privilégiées du Conducteur, les études classiques ont principalement souffert du carcan idéologique imposé par l'Etat. Profitant des failles de ce système ubuesque, certains professeurs réussissaient cependant à maintenir une certaine dissidence, par exemple en faisant jouer des pièces de théâtre à double lecture. « La censure nous a autorisés à jouer le Bourgeois gentilhomme sans comprendre qu'il s'agissait d'une critique déguisée du Conducteur », se souvient en souriant Dolores Ioma, professeur de français à l'université de Bucarest. Les rares visas accordés pou-

des voyages à l'étranger étaient aussi exploitées du mieux possible. « Nous nous sommes maintenus au courant de l'évolution des théories occidentales grâce à des contacts individuels, se félicite Razvan Theodorescu, professeur d'histoire de Part. D'ailleurs, la Roumanie est un des seuls pays de l'Est où toute la littérature majeure en histoire a été publiée. Le papier était horrible, les illustrations méconnaissables. Mais nous avons eu Duby et toutes les Annales ».

Le miracle est en effet que, malgré la désorganisation organisée, un bon niveau se soit maintenu dans nombre de disciplines. Il n'est pas un domaine de la pensée où on ne trouve encore des intellectuels, des professeurs, qui, au prix de privations de toutes sortes, ont réussi à maintenir le fil, tenu, qui les reliait à « l'Occident pensant ».

A plus court terme, les étudiants attendent des améliorations de leurs conditions de vie. Moins d'heures de cours, moins d'élèves par classe, tout cela à des réserves familiales... Mais ils réclament en priorité « la suppression des cours idéologiques et politiques n'ayant pas de rapport avec les matières enseignées » et « l'autonomie des universités par rapport au gouvernement ». Sous le régime du Conducteur, alors même que, depuis plusieurs années, le nombre d'étudiants stagnait autour de deux cent mille, les jeunes diplômés devaient obligatoirement passer les trois premières années de leur vie active dans un village, dans son poste ne correspondant ni à leur formation ni aux besoins du pays. Le rattachement à l'agriculture était la seule alternative d'emploi. Le rattachement à l'industrie était une sorte de sortie pour que « le mérite soit l'unique critère d'affectation dans un premier emploi ».

## Les « stages pratiques » en accusation

Dans le même esprit, les étudiants étaient contraints de suivre des « stages pratiques », généralement synonymes de travaux aux champs ou à l'usine, sans rapport avec leur cursus : ils en exigent, bien entendu, la suppression immédiate.

Reste que, passée l'euphorie consensuelle de ces folles journées de décembre, un nouveau conflit fait son apparition : le clivage des générations. Sans le formuler, les étudiants crient à la gérontocratie. Non sans quelque raison : à Bucarest, par exemple, la majorité des professeurs a largement dépassé la cinquantaine... Protégés par leur motorité — ou leur souplesse, — beaucoup ont traversé le régime sans trop de dommages. Sous ce règne de l'absurde, d'ailleurs, privilèges et lâcheté ne coïncidaient pas plus que souffrance et courage.

Anrôles de leurs martyrs, les jeunes, en tout cas, n'entendent pas être floués de leur triomphe. L'ambiance est déjà à la suspicion dans la pièce enfumée de la faculté de philologie qui, depuis le 22 décembre, sert de quartier général aux meneurs locaux. « Les professeurs n'auront qu'une voix consultative dans les comités étudiants », affirme Islan, étudiant en philologie à Bucarest, s'exprimant l'un lit de fortune, les yeux encore gonflés de sommeil. Nous ne voyons pas être infiltrés... « Voilà qui promet des lendemains déçus ».

**EMMANUELLE BOULESTREAU**  
et **ELISABETH LEVY**  
(ZELIG)

(1) Lire l'article de Jean-Paul Oufour « Eleon et les sciences », dans le *Monde Sciences-Médecine* du 3 janvier.



**En deux semaines, les étudiants ont fait l'apprentissage accéléré de la démocratie.**

# Le philosophe ministre

*Métaphysicien réputé, le nouveau ministre de l'éducation veut faire passer sur l'école roumaine le souffle révolutionnaire déclenché par la jeunesse*

**E**N une sensuelle, filial Sorra, le tout souverainement de l'enseignement de la «Roumanie libérée», nommé le dernier jour de l'année, n'a dormi qu'un peu de temps, quelques heures. Blousson de daim et col de chemise ouvert, cet intellectuel de soixante-treize ans, au regard et au verbe vifs, semble tout étonné de se trouver dans ce bureau. «Il est un peu ours, pas du tout politique, et il est impossible de lui faire mettre une cravate», observe en souriant Séverine Gutierrez, une amie de la famille. Pour l'heure, dans ce ministère aux murs sans couleurs, il prend la mesure du travail de Titan qui l'attend : remettre en route un enseignement et une recherche «bloqués», dit-il, par une volonté sourde d'absténisme. «C'est un peu comme par une centralisation excessive». Une tâche qui, de l'avis général, prendra sans doute une dizaine d'années.

Essayiste et philosophe, peu connu hors des cercles intellectuels, le ministre est présenté par son entourage comme un ancien dissident. Il parle vite, dans un français que seul trahit son accent chantant. Car il connaît bien la France. Après une licence de philosophie à Bucarest, où il est l'élève de Mircea Eliade, il obtient un prix de littérature française lors d'un concours organisé par l'ambassade de France. Il débarque à Paris pour y préparer son doctorat... en 1939.

**Priorité  
au lycée**

Espalé depuis le début de la semaine par une équipe de fonctionnaires, Mihai Sora, doit tout à l'attaque en même temps, de la maternité à l'université. L'enthousiasme ne lui fait pas défaut : « L'immobilité se transforme en mobilité sociale », assure-t-il, lyrique. Déjà, il pense à créer dans toutes les facultés économiques une section de management à l'instar de celle de Bucarest. Autre dossier, celui de la recherche : « Privée de tout contact avec l'étranger, elle est devenue purement appliquée, se désole-t-il. Il nous faut reconstruire une recherche fondamentale... Mais la clé de voute de la réforme sera l'enseignement secondaire... Il faut rendre son carac-

« tère formateur au lycée qui ne servait qu'à doter les intelligences « adolescentes » de technologies vieilles et de connaissances périmées », s'enflamme le ministre.

Dans l'immédiat, la rentrée du 14 janvier devrait avoir lieu normalement, « à l'exception des changements imposés par la pression du peuple révolutionnaire ». Les cours idéologiques, les pseudo-stages pratiques en vigueur dans le secondaire, disparaîtront, et un groupe d'intellectuels s'est proposé pour enseigner la démocratie. Mais les changements de structure d'intermédiaires, qu'en septembre prochain. Tout en rappelant qu'il n'y a qu'une minute de transition, Mihai Sora se déclarait favorable à l'autonomie des universités, « à condition, précise-t-il, qu'elle soit conquise et non octroyée ». Quant au problème de la sécularité, le dossier n'est pas d'actualité immédiate. Les étudiants réclament bien, mollement, un assouplissement du régime, mais ils n'en font pas un point d'honneur. « Organisons déjà des concours non truqués ! », lance l'un d'eux. Le ministre est presque plus avancé. « Dans certaines facultés, ajoute-t-il, nous remplacerons certainement les concours d'entrée par des barrages tout au long des études, qui pénalisent moins les émotifs. »

En tout cas — et alors même qu'il a toujours refusé d'enseigner, — il est visiblement apprécié des jeunes, nombreux, en cette période trouble, à lui rendre visite. L'égotisme même de ses préoccupations en fait une personnalité peu contestable, sa gentillesse bourgeoise fait le reste, « J'ai été surpris de sa popularité auprès des étudiants, confie Séverine Gutierrez. Nous avons suivi à la télévision la manifestation de dimanche. Il applaudissait avec enthousiasme leurs revendications. » Etrange pays, où le ministre de l'éducation manifeste sa joie en voyant les étudiants dans la rue en

E. B. et E. L.

(1) *Du dialogue intérieur - Fragments d'une anthropologie métaphysique*. Gallimard, 1946.

## L'amour du français

Pourquoi diable partent-ils tous français ? Une fois passée l'excitation des premiers jours, on a soudain réalisé avec étonnement qu'un nombre impressionnant de Roumains manient avec dextérité la langue de Proust. Mais cette pratique n'est pas réservée au chef du gouvernement Petre Roman, qui a fait ses études à Toulouse, ou à l'intelligentsia. La Roumanie est peut-être le seul pays où l'on a autant de chances d'entendre une phrase positive quand on aborde un passant avec le rituel : « Parlez-vous français ? ». Surtout quand on s'adresse aux gens de plus de quarante ans.

Malgré la présence dans les universités d'excellents professeurs de langue et littérature françaises, le français est de plus en plus rarement choisi comme première langue obligatoire. Mais, pour compenser la médiocrité de l'école élémentaire, très nombreux sont les parents qui ont payé à leurs enfants des cours particuliers. Parmi les professeurs, rares

sont ceux qui n'ont pas à Paris quelques relations et quelques souvenirs. Livres et revues dans notre langue ont circulé jusqu'à l'usure. « J'ai appris le français et la mécanique en lisant Science et vie », explique Dinu Lazar, photographe, trésorier de sa Trabant (une voiture est-allemande) qu'il rafistole lui-même, avec un certain talent. Un exemple parmi des centaines d'autres.

Héritage de l'histoire et de l'époque où Bucarest était le « petit Paris » ? Parenté des deux langues et des deux cultures ? Certes. Mais pendant l'entre-deux-guerres, autant de médecins roumains furent formés à Vienne ou à Berlin qu'à Paris. « Au-delà de l'histoire, les Roumains vouent à la France une admiration presque pathologique », conclut Clorian, « au souvenir que l'invasion de Paris par les Allemands en 1940 fut vécue à Bucarest comme une catastrophe nationale. En définitive, si les Roumains parlent autant de français, c'est... parce qu'ils aiment la France ! »

enseignants  
**de l'Etat...**

ont comme « pres-  
sions d'une fau-  
te ». Responsables,  
ils proposent de  
toute de leurs com-  
ptes, ou, pour cette raison,  
de « faire confiance  
à la signor ». Le pre-  
mier a expliqué que  
les académies, tous les  
de France, ne sont  
pas pour faire face à  
difficultés et à la man-  
10 000 fautes de pal-  
les raisons de spéci-  
merique est appar-  
tinent, et il a ajouté, Bref,  
il bouclera pas, a-  
t-il dit, et il a dit « Et  
est la seule décision du  
des ministres » et cette  
ne sont les enseignants  
font les frais. Le premier  
en a été à malheureu-  
sement.

Il y auront gagné les  
si publiques de l'Etat  
card, lui, avait découvert  
ministre d'ouvrir un  
« grand chantier » : celui  
« modernisation ultra-  
des procédures de la  
bilité publique.

\_\_\_\_\_

président par Mgr Gabriel Pourcel, président de la commission épiscopale du clergé et des seminaires. Mgr Lucien Daloz, archevêque de Besançon, et Mgr Émile Doussin, évêque de Nantes. Deux autres évêques (Mgr René Pélissier d'Orléans et Mgr Georges Soubiran, auxiliaire de Paris) ont été nommés comme suppléants.



Depuis sa fondation en 1689, le lycée franco-allemand de Berlin a formé des générations de « médiateurs » entre la France et l'Allemagne

retranger. 14637

**COMMERCE**

Lieu : Paris. Date : immédiat.  
Durée : 1 mois et plus. Ind. : % sur les ventes. Mission : vente sur RP et RP. 15598.

Lieu : Dijon. Date : immédiat.  
Durée : en fonction. Ind. : à définir. Mission : travailler au rayon département bazar, mise en rayon de différents articles, pointage des stocks, mise à jour des cadenciers. 15617.

Lieu : Noisiel. Date : janvier.  
Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5. Mission : secteur technico-commercial à l'exportation, réalisation d'une tâche compte depuis l'étude de marché jusqu'aux premières ventes. 15616.

**VENTE**

Lieu : Meudon. Date : janvier.  
Durée : 3 mois. Ind. : 4 000 F/mois plus primes. Mission : vente à commission de produits alimentaires, suivi de clientèle, participer à une équipe de vente. 16 592.

Durée : 5 mois à mi-temps. Ind. : 3 000 F à 4 000 F. Profil : bac + Mission : secrétaire, assurer permanence d'une association médicale, organisation de journée de débat. 18 598.

**ELECTRONIQUE**

Lieu : Cluses-Souilly. Date : immédiate. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : entreprise leader dans son domaine (ABS). 20 600.

Lieu : Cluses-Souilly. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : études avancées sur électronique. 20 601.

Lieu : Cluses-Souilly. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : laboratoires de tests et de bancs essais. 20 602.

et de nombreux autres sur minitel

**3615 JOBSTAGE**  
ou au  
47-35-43-43  
CDTE : 110, av. Aristide Briand  
92120 Montrouge.



## ational » ocain

deux chapitres spéciaux adaptés à l'environnement des élèves, à Casablanca, à la décolonisation, à la langue depuis 1930.

Les avantages d'un tel enseignement, dispensé en français et en arabe, sont évidents pour les élèves marocains (qualité de l'enseignement dans les langues, accès aux universités françaises), les avantages pour les élèves français, immédiats, n'en sont pas moins réels : la connaissance de la langue et de la culture arabes pour un « un plus » dans une langue internationale.

Les élèves sont également « armés » comme les futurs « bacheliers » entre la France et le Maroc, médiateurs non seulement parfaitement bilingues, mais connaissant de plus les « sociétés » (française et arabe) à la compréhension desquelles ils auront été initiés.

La démarche intéresse également la Tunisie : deux enseignants français de Tunisie venaient présenter, en juin 1990, les premiers candidats au baccalauréat français, non international, en Tunisie.

CHRISTOPHE DESCHAMPS

## ine

Lieu : Toulouse. Date : janvier. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : commercial dans le domaine de l'édition 16-15.

### INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 6 à 7 mois. Ind. : selon compétences. Profil : bac + 2. Mission : programmeur digital. Informatique, programmation, gestion 17-65.

Lieu : Beauvais. Date : janvier. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : développement de logiciels, génie logiciel applicatifs 17-65.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : à débiter. Profil : bac + 3. Mission : mise en place d'une base de données à partir d'un logiciel d'implémentation Macintosh. Compétences : APPLE, WORD, EXCEL souhaitées. 17-67.

### COMMUNICATION

Lieu : Les Ulis. Date : janvier. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3. Mission : établir un fichier des grandes entreprises et grandes entreprises françaises et adjoindre les producteurs éventuellement associés. 18-63.

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 6 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : produits documentaires. 18-69.

Lieu : Levallois-Perret. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : assister à la préparation d'un site, suivi des exposés et des conférences. 18-65.

Lieu : Malakoff. Date : janvier. Durée : 5 mois à mi-temps. Ind. : 3 000 F à 4 000 F. Profil : bac + 2. Mission : secrétaire, assurer la permanence d'une association médicale, organisation de journées de débat. 18-95.

### ELECTRONIQUE

Lieu : Cluses-Souilly. Date : immédiate. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : entreprise leader dans son domaine (ABS). 20-60.

Lieu : Cluses-Souilly. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : études avancées sur électronique. 20-60.

Lieu : Cluses-Souilly. Date : janvier. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : études avancées sur électronique. 20-60.

et de nombreux autres sur minitel 3615 JOBSTAGE ou 47-35-43-43

CDTE : 110, av. Aristide-Briand 92120 Montrouge

## CAMPUS

### COURRIER

L'enquête publiée dans le Monde du 23 novembre sur l'enseignement de l'arabe dans les écoles françaises et en particulier sur les cours de « langues et cultures d'origine » (LCO) a suscité diverses réactions. Voici les principales :

#### Des enseignants à part entière

Je m'étonne de la façon dont est présenté dans le Monde du 23 novembre l'enseignement de l'arabe LCO à l'école élémentaire. Les cours de LCO d'arabe, comme les autres, sont dispensés par des enseignants à part entière, diplômés expérimentés, et qui doivent avoir une compétence réelle en français. C'est généralement le cas. Ces cours, « intégrés » dans le temps scolaire ou différenciés le mercredi ou le samedi, ne peuvent en aucun cas empiéter sur les disciplines fondamentales, grammaticales, françaises en particulier.

En outre, les inspecteurs arabes et les directions régionales de l'enseignement de l'arabe donnent explicitement des instructions et font des recommandations très précises aux enseignants pour que l'enseignement de la LCO fasse abstraction de l'éducation religieuse.

Les enseignants maghrébins de LCO, et tout particulièrement les jeunes instituteurs (au fait de la pédagogie différenciée dans leurs écoles au Maghreb même), s'efforcent de développer des activités interculturelles. Les enseignants marocains et tunisiens ne sont en aucun cas « inexpérimentés ». Ils sont recrutés selon les mêmes critères que les autres et leur qualification est vérifiée par les autorités académiques comme celle de leurs collègues d'autres nationalités (une enseignante marocaine à Dijon dispose du CAP français d'instituteur, outre son CAP marocain). Les ELCO tunisiens (appartenant à une zone linguistique où le français n'est pas connu comme au Maghreb), encadrés par des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale et des CPAIDEN (une formation et des cours de conversation pour les maîtres étrangers fonctionnent en Seine-et-Marne depuis 1975), conscients des problèmes linguistiques qui se posent à ces enseignants venant d'un pays non francophone, progressent et réussissent à acquérir un bon maniement du français — comme il nous a été donné de le constater nous-mêmes auprès d'ELCO tunisiens de Mâcon.

D'une façon générale, les cours de LCO envisagés sous l'angle de l'ouverture culturelle sont une chance pour l'école française : de cet apport des cultures européennes ou du monde méditerranéen, dont les recommandations officielles suggèrent l'étude, les cultures arabe et arabo-berbère (avec ou sans le Coran) font intégralement partie.

JEAN-LOUIS MAUME

formateur au CEFISEM de Dijon

#### Former des professeurs d'arabe

Les articles parus dans le Monde du 23 novembre 1989, consacrés à la situation de l'enseignement de l'arabe et d'autres langues « exotiques » dans les écoles publiques françaises, où l'on s'inquiète de voir s'installer un enseignement confessionnel dans les écoles de la République appellent quelques remarques.

L'article de Jean-Jacques Bozonnet débute par l'aveu d'un fonctionnaire du ministère de l'Éducation nationale : « Nous avons fait preuve de légèreté et de malveillance ». De légèreté, sans doute, coupable, certes, mais de malveillance ? Il est bien difficile de l'admettre. En effet, l'exécution du programme de langues et cultures d'origine et l'accueil des enseignants chargés d'y procéder avait dès le début suscité l'opposition de nombreux professeurs d'arabe. Ils avaient mis en garde, dans une pétition, le ministère contre des difficultés qui leur paraissaient insurmontables et qui sont justement celles qu'expose l'article.

Se demander quel est l'arabisant distingué et subtil qui a participé à la négociation de ces contrats ne servirait pas à grand-chose. La question était en fait, et elle se repose dans les mêmes termes, de la réponse par les langues et cultures d'origine est enfin apparue à tous comme inadéquante : le ministère français de l'Éducation nationale est-il prêt à consentir l'effort nécessaire pour assurer la formation d'un corps d'enseignants d'arabe qui disposent d'une qualification égale à celle des enseignants des autres langues vivantes ?

Le système universitaire français, qui, depuis la fin de l'époque coloniale, n'est jamais arrivé à former des spécialistes de langue arabe, comptait sur des institutions étrangères, éventuellement religieuses (1), pour pallier ses carences : « Apprenez l'arabe, nous ferons le reste » semblait être sa devise. Les universités se contentaient d'apporter les « compléments » : d'enseigner l'histoire, la civilisation, la philosophie, la littérature, voire les arts des pays arabes et/ou islamiques, en faisant naturellement passer ces compléments pour l'essentiel.

Après les divers soubresauts qu'a connus le monde arabe ces derniers temps, il n'était plus possible de se décharger de cette tâche de formation linguistique sur des institutions étrangères, si bien que, le 16 décembre 1982, dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation nationale, les représentants de l'Association générale des arabisants des universités déclaraient : « L'initiation à la langue, en matière d'études arabes, incombe à l'Université » (sic). Il était temps ! Malheureusement, cette belle déclaration, si elle témoignait d'une prise de conscience tardive, n'a toujours pas entraîné la mise sur pied de cycles de formation

efficaces. Les tentatives effectuées ont été soit brutalement interrompues, soit étouffées lentement par réduction des moyens, si bien que, dans les dernières années, la situation s'est même un peu détériorée (s'il était possible), pour la bonne raison que les historiens, sociologues, philosophes, critiques littéraires ou islamologues qui composent l'énorme majorité des professeurs des départements d'arabe, lesquels se sont emparés de tous les pouvoirs de décision en matière de constitution des programmes et d'orientation des carrières, ne veulent (ou plutôt, ne peuvent) justement pas s'imposer professeurs de langue. De sorte que l'on en revient au même point : apprenez l'arabe, nous ferons le reste. Jusqu'à quand tolérera-t-on une telle faillite, et au nom de quelle volonté politique ?

Enfin, je ne puis que souscrire à la déclaration de B. Tahhan. « L'arabe ne doit pas être considéré comme langue religieuse », en précisant : dans notre enseignement laïc, bien entendu. Celui qui apprend l'hébreu doit s'intéresser à la Bible, celui qui apprend le syriaque à la Peshitta, et celui qui apprend l'arabe au Coran. En tant que langues linguistiques, littéraires et culturelles, ce sont des monuments incontournables pour quiconque travaille sur ces langues. De même, la traduction de la Bible en arabe sera sans doute considérée bientôt comme un monument de l'arabe contemporain. Il n'y a pas besoin, en plus, d'être croyant pour le reconnaître.

GEORGES BOHAS  
professeur à l'université  
Paris-VIII Saint-Denis

(1) Ainsi, le Centre religieux d'études arabes de Bakfay (Liban) ou l'Institut pontifical de Rome.

#### Les préoccupations de M. Jospin

Au cours du colloque organisé, samedi 25 novembre à l'Assemblée nationale, par le club Émergence sur « Les Franco-Maghrébins face à la politique », M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, a abordé les problèmes posés par l'enseignement des langues et cultures d'origine (LCO) à l'école publique et l'enseignement de l'arabe.

« Il y a un débat dans mon administration sur les langues et cultures d'origine. Et j'ai vu qu'il a resurgi dans le Monde. Les textes qui régissent cette situation datent des années 70, donc ce ne sont pas les miens. Et ils résultent d'accords diplomatiques passés avec un certain nombre de pays qui fournissent les enseignants, ce qui évite à la France d'avoir à créer des postes. Dans certains cas, le problème est lié au fait que les enseignants qui nous sont envoyés — je pense à un pays, je ne le citerai pas, car ce n'est pas nécessaire — parlent mal le français [...]. »

« Peut-être y a-t-il aussi des problèmes de contenu dans certains cas. Les accords qui avaient été passés étaient plutôt laxistes de ce point de vue et ne donnaient pas vraiment le droit au système éducatif français, à l'inspection générale ou aux inspecteurs départementaux d'aller voir ce qui se passait. C'est un dossier sur lequel je ne veux pas m'exprimer de façon spectaculaire, mais sur lequel il va certainement falloir travailler [...]. »

« Édouard Pisani, président de l'Institut du monde arabe, attire mon attention sur ce qui lui paraît être un recul de l'enseignement de l'arabe en France, et j'y suis tout à fait sensible, même si ce recul ne résulte pas forcément de décisions prises par l'éducation nationale. Il serait dommage de laisser s'accomplir par fatigue cette évolution, parce que la présence en France d'une communauté d'origine maghrébine peut être une chance formidable pour nous dans le contact avec le monde extérieur. Et je suis préoccupé lorsque j'apprends qu'on trouve de moins en moins de spécialistes de grande qualité du monde arabe en France. »

« L'enseignement des LCO était arrivé en 1988-1989 par 115 600 élèves dans 4 665 écoles, soit 410 implantations et 4,2 % d'effectifs en plus par rapport à 1986-1987. Si les effectifs ont baissé en arabe algérien, espagnol et portugais, ils sont en forte augmentation en arabe marocain, où ils ont presque doublé. — NDLR »

## U' MEDIA

U'MEDIA, association lyonnaise, organise le :  
17 JANVIER 1990

les troisièmes rencontres entre des professionnels de la presse et les étudiants en communication de la région Rhône-Alpes sur le thème :

## LA PRESSE EN EUROPE

au programme, deux débats

### LE DÉFI DES RÉGIONS

Avec 12 responsables de journaux des régions : Rhône-Alpes, Catalogne, Lombardie et Bade-Wurtemberg.

### LES STRATÉGIES EUROPÉENNES D'INFORMATION

Avec des responsables de groupes de presse français et étrangers.

Les rencontres se dérouleront à LYON.

Pour tous renseignements, contactez :

U'MEDIA - Club de la presse de Lyon  
4, rue de la Charité - 69002 Lyon - Tél. : (16) 78-37-75-45

Avec le soutien



Le Monde

## Le Monde CAMPUS

### LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

## LE GRAND CONCOURS INFORMATIQUE

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL Le Monde

#### Extraits du règlement :

##### ARTICLE 1 :

La S.A. CAP SESA, (...) dont le siège social est sis 254, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, organise un concours sur l'informatique. Ce concours se déroulera en deux étapes.

— Une première étape, dite de sélection, pour laquelle les candidats auront à répondre à une série de questions liées à l'informatique.

— Une seconde, dite Finale, visant à départager les finalistes et retenir les cinq Grands Gagnants.

##### ARTICLE 2 :

Ce concours est ouvert à tout étudiant, désireux d'y participer avant, au plus tard, le 15 mars 1990, au minimum le niveau baccalauréat plus trois ans d'études révolues, au maximum l'âge de vingt-huit ans et résident en France métropolitaine (Corse comprise).

##### ARTICLE 14 :

Ce concours est doté de prix repartis comme suit : — Chaque finaliste recevra un abonnement de cinéma d'un an (12 séances).

— Parmi les cinq Grands Gagnants, la jury choisira trois d'entre eux qui se verront offrir un cycle d'études informatiques d'été dans un campus américain, et deux d'entre eux qui se verront offrir un stage en informatique aux États-Unis ou au Royaume-Uni (...).

## UNE ACTIVITÉ EN PLEINE CROISSANCE

### QUESTION 3

Une SSCI est une société de prestations intellectuelles qui vend de la « matière grise ». Son champ d'action est très large. Ainsi, une SSCI est de plus en plus souvent amenée à formuler des recommandations sur les aspects stratégiques de l'informatique, en plus des conseils techniques qu'elle a toujours fournis.

#### QUE SIGNIFIE LE TERME SSCI ?

- ☐ Société de Services et de Communication Informatique,
- ☐ Société de Systèmes et de Conseil en Informatique,
- ☐ Société de Services et de Conseil en Informatique.

### QUESTION 4

La progression du chiffre d'affaires des SSCI est l'un des plus forts de tous les secteurs de l'économie française. On parle même de 17 % de croissance pour l'année 1989, ce qui constitue — en considérant qu'il s'agit d'une moyenne pour toutes les sociétés du secteur — un taux très élevé. La France, dans ce concert mondial du développement des SSCI, figure dans le peloton de tête. Mais, précisément, A QUEL RANG EN CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL SE CLASSENT EN EUROPE LES SSCI FRANÇAISES ?

- ☐ Premier
- ☐ Deuxième
- ☐ Troisième

3 6 1 4 CAP SESA

POUR DÉCOUVRIR UN MONDE SUR L'UNE DES 12 QUESTIONS

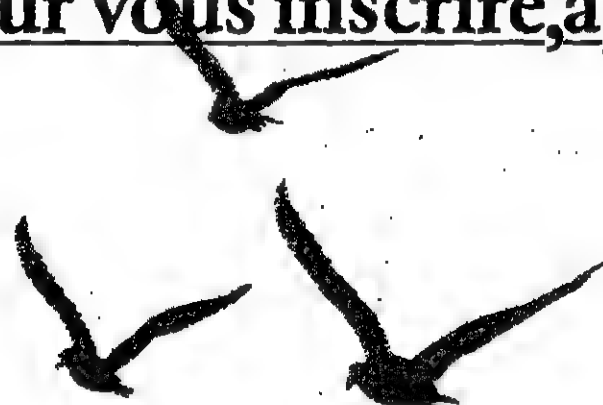
CAP SESA



**2 enfants sur 10 entrent en 6<sup>ème</sup> sans savoir lire.** Jamais les Français n'ont eu aussi mal à leur école : jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail sans formation, enseignants découragés, mal payés, universités surchargées, grandes lois sans lendemains, grands discours qui ne changent rien. Jamais non plus le décalage entre la formation des jeunes et les besoins des entreprises n'a été aussi inquiétant.

Tout de suite, il est temps. De donner la parole à tous les Français qui ont quelque chose à dire. De réfléchir, de débattre, de proposer. Ensemble, avec toutes les formations de l'opposition.

Tout de suite, il est temps de réunir la Convention Education et Formation. Les 20 et 21 janvier 1990 à l'Ecole d'Ingénieurs de Marne-la-Vallée. Pour vous inscrire, appelez le 45 49 02 03.



## ETATS GENERAUX *de l'opposition*



**LE DEBAT EST OUVERT**

EN NOUS ADRESSANT CE BULLETIN, VOUS SEREZ ASSOCIÉ À LA PRÉPARATION ET AU DÉROULEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX. VOUS POUVEZ CONSULTER LE PROGRAMME DE LA CONVENTION SUR 3617 EGO ET VOUS INSCRIRE EN APPELANT LE 45.49.02.03. VOUS POURREZ SI VOUS LE SOUHAITEZ, PARTICIPER AUX DÉBATS. VOUS POUVEZ ÉGALEMENT APPORTER VOTRE CONTRIBUTION FINANCIÈRE SOUS LA FORME D'UN CHÈQUE À L'ORDRE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION.

A RENVoyer À : ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION, 17, BD RASPAIL 75007 PARIS - TÉL. : 45.49.02.03 - MINITEL : 3617 EGO.

NOM	PRÉNOM
RUE	
VILLE	CODE POSTAL
PROFESSION	

DANSE

Des faisceaux  
bâillent la salle  
musique tentée. S  
lu en veston doré.  
line multicolore : m  
nous annoncent en  
spectacle qui va sui  
triment un, que l'i  
rime, qu'il s'agit m  
der à comprendre.  
Nous voilà pré  
bien la peine ?  
Durant posséd  
est pas la chose  
mieux partagée, c'e

Un fest  
à Limon

Le quatrième Fe  
contemporaine - Da  
semble, du 12 janvi  
des compagnies fran  
gères : Daniel Larr  
Vadj, Nadine He  
Virel, Suzanne Li  
Anat, Dobbels, Ba  
Michel Kelemen  
Ce festival « écla  
leur de la ville (le C  
que national du  
Grand Théâtre, l  
« Expression 7 »  
municipales) présen  
plusieurs expositions  
craies avec les arti  
rmp /  
» Renseignements  
nre culturel et s  
al, avenue Jean  
1000 Limoges, T  
46-49.

INV

REPR

achat d'une R  
ges et frais p

EX  
PRIX

ou 19 Chama



# CULTURE

## DANSE

### Joyeux délire dans le cosmos

Poétique et fantaisiste,  
Jean-François Duroure transforme le Théâtre de la Ville  
en une étrange planète.

Des faisceaux de lumière balayaient la salle et la scène, une musique tonitruante. Surgit un couple, lui en veston doré, elle en mousseline multicolore ; micro en main, ils nous annoncent en substance que le spectacle qui va suivre n'en est pas vraiment un, que l'incohérence sera reine, qu'il vaut mieux ne pas chercher à comprendre...

Nous voilà prévenus. Etait-ce bien la peine ? Jean-François Duroure possède une vertu qui n'est pas la chose du monde la mieux partagée, c'est la vertu poé-

tique ; il lui suffit de disposer sur le plateau trois petits bateaux en papier pour que nous soyons prêts à embarquer à sa suite.

Ce paysage d'énormes rochers rouges sur lequel se lève le rideau après le prologue de musio-hall, c'est peut-être Mars, et cette planète, là-bas, qui luit parmi les étoiles, peut-être notre Terre. Sommes-nous dans le cosmos, comme le suggère le titre, ce cosmos pour lequel Jean-François Duroure se passionne ? « Depuis longtemps, confie-t-il, je m'inspire pas mal dans les livres de cosmographie, d'astrophysique, d'histoire de la science... »

Peu importe. Les belles lumières d'Eric Wurtz, dans lesquelles on s'épuise à suivre d'improbables aurores et de douteux crépuscules, achèvent de nous désorienter. Tout va dériver, éclater, dans ce spectacle hautement fantaisiste où se mêlent l'esthétique de cabaret, la nostalgie des années 60, de malicieux hommages à Pina Bausch (chez qui Duroure est passé) et la bande dessinée.

#### Crabes et parasites

Deux garçons en vestes agressives, à carreaux et rayures, entament un numéro drôlatique avec une chaise, font des signes de croix et se lancent des cacahuètes. Duroure, en culotte grise sur bas de soie blancs et boléro de velours cerise, transporte ses bateaux à l'avant-scène. Ruissellement de

harpes (bande-son de Christophe Séchet est elle aussi plaisamment extravagante, avec pas mal d'airs classiques ou « légers », du genre mais-qu'est-ce-que-c'est-déjà-je-ne-connaiss-quo-ça).

Au sommet d'un rocher s'installe un paisible pêcheur, qui ne semble pas prendre garde aux étranges poissons qui batifolent sur scène. Une fille portant une valise et une loupe s'agite, Duroure, perché sur l'autre rocher, envoie des signaux dans l'espace.

Un garçon portant un ballon-globe terrestre, apostrophe le public : « Où sommes-nous, monsieur ? A Mexico ? Répondez : oui ou non ? » Des guirlandes lumineuses s'allument sur la crête des rochers, et la troupe entonne le fameux « America » de West Side Story...

La chorégraphie est vive, ample, nerveuse, souvent belle — on drôle, par exemple, celle des crabes, qui sortent de derrière les parasites, dans une séquence « tropicale » avec bathing-beauties, serviettes de plage, sacs et journaux. Après une brève conférence sur le comportement sexuel des moineaux, on revendra au cabaret avec un finale où les couples se multiplient magiquement. Ce spectacle léger et frais en bouche possède une autre vertu rare par les temps qui courent : l'absence de prétention.

SYLVIE DE NUSSAC

► Jean-François Duroure, Théâtre de la Ville, les 10, 12 et 13 janvier, à 20 h 45.

## Les nominations aux victoires de la musique

La V<sup>e</sup> édition des Victoires de la Musique aura lieu le 3 février et comportera seize catégories. Parmi les nominations, citons Francis Cabrel, Johnny Hallyday et Michel Sardou (artiste interprète masculin de l'année), Elsa, Patricia Kaas et Vanessa Paradis (interprète féminine), C'est écrit, de Francis Cabrel, Quand j'étais K.O., d'Alain Souchon, Le soleil donne, d'Alain Souchon et Laurent Voulzy (chanson de l'année), Cadillac, Serbacane et Ultra moderne solitude (album de l'année), Gipsy Kings, Kassav et Mano Negra (groupe de l'année), Claude Bolling, Didier Lockwood et Michel Petrucci (musicien de jazz), Guy Bodot, Les Inconnus et Smaïn (humoriste de l'année), la Création du monde, de Bernard Parmegiani, Montségur, de Marcel Landowski et Requiem pour alto solo, choeurs mixtes et orchestre, de Marc Eychenne (création de musique contemporaine).

## Des films français sous-titrés pour les sourds

Une association de sourds, Symbiose, a décidé de sous-titrer des films français en français pour permettre aux quatre millions de mal-entendants, recensés en France, d'aller au cinéma. La première aura lieu le 3 février à 15 heures au cinéma le Gaillie à Argenteuil, avec la projection de Camille Claudel.

► Le Gaillie, 3 ter, rue de l'Abbé-Fleury. Tél. : 39-47-07-07.

# AGENDA

## PARIS EN VISITES

**JEUDI 11 JANVIER**  
« Les maçons de la façade de l'hôtel de la Monnaie », 14 h 30, 11, quai de Conti.  
« La bibliothèque Forney dans l'hôtel de Sens », 15 heures, 11, rue du Figuier (Monuments historiques).  
« Réalisme comestible ou bourgeois », C. Courbet en lutte contre les pompiers », 10 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (L'art et la musique).  
« Exposition David », 12 h 15, Louvre, galerie Richelieu, entrée des groupes (S. Duval).  
« De la place Dauphine au couvent des Grands Augustins », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris pittoresque et insolite).  
« Mystérieuse Egypte », au Louvre. Vie quotidienne et symbolique des pharaons. Du Livre des morts à la renaissance du sphinx », 14 h 30, sortie métro Louvre (L. Haefliger).  
« Ancienne église de Saint-Germain-des-Près et place Furstenberg », 14 h 30, devant l'église (E. Romet).  
« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 14 h 30, métro Louvre (M.-C. Lantier).  
« Le palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (M. Pothier).  
« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du passé).  
« La Conciergerie nouvellement aménagée », 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).  
« Exposition David. Peintures et dessins », 15 heures, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et sciences).  
« Exposition : Arabesques et jardins de paradis, au Louvre », métro Palais-Royal, sortie place Colonne (Paris et son histoire).  
« Ecole des Beaux-Arts et salons de l'hôtel de Clugny », 15 h 15, 17, quai Malakoff (P.-Y. Jassier).  
« Arabesques et jardins de paradis. Collections françaises d'art islamique », 15 h 15, musée du Louvre, espace accueil des groupes, sous la Pyramide (L'art pour tous).

## PARIS MUSÉES

« Paris sous Louis XV », vu par Gruenewald », 12 h 45, Musée Carnavalet.  
« Kupka », 12 h 30 ; « Sophie Taeuber », 12 h 30, Musée d'art moderne.

« L'art de Carrière », 14 h 30, Petit Palais.

## CONFÉRENCES

270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « De l'Espagne sépharade au sionisme », par C. Marquant (Clio - Les amis de l'étoile).  
Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bérthelot, 18 heures : « L'homme devant la machine », par J.-M. Levy-Leblond (Fondation pour la science).  
23, rue de Sévigné, 18 h 15 : « Des origines du Paris antique », par J.-M. Lelièvre (Carnaval).  
Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « Tantième manéteau dans l'art grec », par F. Villard (Mémorial de la science).  
Centre Georges-Pompidou (8P), 18 h 30 : « L'écriture et la photographie », débat animé par L. Mieg (Mémorial de la science).  
35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Le couple franco-allemand et la construction européenne », avec W. Schütz, B. Brigueux, J. Ellenstein et H. Menudier (Maison de l'Europe).  
9, rue Gutenberg, 20 h 45 : « L'architecture du nord de l'Inde » (2<sup>e</sup> partie), par F. Coustant (Tapovan).  
« A la découverte du parfum, en sentant et commentant les huiles essentielles », De 14 heures à 17 heures, sur réservation au 69-68-18-79, 185 F (Connaissance du parfum).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**

DES LIVRES

Jusqu'au 31 janvier sur toutes les Renault 19.

INVITATION À L'ESSAI  
dans le réseau  
Renault Paris Ile-de-France



REPRISE ARGUS + 5000 F  
ou 5000 F minimum

Reprise Argus + 5000 F ou 5000 F minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 19 ou Renault 19 Chamade. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

EQUIPEMENTS A  
PRIX EXCEPTIONNELS

ou 19 Chamade.

Economisez 90% sur le prix des équipements en option dans la limite de 5000 F pour l'achat d'une Renault 19

FINANCEMENT SPECIAL  
LOA sur 25 mois

Par exemple, pour une Renault 19 TR 5 portes ou Chamade. Prix TTC clés en main 64900F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 25960F (1<sup>er</sup> loyer majoré de 16225F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 9735F) et 24 loyers de 1807F. Coût total en cas d'acquisition 69328F.

Coût total du financement: 4428F.

Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au **NUMERO VERT 05.25.25.25**

\* Ces offres non cumulables sont réservées aux particuliers et concernent les VP neufs.  
\*\* Sous réserve d'acceptation par la DIAC. RCS Nanterre B 702.002.221.

M. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.

**Diac**  
Financements Renault



## AGENDA

## CARNET DU MONDE

## Naissances

Florence et Gérard MIMOUN, le professeur et M<sup>me</sup> Gabriel COSCAS, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Nicolas MIMOUN, M<sup>me</sup> Haydée NATAF, laissent le plaisir à Gabriel d'annoncer la naissance de sa sœur

Laetitia, Gable, Tamar, à Paris, le 6 janvier 1990.

Sébastien MONNIER et Jean-Frédéric DOUCE ont la joie d'annoncer la naissance de

Toua, le 22 décembre 1989.

4, rue L'Éclair-Delagrave, 75015 Paris.

Laetitia ESCHAPASSE

Michel LEON, font part avec joie de la naissance de

Véra, le 7 janvier 1990.

12, rue Champignonnet, 75018 Paris.

## Décès

Le docteur Denyse-Alberte Armand, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François Armand, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Émile Goulet, M<sup>me</sup> Marion Armand, ses enfants, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès de

docteur Marcel ARMANET, survenu le 8 janvier 1990, en son domicile, dans sa quatre-vingt-septième année.

Une messe sera célébrée le jeudi 11 janvier, à 8 h 30.

Réunion Église Sainte-Madeleine, à Hyères (Var).

Ni fleurs ni couronnes.

Selon la volonté du défunt, les dons à l'Intendance des Canapés blanches seront collectés à l'église, ou à envoyer à l'adresse suivante : M<sup>me</sup> Marion Armand, Port Saint-Pierre, 83400 Hyères.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Bron et Echasson, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et sœur,

M<sup>me</sup> Maryse BRON, survenue le 8 janvier 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 janvier, à 15 h 30, en l'église de La Côte-Saint-André.

Le longind, 38260 La Côte-Saint-André.

— Robert Desclotres, son mari, Luc, Claire et Jacques, ses enfants, Jacqueline, Nicole et Pierrette, ses sœurs, Les familles Desclotres, Demarquet, Evrat, Petiot et Salle, ont la douleur de faire part du décès

de Claudine DESCLOTTRES, née Demarquet, le 21 décembre 1989.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 20 janvier 1990, à 12 heures, en l'église Saint-Martin, 96, rue de la Vierge, Paris-4<sup>e</sup>.

234, rue de Championnet, 75018 Paris.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M<sup>me</sup> Jean CHAUVEL, née Le Maître de Warée d'Hermelle, présidente fondatrice de l'Association des amis des enfants de Paris.

Ses enfants, et sa famille, vous prient d'associer dans vos prières le souvenir de son époux

Jean CHAUVEL, ambassadeur de France.

Une messe sera célébrée le vendredi 12 janvier, à 19 heures, en la chapelle de Saint-Sacrement, 20, rue Cortambert, Paris-16<sup>e</sup>.

123, rue de la Tour, 75016 Paris.

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Christian Fernet, et leurs enfants, font part du décès de

Laurent FERNET, survenu au Soudan, le 21 décembre 1989, dans l'accomplissement d'une mission humanitaire avec MSF.

Les obsèques ont eu lieu le 30 décembre, à Boissy-sous-Saint-Yon (Eure-et-Loir).

— M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Catherine Goutet, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Catherine Goutet, Marie-Madeleine Saad-Goutet et ses enfants, Marie-Gabrielle et Robert Demasse-Decressonière et leurs enfants, Marie-Jeanne et Pierre Rodière et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André Goutet, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Marcel Goutet, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre GOUTET, chevalier de la Légion d'honneur, avocat honoraire au Conseil d'État et à la Cour de cassation,

survenu le 9 janvier 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 12 janvier, à 14 heures, en l'église Sainte-Bathilde, rue de Plaisir, à Châtigny-Malabry.

Une messe est demandée pour son épouse

Michelle GOUTET, née Lecerroux,

décédée le 4 juillet 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue de Bagneux-Ripoli, 92350 Le Plessis-Robinson.

— M<sup>me</sup> Jean-Luc Lagardère, président-directeur général du groupe Matra, et l'ensemble des collaborateurs du groupe Matra, ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Tony de GRAAFF, ancien directeur commercial général de la société Matra, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palmes et deux étoiles, rosette de la Résistance, président-fondateur d'Hôpital sans frontières.

Un hommage lui sera rendu au colombarium du Père-Lachaise, le samedi 13 janvier 1990, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons sont acceptés pour l'hôpital sans frontières, CCP 5 272 35 M, Paris.

4, rue de Presbourg, 75116 Paris.

— M<sup>me</sup> Victor Petit, son épouse, Georges (1) et Michèle Petit, Jean-François et Sylvie Petit, Bernard et Denise Petit, Bruno et Anne-Marie Petit, Brigitte et Paul Morin, ses enfants, Jean-Loup, Isabelle, Arnaud, Pierre-Edouard, Jean-Yves, Apolline, Jérôme, Fanny, Emmanuel, Isabelle, Sophie, Antoine et Camille, ses petits-enfants, Les familles Petitgirard, Auresche, Baguot, Fanny, Couillard, font part du décès de

M<sup>me</sup> Victor PETIT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 et des TOE,

le 8 janvier 1990, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 12 janvier, à 14 heures, en l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, 62, rue de l'Assommoir-Mairie, Boulogne (Hauts-de-Seine).

Ils rappellent le souvenir de son fils

Georges PETIT, décédé le 20 août 1980, qu'il a rejoint.

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, rue de Bellevue, 92100 Boulogne.

— M<sup>me</sup> Marguerite Pons, son épouse, Françoise et André Petit, Claudine et Paul Plouvier, ses enfants, Eric Plouvier et Isabelle Plouvier, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gabriel PONS, survenu le 4 janvier 1990, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques civiles ont été célébrées dans l'intimité familiale, le mardi 9 janvier.

M<sup>me</sup> Gabriel Pons, repose dans le cimetière de la famille, au cimetière communal de Bussy (Yonne).

373 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

CARNET DU MONDE

Numéros : 42-47-48-49

Tarif : la ligne E.T.

Toutes rubriques : 37 F

Chèques et chèques de 77 F

Comptes d'attente : 98 F

— La Société de caution mutuelle du transport CREDITRANS a la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-onzième année, de

M<sup>me</sup> Gabriel PONS, fondateur du Cantonement mutuel des transporteurs, président d'honneur de la Fédération nationale des sociétés de caution mutuelle de transporteurs.

Les obsèques civiles ont été célébrées dans l'intimité familiale, le mardi 9 janvier 1990.

— Les NMPP, FAXIMPRESSE, ont la douleur de faire part du décès de

Christian ROSSNER.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 11 janvier 1990, à 8 h 30, au temple, 117, rue du Château, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

— Pour ceux qui l'ont connu et aimé, la Terre s'est dépeuplée

François ROUET, infirmier,

s'est éteint après de longues souffrances morales et physiques, le 27 décembre 1989.

L'amour de son compagnon et de ses proches, malgré tout, est resté impuissant.

— Le Camet.

Le docteur Georges SERRERO et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite SERRERO, survenue le 7 janvier 1990.

M<sup>me</sup> André Sindzingre, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Sindzingre et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Dominique Millet et leurs enfants, M<sup>me</sup> Nicole Sindzingre, M<sup>me</sup> Philippe Sindzingre, M<sup>me</sup> Pascal Sindzingre (1), M<sup>me</sup> Béatrice Le Duman, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Luc Bologny, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Roger Gaspard, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> André SINDZINGRE, ancien élève de l'École polytechnique, ancien ingénieur des Ponts et Chaussées,

le 4 janvier 1990, à la suite d'un long et cruelle maladie.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe à son souvenir sera célébrée le vendredi 9 février, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Association, Paris-16<sup>e</sup>.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Le 11 janvier 1988,

Alexis GRJEBINE

quittait sa famille.

Son épouse Et sa fille descendent à ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pour lui.

— Le 10 janvier 1973,

Jean-Jacques HAGENDORF

sous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel daté lundi 8 et mardi 9 janvier 1990 :

UN DÉCRET

● N° 90-28 du 3 janvier 1990, portant publication de l'accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, conclu à Genève le 27 juin 1989, ouvert à la signature à New-York le 1<sup>er</sup> octobre 1989.

UN ARRÊTÉ

● Du 21 décembre 1989 relatif à la création d'un fichier informatisé des empreintes digitales des demandeurs du statut de réfugié.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 janvier :

DES ARRÊTÉS

● Du 9 janvier 1990 portant homologation du règlement général du Conseil des bourses de valeurs.

● Du 9 janvier 1990 portant homologation des règlements n° 59-04 et 59-05 de la Commission des opérations de bourse.

● Du 7 décembre 1989 portant organisation du programme de recherche sur le génie génétique et l'environnement.

## Services religieux

— P<sup>re</sup> Guillaume, président d'A 2-FR 3, D. Alkay, directeur général de FR 3.

— P<sup>re</sup> Guguze, directeur régional, et l'ensemble du personnel FR 3-Bretagne-Pays-de-Loire.

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> J. Delage, ses parents, Frères, sœur et oncles, Ses confrères, Ses amis, ont la tristesse de faire part qu'à la suite de la disparition tragique de

M<sup>me</sup> Joseph DELAGE, journaliste-caméraman à FR 3-Brest,

un service funéraire sera célébré, le vendredi 12 janvier 1990, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis de Brest.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 10 janvier, à 14 heures, IRCAM, salle n° 3, rue Saint-Martin, Paris-4<sup>e</sup>. M. Jean-Baptiste Barrière : « Pour une esthétique de la musique avec ordinateur ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le jeudi 11 janvier, à 10 heures, salle des Actes, centre administratif, M. Georges N. Acadie : « La traduction musicale des images et des idées du texte dans trois œuvres de Rameau : Hippolyte et Aricie, Castor et Pollux, Dardanus ».

— Université Paris-V (Paris-Sorbonne), la soutenance de M. François Costant au vu de documents aura lieu le vendredi 12 janvier 1990, à 14 heures, laboratoire de géographie physique, salle des conférences, CNRS Mendon-Bellvue, 1, place Aristide Briand, Meudon (Hauts-de-Seine).

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 12 janvier, à 14 heures, amphithéâtre 102, 9, rue Malher, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Christine Kouloudi : « Dimensions idéologiques de l'historicité en Grèce (1834-1914). Les modèles scolaires d'histoire et de géographie ».

— Université Paris-II, le vendredi 12 janvier, à 10 heures, salle des commissions, M<sup>me</sup> Catherine Bonzon : « La responsabilité du fabricant en droit espagnol ».

## enfance

## Un numéro vert national pour les victimes de mauvais traitements

Le numéro vert d'écoute nationale sur l'infamie maltraitée (05-05-41-41) devait être officiellement mis en service mercredi 10 janvier, à 12 heures, par le secrétaire d'État à la famille, M<sup>me</sup> Hélène Dorihac.

Ce numéro gratuit fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et tous les jours de l'année. Il s'adresse à tous les mineurs en détresse ou victimes de mauvais traitements ainsi qu'aux parents qui connaissent des difficultés relationnelles avec leurs enfants. Mais c'est également un lieu d'information et de conseils aux témoins de mauvais traitements et aux professionnels (éducateurs, enseignants, médecins, avocats, assistants sociaux...).

L'équipe se compose de psychologues, d'assistants sociaux, de médecins et d'éducateurs, qui ont suivi une formation à l'écoute et seront aidés dans leur tâche par des personnes connaissant parfaitement le fonctionnement des institutions. Travaillant à temps partiel, ils feront le point tous les quinze jours sur leur travail et seront tenus au secret professionnel.

Il existe déjà en France des numéros d'écoute créés par certains départements ou par des associations, mais cette dispersion a de nombreux inconvénients : une couverture partielle du territoire français pour les uns et, notamment, un manque de suivi pour les autres. Le gouvernement et le Parlement, qui a voté à l'unanimité la loi sur la prévention des mauvais traitements à l'enfant et la création de ce service d'écoute, ont estimé

qu'il appartenait à l'État, en collaboration avec les conseils généraux et des associations, de prendre en charge ce dossier.

Signaler tardivement qu'un enfant est maltraité peut entraîner de graves conséquences. Le nouveau service devrait permettre de raccourcir de façon significative le temps entre le signalement, la vérification et les mesures à prendre.

Les présidents de conseils généraux, qui sont responsables des services d'action sociale dans leur département, sont tenus de transmettre au service national d'écoute des renseignements concernant leur dispositif de lutte contre les mauvais traitements et de préciser les personnes à contacter. Munis de ces données, les écouteurs alertent qui de droit lorsqu'ils estiment nécessaire et en informant le président du conseil général.

Pour gérer ce service, un groupement d'intérêt économique a été créé. Le conseil d'administration comprend huit représentants de l'État, huit pour les départements et quatre pour les associations.

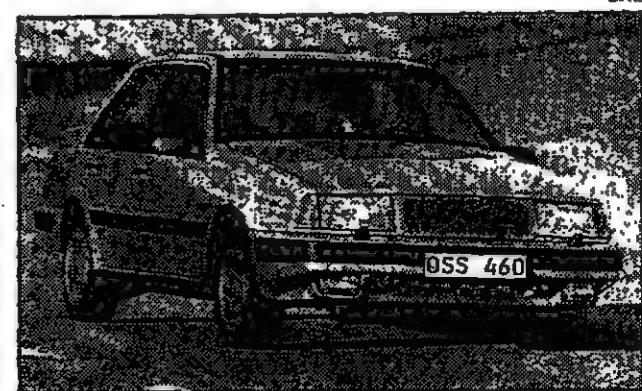
Des affiches et des autocollants destinés à faire connaître le numéro d'appel seront diffusés dans tous les lieux fréquentés par les mineurs, ainsi que les mairies, les commissariats et les salles d'attente des médecins.

Ch. Ch.

Service national d'accueil téléphonique, 11, boulevard Brune, 75014 Paris. Tél : 05-05-41-41.

## AUTOMOBILE

## Volvo 460: classique et familial



Un modèle qui inspire avant tout la confiance.

Volvo, qui a connu bien des difficultés lors du lancement de ses modèles 440 et qui dispose maintenant d'un horizon à cet égard plus clair, lance le 12 janvier une nouvelle série baptisée 460.

On trouve dans ces nouvelles voitures, pour l'essentiel, les mêmes bases techniques. Mais les 460 berlines à trois volumes et cinq portes, classées et bien équilibrées s'adressent davantage à une clientèle dite « familiale ».

L'espace intérieur est augmenté, le volume de bagages susceptible d'être embarqués important (453 litres) avec un dossier arrière rabattable aisément par le tiers (70/30).

L'ensemble est bien fini et intériorité est instrumentation très complète, autant que les sièges n'attirent aucun reproche. Le volant est réglable, le conducteur peut jouer sur la hauteur de l'assise.

La sécurité passive étant l'argument traditionnel de la marque, on notera que la « cage de sécurité », autrement dit l'habitacle, est en acier, et que les portes contiennent chacune une barre de protection latérale également en acier. La motorisation (1 721 centimètres cubes fournis par Renault) apparaît raisonnable dans sa version injection et avec une turbine nettement plus nerveuse. Le « cirage » de l'avant — il s'agit d'une « traction » — est courant même par temps sec. Il faudra donc ne pas embrayer en accélérant avec trop d'ardeur au démarrage.

Sur la route, le comportement de cette voiture, pourtant livrée à l'arrière avec un essieu rigide à voie constante guidé par une barre Panhard, apparaît agréable. Quelques précautions de remise en ligne de la voiture sont néanmoins à observer en sortie de virages accentués. L'insonorisation est par ailleurs soignée.

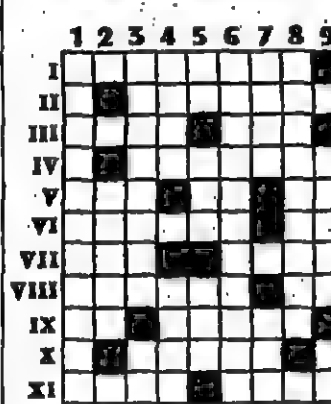
Ainsi cette berline peut elle être classée à un bon niveau de concurrence pour les 405 Peugeot, les 80 de Audi, voire le modèle de base des 190 Mercedes. Elle inspire avant tout la confiance.

C. L.

► Prix : modèle à carburateur double-corps (7 CV) : 96 700 F ; à injection (8 CV) : 118 900 F ; avec turbo (7 CV) : 144 500 F. Pas de diesel prévu pour l'instant.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6172



HORIZONTALEMENT

I. C'est un comble I — II. Qui ne fait pas du tout avancer. — III. Quand on y est, on n'a plus rien à dire. Adjectif. — IV. Des outils de tailleur. — V. Peut se trouver dans un étang. Donné par le chef. Lac. — VI. Morceaux de bois. Pas révéli. — VII. On y reste quand on n'est pas bien. Œuvre de vers. — VIII. Se dresse sur une nappe. D'un audilire. — IX. Traditions. Une grande chaîne. — X. Cesses de résister. — XI. S'attache au foyer. Une veuve vraiment brûlante.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui savent parler la face. — 2. Ruminant dans des forêts. — 3. Quantité qui compte pour du beurre. Entre trois et quatre. — 4. Pays. Grand, pour la coqueluche. — 5. Donne souvent la main. Maurice, par exemple. Un parasite très décoratif. — 6. Rébélité l'ordre. — 7. Une rencontre dangereuse. Roi. — 8. Peut être assimilé au capital. — 9. Pour les cochons qui somnolent. Un animal vraiment mou.

Solution du problème n° 6171

Horizontalement  
I. Grélucho. — II. Laverie. — III. Averse. Ur. — IV. Ça. Oslo. — V. Ilot. Rai. — VI. Repas. — VII. Lesta. Hus. — VIII. Oc. Entité. — IX. Goei. Réa. — X. Ut. Loi. Ty. — XI. Est. Herse.

Verticalement  
1. Glaciologue. — 2. Reval. Ecots. — 3. Eve. Ors. — 4. Léro. Tell. — 5. URSS. Ran. Oh ! — 6. Ciel. Tria. — 7. Hé ! Orphée. — 8. Aoûtats. — 9. Narcisse. Té.

GUY BROUTY

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION



PRÉVISIONS



Évolution probable

France entre le 10 et le 11 janvier.

Les conditions sont encore passables jeudi.

Le matin, le temps sera assez nuageux.

La Côte d'Azur et les régions méditerranéennes connaîtront un temps plus ensoleillé.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie sera encore des brèves.

La nuit, la grande pluie







## COMMUNICATION

En préparant une nouvelle loi

## Le gouvernement souhaite renforcer le pouvoir du CSA sur le câble

Le projet de loi sur les télécommunications présenté à la session de printemps du Parlement devrait être l'occasion d'un « toilettage » de quatre articles de la loi de 1986 sur la communication, qui concernent les réseaux câblés.

Le Service juridique et technique de l'information (SJT), qui coiffe l'Agence câble, même en ce moment des consultations avec les câblo-distributeurs et les élus municipaux, pour modifier quelques aspects de la télévision par câble — un texte devrait être soumis d'ici à fin février à la concertation interministérielle.

Les modifications envisagées, pour tenir compte de l'expérience des trois dernières années, touchent essentiellement à trois points : le régime d'autorisation des services, le statut juridique des opérateurs, et celui des antennes collectives. Sur le premier point, le gouvernement souhaiterait ajouter à l'autorisation actuelle par le CSA d'un plan de services sur chaque site (c'est-à-dire l'approbation de la liste des chaînes diffusées sur ce réseau) l'autorisation nationale de chaînes câblées, selon une procédure calquée sur le modèle des chaînes nationales hertziennes.

## Renforcer les autorisations

Ce double régime d'autorisation permettrait au CSA de mieux contrôler les obligations des chaînes diffusées uniquement par câble. Il a aussi pour but d'ouvrir le marché du câble

à des éditeurs de programmes qui ne sont pas liés à des opérateurs, en distinguant mieux les deux métiers d'éditeur et de distributeur. Les problèmes rencontrés par TV Mondes pour se faire diffuser ne sont sans doute pas étrangers à cette innovation... (le Monde du 15 septembre 1989). Mais certains câblo-distributeurs voient cette modification comme une menace sur leurs prérogatives de choix des programmes.

En autorisant des « personnes morales de droit public » à être opérateurs de réseaux, alors que seules des sociétés le sont actuellement, la nouvelle loi permettrait à des régions municipales, ou même à France Télécom, de gérer directement un réseau, comme elles le souhaitent, et comme c'est souvent le cas à l'étranger. Mais, du même coup, les offices publics d'HLM pourraient aussi solliciter une autorisation. Or ces offices, bien souvent, possèdent déjà ou souhaitent réaliser des réseaux reliés à des antennes collectives, qui peuvent être concurrents des réseaux câblés de ville, et distribuer des chaînes captées directement par satellite.

Pour éviter le développement anarchique de réseaux incompatibles ou concurrents, la loi modifiée prévoirait donc l'obligation d'autorisation pour tous les réseaux d'antennes collectives (en dehors de la télédiffusion de chaînes hertziennes déjà autorisées), alors que la pratique actuelle d'autorisation se limite aux réseaux « franchisant le domaine public ». Ainsi

serait évité le risque « d'écrasement » du marché, dans sa partie la plus rentable, par des réseaux « sauvages » de lotissements ou de grands immeubles.

Dernière disposition, et non des moindres : le projet de loi « remettrait les compteurs à zéro » en obligeant les exploitants actuels de réseaux à demander ou redemander une autorisation au CSA, lequel aurait six mois pour statuer. Un retour devant les sages qui poserait des problèmes, et pas seulement dans les villes où la municipalité a changé de bord depuis la première autorisation...

## Une nouvelle géographie

Sous des dehors techniques, le texte en gestation doit donc fixer les futures frontières des responsabilités entre éditeurs de programmes, opérateurs de réseaux de ville, exploitants de réseaux « privés » et municipalités. Et cette cartographie juridique pourrait aussi ouvrir la voie à une nouvelle « géographie » de ce média en France, en canalisant l'arrivée de nouveaux intervenants.

De telles modifications incitent d'autant plus les opérateurs à la prudence qu'en parallèle pourraient sortir de nouveaux décrets. Un alignement des chaînes câblées sur le régime commun (par exemple pour le nombre de films diffusables annuellement) aurait pour conséquence, estiment-ils, de réduire les avantages compétitifs de ces chaînes.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

La télévision privée aux Pays-Bas

## VNU et ELSEVIER rejoignent RTL-Véronique

AMSTERDAM

de notre correspondant

Deux des plus importants groupes de presse néerlandais, VNU et ELSEVIER, vont prendre une participation minoritaire dans le capital de la chaîne de télévision commerciale RTL-Véronique qui émet depuis le 2 octobre 1989 au Luxembourg et aux Pays-Bas. Les deux éditeurs ont annoncé, mardi 9 janvier, le rachat des parts de la société European Media Investments, filiale de la banque NMB qui possédait 58 % de la chaîne. RTL-Véronique reste cependant une filiale de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT) qui est son principal actionnaire (40 %).

En entrant dans le capital de RTL-Véronique, les groupes VNU et ELSEVIER, respectivement numéro un et numéro trois du marché de l'édition aux Pays-Bas, mais tous deux fortement implantés à l'étranger, concrétisent leur volonté de s'intéresser de près à l'audiovisuel. Ils étudiaient depuis plusieurs mois la possibilité de créer une télévision privée en association avec une chaîne émettant actuellement sur le réseau public néerlandais. Le projet n'a désormais plus lieu d'être : les éditeurs ont préféré courir au-devant du socle en rejoignant RTL-Véronique qui dispose de solides atouts pour devenir la première et probablement la seule chaîne commerciale des Pays-Bas.

CHRISTIAN CHARTIER

Le satellite de télévision directe britannique

## BSB prépare une augmentation de capital

Le groupe Chargeurs de M. Jérôme Seydoux et ses trois partenaires britanniques (les groupes Pearson, Reed et Granada) ont décidé d'augmenter le capital de British Satellite Broadcasting (BSB). Le consortium de télévision par satellite, qui doit lancer cinq chaînes anglophones au printemps, pourrait ainsi bénéficier d'un apport de 5 à 6 milliards de francs.

Cette augmentation de capital à laquelle devraient participer divers établissements financiers complètera les quelque 4 milliards de francs déjà réunis par BSB.

Cette décision montre que les actionnaires de BSB gardent une entière confiance dans le projet malgré la concurrence de Sky Television, les quatre chaînes de M. Rupert Murdoch qui arrivent déjà le Royaume-Uni grâce au satellite Astra. Le financement de BSB a néanmoins dépassé les prévisions, notamment à cause de la hausse du prix des programmes dus à la concurrence de M. Murdoch.

Reste à résoudre le problème posé par le cinquième actionnaire, M. Alan Bond, l'industriel australien, endossé au point de perdre son empire, est incapable de suivre l'augmentation de capital. Sa participation de 36 % sera donc réduite de moitié.

Mais, entre-temps, les parts de M. Bond pourraient être rachetées par M. Robert Maxwell ou par le groupe britannique Carlton qui cherche, tous deux, à entrer dans BSB.

J.-F. L.

## Direct à l'italienne

Les chaînes italiennes, qui n'avaient pas ménagé la sensibilité des téléspectateurs avec la « TV Verità » — ces documents-choc montrant les ravages de la drogue ou de la prostitution (le Monde du 20 mars 1989) — viennent de subir la douloureuse épreuve de la « TV Falsa ».

La victime du choc est, cette fois, la célèbre Sandra Milo, plantureuse actrice recylée dans le courrier du cœur sur la Rai Due, deuxième chaîne publique italienne. Le 8 janvier, à 15 h 40, l'animatrice prend en direct sur l'antenne la communication téléphonique d'une téléspectatrice. La voix l'apostrophe : « Sandra, que fais-tu là ? Tu ne sais pas que ton fils, Ciro, vient d'être emmené à l'hôpital ».

San-Giovanni. Il est très gravement blessé, Sandra ! »

Bouleversée, l'actrice abandonne immédiatement le studio et, pour des millions de téléspectateurs, l'émission s'interrompt brutalement. Après un moment de confusion, la direction de la Rai diffuse en catastrophe un téléfilm comique. Renseignement pris, l'alerte est sans objet : le fils de Sandra Milo est paisiblement chez lui.

La mystérieuse téléspectatrice a donné au standard un faux nom et le numéro de téléphone d'une entreprise romaine. L'actrice en est quitte pour un solide choc nerveux et une peur de repos. La police enquête sur cette étrange agression télévisée.

## EN BREF

■ M. Maxwell devient propriétaire de l'imprimerie Cino Del Duca de Blois. — Le patron de presse britannique Robert Maxwell a acquis la totalité de l'imprimerie Cino Del Duca de Blois (Indre-et-Loire), dont il avait déjà acheté 49 % en juin 1988 au propriétaire d'alors, les Editions mondiales. M. Maxwell contrôle donc désormais deux imprimeries en France, puisqu'il possède déjà l'imprimerie Francis, à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne). La seconde acquisition de M. Maxwell imprime en héliogravure des magazines des Editions mondiales (Nous deux, le Nouvel Intimité, Auto Plus, etc.) mais aussi des titres extérieurs (L'Espresso, Télé-Magazine), des catalogues. Son chiffre d'affaires est de 520 millions de francs. Un programme d'investissement de 250 millions de francs avait été récemment décidé pour cette imprimerie.

■ Fin de la grève à la rédaction de Radio-France Nancy. — Les journalistes de Radio-France Nancy ont mis un terme, mercredi 10 janvier, à la grève qu'ils avaient déclenchée le 4 janvier (le Monde du 6 janvier). Suivi durant six jours par sept des neuf journalistes de la station, le mouvement visait à protester contre le « gel » d'un poste d'envoyé permanent à Metz par la présidence de Radio-France. La rédaction a obtenu, mardi, l'assurance écrite que l'effectif sera complété par l'embauche d'un journaliste sous contrat à durée déterminée. — *Corresp.*

■ Rajustement de Radio-Nostalgie. — Fidèle à son créneau « rétro-moderne » (les variétés des années 50 à 80), Radio-Nostalgie cherche désormais son public parmi les plus de vingt-cinq ans au lieu de s'intéresser, comme par le passé, plus de quarante ans. ce repositionnement décidé par M. Hervé Bourges, président de la Sofirad, maison mère de RMC et de Nostalgie, sera souligné par un logo et des couleurs « plus jeunes et plus attractives » et par une campagne de publicité sur le thème « Radio-Nostalgie, ça change ». Les responsables du réseau espèrent 50 millions de francs de recettes publicitaires cette année et 5 % d'audience sur l'ensemble du territoire. Ils se disent d'autre part en négociation avec différents pays pour étendre hors des frontières la diffusion de Nostalgie (Maroc, Val d'Aoste, URSS).

## Inauguration de l'agence Jules-Verne

■ L'agence Jules-Verne a pour mission d'être une véritable maison d'édition de l'émission scientifique télévisée ou radiodiffusée. Pour son président, M. Jean Audouze, cette association, inaugurée officiellement le lundi 8 janvier, a en effet pour vocation d'accueillir tous les projets d'émissions. Un comité de lecture composé de dix membres (du philosophe Michel Serres au compositeur Michel Fano, en passant par la journaliste Martine Barrère) devra alors aux meilleurs d'entre eux un « label » et décide d'une aide à l'écriture — 100 000 francs en moyenne — ou à la production. Dotée d'un budget modeste — 5,8 millions de francs en 1989 — l'agence ne sera pas, ou rarement, coproducteur, mais aidera plutôt

les promoteurs d'un projet à boucler leur plan de financement et à trouver un diffuseur.

L'agence, dont la création est l'une des mesures adoptées en conseil des ministres pour encourager le développement des émissions scientifiques à la télévision (le Monde du 6 mai 1989), a déjà accordé des « aides au développement » (pour un film sur Champollion, par exemple), des aides à l'écriture (pour un documentaire sur l'âge du fer), des aides à la réalisation (« Drôle de planète » ou encore « Dis-moi pourquoi », une série de courts sujets pour enfants...).

► Agence Jules-Verne : 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Tél. : 47-23-71-78.

## En Espagne

## Le groupe de presse canadien Hollinger va racheter une part du capital de « Diario 16 »

Le groupe Hollinger de M. Conrad Black est sur le point d'acheter 25 % à 27 % du troisième quotidien espagnol, *Diario 16*. Cette participation, qui se ferait à la faveur d'une augmentation de capital, représente 750 millions de francs. Le quotidien ibérique a besoin de capitaux frais afin de faire face au développement du secteur de la presse quotidienne et à son nouveau rival, *El Mundo*. Avant de faire appel à Hollinger, groupe qui contrôle une vingtaine de titres au Canada, mais aussi le

*Daily Telegraph* et le *Spectator* en Grande-Bretagne, ainsi que le *Jerusalem Post*, *Diario 16* avait eu des discussions avec MM. Murdoch et Maxwell. Il avait finalement accepté une prise de participation (10 %) de l'éditeur italien Rusconi, au niveau de sa société éditrice, Grupo 16, mais avait repoussé le groupe de M. Hersant, désireux d'en détenir 30 %. La prise de participation du groupe de M. Black dans *Diario 16* signifierait qu'il s'attaque maintenant à l'Europe continentale.

## Accord de partenariat entre Hachette et Michel Lafon

L'éditeur Michel Lafon vient de signer un accord de partenariat avec Hachette Groupe Livre, aux termes duquel il s'engage à développer avec Hachette des « nouvelles collections grand public et promises à de forts tirages, le Groupe Livre Hachette en assurera la diffusion et la distribution », a annoncé Hachette le lundi 8 janvier.

La maison d'édition, créée en 1980 par Michel Lafon, a notamment publié *Ma médecine naturelle*, de Rika Zarai (2,4 millions d'exemplaires) et *La Valise en car-*

ton, de Linda de Suza (1,2 million d'exemplaires). Après s'être associé avec Claude Carrère en 1983 au sein des éditions Carrère-Lafon, Michel Lafon est désormais unique propriétaire de l'intégralité du fonds éditorial Carrère-Lafon.

« Cet accord, indique le communiqué, constitue pour la société de Michel Lafon, l'accès à la dimension du Groupe Livre Hachette, implanté dans trente-deux pays et publiant près de 150 millions de livres dans les trois langues les plus parlées du monde : français, anglais et espagnol. »

la sept.  
l'art du cinéma.

En janvier : LA MOMIE de Clint Eastwood et Al Pacino.  
LA STRATEGIE DE L'ARAGNE de Bernardo Bertolucci POUR L'EXEMPLE de Joseph Losey  
LE TEMPS SUSPENDU de Peter Gubler LE PASSE-MONTAGNE de Jean-François Steyner  
MOI, PIERRE RIVIERE... de René Allio FARRESE/QUE de BIQUEFARRE de Georges Rouquier  
En février : LE DECALOGUE de Krystoff Kieslowski

la sept.

Pendant longtemps  
est restée la Dent  
que morceaux au puz  
et opaque, la Truite,  
garces, une courtisane  
sainte). Pourtant, l'im  
tée mouvante, légèr  
jamais l'identifier pré  
dans la galerie des stars  
Elle dit : « Notre  
née actrice, ne pouv  
Malgré les prix d'inter  
lette Nozières en 1980  
femmes en 1988 », mal



# ARTS • SPECTACLES

Le satellite  
télévision directe  
britannique

BSB prépare  
l'augmentation  
de capital

groupe Chargeurs de  
dame Seydoux et ses trois  
autres britanniques (les  
Pearson, Reed et Gra-  
unt) décidé d'augmenter le  
British Satellite Broad-  
(BSB). Le consortium de  
on par satellite, qui doit lan-  
q chaînes anglophones an  
ape, pourrait ainsi bénéficier  
ppert de 5 à 6 milliards de

te augmentation de capital à  
le devraient participer divers  
sements financiers complé-  
er quelque 4 milliards de  
déjà réunis par BSB.

is décision montre que les  
maires de BSB gardent une  
e confiance dans le projet  
é la concurrence de Sky Tele-  
a, les quatre chaînes de  
upert Murdoch qui arrosent  
le Royaume-Uni grâce au  
ite Astra. Le financement de  
a néanmoins dépassé les prévi-  
notamment à cause de la  
e du prix des programmes  
à la concurrence de M. Mur-

ste à résoudre le problème  
par le cinquième actionnaire,  
lan Bond, l'industriel austro-  
endetté au point de perdre son  
re, est incapable de suivre  
phéniques de capital. Sa por-  
tion de 36 % sera donc réduite  
soit.

lais, entre-temps, les parts de  
Bond pourraient être rachetées  
M. Robert Maxwell ou par le  
ipe britannique Carlton qui  
chent, tous deux, à entrer dans

J.-F. L.

nce Jules-Verne

promoteurs d'un projet à bou-  
t leur plan de financement et à  
uver un diffuseur.

L'agence, dont la création est  
ne des mesures adoptées en  
meal des ministres pour encoura-  
r le développement des émissions  
outiques à la télévision (le  
onde du 6 mai 1989), a déjà  
cordé des « aides au développe-  
nt » (pour un film sur Champol-  
a, par exemple), des aides à  
critique (pour un documentaire  
r l'âge du fer), des aides à la réa-  
tion (« Drôle de planète » ou  
core « Dis-moi pourquoi », une  
rie de courts sujets pour  
faits...).

Agence Jules-Verne : 13, ave-  
ne du Président-Wilson,  
5116 Paris. Tél. : 47-23-71-78.

20e

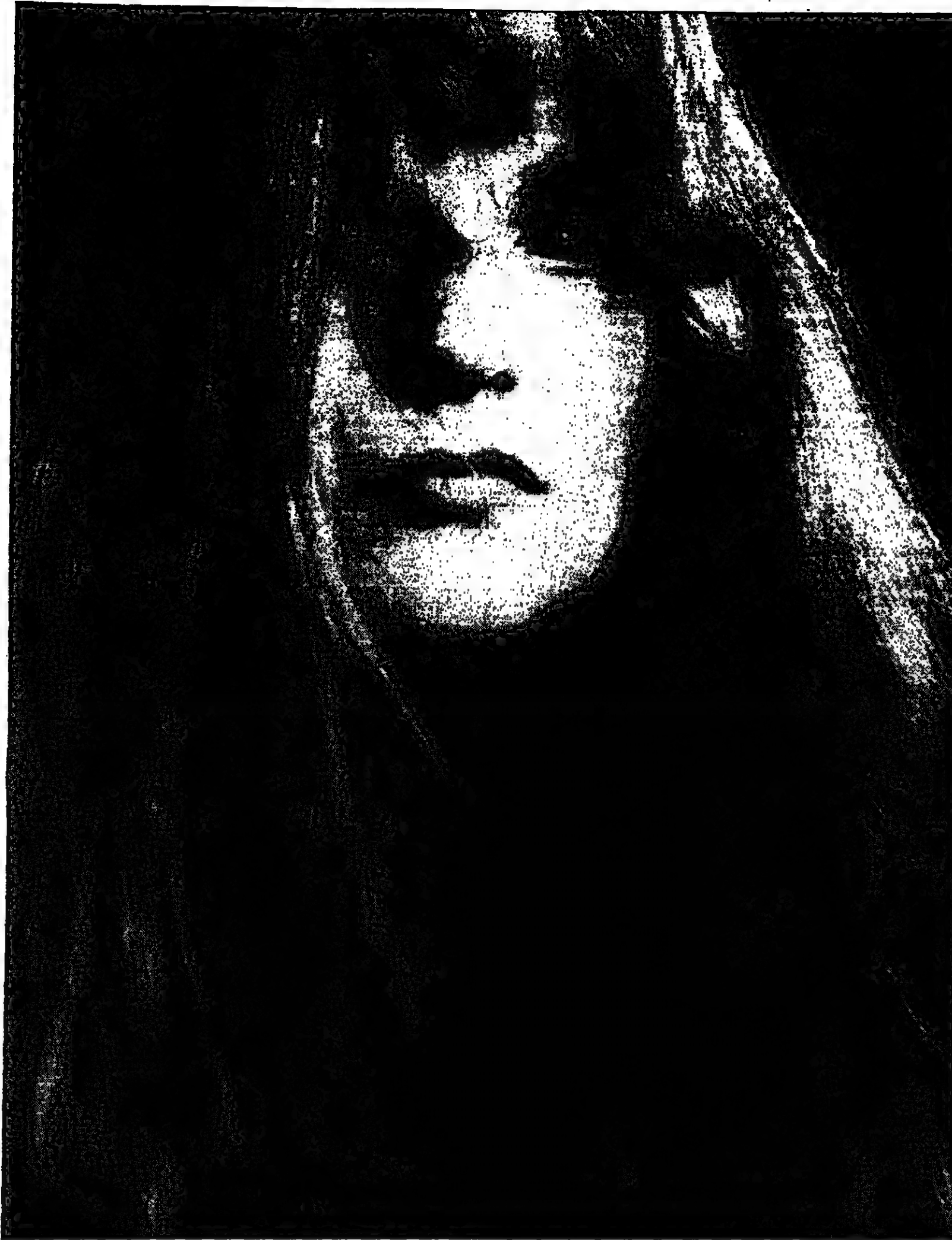
anadien Hollinger  
pital de « Diario 16 »

ully Telegraph et le Spectator en  
irande-Bretagne, ainsi que le  
usalem Post, Diario 16 avait eu  
sa discussions avec MM. Mur-  
och et Maxwell. Il avait finale-  
ment accepté une prise de partici-  
ation (10 %) de l'éditeur italien  
luciani, au niveau de sa société  
d'édition, Grupo 16, mais avait  
opposé le groupe de M. Hersant,  
l'heureux d'en détenir 30 %. La  
rise de participation du groupe de  
J. Black dans Diario 16 signifi-  
ait qu'il s'attaquait maintenant à  
l'Europe continentale.

artenariat  
t Michel Lafon

ine de Linda de Suza (1,2 million  
d'exemplaires). Après s'être asso-  
cié avec Claude Carrère en 1983  
au sein des éditions Carrère-Lafon,  
Michel Lafon est désormais unique  
propriétaire de l'intégralité du  
fonds éditorial Carrère-Lafon.

Cet accord, indique le commu-  
iqué, constitue pour la société de  
Michel Lafon, l'accès à la dimen-  
sion du Groupe Livre Hachette,  
impliquant dans trente-deux pays et  
publiant près de 150 millions de  
livres dans les trois langues les  
plus parlées du monde : français,  
anglais et espagnol.



JEAN-CHRISTIAN BOURCART

ISABELLE HUPPERT, ACTRICE

## La force masquée

Pendant longtemps, trop, dit-elle, Isabelle Huppert est restée la Dentellière. Puis on a ajouté quelques morceaux au puzzle : Violette Nozières, vivace et opaque, la Truite, cruelle et insaisissable, des garces, une courtisane, des victimes (mais pas de sainte). Pourtant, l'image d'Huppert est toujours restée mouvante, légèrement floue, sans qu'on puisse jamais l'identifier précisément, lui trouver sa place dans la galerie des stars françaises.

Elle dit (lire notre entretien pages 23 et 24) être née actrice, ne pouvoir connaître d'autre condition. Malgré les prix d'interprétation (à Cannes pour Violette Nozières en 1980, à Venise pour Une affaire de femmes en 1988), malgré une filmographie qui se lit

comme un Who's Who du cinéma contemporain, de Bertrand Blier à Jacques Doillon, en passant par Cimino, Godard ou Wajda, on sent à l'égard d'Isabelle Huppert, comme une vague exaspération. On lui en voudrait presque de son talent, de la force et de l'énergie qu'elle y consacre, de se soucier davantage de son travail et jamais de ses clients : pourquoi être belle, pourquoi jouer aussi bien, si c'est pour incarner les criminelles sordides, les avorteuses ?

En 1988, Isabelle Huppert a reparu. Pendant quatre ans, elle n'avait pas tourné en France, une absence qui avait encore un peu plus creusé la distance entre l'actrice et le public. Elle est revenue avec Une affaire

de femmes, de Claude Chabrol, le destin d'une faiseuse d'anges sous l'Occupation. On a retrouvé le visage lisse, presque transparent, qui laisse tout voir d'un personnage et, en plus, une vulnérabilité nouvelle qui serre la gorge. Dans la Vengeance d'une femme, de Jacques Doillon, qui sort le 10 janvier (lire la critique de Jacques Siclier page 22), elle reconnaît qu'elle « pousse le bouchon un peu loin ». Et pourtant, Isabelle Huppert-bourreau y est aussi émouvante que Béatrice Dalle-victime. Cécile, son personnage, est une sainte diabolique, au paroxysme d'une ambiguïté qui semble avoir été le seul repère sur le parcours d'une femme née actrice.

THOMAS SOTINEL

THÉÂTRE

Jean Vauthier  
écrit Shakespeare

27



Auteur baroque, proferateur lyrique de ses chagrins, de ses souffrances, Jean Vauthier retrouve sa ville de Bordeaux. Il a donné son nom à la nouvelle salle du Centre dramatique d'Aquitaine. Elles est inaugurée avec son adaptation de Roméo et Juliette, dans la mise en scène de Jean-Louis Thamin. « Une pièce libre, un western, avec de l'action, de l'amour et des morts », dit Jean Vauthier.

DANSE

La rentrée  
à petits pas

29



Bouvier retrouve Ohadja ; Daniel Larrien garde le goût du silence ; Sidonie Rochon se plaint qu'il y ait trop de carcasses ; Jean-Marc Mathos parle désormais aux oiseaux ; Odile Duboc sort de ses Insurrections (ci-dessus)... Les étoiles de la chorégraphie moderne poursuivent en France leurs recherches. Paris leur garde, du Théâtre de la Ville à celui de la Bastille, ses lieux de rendez-vous. Mais « Danse émoi », l'un des événements de la rentrée a lieu, par exemple, à Limoges.

ARTS

Achats d'Etat,  
état des achats

31



Depuis plus d'un siècle, un gros acheteur, le Fonds national d'art contemporain, accumule pour le compte de l'Etat - notre propre compte ? - les achats de travaux d'artistes vivants. Certains s'en vont enrichir les murs de mairies, préfectures ou tribunaux, d'autres les collections des musées importants. Quelle est la qualité de la vendange 89 ? La plupart des acquisitions sont avonables, d'autres moins.



## Guêpier pour deux abeilles

**Affrontement pour deux actrices, (Isabelle Huppert et Béatrice Dalle), la Vengeance d'une femme est un grand film mystérieux et tourmenté, illuminé par deux comédiennes émouvantes et terrifiantes. Jacques Doillon passe ici du drame psychologique à la tragédie. De cette métamorphose, le spectateur ne ressortira pas indemne.**

**L**A dernière fois que nous avons vu Jacques Doillon, c'était au soleil d'Ibiza pour un jeu de l'amour et du hasard entre deux adolescents (une fille et un garçon) et un adulte : lui-même. Le film s'appelait *La Fille de quinze ans*. C'était une chronique de l'adolescence et de la passion, peut-être pas vraiment sereine, mais apaisée, claire si l'on veut. Depuis, Jacques Doillon est rentré dans l'ombre.

Tapi derrière sa caméra, comme si s'être montré dans *La Fille de quinze ans* lui avait donné des idées de manipulation cinématographique, il a longuement et attentivement filmé deux femmes en présence, à peine entourées de quelques personnages secondaires. Deux femmes qui ne ressemblent ni à Jane Birkin ni à ces filles en fleurs, exigeantes et tourmentées, que l'on a connues chez lui depuis *La Pirate* et *La Tentation d'Isabelle*. Deux femmes dont l'une — suivez le titre, c'est le seul fil d'Ariane — va exercer une vengeance, mais laquelle, pourquoi et comment ?

Même si le générique précise que le scénario (écrit avec Jean-François Goyet, son compagnon de travail depuis cinq ans tout juste) est librement adapté de *L'Éternel mari*, de Dostoïevski, cette référence n'est pas suffisante pour que l'on puisse répondre à ces questions ou deviner, très vite, les réponses. La mise en scène seule déliera à la fin les nœuds d'une intrigue qui est en fait une énigme psychologique et morale.

La vérité alors révélée est si troublante et si cruelle que l'on se sent comme aspiré par les gouffres ténébreux de l'âme humaine. Le plus vertigineux des suspenseurs hitchcockiens sur le « crime parfait » n'a jamais conduit personne aussi loin que le fait ici Jacques Doillon au bout d'un peu plus de deux heures de fausses et vraies pistes enchevêtrées, de fausses et vraies confidences échangées, d'affrontements rarement violents mais comme joués sur des cordes de violon tendues pour donner des sons étranges, des félures de cristal, des grondements assourdis.

Si vous voulez savoir comment on peut tuer, sans tenir soi-même une arme, avec un pyjama d'homme en pilou, un bouquet de petites roses fanées et une photo encadrée posée, derrière d'autres objets, sur une cheminée, alors, regardez, écoutez.

Un jour, Suzy (Béatrice Dalle), qui ne peut plus supporter de vivre en province, décide de rentrer à Paris. Elle se fait conduire en voiture par une amie, Juliette (Laurence Cote), qu'on ne reverra plus et à laquelle elle confie qu'elle sent, dans sa gorge, la fève qu'elle avait volontairement avalée, enfant. Elle a besoin d'une épaule. A Paris, Suzy descend dans un hôtel où elle est déjà venue deux ans auparavant. Elle demande à la réception si M. Trousovski vient toujours dans ce lieu. On lui dit non. Dans la nuit, Suzy, étendue toute habillée sur le lit de la chambre, entend frapper à la porte. Elle y va, ouvre. Personne. Quelques instants plus tard, elle retourne vers la porte.

Une femme est debout dans l'entrée, blonde, les cheveux sur les épaules. Une apparition. « Tu me reconnais ? », demande-t-elle. « Oui, répond Suzy. Mais comment ça se fait que t'es là ? Je viens d'arriver. » Cécile (Isabelle Huppert) fait ainsi son entrée dans une atmosphère de mystère. A l'exemple de Suzy, elle est venue comme si elle avait été appelée. Entre ces deux femmes, la brune, plus jeune, la

blonde, plus mûre, mais plus belle et plus lisse, il y a eu un homme, André Trousovski, le mari de Cécile. Deux ans plus tôt, Suzy a vécu quelque temps avec le couple. Elle est partie brusquement. Et maintenant, Cécile lui apprend qu'André est mort. Suzy s'effondre. André était son amant. Apparemment, Cécile ne le sait pas, et c'est elle qui a besoin d'être consolée, aidée.

Scénariste et réalisateur, Jacques Doillon organise le hasard de cette rencontre décisive en faisant croire qu'il peut exister une « correspondance » entre certains êtres. C'est lui, bien sûr, qui a tout machiné, mais sa mise en scène brouille les cartes. Suzy ou Cécile pourraient aussi bien avoir arrangé leur rencontre. L'ambiguïté demeure sur ce point, comme elle marque tous les petits événements qui vont suivre. Deux chambres d'hôtel, un appartement inhabité dont on rouvre les portes et les fenêtres, un segment de route où eut lieu un accident, des coins de rue à Paris, les quais de la Seine, une promenade en bateau avec une « devinette africaine », le jour, la nuit, les heures qui passent, un jour, deux jours, trois...

Jacques Doillon promène ses personnages dans divers espaces, pour mieux les tenir enfermés, même en plein air, même aux moments de détente. Plans-séquences et gros plans sur les visages, dialogues abondants comme au théâtre ou, plutôt, comme dans certains films de Mankiewicz. Mais ici, le langage n'est pas une explication psychologique : les mots sont offensifs et défensifs, les masques de deux personnalités possédées chacune par un secret et une culpabilité dont on se demande si elles vont les échanger. On se demande encore si un autre homme, Stéphane (Jean-Louis Murat), n'est pas une sorte de réincarnation d'André, le disparu dont on ne connaît même pas l'image physique.

Il y a chez Doillon un art prodigieux pour vous mettre en état non pas de curiosité, mais d'attente de plus

en plus angoissée, comme si, au-delà de ce duel de femmes dont les forces et la perversité semblent égales — avec des moyens et des tempéraments différents — votre propre vie en dépendait. Sans vers la fin, lorsque soudain l'un des masques craque sous la poussée d'un flot d'injures, une rage de frapper.

L'affrontement ne ressortit plus alors au psychodrame passionnel longtemps cher au cinéaste. Il est tragédie, avec des larmes de poignards pointant sous les paroles, un arrachement des sentiments profonds, un combat de l'amour et de la haine, de la colère et de la souffrance, dans lequel l'ambiguïté gagne même les rapports intimes de Cécile et de Suzy, hées l'une à l'autre comme des sœurs siamoises dans quelques très beaux plans — des plans sublimes — où elles sont assises côte à côte, corps rapprochés et profils opposés, être à deux lèzes.

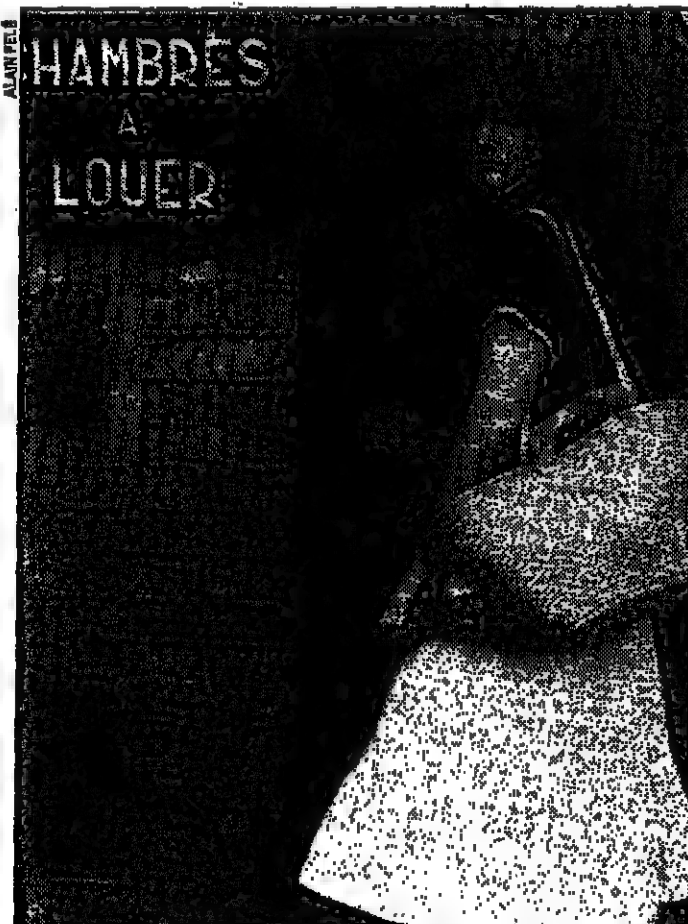
On savait qu'Isabelle Huppert a autant d'instinct que de métier. Et pourtant, la voilà une fois de plus différente, comme neuve, dans ses paroles qui coulent comme miel et poison mêlés, ses gestes d'intellectuelle trempée comme une lame d'épée mais capable de se montrer femme-objet fragile. Isabelle la taciturne est loin. Celle-ci connaît à fond la dialectique et brode des phrases terribles ou insidieuses. A Béatrice Dalle, qui n'a pas été gâtée depuis *37° 2 le matin* et qui est surtout une nature, Doillon donne du métier, tout en lui conservant cet aspect brut, un peu primaire, de la fille qui ne se prend pas pour une actrice. Ici, Béatrice Dalle est une « bouche d'ombre » d'où naît un personnage inhabituel qu'elle semble enfanter en parlant. Cela émeut et cela fait peur. Cette direction d'actrices a quelque chose de diabolique. C'est tellement extraordinaire qu'on n'est plus fasciné, mais hypnotisé. On ne sort pas indemne de ce grand film-là.

JACQUES SICLIER

\* Voir la liste des salles page 25.

## Ange ou démon ?

« La seule image qu'on ait de vous, ce sont vos films... » Pour prendre au mot Isabelle Huppert, voici vingt années de son travail d'actrice résumées en neuf clichés. Neuf facettes de sa personnalité.



« C'est mon premier grand rôle, ça c'est un peu un cliché. Mais ce n'était pas seulement le rôle qui était grand, mais — pour moi — ma rencontre avec le personnage. » *La Dentellière*, de Claude Goretta, 1977.

« Il y avait Patrick Dewaere. Je ne suis restée que huit jours. J'étais très timide. Ce qui ne m'a pas empêchée de faire la scène dans laquelle je giffe mes parents dans la rivière. » *Les Valseuses*, de Bertrand Blier, 1970. Ici avec Mimi-Mimi et Gérard Depardieu.

« A l'époque, je disais, c'est la dentellière qui sort de l'hôpital pour tuer son père et sa mère. C'est aussi ma première rencontre avec Chabrol, une période de grâce. » *Violette Nozière*, de Claude Chabrol, 1978.



DANS

Le person... dans la v... est le secr... d'Isabelle... (après L... de Claude... depuis sa... à la suite... de quatre... Elle fut un... machiavé... Pas vrai... on fait les... mais la pr... d'un talent

« Qu'est-ce que... geance d'une f...

« J'avais t... lon, de toute l... développé, tr... mot. Et j'ai va... arrivée tout au... de écrits, ils l'

« Et vous a...

« Un petit... rio et du perso... assez soucieux... des personnage... le machiavélis... vrai que le film... d'une femme... dans de tendre... fallait pas trop... une dimension... arrive, on ne sa... C'était intérie... l'accomplisseme... de Cécile des... parce qu'elle es...

« J'ai pass... car ens... avec lui... ce qu'il m... qu'en vo...

« Une vraie co... actrice, j'aime j... sur son contrai... la poésie du fi... faisant rire, o... nœuds, de Josie... Josiane Ba...



# CINÉMA

DANS « LA VENGEANCE D'UNE FEMME », DE JACQUES DOILLON

## Quand l'actrice paraît, apparaît, disparaît

Le personnage de Cécile dans *La Vengeance d'une femme* est le second grand rôle d'Isabelle Huppert (après *Une affaire de femmes*, de Claude Chabrol) depuis sa rentrée en France à la suite d'une absence de quatre ans. Elle fut une faulxuse d'ange, elle est une femme machiavélique et douloureuse. Pas vraiment l'étoffe dont on fait les héroïnes populaires, mais la preuve sans cesse renouvelée d'un talent hors du commun.

— « Qu'est-ce qui vous a décidée à tourner *La Vengeance d'une femme* ? »

— J'avais toujours eu envie de tourner avec Doillon, de toute façon. Il m'a présenté un synopsis assez développé, très explicatif, pas au sens péjoratif du mot. Et j'ai vu que c'était vraiment intéressant. Je suis arrivée tout au début de l'écriture. Quand les rôles ont été écrits, ils l'ont été pour Béatrice Dalle et moi.

— Et vous avez suivi ce processus d'écriture ?

— Un petit peu, oui. J'ai beaucoup parlé du scénario et du personnage avec Doillon et Goyet. On était assez soucieux de ne pas tomber dans une caricature des personnages, en particulier du mien. Il fallait que le machiavélisme de Cécile soit un peu subtil. C'est vrai que le film est violent — il s'appelle *La Vengeance d'une femme*. Mais il y a des attirances, presque des étiens de tendresse entre les personnages. Aussi, il ne fallait pas trop en savoir dès le début. En plus, il y a une dimension un peu ésotérique. Quand Cécile arrive, on ne sait pas très bien pourquoi ni comment. C'était intéressant de maintenir ce mystère. Dans l'accomplissement de cette vengeance, il y a de la part de Cécile des détours. Est-ce par machiavélisme ou parce qu'elle est entraînée par son plan vers des zones

qu'elle-même ne soupçonnait pas ? C'est inéluctable, et dans cet inéluctable il y a presque une part d'innocence.

— Votre rôle dans *La Vengeance d'une femme* est presque celui d'un metteur en scène, de quelqu'un qui modèle la vie des autres. Sur le tournage, comment avez-vous travaillé avec Béatrice Dalle et Jean-Louis Mourié ?

— J'ai beaucoup aimé la façon dont le film s'est déroulé. Contrairement à ce qu'on pourrait penser en le voyant, il n'y a en aucune situation de psychodrame. C'est grâce à l'intelligence de Doillon. Il y a eu simplement un travail très artisanal sur le texte : l'apprendre par cœur, le dire, le répéter. C'était la première fois que j'abordais un texte de cette épaisseur au cinéma. Et Doillon a une manière très particulière de tourner avec de longs plans-séquences, donc si c'était difficile pour les autres, c'était difficile pour moi. Mais jamais de manipulations médiocres et mesquines. Une manipulation certainement, mais à un plus haut niveau. Et c'est vrai que c'est une sorte de corré, il y a une mise à mort dans laquelle j'étais l'œil du metteur en scène. Je n'étais jamais regardée, c'est moi qui regardais.

— Une relation ambiguë et très forte se développe entre Suzy et Cécile. Et comment cela s'est-il passé entre les comédiennes ?

— Encore une fois, je serais tentée de dire qu'il y avait une obsession du travail, du texte. On s'est très bien entendues pendant le film, mais nous étions très concentrées sur l'apprentissage du texte. Je crois que c'est ça qui a déterminé notre relation. Nous avons réagi chacune à notre façon : il y a peut-être eu plus de résistance de la part de Béatrice et plus de plaisir de ma part. Mais nos personnages le voulaient. Dans le jeu, il y avait une vérité, une intensité, une grande évidence et par ailleurs une relation très simple entre nous, très courtoise, très gentille. Apparemment.

— Vous souciez-vous de l'image d'Isabelle Huppert actrice ou uniquement de vos personnages ? Une

affaire de femmes et *La Vengeance* sont deux rôles qui, a priori, ne forcent pas la sympathie.

— Si ça suscite des réactions d'antipathie, je trouve ça plutôt rigolo. De toute façon, une image est la perception que les autres, le public et les médias, ont de vous. Mais je peux avoir une perception de cette perception. J'ai l'impression d'abord qu'elle est assez floue, et, si elle s'est dessinée plus nettement à certains moments, elle n'a jamais été très angélique.

— Ces deux films viennent peut-être renforcer cette image. C'est vrai que celui-là pousse le bouchon un peu loin. Pour *Une affaire de femmes*, il y avait un conditionnement social qui faisait que ce personnage était comme il était. Alors que celui-là est costaud. Mais quand même, c'est un film. Ma mission est de faire croire que c'est vrai. Evidemment, c'est peut-être tellement vrai qu'on croit que ça l'est. Mais ce n'est pas de ma faute si je l'ai joué comme ça.

— Une actrice comme Bette Davis a joué beaucoup de méchantes sans garder la part d'explicable qu'il y a chez vous et qui peut-être déroute encore plus.

— Non, ce n'est pas moins expliqué. C'est même plus justifié, j'exprime constamment des sentiments noirs qui sont les corollaires de sentiments blancs. Dans les films de l'époque de Bette Davis, c'était noir ou blanc. Ça faisait moins peur parce qu'elle était repérable en tant que méchante, alors que je suis moins identifiable.

— A une époque, vous récusiez la direction d'acteur, les indications sur les motivations du personnage.

— Oui, mais c'était un peu naïf d'assimiler la direction d'acteur à des indications aussi primaires. A un moment, j'ai peut-être pensé que c'était ça la direction d'acteur et je l'ai récusée. Cela devait reposer sur un manque de confiance en moi, ou sur un orgueil imbécile de première de la classe. J'avais aussi l'impression que les metteurs en scène me prenaient un peu trop comme j'étais. Peut-être parce que je leur avais été présentée comme une personnalité assez dessinée et un peu compacte qu'ils n'essayaient pas de changer.

— Pendant longtemps, j'ai privilégié le non-dit entre le metteur en scène et l'actrice. Il y a des metteurs en scène avec qui ça marche encore. Claude Chabrol, par exemple : il me dirige, mais c'est une direction qui est presque invisible. Doillon m'a vraiment dirigée, avec des mots, d'une façon presque musicale, presque comme un chef d'orchestre : des points d'orgue, des silences, des accélérations, des monnes vocales, des descentes. Il me semble que les accents de *La Vengeance d'une femme* ont toujours été là. Si on avait pu les identifier et les faire sortir dans d'autres films, ça aurait été mieux.

— Êtes-vous allée chercher en dehors du texte des éléments pour construire votre personnage ?

— du tout. Pour ce film-là, justement, je ne me suis jamais consciemment identifiée à ce personnage. J'ai tourné ça comme ça, ça ne m'a pas du tout atteinte. Depuis un moment, je ne tombe plus dans les pièges un peu grossiers de l'identification. Ça ne m'est jamais tellement arrivé, mais enfin quand même, il y a des rôles dans lesquels on tombe, qu'on le veuille ou non.

— Dans lesquels êtes-vous « tombée » ?

— *La Dame aux camélias*, les rôles qui touchent à la maladie... Mais avec ce dernier personnage, pas une minute. Un peu comme pour *Une affaire de femmes*. Paradoxalement, ce sont des rôles pour lesquels j'utilise énormément de moi. Pourtant, je demeure totalement de marbre, intacte, c'est bizarre.

— Vous n'avez pas tourné en France pendant quatre ans, jusqu'à *Une affaire de femmes*.

— J'ai tourné un film américain et un film australien, que l'on n'a pas beaucoup vus en France. Du coup, j'étais vraiment absente. Dans le deuxième, j'interprétais une aveugle. C'est peut-être pour ça que personne ne l'a jamais vu ! Bon, ce film m'a ouvert les

ABELLE HUPPERT

comme si, au-delà de ce duel de forces et la perversité semblent se vie en dépendait. Sauf vers la fin des masques craque sous la rancune, une rage de frapper.

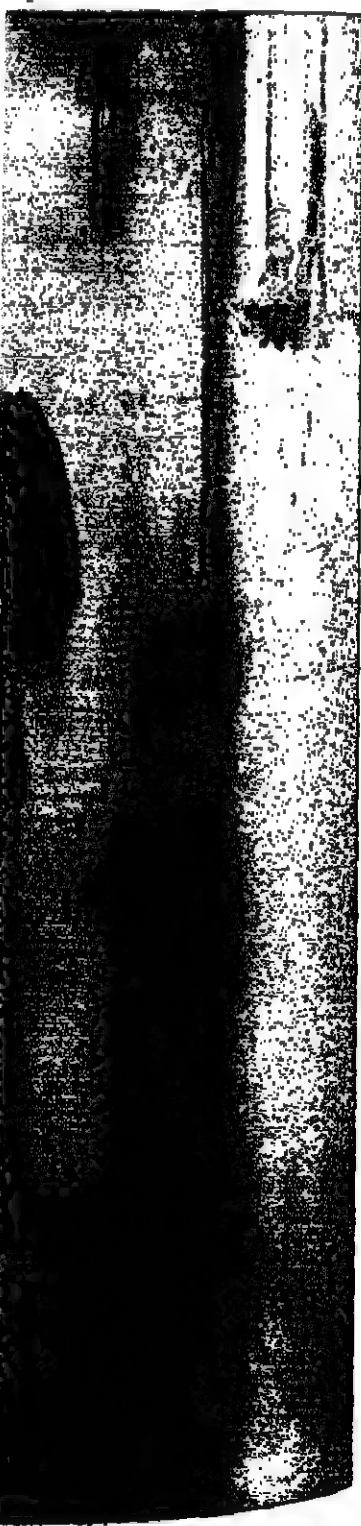
ne ressortit plus alors au psychologique cher au cinéaste. Il est l'homme de poignards pointant sous achement des sentiments profonds, qui et de la haine, de la colère et de lequel l'ambiguïté gagne même les le Cécile et de Suzy, liées l'une à sœurs siamoises dans quelques très es plus sublimes — où elles sont des, corps rapprochés et profilés.

Isabelle Huppert a autant d'instinct, pourtant, la voilà une fois de plus : s'enivre, dans ses paroles qui coulent son miel, ses gestes d'intellectuelle une lame d'épée mais capable de se bjet fragile. Isabelle la tacticienne es ait à fond la dialectique et brode des ou insidieuses. A Béatrice Dalle, qui depuis 37° 2 le matin et qui est su- Doillon donne du métier, tout en lui pect brut, un peu primaire, de la fille pas pour une actrice. Ici, Béatrice ouche d'ombre » d'où naît un person- qu'elle semble enfanter en parlan- cela fait peur. Cette direction ique chose de diabolique. C'est telle- sure qu'on n'est plus fasciné, mais : sort pas indienne de ce grand film-là.

JACQUES SICLIER

des salles page 25.

c'est la dentellière qui sort son père et sa mère. C'est contre avec Chabrol, une lolette Nozière, de Claude rol, 1978.



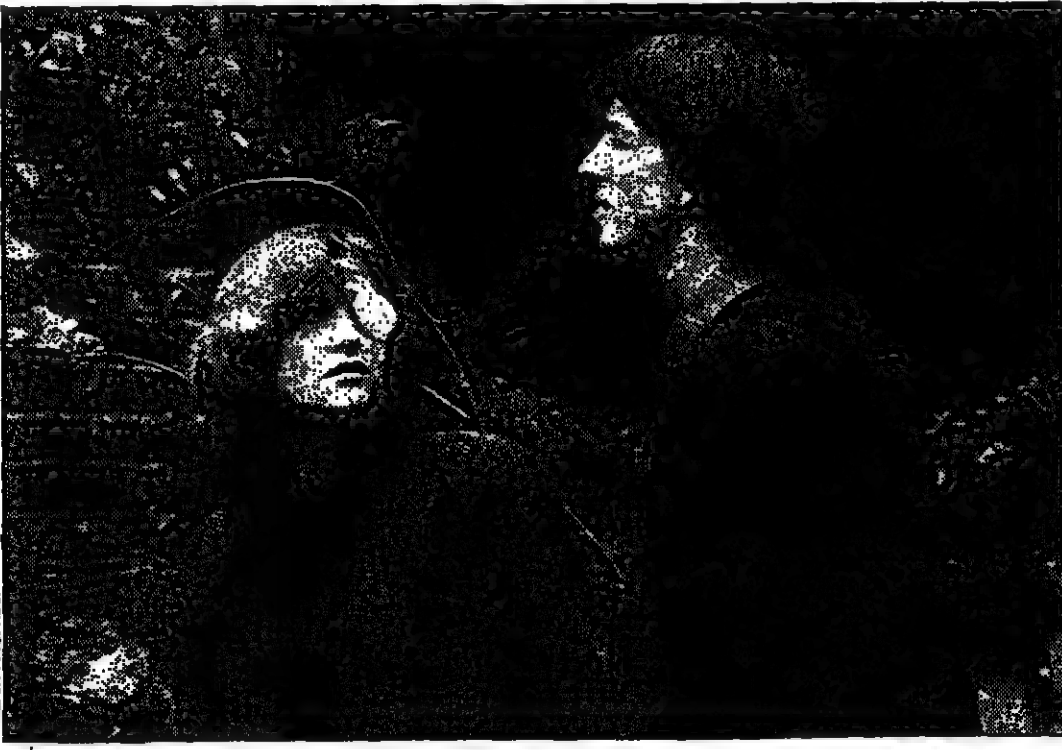
« J'ai passé un long moment avec Godard, car ensuite il y a eu *Passion*. J'étais bien avec lui. Je ne comprenais pas forcément ce qu'il me faisait faire. Je ne comprenais qu'en voyant le film. » *Sauve qui peut*, la vie, de Jean-Luc Godard, 1980.

« Une vraie comédie, une facétie. Je suis actrice, j'aime jouer sur la grande vérité et sur son contraire, la facétie. J'ai aussi la poésie du film, sa noirceur. Et puis on faisant rire, on rit soi-même. » *Sac de noude*, de Josiane Balasko, 1984. Ici avec Josiane Balasko et Farid Chopel.



COL CHRISTOPHE

« Quand on joue un rôle d'aveugle, personne ne vous voit. Mais ça m'a ouvert les yeux. J'avais rencontré Paul Cox quand j'étais juré à Cannes en 1984, il présentait *L'Homme aux fleurs* dans une section parallèle. Il m'avait beaucoup aimé dans la *Dentellière*. » *Cactus*, de Paul Cox, 1986. Ici, avec Robert Menzies.









# CINÉMA

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

### Est a bowl of tea

de Wayne Wang, avec Victor Wong, Lee Sau Kee, Yuen Yat Fai, Lau Siu Ming, Russell Wong, Hui Fun. Américain (1 h 42).

L'action se passe à la fin des années 40 dans le quartier chinois de New-York, mais pas chez les gangsters, chez de braves immigrants. Ils font venir leurs enfants dans l'idée de les marier. Soudainement, le jeune époux, accablé de travail et de soucis, devient impuissant et sa femme se consola ailleurs. Tranches de vie et humour tranquille.

VO : Gaumont Opéra, 2° (47-42-80-33) ; Ciné Bourse, handicapé, 3° (42-71-82-38) ; U.G.C. Danton, 10° (42-28-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapé, 11° (42-57-80-51) ; 14 Juliette Bastille, 11° (42-57-80-51) ; Sept Parapentes, 14° (43-23-52-50) ; 14 Juliette Bastille, 11° (42-57-80-51) ; U.G.C. Molière, 17° (47-48-08-08) ; VF : Rex, 2° (42-38-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 10° (45-74-84-84) ; Parapentes Opéra, 10° (47-42-58-51) ; Les Nations, 12° (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13° (43-38-23-44) ; Molière, 14° (46-39-82-43) ; UGC Convention, 15° (48-74-82-40) ; Pathé Wexler, 19° (45-22-48-01).

### Mon vingtième siècle

d'Idiko Enyedi, avec Dorothea Sagda, Oleg Janikovski, Gabor Matfi, Peter Andorai, Pasha Menkar, Hongrois, noir et blanc (1 h 46).

Voir notre photo légendée.

VO : Forum Orient Express, handicapé, 1° (42-33-42-38) ; Parthénos, handicapé, 1° (43-34-15-04) ; La Bastille, 11° (42-07-48-40).

### Ouvrages

de Brian de Palma, avec Michael J. Fox.

Sean Penn, Don Harvey, John C. Reilly, John Leguizamo, Terry Thill. Américain (1 h 53).

Encore un film sur l'aspect « sale guerre » de la guerre du Viet-Nam. On commente un héros peut se révéler tueur. On commente un jeune soldat va combattre celui qui lui a sauvé la vie. L'intrigue est tirée d'une histoire vraie.

VO : Ciné Bourse, handicapé, 3° (42-71-82-38) ; U.G.C. Danton, 10° (42-28-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapé, 11° (42-57-80-51) ; 14 Juliette Bastille, 11° (42-57-80-51) ; Sept Parapentes, 14° (43-23-52-50) ; 14 Juliette Bastille, 11° (42-57-80-51) ; U.G.C. Molière, 17° (47-48-08-08) ; VF : Rex, 2° (42-38-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 10° (45-74-84-84) ; Parapentes Opéra, 10° (47-42-58-51) ; Les Nations, 12° (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13° (43-38-23-44) ; Molière, 14° (46-39-82-43) ; UGC Convention, 15° (48-74-82-40) ; Pathé Wexler, 19° (45-22-48-01).

### Sea of love

de Harold Becker, avec Al Pacino, Ellen Barkin, John Goodman, Michael Rooker, William Hurt, Richard Jordan. Américain (1 h 58).

Al Pacino revient au cinéma après quatre années d'absence, dans le rôle d'un fils au bord de la retraite, un solitaire qui pleure après une ex-femme et tombe fou.



amoureux d'Ellen Barkin, principale suspecte d'une série de crimes. Les méchants seront punis et les amoureux récompensés.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12) ; 14 Juliette Odéon, 10° (42-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 10° (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 10° (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 10° (45-83-16-16) ; 14 Juliette Bastille, handicapé, 11° (43-57-90-51) ; Gaumont Parapentes, 14° (43-35-30-40) ; 14 Juliette Bastille, 11° (42-57-80-51) ; U.G.C. Gobelins, 13° (43-38-23-44) ; Gaumont Aléa, 14° (43-27-84-50) ; Gaumont Rex, handicapé, 2° (42-38-83-83) ; Bivergine, 19° (46-33-47-77).

Convention, 18° (48-28-42-27) ; Pathé Wexler II (les images), handicapé, 18° (48-22-47-84) ; La Gambetta, THX, 20° (48-38-10-88).

### Train of dreams

de John H. Smith, avec Jason Robart, Fred Ward, Marcelle Santa-Marie. Canadien (1 h 30).

Rencontre entre un éducateur et un jeune délinquant qui veut s'en sortir. Description objective des personnages, de leur milieu, de leur environnement, comme avant la faire les Anglo-Saxons : sans rhétorique ni pathétique.

VO : Les Trois Luxembourgs, 8° (46-33-47-77).

### La Vengeance d'une femme

de Jacques Dolien, avec Isabelle Huppert, Béatrice Dalle, Jean-Louis Mitterrand, Laurence Cote.

Albert Lapierre, Sébastien Rocher. Français (2 h 13).

Lire nos articles pages 22 à 24.

Forum Horizon, handicapé, 1° (45-08-67-67) ; Pathé Impérial, handicapé, 2° (47-42-72-52) ; Pathé Haute-

Le noir et blanc, les changements de séquences avec fermes à l'iris, comme au temps du muet. L'histoire de « Mon vingtième siècle », réalisé par Idiko Enyedi, commence à l'arrivée de la tée électrique et, à travers la vie de sœurs jumelles, bouscule joyeusement les mythes de notre vingtième siècle, qui n'est pas ce qu'il aurait pu être.

Convention, 18° (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18° (48-22-48-01).

### Why Me

de Gene Quintano, avec Christopher Lambert, Kim Cattrall, Christopher Lloyd, J. T. Walsh, Michael J. Pollard. Américain (1 h 30).

Christophe Lambert cherche à sortir de ses rôles tourmentés. Le voici escroq sympathiquement maladroit dans un polski-poursuite - une histoire de bijoux volés que les voleurs croient faux. Gags, rythme et bouffonnerie.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1° (45-08-67-67) ; UGC Odéon, 8° (42-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40) ; Sept Parapentes, 14° (43-23-52-50).

VF : Rex, 2° (42-38-83-83) ; George V, 11° (45-08-67-67) ; Saint-Lazare-Passager, handicapé, 1° (43-35-43-43) ; Pathé Française, 9° (47-70-33-33) ; UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13° (43-31-60-74) ; Molière, handicapé, 14° (46-39-82-43) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18° (48-22-48-01) ; La Gambetta, 20° (48-38-10-88).

# IMAGINA

FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO

6,7,8 FEVRIER 1990

Organisé par : L'Institut National de l'Audiovisuel, Festival International de Télévision de MONTE-CARLO

*Les images en liberté*

### L'EXPOSITION

UNE GRANDE PREMIERE : LE « SALON MARCHÉ » A DIMENSION EUROPÉENNE Réunis dans une même exposition, les constructeurs et distributeurs de matériel et de logiciels et les prestataires

d'images vidéo sont invités à venir faire auprès des nombreux professionnels et décideurs européens de l'image. Un véritable carrefour pour les constructeurs de matériel, la production audio-visuelle et communication d'entreprise - un rendez-vous très attendu.

### LES CONFÉRENCES

IMAGINA 90 propose six sessions de conférences, six approches possibles d'une discipline qui élargit sans cesse ses domaines de recherche. Leur choix sera très libre avec l'assistance des constructeurs et distributeurs de matériel et de logiciels et les prestataires

LES TABLES RONDES PROFESSIONNELLES IMAGINA 90 organise une série de tables rondes. Ces tables rondes, d'une demi-journée, permettront d'aborder des thèmes précis comme la publicité, l'architecture, les programmes européens, la communication d'entreprise...

### LES PRIX PEXEL-INA

Comme tous les ans, le public d'IMAGINA choisira de cette fois PEXEL-INA les meilleures réalisations techniques des images audiovisuelles. Un jury récompensera également de nouveaux talents grâce à une bourse attribuée par la Société RICARD à de jeunes créateurs européens.

A RETOURNER A : IMAGINA MONTE-CARLO BP 300 MC 98000 MONACO CEDEX

Je souhaite recevoir : ☐ 1 dossier Exposition ☐ 1 dossier Pexel-INA

☐ Le programme des conférences ☐ 1 dossier Prix Pexel

NOM : \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

TEL : \_\_\_\_\_

TELEX : \_\_\_\_\_ FAX : \_\_\_\_\_

# НЕДЕЛЯ СОВЕТСКОГО КИНО\*

(\*SEMAINE DU CINÉMA SOVIÉTIQUE)

Présents en UR.S.S. l'été dernier, les Cahiers du Cinéma ont fait moisson de 23 films inédits dont la programmation a lieu du 10 au 14 janvier à l'Auditorium du Louvre. Des films qui ressassent le passé stalinien, souvent au présent et sondent l'avenir sur le mode de la parabole. Tous les détails de la programmation au : 40.20.52.99. Autre écho du voyage en UR.S.S., la sortie du numéro Spécial UR.S.S., en kiosque le 10 janvier. Périple dans les principaux lieux du cinéma. Réflexions autour de la censure, des moyens, des thèmes et des genres.

Manifestation organisée par les Cahiers du Cinéma avec le soutien du Ministère des Affaires Étrangères-Secrétariat d'État aux Relations Culturelles Internationales, du Centre National de la Cinématographie, de Sovexport Film, du Goskino et de l'Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE).



Moscou : Les anciens racontent, les jeunes tourment. Léninegrad : La ville des artistes dont Alexei Guerman livre les clefs.

Riga : A la pointe de la Glasnost, l'aventure des documentaristes franc-tireurs. Transcaucasie : Travelling sur les cinémas des Républiques.

irs de  
s trois  
s (les  
4 Gra-  
nter le  
Broad-  
ium de  
foit lan-  
mes au  
néficiers  
ards de

apital à  
divers  
complé-  
ards de

que les  
ent une  
projet  
ky Tele-  
mes de  
arissent  
rice au  
ment de  
ca prévi-  
e de la  
gramme  
M. Mur-

problème  
lonnaire,  
il austre-  
sire son  
e suivre  
Sa parti-  
s réduite

parts de  
rachetées  
du par le  
lton qui  
trer dans

J.-F. L.

### NE

let à bou-  
ment et à

lation est  
ptées en  
r encoura-  
missions  
vision (le  
) a déjà  
développe-  
Champol-  
s aides à  
umentaire  
s à la réa-  
nète ou  
noi, une  
sis pour

13, ave-  
Wilson.  
3-71-78.

### ger

io 16

pectator en  
si que le  
16 avait eu  
d.M. Mur-  
vait finale-  
de partici-  
leur italien  
sa société  
nais avait  
A. Hensent,  
30 €. La  
groupe de  
16 signifie  
intenant à

(1,2 million  
s'être asso-  
ré en 1983  
rière-Lafon,  
rière unique  
égralité du  
Lafon.  
e le commu-  
a société de  
la dimen-  
e Hachette,  
eux pays et  
millions de  
langues les  
e : français.











## THÉÂTRE

## Et moi... et moi !

de Marie Pacôme, mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Marie Pacôme, Marie-France Mignot, François Pacôme, Emmanuelle Bataille et Riri Thémisberger.

Soyons surs que Marie Pacôme aura retenus les leçons de la critique parfois dure de son spectacle précédent, *les Seins de Lola*. Qui aime bien... et on aime beaucoup cette femme d'énergie, de savoir et de rire, qui joue superbement la comédie et l'écrit aussi. C'est rare et c'est bien.

Saint-Georges, 61, rue Saint-Georges, 9°. A partir du 16 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-51-06-43. De 100 F à 200 F.

## Ivanov, Platonov, Les Trois Sœurs

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Jean-Claude Fall, avec Laurent Arant, Claire Aveline, Jean-Pierre Becker, Angèle Bourgeois, P. Castagna, Nathalie Corda, Jean-Louis Coullet, Jean-Marc Edler, Malik Farouci et Jacques Gabekus.

Le directeur du TGP s'attaque à Tchekhov au travers de ses quatre pièces les plus considérables qu'il conjugue deux à deux : *Oncle Vanja* et *les Trois Sœurs* d'une part, *Ivanov* et *Platonov* d'autre part. La promenade s'annonce belle en compagnie d'un metteur en scène qui compte parmi les plus fins lecteurs et les plus éloges artisans du théâtre.

Théâtre Gérard-Philips, 58, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. A partir du 16 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 heures, dimanche à 14 heures et 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 80 F à 100 F.

## Kiki l'Indien

de Joël Jouanneau, mise en scène de Michel Raskine, avec Judith Guittier, Marif Guittier, Christian Ruché, Delphine Ruché, Roméo Duvivier et Yohann Pottier en alternance.

Voir notre photo légendée.

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. A partir du 12 janvier. Les vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 46-95-43-43. De 100 F à 130 F.

## Le Marin

de Fernando Pessoa, mise en scène de Claude Merin, avec Claude Bouchard, Paula de Oliveira et Michelle Sprea.

L'autre Pessoa de cette rentrée de janvier par un fou de théâtre, Claude Merin, qui s'installe à la Maison internationale du théâtre pour cette quête poétique du mystère de l'homme.

Théâtre Raymond-Bernat, av. Franklin-Roosevelt, 8°. A partir du 10 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-78-76-00. De 120 F à 200 F.

## La Mort du prince

de Fernando Pessoa, mise en scène de Luis Miguel Cintra, avec Maria da Medeiros et Luis Miguel Cintra.

Il faut aller découvrir, pour ceux qui ne le connaissent pas, le comédien et metteur en scène Luis Miguel Cintra. Il a quarante ans et défend depuis le début des années 70 le meilleur du théâtre de création au Portugal. Il a choisi pour ce passage à Paris Pessoa, que les éditions Bourgeois nous ont récemment permis d'apprécier à sa juste place, celle d'un poète et philosophe important du siècle. Il est servi aussi par l'excellente captivante Maria Medeiros.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11°. A partir du 16 janvier. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

## Music-hall

de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de l'auteur, avec Hélène Sergère, Olivier Aichard et François Berroux.

Prêt pour la revue en compagnie d'Hélène Sergère et de ses boys venus du Jura aux côtés de Jean-Luc Lagarce, auteur et metteur en scène, qui a trouvé à Besançon, sous le toit de la Compagnie de la Roulotte, un toit amical et l'occasion d'un travail soigné et constant.

Jardin d'hiver, cité Véro, 94, boulevard de Clichy, 10°. A partir du 16 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-62-59-48. Durée : 1 h 30. 70 F et 90 F.

## Prométhée enchaîné

d'Eschyle, mise en scène d'Adel Hakin, avec Gérard Abela, Eric Roy, Robert Bouvier, Jean-Claude Châtelet, Véronique Ballegarde.

Pen de gens connaissait l'auteur de cette œuvre contemporaine. Il s'agit de l'actuelle secrétaire générale



BRIGITTE ENGERAND

Ferdinand Reinhold, Géraldine Schreiner, Jean-Pierre Locoreux, Elisabeth Chailion, et Antoine Baudier.

«Recreation» d'un spectacle mis en scène une première fois l'an passé à Créteil par un jeune homme qui s'était taillé un beau succès en portant *Alexandre le Grand*, de Racine, à la scène. Sa compagne d'ailleurs, Elisabeth Chailion, l'a laissé cette fois-ci se débrouiller et s'est contentée de rejoindre la troupe des interprètes, où l'on retrouve Jean-Quentin Châtelet, échappé du *Bourgeois*, de Jonasson.

Pen de gens connaissait l'auteur de cette œuvre contemporaine. Il s'agit de l'actuelle secrétaire générale

de FONDA, un organisme officiel qui veille à la bonne santé du théâtre d'art. Elle nous propose sa seconde pièce dans la mise en scène d'une professionnelle chevronnée où l'on retrouve avec plaisir Françoise Bette.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 12 janvier. Les mardis, samedis et samedis à 18 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-28-36-38. De 40 F à 90 F.

Un goût de pierre dans la bouche de Françoise de Chazet, mise en scène de Laurence Fauriol, avec Françoise Bette et Yves Nadot.

Pen de gens connaissait l'auteur de cette œuvre contemporaine. Il s'agit de l'actuelle secrétaire générale

de Patrick Collet, avec Madeleine Assini, Angélique Cheval, Hugues Clary, Yves Comblat, Catherine Desvieux et Yves Arnaud.

On n'en finit pas de découvrir l'écrivain suédois Stig Dagerman, maudit, mort d'un suicide à l'âge de 31 ans en 1954. Quelques choses qui nous font souvenir de Bachelard, mais évidemment encore plus proche de nous. Comme ce *Jeu de la vérité*, adapté de *L'Enfant brûlé*, une œuvre sombre, son troisième roman.

Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau, 24, av. Marc-Sangnier, 14°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-45-45-77. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F.

## SÉLECTION PARIS

Les Escaliers du Sacré-Cœur

de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Facundo Bo, Wally Chetout, Sam Dhem, Larry Hager, Chloé Jovet, Nathalie Kienner, Maril Marin, Alain Salomon, Stéphane Schwartzbrod et Zobeïde.

Alfredo Arias commence l'année nouvelle avec l'un de

ses compatriotes, Copi, et une pièce inédite, *les Escaliers du Sacré-Cœur*. Sultrées histoires d'amour extroverties d'amour et de mort entre marginaux de tout poil. Super-Copi, donc.

Théâtre d'Anbarvilliers Groupe TSE, 2, rue Edouard-Hauman, 98000 Anbarvilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 h 30. Tél. : 46-34-67-67. Durée : 2 heures. De 90 F à 120 F.

## Ismène

de Yannis Rissos, mise en scène de Joséphine Dorema, avec Odile Comte et Thierry Kazzian.

Nouvelle production de notre petit théâtre fêché sur la rive gauche, fêché parce qu'on y est bien et que l'on nous y propose des spectacles systématiquement intéressants. Il faudra le vérifier une nouvelle fois avec cette pièce à deux voix de Yannis Rissos, le poète grec bété des Dieux, mise en scène par une camarade d'Ariane Mnouchkine. Amateurs, à vos tablettes !

Théâtre 13, 24, rue David, 13°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-82-16-30. 70 F et 100 F.

## Je me souviens

de Georges Férat, avec Sami Frey.

Il est revenu, le cycliste fou, qui s'en va d'un coup de pédale nerveux, arpentant les pistes de nos souvenirs. Drôle, étonnant, épatant : l'homme a-t-il jamais été si libre à l'intelligence et à l'extrême performance d'un acteur rare, Sami Frey, aux sommets de sa forme.

Mogador, 25, rue de Mogador, 8°. Les mardis, mercredis, vendredis et samedis à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 48-78-75-00. De 120 F à 200 F.

## Le Jeu de la vérité

de Stig Dagerman, d'après «L'Enfant brûlé»

de Patrick Collet, avec Madeleine Assini, Angélique Cheval, Hugues Clary, Yves Comblat, Catherine Desvieux et Yves Arnaud.

On n'en finit pas de découvrir l'écrivain suédois Stig Dagerman, maudit, mort d'un suicide à l'âge de 31 ans en 1954. Quelques choses qui nous font souvenir de Bachelard, mais évidemment encore plus proche de nous. Comme ce *Jeu de la vérité*, adapté de *L'Enfant brûlé*, une œuvre sombre, son troisième roman.

Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau, 24, av. Marc-Sangnier, 14°. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-45-45-77. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F.

Retrouvailles avec une jeune auteur qui s'est taillé un succès comme avec sa pièce précédente, *Conversations après un enterrement*, déjà mise en scène par Patrice Kerbrat. La distribution est une fois encore alléchante.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Simon, 20°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-68-43-60. 100 F et 130 F.

La sélection théâtre a été établie par Olivier Schmitt.

IL EST TRÈS RARE QU'UN

HOMME N'ESSAYE PAS,

COM

MENT

DIRAIS-JE ?

D'ÉCHAPPER À LA

CONDITION HUMAINE.

ÊTRE PLUS QU'HOMME :

ÊTRE

DIEU.

CHIMÈRE.

ME DIREZ-VOUS, MAIS

VOILÀ BIEN CE QUI

NOUS OBSÈDE... MALHAUX

POLYEUCTE

DE CORNELLE

MISE EN SCÈNE : FRANÇOIS RANCIAC

THÉÂTRE

DE GENNEVILLIERS

DU 9 JANVIER AU 11 FÉVRIER

**ATHÈNES**  
LOUIS JOUVET  
LES INCERTITUDES DU DESIR  
D'APRÈS  
CREBILLON FILS  
GILLES GLEIZES  
Avec  
DENISE CHALEM  
EMMANUELLE GRANGÉ, BENOÎT VALLÉS  
COPIRODUCTION COMPAGNIE GILLES GLEIZES / LA ROSE DES VENTS / C.A.C. VILLENEUVE-ET-ASTASCO  
Avec la participation de LUDMIL  
47.42.67.27

**créteil** Maison des Arts  
GRANDE SALLE DU 19 JANVIER AU 17 FÉVRIER  
PETITE SALLE DU 12 JANVIER AU 11 FÉVRIER  
**BRITANNICUS UN GOUT DE PIERRE**  
JEAN RACINE  
MISE EN SCÈNE  
MARCET DELVAL  
THÉÂTRE VARIÉ DE BRUXELLES  
42.80.18.88

LE RIRE ET LA POÉSIE DE JEAN BOIS ONT UN CHARMÉ FOU.  
Une soirée à réveiller le cœur. Le plus indifférent, Jean Bois et sa compagnie Dominique Constantin brossent en neuf tableaux, sans autre lien que celui de la fantaisie pure, une vraie déclaration d'amour à la scène. Le spectacle se savoure comme des cocktails doux ou poivrés, explosifs pour la fête.  
ODILE QUIROT  
Le Monde  
THÉÂTRE DE LA TEMPELE  
cortoucherie  
du mardi au samedi 21 h 30  
dimanche 16 h 30  
LOC. 43.28.36.36

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS  
LOC. 48.74.47.35/48.74.42.52 et suivants  
**LE GARDIEN**  
de HAROLD PINTER  
Texte français Eric KAHANE  
Mise en scène GEORGES WILSON  
THÉÂTRE DE LA TEMPELE

**ISMENE RITSOS**  
du 9 JANVIER au 11 FÉVRIER  
théâtre 13

La danse reste le rebondit, hors rigides. Paris de l'univers choré. Mais on y repère d'importants sa

PARIS reste en ton, le lieu de site d'un chœur

ce trop exclusivement Théâtre de la Ville. Un peut être pardonné, par un aller simple pour B. Café de la Danse. Rég. qu. pour échapper à c. matiquement ses décor. Ville. Théâtre des d. Nogen-sur-Marne

Commençons par le Pils de la main de W. pure la nouvelle année, dur pour la première fo. nographie fait partie d. ant les œuvres sont tei. certain sens du sacré. Derrière le suit imm. esquisse d'une morale q. godinienne comme d. l'ère Durcure et Div. nos danseurs. Leur un. pôle encore par excès.

Bien qu'ils aient le l'his Obadia font figur. ba. Welcome to Parad. a Centre chorégraphiq. barel pour se présen. zante. Bouvier et Oba. à leur corps pour qu. zom les mondes sauraj. Welcome to Paradise

sur issue d'un couran. se de rassembler la u. l'instinct, source. mémorial. Leur dan. chéances japonaises, l'a. a cinématographique. a frontières qui fait f. rpe, le geste restent les.

De son côté, le Théâtre. mes femmes : Sidonie. l'émogée sur *Chroniq. pize*. Sidonie Rochon s'ess. parfois superbes, à il y a aussi matière. ent, le banal. La dans. aussi, à l'Audimat. Il n. galité et le succès. Il n. On entend dire depuis. passe plus rien, que le. (quelle méconnaissance. nouvellement chez l'a. top de talents forcés ou. de résister aux médias, a. tirs qui déterminent les.

Daniel Larrieu se ret. les ses débuts, il a joué. Par conviction et p. l'aujourd'hui, il a l'impre.







## SÉLECTION PARIS

Mercredi 10  
janvier

**Glinka**  
**Moussorgski**  
**Tchaïkovski**  
**Borodine**  
**Rachmaninov**  
**Rimski-Korsakov**

*Airs d'opéra*

Roggero Raimondi  
(baryton-basse),  
Orchestre du Conservatoire  
Tchaïkovski de Moscou,  
Leonid Nikolaïev (direction).

Un pot-pourri d'airs d'opéra par Roggero Raimondi : pourquoi pas ! Aussi bon chanteur (encore que parfois, il soit fâché avec la justesse) qu'acteur, la basse italienne devrait se glisser sans difficultés dans chacun des personnages qu'elle va incarner. Le lendemain, Leonid Nikolaïev dirige un programme tout russe (encore que le Troisième Concerto de Prokofiev ressemble parfois à du Poulenc), à la tête d'un orchestre dont on nous dit qu'il est l'un des meilleurs d'Union soviétique. Un programme qui fait suffisamment de bruit pour couvrir le bruit indiscret de la climatisation de la salle de l'Opéra Bastille.

Opéra Bastille, 20 heures (+ la 12). Tél. : 47-04-97-55. De 80 F à 1500 F.

## Vendredi 12

**Enesco**

*Prélude pour cordes de l'Enfer n° 1.*

**Weber**

*Concerto pour clarinette n° 1*

**Sibelius**

*Rekviem pour orchestre à cordes*

**Schubert**

*Symphonie n° 3*

Michel Portal (clarinette), Ensemble orchestral de Paris, Sergio Comissiona (direction).

Un programme splendide et rare dirigé par un excellent chef d'origine roumaine et servi par la Callas de la clarinette. Comment l'orchestre jouera-t-il, qui a déjà une semaine avec un programme différent ?

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-86-73. De 60 F à 170 F.

## Moussorgski

*Boris Godounov*

V. Vanev /  
V. Poudnikov /  
N. Kopylov /  
A. Nensadovski /  
S. Larine /  
A. Petrov /  
V. Pichoulov (basse),  
V. Korjanski /  
V. Loukianov (ténor),  
I. Vostachova /  
N. Komarova /  
L. Todorova (soprano),  
Théâtre Malygost,  
Alexa Iones (direction),  
Stanislav Goudoussinski  
(mise en scène).

Boris Godounov de Moussorgski et la Dame de Pique de Tchaïkovski dans des productions de l'un des théâtres les plus avancés d'Union soviétique. A voir, sans aucun doute.

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 80 F à 450 F.

## Schubert

*Chostakovitch*

*Beethoven*

*Œuvres non précitées*

Jacques Rouvier (piano), Jean-Jacques Kantorow (violin), Philippe Müller (violoncelle).

Jacques Rouvier, Jean-Jacques Kantorow, Philippe Müller ont fondé un trio qui a su résister à l'épanouissement de leurs carrières respectives. Depuis Cortot-Thibaud-Casals la France n'avait pas connu pareil entêtement. Et comme ils jouent bien !

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 160 F.

## Samedi 13

**Saint-Saëns**

*Trio pour piano, violon et violoncelle n° 2*

**Dukas**

*Sonata pour piano en sol bémol mineur*

**Ravel**

*Duo pour violon et violoncelle*

*Trio pour piano, violon et violoncelle en la mineur*

Gérard Poulet (violin), Christoph Henkel (violoncelle), Elisabeth Westenhof (piano).

Le beau programme ! On ne joue guère les trios de Saint-Saëns de nos jours, on ne



PETER KRUPNYE

joue pas davantage le Duo pour violon et violoncelle de Ravel, et la Sonata pour piano de Paul Dukas effraie encore malgré les disques d'Ogdon, Dufay, Heisser et Hubert. Trois bonnes raisons donc d'aller écouter le Trio Poulet-Henkel-Westenhof. La quatrième bonne raison, et ce n'est pas la moindre, tient dans le fait que ce trio français, allemand, suédois est l'un des plus parfaits qu'on puisse écouter aujourd'hui.

Salle Gaveau, 15 heures. Tél. : 49-53-05-07. De 70 F à 100 F.

## Debussy

*Trois nocturnes*

**Chopin**

*Concerto pour piano et orchestre n° 2.*

**Frank**

*Symphonie en ré mineur*

Emmanuel Ax (piano), Orchestre philharmonique de France, Maître de Radio-France, Marek Janowski (direction).

Peu connu en France, Emmanuel Ax joue avec les plus grands orchestres américains, enregistre avec les plus grands chefs pour CBS et RCA. Un souhait : que le

« Philhar » fasse oublier sa pénible prestation dans le Deuxième Concerto de Chopin il y a trois semaines avec Nikita Magaloff en soliste. Également au programme : l'intégrale des Nocturnes de Debussy et la Symphonie de Frank.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-18. 90 F.

## Barber

*Adagio pour cordes*

**Britten**

*Simple Symphony*

**Hindemith**

*Transmutation pour alto et cordes*

**Debussy**

*Six Epigraphes antiques*

**Lorsy**

*A la mémoire de Kandinsky*

Serge Soufflard (alto), Ensemble instrumental de France, Phil Bide (direction, violon).

Profitant des loisirs que leur laisse le planning de travail de l'Ensemble instrumental de Paris, certains des musiciens se retrouvent au sein de l'Ensemble instrumental de France. La pratique ne man-

que pas de sel, puisque cette formation fondée en 1968 par Jean-Pierre Walicz fut intégrée à l'Ensemble orchestral de Paris lors de sa création. N'était le programme (excellent et original), il y aurait peu de raisons d'aller les écouter : dirigés par un chef, leurs prestations s'élèvent rarement au-dessus d'une moyenne, alors dirigés du violon.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

## Haendel

*Jules César en Égypte*

Jeffrey Gill (contre-ténor), Herman Hildebrand, Drew Miller (basse), Mary Westbrook-Goh, Lorraine Hunt.

Susan Larson (soprano), James Maddalena (baryton), Orchestre symphonique de la Monnaie, Craig Smith (direction), Peter Sellers (mise en scène).

Voir notre photo légendaire.

Nantes. Théâtre des Amateurs, 19 h 30 (+ la 16). Tél. : 47-21-18-51. Location Franc. Billet, De 280 F à 320 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Mademoiselle, 15 heures. Tél. : 42-65-07-09. De 120 F à 160 F.

Dans ses Mémoires (Albin Michel) le grand compositeur soviétique rapporte une mésaventure dont Khrennikov fut la victime : « En tant que président de l'Union des compositeurs, Khrennikov devait présenter à Staline la liste des compositeurs pour le prix Staline. C'est à Staline que revenait le dernier mot ; il choisissait lui-même les noms sur la liste. Cela se passait dans le bureau de Staline. (...) Khrennikov lisait sa liste d'une voix peu distincte, mais sur un ton optimiste. Staline ne levait pas la tête. (...) Khrennikov cessa de lire. Il y eut un silence. Et soudain Staline releva la tête (...), vif, Khrennikov de son regard. (...) Khrennikov eut soudain la sensation d'une masse chaude sous lui. Cela l'éfraya encore plus. (...) C'est ainsi, à reculons, que « notre » chef arriva jusqu'à la salle d'attente où il fut accompagné par deux « frères de charité » (...) qui l'entraînèrent dans une chambre spéciale pour l'y déshabiller et le laver. (...) Ce n'est qu'après que l'on informa Khrennikov du choix de Staline. (...) J'ai vu Staline, je lui ai parlé. Je n'ai pas fait dans ma culotte. Et il n'y avait aucune force magique en lui. Il ne payait guère de mine. (...) Apparemment l'Union soviétique de 1990 pardonne à celui qui mit Prokofiev, Chostakovitch et Khatchaturian à l'index. Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-86-73. De 100 F à 350 F.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

Le 10 au 13. Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Le 11. Petit Journal Musique, 21 h 30. Tél. : 45-21-58-70.

</



# ARTS

LA MISSION DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN

## Mesurer, peser, risquer

Le Fonds national d'art contemporain présente ses achats de l'année dernière. L'occasion est bonne de mesurer la grandeur, et les périls, d'une politique tout entière consacrée aux artistes vivants.

Qui achète des œuvres contemporaines depuis plus d'un siècle, en possède des dizaines de milliers, les prête volontiers et n'est cependant ni un collectionneur ni un musée ? Le Fonds national d'art contemporain, FNAC en abrégé, la plus méconnue des institutions artistiques françaises, et cependant l'une des plus actives. Chaque année une commission de conservateurs et de connaisseurs examine séance après séance, vote après vote, les œuvres que soumettent à sa sentence artistes et galeries, tous naturellement soucieux d'obtenir un flateur — et rémunérateur — « achat de l'Etat ».

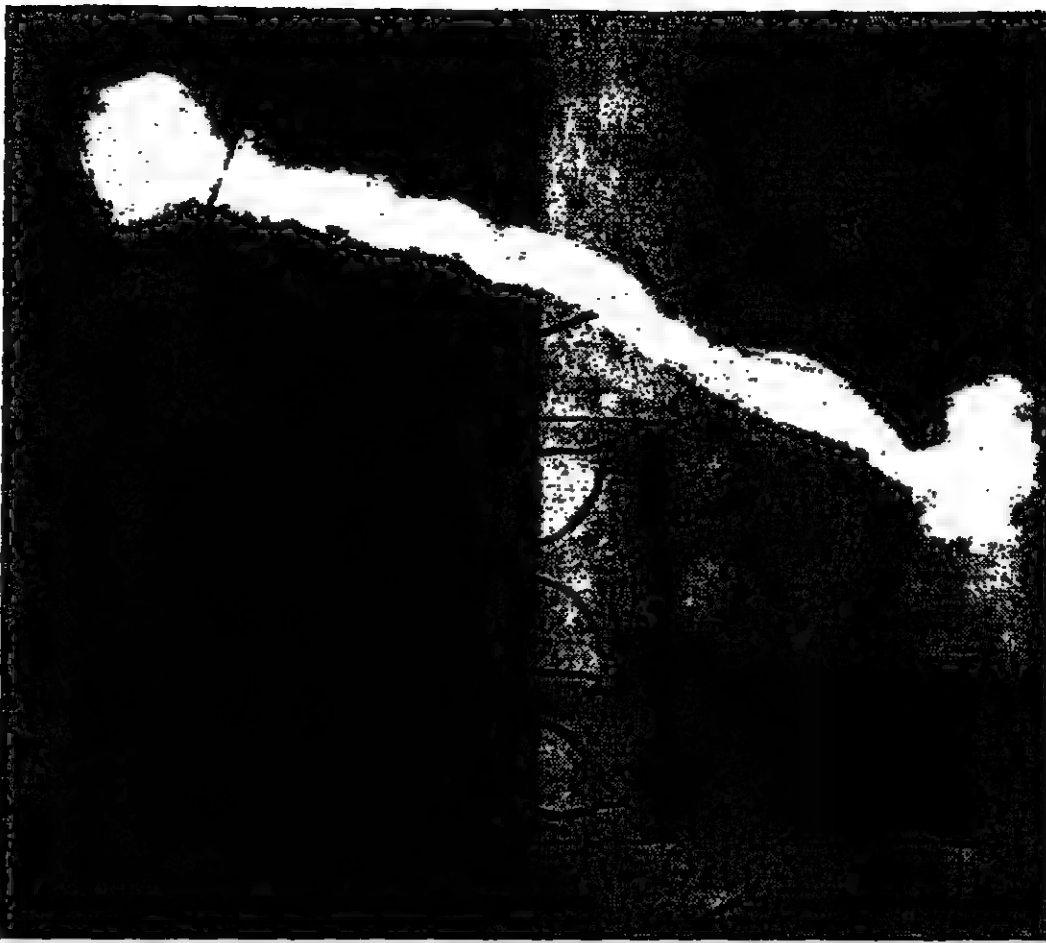
Depuis 1875, en se fondant sur un principe intangible, n'acheter que des travaux d'artistes vivants, le Fonds a ainsi réuni une collection de 65 000 œuvres. Il y a celles, les plus précieuses, qu'il dépose dans les musées français soucieux de compléter une collection ou de remédier à une lacune gênante. Il y a celles, aux destinées parfois aventureuses, qui vont orner les murs des préfectures, des mairies et des tribunaux et vont et viennent du salon au grenier selon la fantaisie et les goûts de M<sup>me</sup> la préfète A... ou de la générale B...

D'autres, aux destins plus imprévisibles encore, partent vers les ambassades de France et s'exposent à tous les climats, même les plus nocifs. Et d'autres enfin, celles que nul ne réclame, les damoises de la famille, vieillissent dans des magasins encombrés, toiles suspendues à des cimaises couillantes, sculptures entassées, toutes époques, écoles et esthétiques pêle-mêle. Celles-ci, nul ne les voit jamais, exception faite de ceux qui administrent leur péroratoire, logés dans les caves gigantesques du palais de Tokyo. Il faut les avoir parcourues, ces cavernes ombreuses, au risque d'être blessé par un bronze agressif, par un cadre qui dépasse et percé par un cône tombé d'une caisse, pour mesurer l'effort accompli par le Fonds.

### DES ACQUISITIONS AVOUABLES D'AUTRES MOINS

Il fallait, plutôt, puisque le Fonds s'expose désormais et montre ses butins d'une année sur l'autre. En trois expositions successives, trois parce qu'il achète largement et que les salles de la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques sont trop petites, il révèle ses achats de 1989. Tous ses achats ? Pas exactement. Il s'agit d'une « sélection » qui contient — dit le communiqué officiel — la « grande majorité des acquisitions ». Autrement dit, avec moins de diplomatie, tout ce qui est présentable et avouable. Et ce qui ne l'est pas et qui a été acheté néanmoins, pour d'obscures raisons, quelquefois bonnes, quelquefois mauvaises ? Eh bien, ce qui ne l'est pas finit dans les catacombes infinies de Chailiot, abandonné à la curiosité des historiens du goût, qui trouvent partout matière à commentaires.

Telle quelle, étonnée, corrigée, cette « sélection » a assez fière mine et paraît faire part égale aux artistes illustres et aux nouveaux venus. Elle alterne achats de prestige, coûteux, inévitablement coûteux, et paris plus audacieux. On soupçonne qu'il s'est agi parfois de rendre justice un peu tard à telle œuvre étrangement négligée jusque-là, et même, à l'occasion, d'une justice à titre posthume. Comment expliquer autrement que figurent dans la liste des « acquis » les noms du sculpteur américain d'origine française Louise Bourgeois, qui est née en 1911, et celui du peintre Gérard Gasiorowski, décédé il y a quatre ans ? Autre dessin, clairement confiné celui-



Isabelle Champion-Métadier : *La Passion*, 1988 (220 x 225 cm).

ci : posséder tant qu'il en est encore temps, avant la prochaine hausse du marché, la prochaine foire, le Cécchi, le Judd, le Morris ou le Garoute qu'aucun musée de province n'a plus les moyens de s'offrir et que, peut-être, dans un an ou un mois, le FNAC lui-même ne pourrait plus payer. Car telle est l'une des conséquences de l'absurde renchérissement actuel des œuvres : les institutions publiques font désormais figure de gueuses réduites à attendre un don ou une dation si elles veulent obtenir à bon compte une pièce d'un homme à la mode.

La conséquence de cette conséquence suit immédiatement : le FNAC, à l'instar des fonds régionaux d'art contemporain — les FRAC — et des musées d'art moderne, n'hésite pas à collectionner des œuvres d'artistes de plus en plus jeunes, certains à peine âgés de trente ans. Le bénéfice d'une telle politique est peu douteux. D'une part, le fonds évite de s'entendre accuser de passivité et de timidité et joue les avant-gardistes — ce qui a plus de charme que de jouer les réparateurs et de remédier aux oublis d'autrefois. De l'autre, il peut multiplier et diversifier ses achats, puisque les prix des jeunes peintres n'excèdent pas — pas encore ? — ses moyens. Le risque n'est pas plus douteux que l'avantage : c'est de se tromper comme s'abusent tant de conservateurs, par peur de manquer une mode, de méconnaître une révolution, de sous-estimer une extravagance. Par conformisme moderniste en somme, lequel n'est pas moins dangereux que l'académisme d'autrefois.

Des œuvres présentées aujourd'hui, lesquelles feront donc bonne figure dans quatre ou cinq décennies ? Lesquelles paraîtront terriblement datées ? Les laborieuses plaisanteries conceptuelles des quelques duchampiens dans le vent que le FNAC a cru devoir acquérir, on supposerait volontiers qu'elles auront depuis longtemps fait long feu. Et qu'à l'inverse Deuze, Buraglio, Champion-Métadier, Rousse et Zuber, pour citer des noms en désordre, auront des amateurs, comme les sculpteurs Baqué et Briggs. Et comme ces peintres aux noms encore peu connus, Saint-Jacques, Gouery, dont le FNAC a eu l'excel-

lente idée d'acheter bien vite des peintures. N'aurait-il accompli que ces bienfaits, ce serait assez pour justifier son existence et souhaiter qu'il conserve les moyens de sa politique.

PHILIPPE DAGEN

\* Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer, second accrochage du 16 janvier au 4 février. Troisième accrochage du 27 février au 14 mars.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (à partir de vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

### Acquisitions 1989 du Fonds national d'art contemporain

Lire notre article ci-contre. Centre national des arts plastiques, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. Tél : 45-43-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 h à 18 h. Du 16 janvier 1990 au 4 février 1990, 10 F.

### Clichés, le choix des sens

Pour le cinquantième anniversaire de cette revue belge, plus affective que réfléchie, un choix de soixante-douze clichés inédits qui privilégient la photo créative, subjective et autobiographique plutôt que documentaire, sociale ou rétrospective.

Centre culturel de Woluwe-Bruxelles, Boissard, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4<sup>e</sup>. Tél : 42-71-25-18. Tous les jours sauf lundi de 11 h à 18 h. Du 11 janvier 1990 au 4 mars 1990, 20 F.

### Matta

Des dessins, depuis 1936 : toute une histoire, toute une aventure, celle du plongeur vigilant de l'artiste-navigateur nommé Matta dans ce qu'il appelle « l'espace de l'espace », et sa traversée en solitaire des corps, des plans, des transparences et des opacités de notre labyrinthe social.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4<sup>e</sup>. Tél : 42-74-38-00. Tous les jours

sauv dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Du 11 janvier 1990 au 3 mars 1990.

### José-María Sert

En amont de sa peinture, Sert collectionnait la photographie. Puisant dans l'image fixe un matériau pour ses tableaux, jouant sur le réel et sur l'imagination, il se servait de ses instantanés de voyage, ou bien de mises en scène de mannequins articulés et de figures animales. Une révélation.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumarchais, Paris 3<sup>e</sup>. Tél : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h à 19 h. Du 10 janvier 1990 au 17 février 1990.

### Voisins et ennemis : La guerre des caricatures entre Paris et Berlin

Passée l'idylle d'un printemps révolutionnaire, les relations ont fait plus que se gâter au siècle dernier, entre Paris et Berlin. A coups de crayon incisifs aussi, avec notamment Daumier dans un camp et Wilhelm Scholz dans l'autre, et les désastres de la guerre de 70 des deux côtés.

Goethe Institut de Paris, 17, rue d'Anjou, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél : 47-23-51-21. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Du 12 janvier 1990 au 23 février 1990.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre — P.M.R. : prix moyen du repas — L... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE
<b>JOHN JAMESON</b> 10, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08	<b>T.J.J.</b> Au 1 <sup>er</sup> ét., le premier restaurant français de Paris, 46, avenue de la République, 75011 Paris. Au rez-de-chaussée, KETTY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance et les plats de la cuisine traditionnelle. Le plus grand choix de whiskys du monde. Jusqu'à 2 h de nuit.	
<b>SANTOCCO</b> 30, rue Marbeuf (9 <sup>e</sup> ) Tous les jours Tél : 42-36-33-18 & 32-65	<b>Tout nouveau... le plus gastronomique de Paris</b> — Dans un cadre sublime, des Grands Vins, à des prix fort intéressants ! Les menus, un dîner à 120 F et un très belle carte avec toutes les spécialités « Traditionnelles » — à des prix des Champs-Élysées. Une nouvelle adresse !	
<b>AU PETIT RECHER</b> 47-70-58-63/47-70-56-50 25, rue Le Peletier, 9 <sup>e</sup> F. dim.	<b>FOURAIN THÉÂTRE</b> 250 F à 420 F. Services jusqu'à 2 h 15 Dîner 1820. Salons particuliers pour dîners et fêtes de mariage. Parking Drouot	<b>CUISINE BOSTONIENNE DES ANNIÉES 20</b> Spécialités de poissons, fabuleux desserts Service jusqu'à 23 h — Parking gratuit
<b>LE RELAIS D'ORCHÈSTRE</b> 40-08-44-10 6, place de la République, 11 <sup>e</sup>	<b>T.L.L. jusqu'à 1 h de nuit</b> . Huitres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Formidables chateaubriots. Repas d'affaires. Menu carte 155 F, apéritif, vin et café compris	
<b>LE PIRENEOIS</b> 45-00-24-77 3, rue de la Grande-Armée, 16 <sup>e</sup>	<b>Accueil NON-STOP jusqu'à 1 h de nuit</b> . Une table garnie, avec une vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plus de 100 plats, fruits de mer, Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. D.G. d'aff. Menu à 98 F + carte.	
<b>YVONNE</b> F. ven. soir et dim. 13, rue de Bassano, 16 <sup>e</sup>	<b>Vieilles Cuisines de Tradition. Spéc. de POISSONS</b> . Huitres et Gibiers au saumon. Fois gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montargis. OUVERT DIM.	
<b>LE GOURMAND CANARD</b> 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17 <sup>e</sup>	<b>Cuisine traditionnelle française personnalisée</b> , menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.	
<b>RIVE GAUCHE</b>		
<b>RESTAURANT TROUSSEUX</b> 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	<b>Spécialité de croûte de coquille et de caviar au saumon et caviar. Service jusqu'à 23 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.</b>	
<b>SÉMAPHORE</b> 45-49-32-68 48, boulevard du Montparnasse, 14 <sup>e</sup>	<b>Service jusqu'à minuit</b> . Dans un décor rétro, des menus 30. A côté de la tour Montparnasse, un MENU à 138 F net et sa carte. Spécialités de poissons : l'assiette de fruits de mer, la coquille St-Jacques, ou la chateaubriot de la mer. Parking au n° 49.	

### SOUPERS APRÈS MINUIT

#### LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE  
POISSONS DU MARCHÉ  
Plats traditionnels — Vins à découvrir  
Décor : « Brasserie de Luxe »  
JARDIN d'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille  
T.J.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin  
6, place de la Bastille, 45-42-90-52

### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

#### CONGRÈS MAILLOT

Paris Maillet : 80, av. de la Grande-Armée  
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année  
POISSONS, VIANDES à l'os grillées  
45-74-17-24 — Ouvert T.J.J.

**GALERIE BAILLY**  
CHARLES ET ANDRÉ BAILLY  
du 9 janvier au 9 février 1990

**Jorma LÉCUREUR**  
**Edouard LHOMMET**  
25, quai Voltaire, 75007 Paris — Tél : (1) 42 60 36 47

**GALERIE ARIEL**  
40, av. Haussmann, Paris 8<sup>e</sup>

**GEMIGNANI**  
jusqu'au 17 janvier

**GOUDJI**  
PROLONGATION JUSQU'AU 27 JANVIER

GALERIE CLAUDE BERNARD

EXPOSITION

**PIER LUIGI PIZZI**  
Une expression du Baroque

jusqu'au 13 janvier 1990  
de 10h à 19h sauf le dimanche

Renseignements au 43.33.63.52  
Hall de l'ancien Hôtel de Ville  
92400 COURBEVOIE

La sélection « Musiques » a été établie par : Alain Lompech

« Jazz » : Francis Marmande

« Rock » : Thomas Sotinel

Seuls traits d'union avec le personnel du disque : Louis Winsberg (guitare) et Paco Sery (drums). Les amies Le Lann commencent.

De 10 à 13. Samedi, 22 h 30. Tél : 40-28-46-60.

**Simon Sprung Hansen**  
**François Moutin**  
**Andy Emier**

Musique mode, bien roulée, amicale, clinique. Simon Sprung Hansen est un saxophoniste doué de toutes les qualités actuelles (précision, vitesse, acuité). Les frères Moutin font le spectacle. Andy Emier assure le lien. Le jazz d'aujourd'hui tel qu'il plaît.

Le 11. Petit Journal Montparnasse, 21 h 30. Tél : 43-21-56-70.

**Guy Conquet**

Chaque fois que Guy Conquet prend la nuit du Petit Journal, la fête se forme : parce qu'il est un chanteur percussionniste très vif ; parce qu'il maintient le meilleur de la tradition guadeloupéenne ; parce qu'il oublie pour embailler la musique.

Le 18. Petit Journal Montparnasse, 21 h 30. Tél : 43-21-56-70.

## ROCK

**Paul Personne**

Ce s'appelle le blues, à double mesure et trois accords. Il y a longtemps sur des guitares, Johnny lui donna sa carte de séjour en France. Paul Personne le joue et le chante bien, il y a la rien d'étonnant, à part son talent.

Les 11, 12 et 13. Baracade, 20 heures. Tél : 47-00-10-12, 120 F.

**Bad Manners**

Quand la vague ska a déferlé, ils ont toujours parié à la remorque des Specials ou de Madness. Et puis, aujourd'hui, il ne reste qu'eux, le gros Buster Bloodvessel et sa bande, et toujours le même ska tendant fête de la bière.

Le 12. New Morning, 20 heures. Tél : 45-23-61-41.

**Wilko Johnson**

Wilko Johnson se promène tout seul, aux frontières du métier. Seuls s'intéressent encore à lui ceux qui lui ont reconnu l'honneur d'être le premier à avoir introduit la flamme en un temps où elle était bien près de s'éteindre, quand il joua avec Doctor Feelgood, réalisant le rock sur sa Fender noire. Et ce sont ces gardiens du temple qui ont son.

Le 14. Clichy. Théâtre Reboul, 17 heures. Tél : 47-39-28-58, 60 F.

**Les Casse-pieds**

Ils ont joué dans le métro (sauf) ils commencent à l'heure-minute tout à fait exaltant, ils reprennent des thèmes de série télé (dont Zorro, ils sont drôles et drôles, pour l'instant, ça se fit largement).

Le 16. New Moon, 23 heures. Tél : 45-95-52-23.

**Chris Red**

Si ça ne fait pas de bien, ça ne peut pas faire de mal. Vingt casses et guitare très quille. Chris Red est là pour nous parler de sa dernière découverte : la route des enfers, qu'il se fait fort de nous indiquer afin que nous puissions mieux l'appréhender. C'est un concept album, c'est aussi le genre de disque (et donc de concert) qui nous chaut quand Dieu Sont prend une année sabbatique.

Le 18. Zenith, 20 heures. Tél : 42-05-60-00. Location 140 F.

La sélection « Musiques » a été établie par : Alain Lompech

« Jazz » : Francis Marmande

« Rock » : Thomas Sotinel



## SÉLECTION PARIS

## Alecchinsky

Alecchinsky a illustré, pour Yves Rivière, le *Traité des excursions modernes* de Balzac. Dans cet ultime chapitre de la Comédie humaine, l'écrivain dénonce les poisons - de l'eau-de-vie au chocolat, en passant par le thé et le café - qui dévorent l'énergie vitale. Et le peintre, qui n'est pas du genre à faire de la morale, semble s'être bien amusé.

Maison du Balzac, 47, rue Bayenard, Paris 10<sup>e</sup>. Tél : 42-24-58-28. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Réservez vos places au 42-24-58-28. Jusqu'au 4 février 1990, 15 F.

## Célébrités à l'officine

Voir notre photo légendaire. Bibliothèque Forney, hôtel du Sinaï, 1, rue du Figulier, Paris 4<sup>e</sup>. Tél : 42-78-14-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 24 mars 1990, 15 F.

## Honoré Daumier

Lithographies et sculptures venues en abondance de collections privées témoignent à la fois de la fécondité, du talent et de l'humour de « ce gaillard » dont Balzac n'hésitait pas à dire qu'il avait « de Michel-Ange sous la peau ».

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 10<sup>e</sup>. Tél : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 4 février 1990, 25 F.

## David (1748-1825)

Introduit en France du néo-classicisme, le peintre célébra les grandes heures de la Révolution et s'efforça de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie et salle Médici, entrée par la Pyramide, direction Dessin, Paris 1<sup>er</sup>. Tél : 40-30-63-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45. Mercredi le mardi et un lundi sur deux. Vie. conf. les lundi, jeudi, samedi 18 h 30, mercredi 19 h 45. Tél : 40-20-51-77. Jusqu'au 12 février 1990, 35 F (hors d'entrée du musée).

## Donations

**Daniel Cordier**  
Collectionneur hors les normes et marchand qui, dans sa galerie, défendait ce que l'amateur passionné accumulait, Daniel Cordier est aussi un grand donateur : pas moins de cinq cents œuvres d'artistes comme Dubuffet, Dado, Michaux, Réquichot (et qui ne sont pas forcément au goût de tout le monde) sont en effet entrées, par lui, au Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 5 mars 1990.

## Eros grec, amour des dieux et des hommes

Les dieux de la Grèce n'étaient pas vraiment, en matière d'amour, des anges, bien qu'Eros puisse porter des ailes. Voir en particulier ce qui se passe sur les vases à fond noir et fond rouge.

Grand Palais, galerie nationale, av. W.-Churchill, pl. Châteauneuf, Paris 1<sup>er</sup>. Tél : 42-85-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h. Mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 11 février 1990, 25 F.

## Kupka ou l'invention d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète grâce aux prêts de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symboliques, et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 10<sup>e</sup>. Tél : 47-22-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990, 15 F.

## L'art conceptuel, une perspective

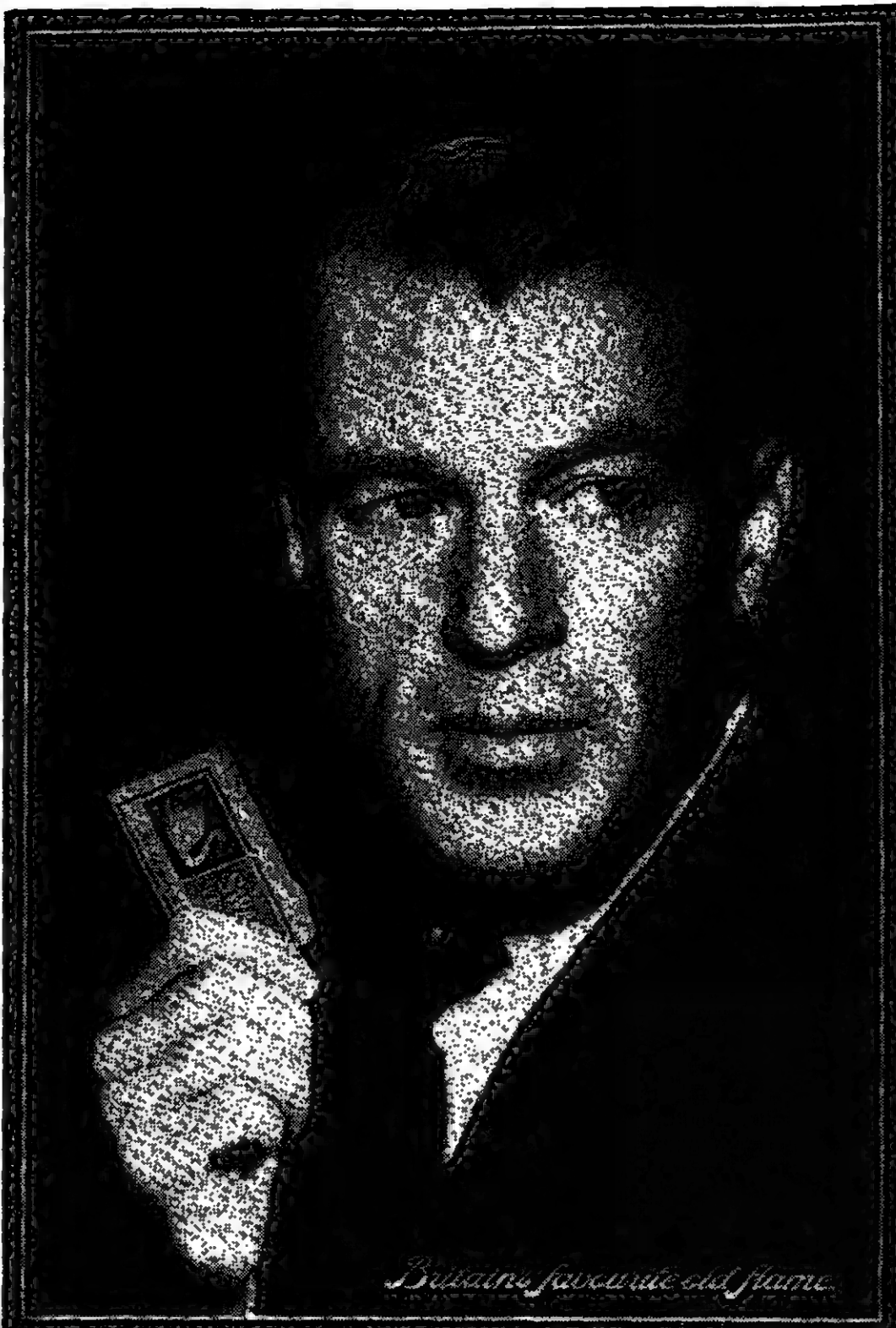
L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de « conceptuels », tels Robert Barry, Joseph Kosuth, Lawrence Weiner, On Kawara, mais aussi Broodthaers, Buren, Haacke...

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 10<sup>e</sup>. Tél : 47-22-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gratuites les jeudi à 15 h et les dimanche 14 janv., 4 fév. à 11 h. Jusqu'au 18 février 1990, 15 F.

## Léonard de Vinci : Les études de draperie

Rares et précieuses, réunies pour la première fois, les études sur toile de lin, où le jeune Léonard s'exerce à rendre vrais des tissus drapant des figures. Un choix de dessins florentins portant sur le même thème complet cet ensemble qui inaugure la nouvelle salle d'arts graphiques du Louvre.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. Tél : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites conf. le vendredi 12 h 30, lundi 19 h 45. Tél : 40-20-51-51. Jusqu'au 28 février 1990, 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).



## Les nourritures de l'art

Une exposition de peintures, de sculptures, d'objets à base d'images culinaires, de vrais produits alimentaires, de bons mots et de plaisanteries parois de mauvais goût. Qui, dans l'ensemble, dérange, donne à penser bien plus qu'à saliver.

Aira libre - Art contemporain. Agora, 110, Grand-Place, Evry, 91000. Tél : 69-91-69-28. Tous les jours de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h, dimanche de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 21 janvier 1990.

## Magnum

Entre l'énergie de Capa et l'esthétisme de Cartier-Bresson, les soixante photographes de la célèbre agence coopérative fondée en 1947 développent un esprit, une éthique et un style qui s'épanouissent à travers quatre cents documents, et un demi-siècle d'actualité.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 18<sup>e</sup>. Tél : 47-23-35-53.

Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 12 février 1990, 25 F (entrée du musée).

## Paris et le daguerrétype

Dans un espace splendidement aménagé, le procédé de Daguerre est mis à l'honneur en 160 plaques anciennes représentant des vues de Paris. Fragiles et précieuses, précises et vivantes, ces vues, ponctuelles de daguerrétypes contemporains de Ian Paterson et Patrick Bailey-Maitre-Grand, suscitent un climat magique.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. Tél : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Cycle de conf. : Histoire générale de Paris le jeudi de 18 h 15 à 19 h 30. Jusqu'au 28 février 1990, 20 F.

## Sophie Taeuber

Le centenaire de la naissance de Sophie Taeuber est le prétexte de cette exposition rétrospective juste et bien faite. Qui rend hommage au talent et à l'originalité des recherches de cette artiste d'avant-garde, amie de Dada puis du constructivisme, dont l'œuvre tient bon.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 10<sup>e</sup>. Tél : 47-22-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30.

Musée, place de Verdun, 38000. Tél : 78-64-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 12 février.

## Lille

## Renaissance et baroque

Quatre-vingt-huit dessins des écoles de Florence, de Rome et du nord de l'Italie, du quinzième au dix-septième siècle. Ils ont été choisis dans le millier de feuilles du legs du peintre Wicar au musée de Lille. Raphaël y est à l'honneur.

## Musée des Beaux-Arts, place de la République. Tél : 20-57-91-54. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 20 février.

## Lyon

## Les musées de Messidor

Natures mortes et fleurs de Berjon et Bony, scènes de genre de Grobon, peintures d'histoire d'Hennequin, peintures troubadour de Revolt et Fleury Richard, sculptures de Chénard et d'une inconnue, Madame de Sévigné. C'est avec ces peintures et ces sculptures de la Révolution et de l'Empire que l'on commence à parler d'une « école lyonnaise ».

Musée des Beaux-Arts, Palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél : 78-22-07-66. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 11 février.

## Gorménilles 5

Créée en 1981, c'est une sorte de subitisme baladé de la Biennale de Paris. Où l'on peut apprendre ce que font les artistes fraîchement sortis des écoles d'art de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Suisse... Après Lyon, cette 5<sup>e</sup> Biennale internationale des écoles d'art ira à Glasgow, Breda et Bonn.

## La sélection « Arts » a été établie par :

Geneviève Breuerette, Sélection « Photo » : Patrick Rogge.

## RÉGIONS

## Angers

## Autour de la Nativité

Fruit de trois années de recherche, d'inventaire, de restauration, l'exposition réunit une cinquantaine de tableaux sur le thème de la Nativité. Les grands maîtres, tels Philippe de Champaigne, Giovanni Bellini ou Paul Bril, y sont privilégiés, mais on y trouve aussi beaucoup d'œuvres de collections privées angevines.

Hôtel du Département, salle Océanite-Port, 64, rue Saint-Aubin, 49000. Tél : 43-81-48-86. De 10 h 30 à 17 h 30, le dimanche de 14 h 30 à 17 h 30. Fermé le lundi. Jusqu'au 25 février.

## Chambéry

## C'est la fonte à Rousseau

Rousseau et la Révolution, Rousseau et le romantisme... L'homme, ses idées, sa popularité, y sont évoqués à travers peintures, sculptures, gravures, objets et documents. De Houdon à Carrier-Belleuse. Après Chambéry, où a commencé le court bouillonnement de sa vie, auprès de Mme de Warren, l'exposition ira, c'est naturel, à Genève.

Musée savoisien, square de Lannoy-de-Siay, 73000. Tél : 79-33-44-48. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 février.

## Grenoble

## Annette Messager

Collectionneuse d'images, transposée de photographies, Annette Messager n'a cessé, depuis le début des années 70, de raconter et de se raconter des histoires, de parler d'elle et des autres (femmes), de ses pulsions, de ses amours et ses haines, de plus en plus souvent sous forme de mises en scène rituelles.

Musée, place de Verdun, 38000. Tél : 78-64-08-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 12 février.

## Lille

## Renaissance et baroque

Quatre-vingt-huit dessins des écoles de Florence, de Rome et du nord de l'Italie, du quinzième au dix-septième siècle. Ils ont été choisis dans le millier de feuilles du legs du peintre Wicar au musée de Lille. Raphaël y est à l'honneur.

Musée des Beaux-Arts, place de la République. Tél : 20-57-91-54. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 20 février.

## Lyon

## Les musées de Messidor

Natures mortes et fleurs de Berjon et Bony, scènes de genre de Grobon, peintures d'histoire d'Hennequin, peintures troubadour de Revolt et Fleury Richard, sculptures de Chénard et d'une inconnue, Madame de Sévigné. C'est avec ces peintures et ces sculptures de la Révolution et de l'Empire que l'on commence à parler d'une « école lyonnaise ».

Musée des Beaux-Arts, Palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél : 78-22-07-66. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 11 février.

## Gorménilles 5

Créée en 1981, c'est une sorte de subitisme baladé de la Biennale de Paris. Où l'on peut apprendre ce que font les artistes fraîchement sortis des écoles d'art de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Suisse... Après Lyon, cette 5<sup>e</sup> Biennale internationale des écoles d'art ira à Glasgow, Breda et Bonn.

## La sélection « Arts » a été établie par :

Geneviève Breuerette, Sélection « Photo » : Patrick Rogge.

Musée d'art contemporain de Lyon, 18, rue Edouard-Herriot, 69001. Tél : 78-30-00-00. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 janvier. ELAC, Espace lyonnais d'art contemporain, centre d'échange de Perrache, 6<sup>e</sup> arrondissement. Tél : 78-62-27-38. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 23 janvier.

## Reims

## Pierre Boucher

Photographe, concepteur, maquettiste, cet expérimentateur insatiable a créé l'agence Alliance Photo en 1934. Toniques et optimistes, ses instantanés traduisent une expression calligraphique de la joie. Fête de canot et de camping, amoureux du plein air, il réalise aussi des nus distants. Lui-même se dit phototypographe.

Rétrospective Pierre Boucher : Café du Palais, place Myrion-Herriot, Office du tourisme, 2, rue Guillaume-de-Moillon ; Espace Maitre, chambre Boisselier. Jusqu'au 31 janvier.

## Rouen

## A travers la verre

Gobelets, carafes, luminaires, objets de médecine, de pharmacie ou d'architecture... Plus de trois cent cinquante pièces de verrerie médiévale sont rassemblées. La plupart de ces objets précieux proviennent de fouilles urbaines et rurales.

Musée départemental des Antiquités, 196, rue Beauvillain, 76000. Tél : 35-88-55-10. De 10 heures à 17 h 30. Le dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

## Poitiers

## Poitou-Charentes

Présenté par le Fonds régional d'art contemporain, un ensemble de sept artistes (Friguier, Gerz, Graham, Hilliard, Rousse, Thomas, Tossan) utilisant la photographie, l'allégorie de l'espace, les manipulations, les objets trouvés, à travers une infinité de représentations, un aperçu vivant de la création des années 80.

FRAC, Hôtel de région, 16, rue de l'Archevêché. Tél : 45-92-87-01. Jusqu'au 2 février.

## Saint-Etienne

## De la Révolution à la post-révolution

Plein feu sur la peinture et la sculpture des avant-gardes soviétiques, celles du début du siècle et celles d'aujourd'hui, pour la première fois rapprochées. Les œuvres, environ cent cinquante, viennent des collections des musées Ludwig d'Aix-la-Chapelle et de Cologne.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-83-59-58. De 10 heures à 19 heures. Mercredi le mardi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

## Villeneuve-d'Ascq

## Bast

A travers un choix restreint d'œuvres majeures, dont beaucoup ont été prêtées par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition essaie de montrer la nature des échanges entre les artistes américains à l'origine de l'expressionnisme abstrait et les surréalistes émigrés aux États-Unis pendant la guerre. Un point d'histoire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59050. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 10 février.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breuerette, Sélection « Photo » : Patrick Rogge.

V. O. : PUBLICS ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA  
GAUMONT ALESIA - CINÉ BEAUBOURG - GAUMONT PARNASSE  
3 LUXEMBOURG

11<sup>e</sup> FESTIVAL DE CANNES 89  
Sélection officielle  
CLINIQUE DES PEA - SATUR 89

EAT A BOWL  
OF TEA

un film de  
WANG WANG

OFFREZ LE LIDO

Trois nouvelles formules  
de CHÈQUE LIDO  
à partir de 365 F.

Renseignez-vous au 01 45 85 10 61

Vers la fin  
de la tutelle  
sur la SNCF

Avec le concours des  
gouvernements, la SNCF  
passe la main de la mode  
à la gestion : la suppression  
de 38 milliards de francs de  
subvention passe peu à la  
de l'administration du  
travail, qu'elle a trop sou-

De un des maux qui affligent  
la SNCF, c'est sa mise en tutelle  
par le bureau administratif de la  
SNCF, qui ne peut pas gérer  
ses investissements à long terme.  
La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.

La loi de 1983 a eu l'intention  
de protéger la SNCF contre les  
abus de pouvoir de la part des  
gouvernements, trop souvent  
au service de l'industrie.



34 L'Etat va annuler les dettes de la SNCF  
— Une usine Suzuki en Hongrie

35 Le gant français veut sauver sa peau  
36 Ule-de-France : Boulogne sans Renault

42 Marchés financiers  
43 Bourse de Paris

## BILLET

Vers la fin  
de la tutelle  
sur la SNCF

Avec les concours des gouvernements, la SNCF avance dans la voie de la modernisation de sa gestion ; la suppression de 38 milliards de francs de dettes ne contribuera pas peu à la disparition de l'administration du chemin de fer, qu'elle a trop souvent incarnée.

Car un des maux qui affligent la SNCF était sa mise en tutelle par des bureaux administratifs lui imposant le niveau de ses tarifs ou de ses investissements et même sa politique salariale. Le précédent contrat de plan a eu l'immense mérite de protéger la société nationale contre les conséquences des tripotillages tarifaires auxquels se livrent les gouvernements, trop attachés à une politique de l'indice des prix.

M. Jacques Fournier, qui était président de Gaz de France avant de devenir celui de la SNCF, en raconte les bienfaits dans le numéro de décembre de la revue *Projet* : « En 1988, à la veille de l'élection présidentielle, le gouvernement avait refusé d'accorder les augmentations réclamées tant par GDF que par la SNCF, écrit-il. Les tarifs n'ont donc été relevés qu'en juin ou juillet. Mais à GDF, le manque à gagner a été laissé à la charge de l'entreprise, tandis qu'à la SNCF, j'ai eu l'agréable surprise de constater qu'il allait être compensé par l'Etat. »

En supprimant 38 milliards de francs de dettes ferroviaires, le gouvernement va plus loin et met fin à une situation stupide, qui le conduisait à donner 3,8 milliards de subventions chaque année à la SNCF, que celle-ci versait aussitôt à ses créanciers... sans que ce système permette de rembourser le capital dû. Voici une inutile prothèse budgétaire supprimée et la fin d'un système malsain de cavalerie.

Si le gouvernement veut dénouer quelques-uns des liens qui empêchent encore de croire que la SNCF est devenue une entreprise à part entière, il faudra qu'il accepte de faire preuve de la même clairvoyance dans le domaine social que dans les secteurs tarifaires ou financiers. Il n'y aura pas de gestion moderne des ressources humaines tant que la société nationale n'aura pas reçu la pleine responsabilité de ses dépenses de personnel, pour faire face aux adaptations du grand marché européen et à la concurrence effrénée de la route.

ALAIN FAUJAS

Lire notre article page 34

La quarante-cinquième session des chefs de gouvernement du COMECON à Sofia  
Les pays de l'Est ont pris acte de l'échec de leur coopération

S'ils sont tombés d'accord pour considérer que le COMECON — cette organisation qui régit leurs relations économiques depuis 1949 — n'est plus viable sous sa forme actuelle, les chefs de gouvernement des pays membres réunis les 9 et 10 janvier à Sofia ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'avenir de cette institution.

Sa dissolution n'est pas à l'ordre du jour. Mais les critiques sont très vives, notamment de la part des dirigeants des pays les plus engagés dans la voie de l'économie de marché, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cette quarante-cinquième session du COMECON a donc débouché sur la mise en place d'une commission chargée de proposer de nouveaux statuts pour l'organisation. Dans l'entourage qu'il a accordé au *Monde*, M. Václav Klaus, le ministre tchécoslovaque des finances, précise la conception de son gouvernement sur l'avenir du COMECON.

Les Clubs de Paris  
et de Londres  
au chevet de la Pologne

Selon le *Financial Times* du mercredi 10 janvier, le club de Paris (qui représente les créanciers publics des Etats endettés) aurait demandé la tenue, vendredi à Paris, d'une réunion conjointe avec le club de Londres (composé des banques commerciales) consacrée à la Pologne. Ce serait, selon le *Financial Times*, la première fois que les deux institutions organisent une réunion conjointe pour débattre des problèmes d'endettement d'un seul pays.

La décision aurait été motivée par l'inquiétude que suscite au sein des gouvernements occidentaux la réticence des banquiers à accorder des prêts supplémentaires à la Pologne au cours des prochaines années.

La Pologne, dont l'endettement extérieur atteint 40 milliards de dollars (230 milliards de francs environ), a cessé de verser des intérêts sur la dette contractée auprès de sources officielles, alors qu'elle a continué, jusqu'à la fin de l'année dernière, à rembourser les banques commerciales.

SOFIA  
de notre envoyée spéciale

La dissolution du COMECON, organisation conçue en 1949 par l'URSS comme un outil d'intégration économique et commerciale du monde socialiste, n'est pas encore pour cette fois. Mais sa quarante-cinquième session, ouverte mardi 9 janvier à Sofia, aura permis de dresser un sérieux constat d'échec, sous l'impulsion des pays qui se sont résolument engagés ces derniers mois sur la voie de l'économie de marché. En tête : les Tchécoslovaques qui, pour être entrés tardivement dans la course à la démocratisation, n'en sont pas moins les plus offensés.

M. Stepan Sitarian, représentant permanent de l'URSS auprès du COMECON, ne voit pas de « grande différence » entre la position de la Tchécoslovaquie et celle de son pays. Ce n'est pas l'avis de son jeune collègue tchèque, M. Vladimír Dlouhý, vice-premier ministre depuis un mois, qui ne va pas se gêner pour le reprendre devant la presse internationale : « La différence entre nous se résume à ce qui distingue la coopération du business. Nous, on voudrait faire du business, quelques choses efficaces et qui sont profitables à tous les membres du COMECON. Et on ne voit pas comment cela peut se faire dans le cadre d'une coopération multilatérale. »

En quelques mots, ce début de trente-quatre ans, a posé le problème. L'ère du COMECON, organisme créé par et pour les Soviétiques et réglementant les rapports économiques entre pays socialistes au moyen de mécanismes aussi absurdes qu'artificiels, est terminée. Tout le monde le savait : ça ne marchait pas ; mais seuls pendant longtemps les Hongrois osaient le dire, comme l'ancien numéro un, M. Rezső Nyeri, qui comparait le COMECON au roi nu. Aujourd'hui, les Hongrois ne sont plus seuls ; au terme d'une année qui a changé la face de l'Europe, tous les participants (1) à cette réunion de Sofia — à une exception près, quand même, celle des irréductibles Cubains — sont tombés d'accord mardi sur une chose, non seule d'ailleurs, semble-t-il : le COMECON, sous sa forme actuelle, n'est plus viable.

Compromis  
nécessaire

Les Tchécoslovaques, qui paraissent la semaine dernière prêts à toutes les audaces, avaient finalement mis un peu d'eau dans leur vin et personne n'est allé mardi jusqu'à remettre en cause l'existence même du COMECON. A l'issue de cette première journée de travaux, on décidait plus sagement la création d'une commission chargée de proposer de nouveaux statuts pour l'organisation. L'idée des nouveaux

statuts émane de la délégation tchécoslovaque : le premier ministre, M. Marian Čalfa, membre du PC, a fait remarquer que certaines dispositions des statuts actuels, comme les références à l'édification du communisme, étaient en contradiction avec les principes constitutionnels de quelques Etats membres. L'idée d'une commission ad hoc vient des Polonais, et le premier ministre soviétique, M. Nikolaï Rykov, pour lequel l'efficacité du travail en commission n'a sans doute aucun secret, s'est empressé de proposer d'y nommer son compatriote M. Sitarian.

Selon toute vraisemblance, il ne sortira donc rien de très concret de cette session du COMECON, et M. Klaus prévoyait mardi soir que la seconde et dernière journée de travaux se solderait par « un compromis sur l'ampleur et la rapidité des transformations » à apporter.

Pourtant, la réunion de Sofia a été marquée par quelques remarquables nouveautés. Celle des hommes, d'abord, puisqu'il y avait là, réunis pour la première fois, les hommes que les bouleversements de ces derniers mois ont portés au pouvoir : M. Tadeusz Mazowiecki, premier ministre polonais et seul chef de gouvernement non communiste ; M. Hans Modrow, son nouveau collègue réformateur allemand ; M. Petre Roman, leur collègue roumain encore plus récent, qui s'est payé le luxe d'improviser son discours car — compréhensibles les autres participants en ce qui précède — il avait eu d'autres chats à fouetter. Il y avait aussi toute cette équipe de ministres économistes aux allures d'étudiants de troisième cycle, le Tchécoslovaque, le Polonais Balcerowicz Swicki, auxquels il faut ajouter le premier ministre hongrois Németh, tous issus de leurs partis communistes respectifs mais adreptés forcés de l'économie de marché.

Et c'est là la seconde nouveauté : l'émergence d'un peloton de tête, composé de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, déterminé à rejoindre le modèle occidental et l'Europe. L'URSS, à laquelle la Hongrie et la Pologne s'attachent volontiers lorsqu'ils étaient encore isolés, paraît désormais larguée et, lorsque les Hongrois évoquent la création possible d'un « second cercle » ou d'une « seconde intégration » à l'intérieur du COMECON, l'URSS ne fait pas partie du projet ; il s'agit de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, « les trois pays qui sont vraiment décidés à créer une économie de marché », relève le vice-premier ministre hongrois, M. Peter Medgyessy ; parmi les autres, certains savent à peine ce que cela veut dire... Le même M. Medgyessy confie sa déception à l'égard des propos « très conservateurs » tenus par ses collègues est-allemands pendant la réunion. M. Christa Luft, vice-premier ministre de RDA, s'en défend avec véhémence, tout en déclarant que sa délégation était

« fermement opposée à toute tentative d'ébranler le COMECON ».

Et les Soviétiques ? « Ils ne disent pas grand-chose non plus », relève un délégué hongrois. La seule position adoptée par la délégation soviétique a consisté à accepter une période de transition pour le passage au règlement des échanges en devises fortes et non plus en « roubles transférables », que M. Rykov avait annoncé pour 1991. Car, si les partisans de la loi du marché admettent le principe de cette décision, ils en réduisent les effets à court terme puisque les importations de gaz et de pétrole soviétiques leur reviendront alors très cher. Les Hongrois, tout en réalisant que l'URSS sera la

grande bénéficiaire de cette mesure, étaient prêts à jouer le jeu. Légèrement amers, les Polonais regrettent que les Soviétiques ne proposent pas de véritable réforme de la fixation des prix, s'ils veulent vraiment s'orienter vers un système de marché. Même moribond, le COMECON tient encore ses Etats membres, tous confrontés, à des degrés divers, à de sérieuses difficultés économiques.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Cette session réunit, au niveau des chefs de gouvernement, les représentants de dix pays : URSS, RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Bulgarie, Roumanie, Cuba, Vietnam et Mongolie.

« Je suis pour une Europe  
à géométrie variable »nous déclare M. Václav Klaus,  
le ministre tchécoslovaque des finances

## SOFIA

de notre envoyée spéciale

« Êtes-vous, oui ou non, pour la dissolution du COMECON, comme un journal polonais vous l'a fait dire ? »

« Pour des changements radicaux, oui ; pour la dissolution, non. D'ailleurs, ce n'est pas nécessaire. Il pourrait très bien subsister comme une sorte de club de discussions sur les politiques économiques — c'est une possibilité parmi d'autres. »

« La Tchécoslovaquie a proposé à Sofia que les projets de réformes du COMECON soient élaborés dans les deux mois, mais certains pays semblent craindre d'aller trop vite... »

« Ce n'est pas si difficile de changer les statuts du COMECON. Trois bons économistes peuvent faire ça en deux jours. La difficulté réside dans le calendrier d'application. Mais, du point de vue technique, on a le choix entre trois options : une intégration étroite, une intégration lâche ou une organisation qui se concentrerait de proposer des économies diversifiées. »

« Et votre préférence ? »

« Je suis pour une Europe à géométrie variable. Rien n'empêche de conserver trois types de relations économiques : la multilatéralisme pour un certain nombre d'aspects ; des relations particulières par groupes de pays (je pense à la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne, qui sont des petites économies comparables, ouvertes, manquant de matières premières) ; et, enfin,

une bonne dose de bilatéralisme, notamment pour les fournitures de matières premières. »

« Vous voulez dire avec l'URSS ? »

« Probablement, surtout avec l'URSS, oui. »

« Attendiez-vous des révisions déclinatoires de cette réunion de Sofia ? »

« Engagés comme nous le sommes dans le passage à l'économie de marché, la coordination des plans quinquennaux — qui était la question centrale du COMECON — perd de son importance. Les problèmes cruciaux sont désormais les mécanismes de paiement, les taux de change, les prix. La semaine prochaine, se tient à Prague une réunion que je préside du Comité financier du COMECON. C'est là que nous ferons des propositions techniques et on verra si les idées larges exprimées à Sofia le sont vraiment. »

« Pourtant, tous les pays semblent d'accord pour transformer le COMECON ? »

« Ils le disent mais quand j'entends le premier ministre soviétique parler toujours de coopération internationale, je dis, moi, qu'il faut parler business. Nous proposons de décider les changements très vite, d'ici mars. Si les décisions sont renvoyées à la prochaine session, à l'automne ou plus tard, ce sera un signe très clair qu'on ne veut pas vraiment aller de l'avant. »

Propos recueillis par  
SOPHIE GHERARDI

## Au conseil des ministres

## M. Bérégozov présente un dispositif d'encouragement aux investisseurs étrangers en France

« Je veux que les investissements étrangers soient encore plus libres de s'installer en France », avait déclaré M. Pierre Bérégozov le 23 novembre dernier. Un dispositif visant à encourager les créations d'usines et d'emplois dans l'économie française devait être présenté le mercredi 10 janvier au conseil des ministres.

Aux termes de ce projet, les investissements en provenance de pays de la Communauté européenne, déjà largement libres, seraient soumis à des procédures administratives encore allégées. Une sorte de « visa permanent » serait délivré aux investisseurs communautaires souhaitant mener des opérations en France, les dispensant de toute déclaration préalable. Les entreprises de taille plus modestes seraient toujours tenues de déclarer préalablement leur intention d'achat, afin de permettre la vérification de l'ori-

gine véritablement communautaire de l'investissement, mais le délai de réponse ne devrait pas être supérieur à quinze jours.

Pour autant, la clause 223 du traité de Rome permettra toujours de se protéger contre des investissements jugés « sensibles », principalement dans les secteurs de la défense nationale et de la santé. Toutefois d'éventuelles répétitions de l'affaire Valeo (lois, en 1986, l'Etat français s'était opposé au rachat de la société d'équipements automobiles par l'italien De Benedetti sous prétexte de fabrications militaires) sont à exclure. Plus de faux-semblants, assure-t-on à Bercy.

Quant aux investissements en provenance de pays extérieurs à la Communauté, les procédures devraient, au terme du nouveau dispositif, bénéficier de procédures administratives plus rapides. Si, au bout d'un délai d'un mois, le Trésor, qui doit donner son aval à toute acquisition

d'entreprise française d'une valeur supérieure à 10 millions de francs, n'a pas réagi, cette non-réponse vaudra accord tacite.

Quai de Bercy, on ne cache pas que la longueur de la procédure n'est pas sans rapport avec l'accueil réservé par le pays

demandeur aux investissements français sur son propre territoire.

Un impact  
surtout psychologique

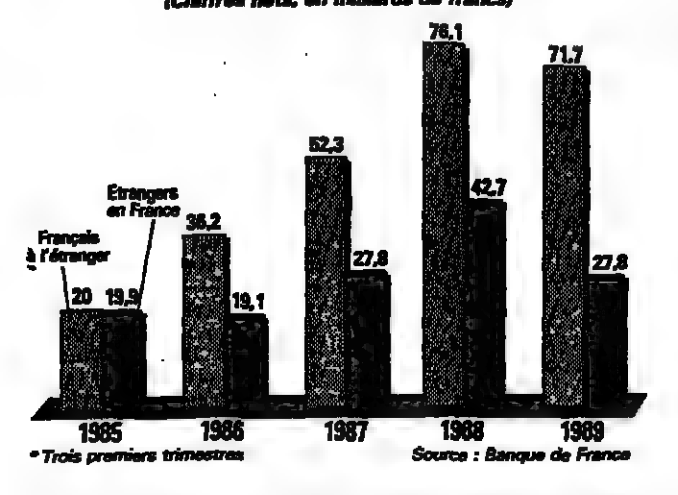
En adoptant ce nouveau dispositif, dont l'impact se veut largement psychologique, la France entend se dégager de sa réputation de pays protectionniste en matière d'investissements étrangers : « Il ne s'agit pas de vendre l'industrie française à l'étranger, mais de jouer la carte de l'ouverture internationale », souligne-t-on au ministère de l'économie et des finances. Une volonté qui s'explique largement par la dégradation récente des résultats du commerce extérieur et l'écart croissant entre les investissements réalisés par les Français à l'étranger et ceux effectués par les étrangers en France. En 1988, l'écart s'était creusé à

76 milliards contre 43 milliards. L'année 1989 devrait se solder par un résultat encore plus préoccupant, puisqu'au cours des neuf premiers mois de l'année les investissements français à l'étranger ont totalisé, selon des données provisoires calculées par la Banque de France, 71 milliards de francs, alors que les investissements étrangers en France étaient limités à 27 milliards.

M. Fauroux, ministre de l'Industrie, partage entièrement l'avis de M. Bérégozov. Il était allé dès cet été au Japon puis aux Etats-Unis, faire savoir l'« accueil chaleureux » que la France réserve désormais aux investisseurs. Un cas d'école avait même été pris dans l'automobile, où M. Fauroux avait essayé, en dépit de l'opposition de Renault et de Peugeot, d'attirer l'usine que Toyota voulait bâtir en Europe. Cette usine, comme celles des autres constructeurs automobiles nippons, en finissant en Grande-Bretagne, les Japonais ayant encore, à l'évidence, l'image d'une France protectionniste.

## La morosité des investissements étrangers

(Chiffres nets, en milliards de francs)



\* Trois premiers trimestres

Musée d'art contemporain de Lyon, 16, rue Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-60-68. De 12 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 janvier. ELAC, Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échange de Porcien, 4, rue de Porcien, 69002. Tél. : 78-42-27-39. De 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 janvier.

## Reims

Pierre Boucher  
Photographe, concepteur, magicien, cet expérimentateur insatiable a créé l'Agence Alliance Photo en 1974. Toniques et optimistes, ses instantanés traduisent une expression calligraphique de la joie. Fier de son art de camping, amoureux du plein air, il réalise aussi des nus distants. Lui-même se dit phototypographe.

Micropictive Pierre Boucher : Café du Palais, place Myron Hurrek ; Office du tourisme, 2, rue Guillaume-de-Machault ; Espace Malmat, chaussée Boissacq, jusqu'au 31 janvier.

## Rouen

A travers le verre  
Gobelets, carafes, luminaires, objets de décoration, de pharmacie ou d'alchimie... Plus de trois cent cinquante pièces de verrerie médiévale sont rassemblées. La plupart de ces objets précieux proviennent de fouilles urbaines et rurales.

Musée départemental des Antiquités, 196, rue Beaumais, 76000. Tél. : 35-56-55-10. De 10 heures à 17 h 30. Le dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

## Poitiers

## Poitou-Charentes

Présenté par le Fonds régional d'art contemporain, un ensemble de sept artistes (Fagenbaum, Gerz, Graham, Hilliard, Rousse, Thomas, Tosani) utilisant la photographie. Allégories de l'espace, manipulations, objets fictifs, à travers une infinité de représentations, un aperçu vivant de la création des années 80.

FRAC, Hôtel de région, 15, rue de l'Académie-Corinthe. Tél. : 45-82-87-01. Jusqu'au 2 février.

## Saint-Etienne

## De la Révolution à la perestroïka

Plein feu sur la peinture et la sculpture des avant-gardes soviétiques, celles du début du siècle et celles d'aujourd'hui, pour la première fois rapprochées. Les œuvres, environ cent cinquante, viennent des collections des musées Ludwig d'Aix-la-Chapelle et de Cologne.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-69-69-65. De 10 heures à 19 heures. Nocturne le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

## Villeneuve-d'Ascq

## Best

A travers un choix restreint d'œuvres majeures, dont beaucoup ont été prises par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition a pour but de montrer la nature des échanges entre les artistes américains à l'origine de l'expressionnisme abstrait et les surréalistes américains aux Etats-Unis pendant la guerre. Un point d'histoire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-66-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

La création « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette, Sébastien « Photo », Patrick Roegiers.







# AFFAIRES

## EMPLOI-FORMATION

Une industrie qui emploie 1 200 personnes contre 15 000 il y a trente ans

### Le gant français veut sauver sa peau

Florissante jusqu'à la Libération, l'industrie française du gant s'est faite balayer de la plupart des marchés de basses et moyennes gammes par les productions de pays à faible coût de main-d'œuvre. Les derniers fabricants demandent la mise en place de quotas d'importation tout en misant sur la créativité, le « haut de gamme » et la délocalisation d'une partie de leurs activités.

ALBI

de notre correspondant

La ganterie française peut-elle encore sauver sa peau ? Mondialisation, concurrence, ce n'est pas le bon goût, et de « savoir-faire » national employant près de 15 000 personnes au début des années 60 dans ses centres traditionnels de Millau (Aveyron), de Saint-Junien (Haute-Vienne), et dans une moindre mesure, à Grenoble et à Nîmes. Il n'en occupe plus aujourd'hui que 1 200 qui produisent 1,2 million de paires de gants de ville par an pour un chiffre d'affaires de 120 millions de francs.

Industrie de main-d'œuvre par excellence — les charges salariales rentrent pour moitié dans le coût du produit fini — la ganterie de peau n'a pu résister à la concurrence des pays du Proche-Orient et d'Asie du Sud-Est. De 1974 à 1979, les importations ont doublé quasiment chaque année en volume et atteignent aujourd'hui, toujours dans la catégorie des gants de ville, les 2 millions de paires, surtout en provenance des Philippines, d'Italie, de Corée, de Hongkong et de Chine. De leur côté, les exportations ont plafonné, en 1988, à 280 000 paires en direction des Etats-Unis, du Japon et des pays de la CEE.

Le développement dans la région de Naples d'une véritable production clandestine — évaluée à 10 millions de paires par an par la Fédération européenne de la ganterie de peau (FEGAP) — n'a pas arrangé la situation. Résultat : des

ganteries existant en France à la Libération, il ne restait plus qu'une centaine d'entreprises en 1981, et l'on n'en recense plus que trente-deux aujourd'hui.

Si l'on se base sur la production, le centre de Saint-Junien a repris, avec plus de 380 000 paires fabriquées en 1988, le titre de capitale française du gant à Millau (280 000 paires). Mais la sous-préfecture de l'Aveyron parvient à

nement paternaliste, les ganteries classiques (gants de ville) se sont fait exclure par la déflationniste asiatique de la plupart des marchés de basse et de moyenne gamme. Les plus grosses unités, dont certaines, comme les gants Jaquet de Millau, dépassaient le million de paires, ont été les premières touchées.

Seules ont réussi à subsister quelques PME capables de s'adapter à cette évolution. « Ces quinze

trois séries de 10 000 paires en moyenne gamme fabriquées à Millau », affirme le PDG.

Tout en maintenant ses ateliers dans l'Aveyron pour ses productions de qualité et le service après-vente, il envisage aujourd'hui de s'installer également au Maroc. Christian Causse, le patron de la société Gankos à Millau, a orienté son entreprise et ses 50 salariés dans la fabrication de gants de travail de grande finesse. Un créneau sur lequel il réalise la moitié de ses 10 millions de chiffre d'affaires. Une percée récente dans le sportswear, notamment sous la marque Cheviogon, avec des gants de cowboy au montage simplifié, devrait lui ouvrir des horizons nouveaux et représenter bientôt plus d'un tiers de ses 120 000 ventes annuelles.

Mais Christian Causse, qui préside également la chambre syndicale des ganteriers millais, envisage lui aussi la délocalisation d'une partie de ses activités vers le Portugal dans un avenir proche. « C'est comme cela qu'on se console, précise-t-il. Les pouvoirs publics n'ont jamais rien fait pour la ganterie et nous ne représentons plus un lobby comme autrefois... Alors, pour subsister, il va falloir se transformer en négociants qui gardent seulement la maîtrise technique... »

Tout comme lui, Paul Rigaudy, le président des ganteriers de Saint-Junien et de la Fédération nationale, demande l'instauration de quotas européens pour limiter les importations dans les gammes moyennes afin de sauver ce qui peut l'être de la ganterie française. « On veut bien lutter avec nos concurrents de la CEE mais pas avec des pays qui vendent des gants au kilo », affirme-t-il. Un dossier de demande de sauvegarde devrait être bientôt déposé à Paris et à Bruxelles, comme c'est le cas actuellement pour l'industrie de la chaussure.

En attendant cette mesure providentielle et à défaut d'une véritable dynamique d'ensemble, chaque ganterie espère, du fond de son atelier, que l'hiver sera rude et long.

ALAIN ALBINET

CETTE ANNÉE ON A TOUT MISÉ SUR LA CRÉATIVITÉ.



Peu

dernières années, ce sont près de 8 000 emplois qui ont disparu dans ce secteur d'activité, explique Véronique Siau-Cassière, secrétaire générale de la FEGAP. Comment peut-il en être autrement quand une paire de gants de ville d'importation arrive au prix de 48 francs alors qu'elle se fabrique ici à 90 francs ?

Dans cette production « à la main » où la mécanisation ne peut intervenir que dans une très faible proportion, le « haut de gamme » est apparu pour beaucoup d'entreprises comme la seule alternative face à une concurrence étrangère imparable au niveau des prix. Danièle et Pierre Got, trépassés de génération de ganteriers, ont repris l'affaire familiale des gants Norval à Millau, voici une dizaine d'années. « La ganterie française traversait à cette époque ses heures les plus noires avec les importations massives et des fabrications locales sans imagination. La haute couture et la mode en général nous avaient complètement oubliés, raconte Danièle Got. Nous nous sommes alors lancés sur des articles de très haut de gamme, en mettant la créativité au service de notre savoir-faire... Pour remonter notre handicap il a fallu quasiment faire du porte-à-porte chez les couturiers et leur mettre sous le nez ce dont nous étions capables... »

Aujourd'hui les gants Norval emploient une trentaine de salariés comme aux temps glorieux et réalisent la moitié de leurs 6 millions de francs de chiffre d'affaires sous les criffes prestigieuses d'Hermès, Yves Saint Laurent, Dior et Montana, entre autres. Si le prix moyen de la paire de gants tourne ici autour de 300 francs, certains modèles sont vendus jusqu'à 3 000 francs. L'entreprise, qui effectue 40 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, appréhende toutefois l'avenir avec prudence : « Même si ça marche bien pour nous, nous sommes sur un trop petit créneau », déclare Danièle Got. « Il faut être honnête, ce n'est pas avec cela que l'on sauvera la ganterie française... » Parallèlement, les gants Norval refusent aujourd'hui des commandes et la société est déjà limitée dans son développement par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Bas de gamme

Louis Fabre, le PDG de la plus importante ganterie de Millau avec 90 salariés et 20 millions de francs de chiffre d'affaires, a choisi une autre voie pour son entreprise. Autrefois spécialisée dans les marchés administratifs et les gants de ville de bonne facture, il a monté une société commune avec un ganter portugais et installé une unité de fabrication de 50 personnes près de Lisbonne, il y a dix-huit mois. « Je produis maintenant des gants beaucoup moins chers, ce qui m'a permis de raffirmer durablement un marché de 50 000 paires aux Chinois dans le bas de gamme et de placer par la même occasion

Ils sont déjà plus de 6 000

### Les banques embauchent de plus en plus d'ingénieurs

Pour répondre aux nouvelles techniques financières et élaborer d'ambitieux projets — TGV ou tunnel sous la Manche — les principales banques françaises embauchent de plus en plus d'ingénieurs issus des grandes écoles.

A la Société générale, où on a toujours recruté des ingénieurs-conseils, afin de réaliser des études monographiques sur telle ou telle première ou telle société multinationale, les nouvelles techniques financières accentuent la demande. Ainsi, au sein de la direction des produits financiers, le département options qui employait dix personnes en 1985 en occupe aujourd'hui une centaine, dont plusieurs polytechniciens, commerciaux ou diplômés de l'Ecole des mines.

« Les nouvelles techniques financières nécessitent de construire de nouveaux modèles et de réaliser des logiciels très sophistiqués », explique Jean-Louis Truchement, directeur des ressources humaines. « Pour dominer ces techniques, il faut de solides connaissances scientifiques. Ainsi, nos cadres de la direction du marché des capitaux doivent parfaitement maîtriser le calcul mathématique afin de bâtir des logiciels calculant les risques », précise Louis-René de Giron, responsable du recrutement.

#### Des têtes bien faites

La réflexion est identique au Crédit lyonnais. M. Joseph Musseau, directeur des relations sociales et du personnel, recherche à la fois des ingénieurs-systèmes, « une fonction qui s'est beaucoup développée ces dernières années », et des ingénieurs comptables. « Le monde industriel, pour réaliser des nouveaux projets financiers ou élaborer des grands projets tels que le TGV-Nord ou le tunnel sous la Manche, nous avons besoin d'ingénieurs connaissant bien leurs pairs », explique Joseph Musseau. « De même, la direction des études économiques et financières, nous avons de nombreux ingénieurs

chargés de suivre différents secteurs professionnels. Ils doivent conseiller les banquiers et comprendre réellement les professionnels. »

Si les directions économiques, les services informatiques et les nouveaux produits financiers sont incontestablement les trois principaux domaines où évoluent les ingénieurs, les banques n'hésitent pas à embaucher dans une filière commerciale lorsqu'une demande est faite. La BNP, qui a récemment nommé deux ingénieurs agro dans des agences, ne s'en plaint pas. Et si, à la Société générale, on estime que « les postes d'encadrement du réseau des agences ne sont pas a priori destinés aux ingénieurs », on pense aussi que « ceux qui ont envie d'être attachés commerciaux pour avoir des contacts avec la clientèle sont souvent des candidats de qualité », et donc reçoivent comme telles.

A vrai dire, qu'ils le reconnaissent ou non, la plupart des spécialistes du recrutement estiment qu'il y a finalement peu de différences entre une tête bien faite sortie de HEC et une autre tête bien faite issue de Polytechnique. « Nous ne sommes pas crispés sur tel ou tel diplôme », constate Jacques de Clailly, responsable du recrutement à la BNP. « Je recrute les ingénieurs comme les commerciaux, non pour leurs connaissances spécifiques mais pour leur talent global », affirme Ghislain Brochant de Villiers, son homologue à l'Indosuez. « Je n'ai jamais vu un ingénieur qui ne puisse maîtriser des problèmes de droit ou de fiscalité », confirme Jean-Louis Truchement.

Les formations suivies sont-elles d'ailleurs si différentes ? « Si on prend la botte des grandes écoles, c'est très généraliste », constate Ghislain Brochant de Villiers. De plus, sentant le vent tourner, certaines écoles d'ingénieurs ont introduit depuis deux ou trois ans une option économie et finances au niveau de la troisième année. C'est le cas en particulier de Centrale, de l'Ecole des mines, où les anciens élèves travaillant dans la finance ont créé leur propre club, et des Ponts et chaussées.

Une responsable de cette école le reconnaît : « Quand on s'aperçoit que nos élèves vont voir ailleurs, il faut soit s'adapter, soit mettre la clé sous la porte. C'est heureusement la première solution qui a été retenue. L'option économie et finances, créée il y a trois ans, attire déjà 20 % des promotions. Parmi ses élèves, on note la présence de nombreux polytechniciens, qui viennent faire leur école d'application. Vingt en 1987, ils sont déjà trente cette année. »

#### Assez intelligents pour percevoir

« Les milieux financiers intéressent de plus en plus les élèves », constate le chef d'état-major, responsable des études à l'X. « De même que nous avons vu éclore des clubs d'investisseurs internes à l'école, nous remarquons qu'ils tendent souvent d'accomplir leurs stages dans des banques. De toute façon, ils savent qu'ils sont assez intelligents pour percevoir, même s'ils n'ont pas les bases commerciales. »

En cherchant à recruter de nombreux ingénieurs, à qui elles offrent des salaires souvent supérieurs à ceux de l'industrie, les banques font-elles de la concurrence déloyale au secteur industriel ? Découragées des jeunes ingénieurs du secteur de la production, comme on le prétend parfois ? Joseph Musseau estime ce procès illégitime : « La banque n'est plus hermétique. Le travail en osmose avec nos clients me paraît naturel. » De plus, comme le constate Ghislain Brochant de Villiers, si les jeunes sont attirés par la banque, c'est parce que nous leur proposons des postes intéressants et que nous leur faisons prendre des risques. Les industriels ne se rendent pas compte qu'en France — ce n'est pas vrai à l'étranger — 75 % des jeunes ingénieurs ne se sentent pas ingénieurs. Ils se sont transformés en porteurs de carnet scolaire entre la troisième et la terminale. »

Quelle que soit la valeur des arguments employés par les industriels, une constatation s'impose : les jeunes ingénieurs sortant des écoles les plus prestigieuses s'orientent de plus en plus vers les services (banques, consultants...), laissant l'industrie à leurs homologues moins brillants, moins chanceux ou issus d'une école spécialisée.

FREDERIC LEMAITRE

#### Un rapport de l'INED sur les migrations en France

### Une mobilité freinée par la crise

La mobilité de la population française a-t-elle été freinée par la crise économique ? C'est la question posée par l'étude que le rapport de l'INED consacre aux migrations internes en France de 1954 à 1982 (date du dernier recensement).

Les Français sont encore relativement casaniers : chaque année 9 % à 10 % d'entre eux changent de logement, 2,5 % à 3 % de département et entre 1,3 % et 1,8 % de région. C'est peu par rapport aux Etats-Unis, où 18 % des habitants quittent leur logement chaque année. Pourtant, c'est déjà le résultat d'une longue évolution qui a marqué la sortie progressive de la société rurale traditionnelle : la proportion de personnes vivant à quarante-cinq ans hors de leur département de naissance était passée de 20 % environ vers 1910 à plus de 45 % vers 1950. Seules périodes de retour en arrière : le début du siècle, le « retour à la terre » des années 30 et, surtout, le retour de la guerre 1939-1945.

Depuis, la mobilité s'est encore accentuée jusqu'aux années 1968-1975, à l'achèvement des « trente glorieuses » de l'industrialisation et de l'urbanisation. Mais elle s'est ralentie entre 1975 et 1982 : au cours de ces huit années, 6 % des Français ont changé de département et 11,6 % de région, contre 20,4 % et 12,5 % respectivement au cours de la période précédente. Est-ce le développement de la propriété du logement plutôt que la crise qui ont entraîné ce coup de frein ?

Est-ce aussi pour ces mêmes raisons que les mouvements entre les campagnes et les villes ont changé de sens entre les années 1954 et 1982 et les années 1975 et 1982 ? Au départ, ils se dirigeaient d'autant plus vers les

villes qu'elles étaient plus grandes, notamment l'agglomération parisienne. Puis l'attraction des grandes villes, et surtout de Paris, a décliné, d'abord au profit des communes de 5 000 à 10 000 habitants en 1968/1975, des communes rurales ensuite.

#### La « rurbanisation »

En 1982, le « solde migratoire » est d'autant plus élevé que la taille de la commune est plus faible : ce n'est pas seulement la « rurbanisation », l'invasion des villages périphériques, mais le retour à la campagne. Si à vingt ans/vingt-cinq ans on continue à partir en ville pour y faire des études ou y trouver un emploi, des trente ans, avec la vie en couple ou la naissance des enfants, on revient à l'installation à la campagne ou dans les petites agglomérations.

Au cours de ces trois décennies, les échanges entre les régions se sont modifiés aussi. Seule la Provence-Côte d'Azur a été récemment détrônée par le Languedoc-Roussillon. En revanche, l'Île-de-France a perdu ses pouvoirs (au départ, ce fut le résultat d'une volonté de freiner le développement de l'agglomération parisienne). Devenue zone d'émigration, elle n'exerce plus d'attraction que sur des régions proches en difficulté économique et en perte de vitesse démographique comme le Nord et la Lorraine. Avec la Champagne-Ardenne et la Franche-Comté, ces régions alimentant en 1982 le reste de la France, notamment l'Ouest et le Midi aquitain aussi bien que méditerranéen. Aux migrations des retraités ou des jeunes en quête d'emploi se sont ajoutées la déconcentration économique et la recherche de zones avantagées par le climat.

GUYS HERZLICH

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### KUWAIT-FRENCH BANK (KFB) COMMUNIQUE DES ACTIONNAIRES

A la suite d'articles de presse faisant état de difficultés à la KFB, les établissements de crédit suivants, qui contrôlent cette banque,

CIC Paris au capital de FRF 1.609 millions  
ALAH BANK OF KUWAIT au capital de 48 millions de dinars (FRF 953,1 millions)  
COMMERCIAL BANK OF KUWAIT au capital de 49,3 millions de dinars (FRF 978,9 millions)  
KUWAIT REAL ESTATE BANK au capital de 27,8 millions de dinars (FRF 552 millions)

communiquent :

- 1) Pour couvrir tous types de risques, dans le cadre d'une appréciation très prudente de ses engagements, la KFB doit provisionner environ 175 millions de francs. Ces provisions seront constituées à partir des résultats de la banque, mais aussi, grâce à la réalisation de plus-values latentes, notamment immobilières, que recèle directement ou indirectement la KFB.
- 2) Réunis à Paris en novembre et décembre 1989, les actionnaires de la KFB ont manifesté leur confiance dans l'avenir de la banque et :
  - confirmant leurs concours
  - renouvelant les prêts participatifs qu'ils lui accordent (100 MF)
  - décidant de transformer très prochainement une partie de ces prêts participatifs (30 MF) en augmentation de capital.

Il est rappelé que les fonds propres et assimilés de la KFB s'élèvent à 336 MF.

3) Au surplus, les actionnaires prendront, s'il en était besoin, toutes mesures propres à assurer la bonne fin des engagements de la KFB.

Signataires :

CIC Paris, Jean-Pierre AUBERT, Président  
ALAH BANK OF KUWAIT, Moud Y. BEHBEHANI, Président  
COMMERCIAL BANK OF KUWAIT, Hamad A. AL HAMAD, Président  
KUWAIT REAL ESTATE BANK, Saad AH AL NAHEDI, Président



### Edouard B

(après avoir travaillé)  
soit ses collections :  
« Cardin - New-man - Courrèges - Lapérouse  
de Furus - Hechter - Coup de Cœur »

JUSQU'A 40 %

33, rue Lafayette 75008 Paris  
Tél : 467-78-86-70

#### Les emplois de la perestroïka

De retour d'URSS (où il n'existe ni assurance automobile obligatoire ni responsabilité civile en droit commun), M. Michel Albert annonce l'ouverture aux AGF de 40 emplois pour jeunes assurés de l'Europe de l'Est. « Nous sommes la première entreprise française à le faire », dit-il, en comptant déjà sur un Polonais, un Hongrois, un Tchèque et un Allemand de l'Est. Avec l'idée que ces jeunes assurés, basés au département intermédiaire de la compagnie, pourront tout aussi bien y faire carrière que retourner dans leur pays d'origine, préparer des aventures ou créer des filiales... A l'image de ce qui fit, dans les années 60, un collaborateur de la société, en partant avec une valise remplie de francs-or pour le Brésil, où les AGF ont aujourd'hui une part de marché presque aussi forte qu'en France.

Propos recueillis par  
CLAIRE BLANCH  
et YVES MAMOU

#### La japonaise en Europe de l'Est

### à construire automobiles en Hongrie

30 %, le groupe nippon Itoh pour 10 % et International Finance Corp (IFC), une filiale de la Banque mondiale, pour les 10 % restants. La production annuelle passera à 50 000 au bout de trois ans et pourrait atteindre 130 000. Selon Suzuki, les automobiles seront essentiellement réservées au marché hongrois. La Hongrie est un pays de voitures et en importe seulement 120 000 par an de l'étranger. L'IFC, qui a financé d'autres pays de l'Est, veut que 40 % de la production soit exportée vers l'Occident. Pour la Hongrie, ce serait un moyen d'obtenir des devises et pour Suzuki, de pénétrer par l'Est en Europe occidentale.





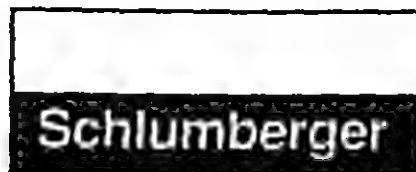


REPRODUCTION INTERDITE



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT



SCHLUMBERGER INDUSTRIES, SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES ET SCHLUMBERGER SERVICES PETROLIERS  
SOUHAITENT UNE BONNE ANNÉE 1990 AUX LECTEURS DU MONDE.  
SCHLUMBERGER EST PRÉSENT PARTOUT EN EUROPE : FRANCE, UK, IRLANDE, HOLLANDE, BELGIQUE, SUÈDE,  
NORVÈGE, DANEMARK, SUISSE, ALLEMAGNE, AUTRICHE, ITALIE, ESPAGNE, GRECE.  
COORDINATION RECRUTEMENT - BP 620-01 - 50 AVENUE JEAN JAURES, 92542 MONTRouGE CEDEX.

## LVMH RECHERCHE

fait partie du

GRUPE LVMH MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

Leader mondial dans les produits de Luxe créés à Paris, le poste de

### RESPONSABLE SCIENTIFIQUE MAROQUINERIE

pour un Ingénieur Chimiste Cuir, Polymères ou Textile de 35 ans environ. Il détectera les problèmes liés au cuir et suivra les programmes de recherche confiés à des laboratoires ou organismes tant français qu'étrangers.

Si vous avez œuvré en recherche fondamentale ou appliquée, soit en laboratoire spécialisé, soit en industrie concernée par ces problèmes de finissage cuir, textile ou polymères et que vous souhaitez rejoindre un groupe prestigieux, vous êtes sûrement le collaborateur que nous recherchons. Outre le français, vous devez maîtriser parfaitement l'anglais.

Pour en savoir plus et recevoir un descriptif précis du poste, faites parvenir votre lettre manuscrite et CV sous réf. PRA 717 M à notre conseil Michel BARBEY qui vous rencontrera en toute confidentialité.

Cette offre est également diffusée en Angleterre ("The Independent"), en Allemagne ("Süddeutsche Zeitung") et en Belgique ("Le Soir + Standaard").

**centor** 26, rue Henri Monnier  
75009 PARIS  
Tél : 42 85 15 53



Leader Mondial des Microprocesseurs  
recherche pour son siège européen de St-Quentin-en-Yvelines

### CONSEIL JURIDIQUE

Vos responsabilités pour nos filiales européennes s'exerceront principalement dans le domaine du droit des affaires : contrats, distribution, concurrence, propriété industrielle... Vous conseillerez nos différentes Directions et serez en relation avec le Siège Social basé aux USA. Votre sens de la communication et une expérience d'au moins 5 ans dans un environnement international vous permettra sous 2 ans de remplacer l'actuel titulaire.

De formation supérieure en droit (ou membre d'un barreau d'un pays Européen ou États-Unis), vous maîtrisez parfaitement l'anglais, des connaissances en Allemand seraient un plus.

Merci d'adresser votre lettre, CV et prétentions sous référence 101/CJ, à la Direction des Ressources Humaines, INTEL CORPORATION SARL, 1 rue Edison, BP 303, 78054 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

## *Le Monde* INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 11



Le Secrétariat Général du

### PARLEMENT EUROPEEN à LUXEMBOURG

organise un concours général pour le recrutement de

## Traducteurs (U/m) de langue française

#### Principales conditions d'admission :

- formation universitaire adéquate (en langues, sciences politiques, droit, économie, etc...) sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle dans le domaine de la traduction d'au moins cinq ans garantissant le même niveau; • expérience professionnelle de traduction d'une durée d'au moins un an appréciée; • parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie de deux autres langues officielles de la Communauté européenne, à savoir : première langue : impérativement allemand ou espagnol, seconde langue : soit allemand ou espagnol (à condition qu'il ne s'agisse pas de la première langue), soit danois, soit anglais, soit grec, soit italien, soit portugais. Connaissance souhaitable d'une quatrième et d'une cinquième langue officielle de la Communauté européenne; • être ressortissant d'un des États membres de la Communauté européenne; • âge : 40 ans maximum (être né après le 12 février 1949).

LE PARLEMENT EUROPEEN MET EN ŒUVRE, EN FAVEUR DE SON PERSONNEL, UNE POLITIQUE D'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE HOMMES ET FEMMES.

Lieu d'affectation : LUXEMBOURG

Le numéro du Journal Officiel contenant toutes les informations utiles peut être demandé, de préférence sur carte postale, en rappelant la référence PE/140/LA : • au Bureau d'Information du Parlement européen : 288, boulevard St. Germain - 75007 PARIS; • ou au Service du Recrutement du Parlement européen : L-2929 LUXEMBOURG. (Les candidats sont priés d'écrire leurs noms et adresse en lettres capitales). Les candidatures rédigées sur le formulaire contenu dans le Journal Officiel doivent être adressées au Parlement européen - Service du Recrutement - L-2929 LUXEMBOURG. Date limite de dépôt des candidatures : 12 février 1990

Recherchons TRADUCTEURS (FRANÇAIS) ANGLAIS-FRANÇAIS en poste dans nos bureaux de Londres. Les candidats européens doivent être âgés de 25 à 35 ans. M.D., Translations PLC, 118-128 North End Road, London W14 8PP, G.B.

### REGIONAL SALES MANAGER EUROPE

Yale Materials Handling Corporation, a leading international forklift truck manufacturer, seeks an experienced sales manager to represent the company in the United States. The ideal candidate will support sales through our international dealers. We are seeking a seasoned professional with a minimum of 5-6 years sales management experience.

This position is responsible for implementation of a broad range of sales programs to our dealers to increase unit sales. Strong presentation, training and communication skills are required. Travel requirements are extensive. The position will be based in Europe.

Position requires marketing/technical experience related to the material handling/industrial sales industry. College degree preferred. Candidates must be fluent in English and French and have a working knowledge of at least one other European language. Yale offers a competitive salary and benefits package and an attractive incentive plan in support of this position. Interested candidates should send resume with salary history to confidence to:

Human Resources Dept.  
YALE  
Materials Handling Corp.  
Route 523 & 31  
Pittsford, NY 06222, U.S.A.  
Equal Opportunity Employer M/F



### L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

est une organisation financièrement autonome qui connaît un développement rapide. Notre personnel est composé de 3 000 ressortissants des 14 États membres.

Nous recherchons, pour le bureau de Munich, un

### CONSULTANT EN ORGANISATION

Il entrera notamment dans ses attributions, outre l'analyse en toute indépendance des structures d'organisation existantes ainsi que la conception et l'introduction de meilleures structures, le traitement de façon indépendante de problèmes complexes en matière de gestion de personnel et de gestion d'entreprise. Il devra d'autre part conseiller et soutenir les services internes de l'Office dans tous les problèmes d'organisation, s'engager activement dans la recherche de solutions optimales, coordonner et diriger des projets dont il assumera également la responsabilité vis-à-vis du management.

Nous attendons des candidats une formation complète de niveau universitaire et une expérience professionnelle de plusieurs années dans les domaines de l'organisation et de la gestion d'entreprise, avec références. Une expérience de la fonction de consultant interne ou externe en organisation et en gestion d'entreprise est nécessaire. Les langues officielles de l'Office européen des brevets sont l'allemand, l'anglais et le français.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 janvier 1990. Les formulaires de candidature officiels peuvent être obtenus auprès de

l'Office européen des brevets

— Service du personnel —

Erhardtstrasse 27

D-8000 Munich 2

Tél. : Munich 19-49-89-2399-4316.



## BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

La Banque recherche, pour le Département Emissions de sa Direction des Finances et de la Trésorerie à Luxembourg, un assistant pour un des chefs de division responsable des

## Marchés de Capitaux

Fonctions : seconder le chef de division sur les marchés où il intervient (Pays-Bas, pays scandinaves, Portugal, Grèce, Moyen-Orient, marché international).

Ce poste comporte une collaboration étroite dans les domaines suivants :

- négociation des emprunts à émettre et préparation de la documentation ;
- surveillance des marchés primaires et secondaires des pays ou secteurs concernés ;
- recherche sur les marchés concernés des différents types de financement.

Qualifications : □ formation de niveau universitaire ou expérience professionnelle équivalente ; □ expérience bancaire d'au moins 3 ans dans le secteur des marchés primaires des capitaux. Cette expérience implique la connaissance, non seulement des marchés internationaux, mais également des marchés intérieurs, avec la pratique des emprunts à taux fixe et à taux variable ; □ une expérience des opérations de swap serait également appréciée ; □ bonne connaissance des mathématiques financières.

En plus de la langue maternelle, une bonne connaissance de 2 autres langues communautaires est requise. La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux, et pratique une politique d'égalité de chances.

Les personnes intéressées, n'ayant pas plus de 32 ans et possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, ainsi qu'une photographie, à la :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT,  
Division Recrutement-Formation (R&F: F19001),  
boulevard Konrad Adenauer 100,  
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



## ASIAN DEVELOPMENT BANK

Manila, Philippines

The Asian Development Bank, a multilateral development finance institution based in Manila, Philippines is seeking highly qualified applicants for the following present and anticipated professional staff positions:

### AGRONOMISTS

Responsible for the review and evaluation of agriculture projects including supervision of project implementation. Applicants must be experienced in tropical and sub-tropical agriculture, farming systems, irrigation and surface water supply and distribution; land use, cropping patterns and soils use maximization. A university degree, preferably an advanced degree in Agriculture, is required.

### RESEARCH ECONOMISTS/STATISTICIANS

Responsible for economic and statistical research in specific sectors and areas of development; provide Bank-wide statistical service and prepare and administer statistical development technical assistance programs for developing member countries. Applicants should normally have a Doctorate Degree, substantial experience in econometrics, research and statistical methodology and a proven publication record.

### PROGRAMS ECONOMISTS

Responsible for the economic and social analysis in developing member countries and its implications for the Bank's operational strategies and country programs. Applicants should preferably have an advanced degree in Economics or Finance and work experience in a developing country.

### INVESTMENT OFFICERS

Responsible for loan and equity investments involving private sector investment projects of the Bank. Applicants must be familiar with investment laws of developing member countries, capital markets and the prevailing business climate. Applicants must have experience in various aspects of international corporate finance, including venture capital.

### PROJECT ECONOMISTS (Agriculture, Power, Highways, Education, Ports, Railways)

Responsible for the economic analysis of sectors and policies and evaluating the economic costs and benefits of projects, including the calculation of economic rates of return. Applicants should preferably have an advanced degree in Economics with substantial experience in policy analysis and in the evaluation and interpretation of statistical data. Familiarity with concepts and techniques of economic and financial analysis is essential.

### FINANCIAL ANALYSTS (Agriculture, Industry, Power, Transport, Social Infrastructure)

Responsible for the review and evaluation of the financial aspects of proposed projects and of the executing agencies responsible for their implementation. Applicants should preferably have an advanced degree in Economics or Finance and experience in the financial evaluation of projects.

### PROJECT ENGINEERS (Ports, Highways, Railways, Power Systems, Water Resources)

Responsible for the technical appraisal and evaluation of loan and technical assistance projects financed by the Bank. Applicants should preferably have an advanced engineering degree and experience in project management in developing countries.

An essential requirement for all positions is proficiency in written and spoken English.

Bank staff and their families reside in Manila. The Bank offers a competitive salary paid in U.S. Dollars, normally free of tax, and an excellent benefits package.

The Bank actively encourages women to apply for the above positions. Interested persons may send their curriculum vitae to: REF. NO. 9001-A, HUMAN RESOURCES DIVISION, ASIAN DEVELOPMENT BANK, P.O. BOX 789, MANILA 1009, PHILIPPINES. Shortlisted candidates will be interviewed in Europe by an ADB recruitment mission scheduled for mid-1990.

Enquiries may be sent by telex (Numbers 63587 ADB PH, 40571 ADB PM, 23103 ADB PH) or Facsimile Number (632) 741-7961 or by phoning International Telephone Number (632) 711-3851.



## MAXWELL COMMUNICATIONS

### EXECUTIVE BI-LINGUAL P.A.

LONDON EC1

SALARY NEGOTIABLE

Maxwell Communication Corporation PLC, a diversified communications group is amongst the world's leading multi-media publishers.

An outstanding opportunity has arisen at our Central London office for a confident, experienced Bi-Lingual Secretary with excellent shorthand in both French and English.

Experienced at working with top decision makers, you will be capable of providing a full secretarial (P.A.) service to the Group Corporate Development Director and to the joint Managing Director. Ideally aged 25+, you will have initiative, adaptability and a quick mind combined with excellent skills.

This is a challenging yet rewarding role in which fluency in both languages is essential.

Salary will not be a barrier to attracting the right person.

Please apply by sending a complete CV and salary details to:

PERSONNEL SERVICES OFFICER, MAXWELL COMMUNICATIONS  
21 HOLBORN CIRCUS, LONDON EC1N 2NE ENGLAND

## Le sultanat d'Oman

### UN INGÉNIEUR DE DÉCOR INTÉRIEUR

#### Conditions :

- Fournir des diplômes en bonne et due forme,
- Agé de moins de 60 ans,
- Parler et écrire l'anglais ou l'arabe couramment,
- Lieu de travail : sultanat d'Oman.

Pour tous renseignements, tél. : 47-23-01-63

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## INTERNATIONAL MONETARY FUND

recherche pour son siège à Washington

### un INTERPRÈTE-TRADUCTEUR DE LANGUE ESPAGNOLE

### et un INTERPRÈTE-TRADUCTEUR DE LANGUE FRANÇAISE

LES CANDIDATS POUR LE POSTE D'INTERPRÈTE-TRADUCTEUR DE LANGUE ESPAGNOLE devront pouvoir interpréter à partir de l'anglais et du français en espagnol (et si possible de l'espagnol à l'anglais) et traduire de l'anglais en espagnol. Ils doivent être de langue maternelle espagnole et avoir une connaissance approfondie de l'anglais et du français.

LES CANDIDATS POUR LE POSTE D'INTERPRÈTE-TRADUCTEUR DE LANGUE FRANÇAISE devront pouvoir interpréter à partir de l'anglais et de l'espagnol en français (et si possible du français en anglais), traduire de l'anglais en français et avoir une connaissance approfondie de l'anglais et de l'espagnol.

POUR LES DEUX POSTES, les candidats doivent posséder un diplôme universitaire dans le domaine de l'interprétation de conférence et avoir une bonne expérience professionnelle dans le domaine de l'interprétation et de la traduction. En outre, une formation universitaire ou une expérience professionnelle dans le domaine économique ainsi que la connaissance d'autres langues, telles que le portugais, seraient particulièrement utiles. Les candidats doivent être capables de se servir d'ordinateurs individuels et être disposés à participer à un processus de traduction de plus en plus informatisé.

Les travaux de traduction représenteront une partie importante des fonctions de l'interprète-traducteur; les candidats devront par conséquent passer, en plus de l'épreuve d'interprétation, une épreuve de traduction.

Le traitement sera fonction du niveau de formation et de l'expérience du candidat sélectionné. Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur curriculum vitae avant le 31 janvier 1990, à :

M. L. Tassara  
Recruitment Division  
International Monetary Fund  
700 19th Street, N.W.  
Washington, D.C. 20431  
Etats-Unis d'Amérique.

## LE GROUPE SOCIALISTE DU PARLEMENT EUROPÉEN

recherche pour son secrétariat à Bruxelles un (m/f)

## INFORMATICIEN

#### Nature des fonctions :

- ♦ développement d'applications informatiques dans des domaines variés; ♦ formation, conseil, assistance relatifs aux projets utilisés; ♦ ingénierie système et technique d'exploitation; ♦ gestion du réseau de télécommunications.

#### Qualifications et connaissances :

- ♦ diplôme d'enseignement technique secondaire ou expérience professionnelle garantissant un niveau équivalent; ♦ expérience professionnelle confirmée dans les fonctions décrites ci-dessus, ainsi que dans l'analyse et la programmation en langage de haut niveau sur mini et micro-ordinateurs; ♦ bonne connaissance du fonctionnement (hardware et software) des ordinateurs et des appareils de télécommunications; ♦ connaissance approfondie de l'anglais et connaissance d'une autre langue de travail du Groupe Socialiste (français, allemand, espagnol).

Rémunération et avantages sociaux assimilés au grade C1 du Statut des fonctionnaires des Communautés Européennes. Prière d'adresser votre curriculum vitae et une photo, avant le 15 février 1990, au Secrétaire Général du Groupe Socialiste du Parlement Européen, rue Belliard 79-113, B-1040 Bruxelles (INFO).

## ECOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE (EPFL)

met au concours pour son département de génie rural un poste de

### PROFESSEUR EN ENVIRONNEMENT

orientation : POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE ET SOL  
rattaché à l'Institut du génie de l'environnement.

Le profil est centré sur la physique et la chimie des polluants atmosphériques de la basse atmosphère et leurs transformations durant leur transport et leurs dépôts aux interfaces atmosphères-plantes, sols, eaux, constructions.

Délai d'inscription : 31.03.1990.

Entrée en fonctions : 01.09.1990 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander la formule de candidature à :

Secrétariat général de  
Ecole polytechnique fédérale de Lausanne  
CE-Echellens  
CH-1015 Lausanne/Suisse.











## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE (suite)</b>		
<b>1<sup>er</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Studio 30 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> ét.	22, rue Brochant CIGIMO - 48-24-50-00	2.080 + 150	Maison 5/6 pièces 142 m <sup>2</sup> , garage	Chevreuil 5, allée de Chantaine SAGGEL - 46-08-80-36	6.610 + 308
3 pièces, parking 70 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	7, rue Molère SAGGEL - 47-42-44-44	6.195 + 1.565	<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUT-DE-SEINE</b>		
<b>2<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces 42 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	234, rue Championnet LOCARE - 45-79-20-22	2.934 + 559	2 pièces, parking 45 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	4.295 + 498
4 pièces 95 m <sup>2</sup> , balcon, 4 <sup>e</sup> étage	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-24-50-00	8.390 + 1.050	2 pièces 53 m <sup>2</sup> , 9 <sup>e</sup> étage	95, rue Damrémont LOCARE - 45-79-20-22	3.802 + 774	3 pièces, parking 67 m <sup>2</sup> , r.-de-ch., terr.	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	5.300 + 720
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces, parking 74 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	40, av. de St-Ouen SAGGEL - 42-66-81-05	4.370 + 1.014	3 pièces, parking 68 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Boulogne 26, rue de Sully SGI/CNP - 46-03-81-83	5.036 + 1.197
2/3 pièces 70 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	15, rue Bourdon CIGIMO - 48-24-50-00	4.870 + 1.100	4 pièces, parking 85 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	40, av. de St-Ouen SAGGEL - 42-66-81-05	4.572 + 1.302	5 pièces, parking 116 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Clichy 5/7, rue Foucault SAGGEL - 42-66-81-05	5.380 + 1.420
<b>6<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3/4 pièces, parking 90 m <sup>2</sup> , balcon 1 <sup>er</sup> étage, parking	Garches 13, rue des Saïsses CIGIMO - 48-24-50-00	5.950 + 660
2 pièces 51 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> ét.	4, bd St-Michel GROUPAMA - 49-85-54-64	4.550 + 320	4 pièces 89 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	29, rue des Ardennes LOCARE - 45-79-20-22	5.229 + 561	4 pièces, parking 100 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	Issy-les-Moulineaux 23, rue Foucher-Lapellier LOC INTER - 47-45-19-97	6.990 + 1.164
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 pièces, neuf 50 m <sup>2</sup> , box	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.530 + 483	2 pièces, parking 50 m <sup>2</sup> , balcon, 4 <sup>e</sup> ét.	Neuilly 26/28, rue Jacques-Dulud CIGIMO - 48-24-50-00	5.130 + 760
5 pièces 99 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> ét.	189, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44	10.500 + 725	3 pièces, neuf duplex, 81 m <sup>2</sup> terr. 30 m <sup>2</sup>	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.570 + 590	3 pièces, parking 66 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Neuilly 9, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-19-97	7.197 + 599
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			10 m <sup>2</sup> balcon, box	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.050 + 816	Studio 44 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Neuilly 47-49, rue Peronnet AGF - 47-45-21-50	4.300 + 530
5 pièces 211 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	3, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44	20.045 + 2.751	4 pièces, neuf 91 m <sup>2</sup> , 35 m <sup>2</sup> terrasse, box, balcon 10 m <sup>2</sup>	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	8.220 + 823	3 pièces, 105 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Neuilly 12, rue Chauveau SGI/CNP - 46-24-54-46	9.200 + 1.095
3/4 pièces 95 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44	9.025 + 652	6 pièces, neuf duplex, 128 m <sup>2</sup> balk. 11 m <sup>2</sup> , terr. 23 m <sup>2</sup> Box	Angle rue Marin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	10.510 + 1.150	3 pièces 98 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> étage	Ville-d'Avray Résidence Les Etoiles Domaine de la Ronde LOCARE - 45-79-20-22	5.066 + 1.087
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Studio, parking 51 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	36, rue de Mesur AGF - 42-44-00-44	3.150 + 530	<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
8 pièces 88 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> ét.	8 bis, rue Lacharrière LOCARE - 45-79-20-22	4.925 + 1.292	4 pièces 78 m <sup>2</sup> , 8 <sup>e</sup> ét.	74/84, rue Poit AGF - 42-44-00-44	5.100 + 1.320	5 pièces, parking 57 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Noisy-le-Grand 21, allée du Clos-Gagnier LOC INTER - 47-45-19-97	3.540 + 1.309
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 YVELINES</b>			4 pièces 78 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Tremblay-en-France 2, allée Kepler LOC INTER - 47-45-19-97	2.026 + 1.124
3 pièces, parking 69 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> ét.	32, rue de Picpus SOLVEG - 40-67-06-99	5.937 + 1.033	3 pièces 74 m <sup>2</sup> , parking 3 <sup>e</sup> étage	La Chesnay 40, bd St-Antoine SGI/CNP - 39-54-47-29	3.996 + 664	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			Maison 135 m <sup>2</sup> , garage	Guyancourt 34, allée des Genêts SAGGEL - 42-66-81-05	6.446 + 354	4 pièces, neuf 87 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage, park.	Nogent-sur-Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.065
3 pièces 61 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	3, villa Brune LOCARE - 45-79-20-22	4.141 + 876	Maison, 5 pièces 112 m <sup>2</sup> , garage	Guyancourt 15, allée des Genêts SAGGEL - 46-08-80-36	5.086 + 307	2 pièces, parking 57 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-81-05	3.342 + 417
4 pièces, parking 88 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> ét.	195, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	9.202 + 700	Maison, 5 pièces 130 m <sup>2</sup> , garage	Guyancourt 27, allée des Genêts SAGGEL - 46-08-80-36	6.140 + 360	4 pièces, parking 84 m <sup>2</sup> , 1 <sup>er</sup> étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SOLVEG - 42-66-81-05	5.200 + 652
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 pièces, parking 73 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	Montigny-le Bretonneux 5, allée des Epines SGI/CNP - 30-44-01-13	2.470 + 838	2 pièces, parking 57 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Saint-Maurice 1, rue de la Pompe SAGGEL - 42-66-81-05	4.019 + 372
2 pièces, parking 53 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	23/25, rue Latellier LOC INTER - 47-45-19-97	4.875 + 507	3 pièces, parking 68 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Poissy 7, av. des Ursulines SGI/CNP - 30-74-32-14	2.602 + 807	5 pièces, parking 113 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	Saint-Maurice 1, rue de la Pompe SAGGEL - 42-66-81-05	7.200 + 738
3/4 pièces, parking 92 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage, neuf	85, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99	10.100 + 1.050	3 pièces, parking 75 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye Résidence des Ursulines AGF - 39-73-09-34	5.165 + 640			
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>91 - ESSONNE</b>					
2 pièces 50 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	23, bd Flanrin AGF - 45-04-05-39	5.000 + 400	Maison, 5/6 pièces 134 m <sup>2</sup> , + s./sol garage	Chevreuil 15, allée de Chantaine SAGGEL - 46-08-80-36	6.536 + 351			
Studio neuf 32 m <sup>2</sup> , 7 <sup>e</sup> ét., park.	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-67-06-99	4.550 + 413						
Studio 43 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> ét.	20, av. René-Boysse SAGGEL - 47-42-44-44	3.440 + 979						
2 pièces 70 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> ét.	18, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44	7.380 + 1.406						
3/4 pièces 120 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> ét., ss. asc.	80, rue Lauriston SAGGEL - 47-42-44-44	9.600 + 1.090						
3/4 pièces 132 m <sup>2</sup> , r.-de-ch.	114, av. Mozart SAGGEL - 47-42-44-44	13.860 + 1.089						

### En bordure du golf de Chevry



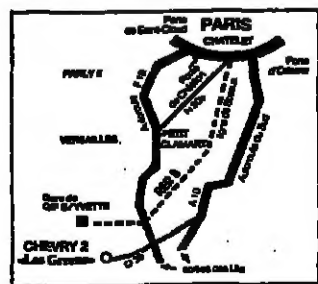
**sagge vendôme**  
GROUPE UAP

Agence de Boulogne  
Tél. (1) 46.08.80.36

La Sagge Vendôme a sélectionné pour vous, 2 maisons individuelles de charme et de qualité à louer prochainement dans la résidence «Les Grenes» à Chevry 2.

Maison 6 pièces de 142 m<sup>2</sup>  
avec cheminée et jardin  
6.919 F<sup>8</sup> par mois

Maison 6 pièces de 134 m<sup>2</sup>  
plus sous-sol  
avec cheminée et jardin  
6.886 F<sup>8</sup> par mois



\* Provisions pour charges comprises

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



LOCARE













